REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XVIII. — 1er NOVEMBRE 1923.

D

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIIIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME DIX-HUITIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1923

054
R3274
1923 [v. 62]
OCT 7 1924
197898
B.P.

SOUVENIRS

II [1]

1869-1871

ROUHER

Rouher fut la figure dominante des dernières années du second Empire. Je n'ai pas eu l'occasion d'entretenir des relations directes avec lui ; nous n'avons jamais causé ensemble, mais il a été mon collègue à l'Assemblée nationale où je l'ai entendu parler. J'ai fait partie d'une commission où il fut appelé à venir déposer. J'ai donc pu avoir de lui une impression personnelle.

En Rouher, je distinguerai deux hommes : l'homme d'affaires et l'homme politique. L'homme d'affaires était de qualité supérieure. Cerveau très bien organisé, il avait conservé la mémoire présente de toutes les opérations auxquelles il avait été mêlé. Dans cette commission dont je viens de parler et qui était chargée de la liquidation de la liste civile de la famille impériale, à toutes les questions qu'on lui posait, et sans bienveillance, il répondait, après avoir demandé la permission de réfléchir un instant, avec une précision que rien n'est venu démentir. Sous l'Empire, il avait été le champion de la politique libre-échangiste contre le protectionnisme étroit de M. Thiers, et l'avenir lui a donné raison.

Comme homme politique, je ne saurais faire de lui le même

Copyright by comte d'Haussonville, 1923.

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

éloge. Laissant de côté le fond du débat entre l'opposition libérale et l'Empire, je me bornerai à dire qu'il plaidait, plus qu'il n'était, suivant moi, convaincu. Lorsqu'au fameux discours où M. Thiers, après avoir signalé le péril de l'unité de l'Allemagne, disait en terminant : « Il n'y a plus une faute à commettre, » il répondait en faisant valoir la sécurité qu'assurait à la France la division de l'Allemagne *en trois tronçons*, j'ai peine à croire qu'il fût très sincère. Il plaidait pour la politique du Maître, comme il aurait plaidé pour une autre, mais la conviction n'y était guère. Cette métaphore des *trois tronçons* est demeurée fameuse et lui fut, quelques années plus tard, à l'Assemblée nationale, jetée à la tête. Comme il avait soutenu que trois comités bonapartistes dont l'existence avait été constatée, étaient sans relations les uns avec les autres, un orateur du centre gauche, Ricard (1), qui eut une célébrité éphémère, répliqua : « C'est la théorie des trois tronçons appliquée aux comités. » A l'Assemblée nationale, où, après avoir été battu dans la Charente-Inférieure, — Supérieure disait triomphalement Bethmont, député de ce département, — il fut envoyé par la Corse, son attitude fut digne et mesurée.

Il s'attira cependant une terrible réplique de Gambetta un jour où il avait contesté le pouvoir constituant de l'Assemblée. Gambetta trouva moyen de rappeler les souvenirs de l'expédition du Mexique et, après avoir parlé de la « justice immanente qui sort à la longue des choses mauvaises, » il termina en disant : « Cette justice a successivement atteint tous ceux qui ont été mêlés à cette détestable équipée. Elle a déjà frappé Morny, Maximilien, Jecker; elle tient Bazaine (2), elle vous attend. » La prédiction ne s'est pas réalisée, et Gambetta est mort avant Rouher, mais l'effet de séance fut grand.

Les débats du Corps législatif étaient suivis avec passion par la jeunesse libérale. Obtenir un billet pour l'une des tribunes réservées était une faveur très enviée. Une des premières séances auxquelles j'aie assisté était présidée par le duc

(1) Ne pas confondre ce Ricard avec le maire de Rouen qui eut aussi son heure de notoriété et qu'on avait surnommé, je ne sais pourquoi : *la Belle Fatma*.

(2) Le procès de Bazaine était alors en cours. Quant à Jecker, qui fut fusillé par la Commune en 1871, c'était pour obtenir le remboursement de ses bons qu'à l'origine l'expédition du Mexique aurait été, suivant l'opposition, décidée.

de Morny. Il exerçait ses fonctions avec beaucoup de courtoisie, sachant faire respecter les droits de la petite opposition libérale par une majorité qui aurait été volontiers intolérante. Il avait des mots adroits et heureux. Un jour, Eugène Pelletan, le père de ce Camille Pelletan que les nouvelles générations ont plus particulièrement connu et qui a travaillé si efficacement à désorganiser notre marine, était à la tribune. Au lendemain d'élections où la ville de Paris avait nommé en majorité des députés de l'opposition, Pelletan avait appelé Paris : la tête de la France : « Prenez garde, monsieur Pelletan, lui dit Morny, car on pourrait être tenté de dire : mauvaise tête, mais bon cœur. » Morny fut un des serviteurs les plus fidèles, et un des conseillers les plus écoutés de l'Empire. Il était, disait-on, le frère naturel de Napoléon III, né d'une liaison bien connue entre la reine Hortense et le comte de Flahaut. Il représentait l'Empire élégant ; son écurie de courses (dont la casaque était rose) connut de grands succès. Assisté d'une femme charmante, Russe d'origine, il donnait des réceptions auxquelles se pressaient tous les députés qui ne se piquaient pas d'appartenir à l'opposition irréconciliable. A sa mort, un décret ordonna pour lui des funérailles peut-être un peu trop solennelles. La vie de Paris fut comme suspendue ce jour-là, et, la semaine suivante, une vieille femme, appelée à déposer devant le tribunal de police correctionnelle à l'occasion d'une bagarre dont elle avait été témoin, dit en commençant sa déposition et sans malice aucune: « J'étais sortie comme tout le monde pour aller voir la fête. » Morny fut remplacé à la présidence du Corps législatif, auquel le droit d'élire son bureau n'avait pas été encore rendu par le comte Walewski, qui passait pour être le fils de Napoléon Ier et d'une grande dame polonaise. On aurait réussi à persuader à cette pauvre grande dame, qui aurait été une très honnête femme, de s'abandonner au vainqueur de l'Europe pour obtenir de lui l'érection en royaume indépendant de la Pologne.

Walewski avait la main plus lourde que Morny, moins cependant qu'un des vice-présidents, le baron Jérôme David, fils, disait-on, du roi Jérôme, auquel la gauche reprochait ses brutalités. A sa mort, il fut remplacé par M. Schneider, le grand métallurgiste du Creusot, d'abord nommé par l'Empereur, puis, quand le Corps législatif eut recouvré le droit de choisir

son bureau, par ses collègues eux-mêmes. M. Schneider présidait, avec une impartialité très suffisante, des séances qui n'étaient pas tumultueuses. Elles le devinrent cependant peu après lorsqu'à la fin de décembre 1869, l'Empereur, converti peut-être sincèrement à la nécessité de rétablir en France le régime constitutionnel, eut fait choix d'un ministère auquel on donna la qualification, peu flatteuse pour les précédents, de *Ministère des honnêtes gens*. Ce fut le 2 janvier 1870 que ce ministère entra en fonctions et de ce jour date la courte période de ce qu'on a appelé l'Empire libéral. Le principal ministre, bien qu'il n'eût pas le titre de Président du Conseil, était Émile Ollivier.

L'EMPIRE LIBÉRAL

Si j'ai peu connu et jamais fréquenté Rouher, il n'en est pas de même d'Émile Ollivier. Il avait été un des *cinq* que la jeunesse libérale admirait. Il se distinguait de ses quatre autres collègues par ce fait qu'il était un jurisconsulte consommé. Avant d'entrer dans la politique, il avait publié, sur une question de droit très spéciale, *la Transcription*, un ouvrage qui aujourd'hui encore fait autorité. Il était doué d'une facilité de parole qui s'élevait jusqu'à l'éloquence et qu'à la fin de sa vie il avait peine à contenir. Il ne pouvait en quelque sorte s'empêcher de parler, et il fallait l'arrêter pour le rappeler aux nécessités terre à terre de la vie. Je me souviens d'un déjeuner que, bien des années après la chute de l'Empire, je fis chez lui en Savoie, dans un site de montagnes, et qui précéda, de quelques mois seulement, sa mort. Il parla depuis le commencement du déjeuner jusqu'à la fin. Je n'ai connu d'aussi infatigable parleur que Sardou qui, à table, lorsqu'il avait la bouche pleine, faisait un petit geste de la main pour empêcher qu'un autre profitât de ce silence momentané pour prendre la parole. Mais la conversation très brillante de Sardou n'était qu'une enfilade d'anecdotes, celle d'Ollivier était un continuel discours, auquel il mêlait cependant des souvenirs. Ainsi je lui ai entendu raconter la fin de La Mennais à laquelle il avait assisté, et contester la légende d'après laquelle on aurait empêché la nièce de l'ancien fondateur de *l'Avenir* d'amener un prêtre au chevet de son oncle moribond. Mais il était rare

qu'Ollivier racontât. Il dissertait plutôt, et sur tous les sujets, car il avait des connaissances très variées et aimait tous les arts, particulièrement la musique. La dernière fois que je l'ai vu, c'était aux environs de Chamonix. Il m'avait promis de venir à Coppet, mais il ne put malheureusement tenir sa promesse. Je l'ai beaucoup regretté, car j'aurais aimé savoir comment il jugeait Mme de Staël. Je me figure qu'il devait être bienveillant pour elle. Mme de Staël, quoi qu'on puisse penser d'elle au point de vue littéraire, était assurément d'une nature noble et généreuse et poussait en conversation, — tous les témoignages contemporains sont unanimes sur ce point, — l'esprit jusqu'à l'éloquence. Quoi qu'on puisse penser d'Ollivier au point de vue politique, il était, lui aussi, noble et généreux, et quant à l'éloquence, personne au Corps législatif ne pouvait lui être comparé. Auprès de lui, Jules Favre n'était qu'un rhéteur.

Pour en revenir à l'Empire libéral, son histoire fut courte. Avant nos malheurs, l'Empire avait déjà rompu avec l'opposition, je ne parle pas seulement de l'opposition républicaine qui était demeurée irréconciliable, mais avec cette opinion plus modérée qui constituait le tiers parti et qui, représentée dans le ministère par MM. Buffet et Daru, paraissait être arrivée au pouvoir. Le plébiscite brouilla tout. Qui eut l'idée de soumettre à un plébiscite les modifications constitutionnelles apportées au texte et surtout à l'esprit de la constitution de 1852? Je ne saurais le dire positivement. On a beaucoup dit que c'était le comte Daru. Je n'en serais pas étonné. Très galant homme, mais de prévision un peu courte, il est fort possible qu'un scrupule constitutionnel soit né dans son esprit et qu'il ait cru consciencieusement qu'il était correct de soumettre à la ratification populaire les modifications apportées à la constitution de 1852. Mais, par la force des choses, ce n'était pas seulement sur ces modifications, c'était sur le régime en lui-même, sur son origine, sur sa légitimité qu'on appelait le peuple à se prononcer. Partisans et adversaires de la dynastie le comprirent ainsi, les uns estimant qu'une nouvelle consécration populaire rendrait au régime impérial la force dont il était investi au lendemain du 2 Décembre, les autres que la constatation d'un grand nombre de suffrages opposés à ce régime l'affaiblirait. Ni M. Daru, ni M. Buffet ne l'avaient entendu ainsi, et ils furent amenés à donner leur démission,

tandis que, parmi leurs collègues, la majorité restait au pouvoir.

Un des membres de l'ancien tiers parti qui montra le plus de zèle pour faire triompher le plébiscite fut M. Chevandier de Valdrôme, député, comme M. Buffet, d'un des départements de l'Est et ministre de l'Intérieur qui, dans une circulaire adressée aux préfets, les engagea à déployer pour assurer au plébiscite le plus grand nombre de voix possible, une activité *dévorante*. L'épithète, qui tranchait un peu sur le ton ordinaire des documents administratifs, fit sourire et une caricature représenta les restes de M. Chevandier dévorés par son activité. L'opposition libérale se divisa. Une partie représentée par M. Laboulaye, qui n'appartenait point au Parlement, conseilla aux électeurs un vote favorable. Sa lettre aux électeurs de Seine-et-Oise eut beaucoup de retentissement. Les partisans du plébiscite, en témoignage de reconnaissance, lui firent don d'un encrier. Quelques années plus tard, le même Laboulaye, membre de l'Assemblée nationale, s'étant chargé d'un rapport qui concluait à la consécration de la République, et le dépôt de ce rapport se faisant attendre, M. Numa Baragnon, un député de la droite, qui avait beaucoup d'esprit, dit à la tribune : « Le rapport de M. Laboulaye est encore dans son encrier, » ce qui fit rire tout le monde et Laboulaye lui-même.

La partie modérée de l'opposition libérale n'osa point se prononcer contre le plébiscite qui, le jour du scrutin, recueillit 7 358 786 suffrages affirmatifs contre 1 571 939 suffrages négatifs. On avait convié l'armée et la marine à voter, ce qui était un précédent dangereux. Mais la proportion des suffrages y fut la même. L'Empire triomphait donc et paraissait plus solide que jamais.

Ce fut à cette époque du printemps de 1870 que j'entrai pour la première fois en contact avec le suffrage universel. Des élections au Conseil général eurent lieu au mois de mai. Gurcy, la terre de mon père, était située dans le canton de Donnemarie en Montois, arrondissement de Provins, que mon père avait autrefois représenté à la Chambre des députés. Le conseiller sortant, qui était maire de Donnemarie, ne se représentait pas. J'avais vingt-six ans, un an à peine de plus que l'âge légal pour être candidat. Je n'hésitai pas à me présenter. J'eus comme concurrent quelqu'un qui aurait fait un beaucoup meilleur conseiller général que moi. Il était avocat à la Cour

impériale où il avait peu de clientèle, ne plaidait guère que de petites affaires d'expropriation. Mais il était très entendu dans les questions d'agriculture et en passe de devenir président du Comice agricole de l'arrondissement de Provins. Il possédait, dans le canton, un très vieux et pittoresque château, entouré d'eau, qu'on appelait Sigy, où il passait la plus grande partie de son année avec deux vieilles sœurs, fort pieuses. Il passait pour clérical, épithète funeste en Seine-et-Marne. La lutte entre nous fut très vive, mais cependant toujours convenable de part et d'autre. Je passais, avec raison, pour libéral. Je tins toutes les communes du canton, parlant avec une certaine facilité dans de petites réunions sur la convocation desquelles l'administration fermait les yeux, car elles n'étaient précédées d'aucune des formalités légales indispensables. Ma jeunesse y plut. J'avais pour moi l'appui de grosses familles paysannes, depuis longtemps attachées à la mienne, et dont l'une avait caché mon arrière-grand père au moment de la Terreur. J'avais aussi les groupes d'opposition avancée, à cause de l'attitude d'opposition déterminée que mon père avait prise vis à vis de l'Empire. Je fus nommé à une écrasante majorité. Le lendemain de l'élection, une véritable foule se porta au château pour me faire compliment. Le parc fut envahi ; il fallut donner à boire et à manger à tout ce monde. Je fus acclamé : j'ai connu ce soir-là les ivresses de la popularité... cantonale.

LA GUERRE

Cette popularité ne devait pas être de longue durée, mais les jours de juin 1870 que je passai à Gurcy avec mes parents, ma femme et deux petites filles encore tout à fait enfants, ont été les derniers d'un bonheur sans mélange dans ma vie. Au mois de juillet, la guerre éclatait.

J'appartenais par mon âge à la classe 1843, comme on disait alors. Légalement, je n'étais tenu d'aucune obligation militaire. Lorsqu'en 1869 on avait vaguement organisé sur le papier les cadres de la garde nationale mobile qui n'avait jamais été réunie, comme cette organisation s'effectuait par canton, j'avais souhaité un grade dans la compagnie du canton de Donnemarie à la tête de laquelle on comptait mettre, fort

justement, un lieutenant d'infanterie retraité. Le préfet, sur les indications duquel s'effectuaient les nominations, proposa le fils d'un gros épicier qui fut nommé lieutenant. J'aurais donc été en droit de me confiner dans mes fonctions de conseiller général et de rester tout simplement à Gurcy. C'est ce que j'avais cru devoir faire au début de la guerre; mais quand nos malheurs survinrent, je trouvai que cette attitude passive ne convenait pas à mon âge et je cherchai à mieux faire. Le hasard me servit. J'avais un ami, le capitaine de Champlouis, dans les bureaux de la place de Paris. J'allai lui demander conseil et, dans les bureaux de la place, je rencontrai le général Princeteau, qui était proche parent de la duchesse douairière Decazes, demi-sœur de ma belle-mère, la marquise d'Harcourt. Je le connaissais un peu. Je lui contai mon cas. Immédiatement il me proposa de me prendre dans son état-major. Naturellement j'acceptai et quelques jours après paraissait un arrêté ministériel qui me nommait lieutenant au premier régiment d'artillerie de la garde nationale mobile de la Seine. Ce régiment ne fut jamais constitué, ce qui n'empêcha pas qu'à l'issue du siège de Paris, je fus décoré sous cette qualification, sur la proposition de mon général. La décoration que je porte est une décoration militaire; je n'ai jamais voulu en accepter d'autre.

Cependant nos malheurs se précipitaient, et la nécessité de prendre certaines déterminations s'imposait. On en vint assez vite à prévoir l'investissement de Paris. J'envoyai mes deux filles, encore en bas âge, chez ma belle-mère, au château de Saint-Eusoge dans le département de l'Yonne. Ma femme les y conduisit; j'aurais dû lui intimer d'y rester, mais il n'était pas dans sa nature de consentir à s'éloigner d'un endroit où il pouvait y avoir quelque danger à courir. Elle revint à Paris où elle passa tout le temps du siège, comme infirmière à l'ambulance installée au Grand Hôtel sous la direction du docteur Guyon, dans des conditions, soit dit en passant, déplorables au point de vue de l'hygiène. On ne se doutait pas à cette époque de ce qu'était l'hygiène d'un hôpital. Aussi la santé de ma femme s'en est-elle quelque temps ressentie, mais elle y fit son apprentissage, et cet apprentissage la prépara à devenir plus tard présidente du Comité central des dames de la Société de secours aux blessés.

Mon père s'enferma également à Paris et fit ménage avec ma femme, tandis que je vivais à l'état-major du général Princeteau. Bien qu'il eût plus de soixante ans, mon père s'engagea dans ce qu'on appelait les vétérans de la garde nationale. Gurcy fut donc abandonné par lui comme par moi. Au point de vue d'un patriotisme supérieur, je crois que nous n'avons pas eu tort, mais, au fond, la population du canton qui m'avait nommé quelques mois auparavant Conseiller général m'en voulut secrètement ; je devais m'en apercevoir l'année suivante.

LA CHUTE DE L'EMPIRE

Tout le mois d'août se passa ainsi. Le général Princetea avait ses bureaux place Saint-Thomas d'Aquin, au Musée d'artillerie. J'y allais tous les matins au rapport. J'étais libre les après-midi, que j'employais à me promener curieusement, — la curiosité est mon vice, — sur les boulevards ou dans les faubourgs. L'aspect de Paris était tristement intéressant à étudier. On sentait la ville frémissante, résolue à continuer la guerre, mais toute prête à faire une révolution. Le 3 septembre, la nouvelle du désastre de Sedan, de la blessure du maréchal de Mac-Mahon et de la captivité de l'Empereur commença de circuler. J'allai le soir chez la maréchale de Mac-Mahon, cousine germaine de ma femme, pour savoir des nouvelles précises. Les bruits qui se répandaient peu à peu dans le public n'étaient que trop fondés. Nous en eûmes la confirmation par le capitaine, depuis général d'Espeuilles qui, dans la confusion de Sedan, avait trouvé moyen de s'échapper par la frontière belge et était rentré à Paris. De chez la Maréchale, j'allai chez M. Thiers, toujours, aux nouvelles. On a beaucoup parlé de la joie indécente de l'opposition. Je dois avouer que, dans l'après-midi, ayant rencontré Jules Ferry et lui ayant demandé ce qu'il savait, il me répondit : « Oui, l'Empereur et le Prince impérial sont prisonniers et nous espérons bien que demain l'Impératrice ira rejoindre son mari et son fils. » Il semblait tout à la joie. Le propos me choqua, mais chez M. Thiers, où j'allai encore le soir, on n'était pas à la joie ; les préoccupations publiques dominaient. M'en revenant à pied, car, depuis la réquisition des chevaux, les voitures devenaient très rares, et longeant le Palais-Bourbon, je m'aperçus que la salle des séances était éclairée.

J'interrogeai un sergent de ville qui faisait les cent pas sur le trottoir de la rue de Bourgogne. « Il y a donc séance cette nuit, » lui dis-je. « Oui, Monsieur, » répliqua-t-il et, sans que je lui fisse aucune question, il ajouta : « Il paraît qu'ils sont en train de changer le Gouvernement. » Cette réponse m'est toujours restée dans l'esprit et je l'ai souvent opposée en discussion à ceux par qui j'entendais soutenir qu'il n'y avait au lendemain de Sedan qu'une chose à faire : se serrer autour de l'Impératrice. Pour qu'un sergent de ville, — et on sait combien la police de l'Empire était disciplinée, — fît une telle réponse à un passant, il fallait que tout le monde eût le sentiment que l'Empire était fini, et bien fini.

Ce qu'il aurait fallu faire dans cette triste nuit, pour éviter un mouvement désordonné de la population parisienne, c'était de voter non pas la déchéance, sans générosité demandée par Jules Favre, mais la proposition de M. Thiers qui était conçue en ces termes : « Vu les circonstances (le projet primitif portait : *Vu la vacance du pouvoir;* mais on avait substitué cette seconde formule à la première pour faciliter le vote des députés de la majorité), la Chambre nomme une commission de Gouvernement chargée de pourvoir à la défense nationale. » Quant à « se serrer autour de l'Impératrice, » c'est-à-dire autour d'une femme, si Française de cœur qu'elle fût devenue, si digne et courageuse qu'ait été son attitude, mais dont la pensée dominante ne pouvait être que d'acheter en négociant la liberté de son mari et de son fils, c'est une conception à laquelle peuvent se complaire après coup les imaginations romanesques, mais qui n'aurait pas supporté le choc de la réalité. Je ne crois pas qu'en réalité l'Impératrice elle-même ait rêvé le rôle de Marie-Thérèse : *Moriamur pro rege nostro Mariâ Theresâ*, disaient les Hongrois. Mais, comme le fait observer avec raison mon éminent confrère, M. de La Gorce, dans sa belle et impartiale *Histoire du Second Empire*, « il n'y a guère de Marie-Thérèse que dans les longues lignées de rois. »

La nuit dans Paris fut tranquille. L'affiche annonçant le désastre ne fut apposée sur les murs qu'à la première heure du jour. C'était un dimanche. J'allai ce jour-là à la messe de dix heures à Sainte-Clotilde, messe basse qui coïncidait avec la fin de la grand messe. L'église était comble, comme toujours en cas de grand malheur public. Quand arriva le moment où la

liturgie place le *Domine salvum*, il y eut chez les fidèles un mouvement à la fois d'émoi et de curiosité, chez les chantres qui devaient l'entonner un imperceptible mouvement d'hésitation. Ils l'entonnèrent cependant, et ce nom de Napoléon, si souvent victorieux, retentit ce jour-là à Sainte-Clotilde, comme dans les autres églises de France, pour la dernière fois.

Aussitôt après déjeuner, je sortis pour aller aux nouvelles. La foule se pressait aux abords du Corps législatif dont l'accès était interdit. Un très mince cordon de troupes barrait le pont de la Concorde. Comme je demeurais rue Saint-Dominique, en face du ministère de la Guerre, je pus, grâce à mon uniforme, arriver à la grille d'entrée qui était fermée. Je fus aperçu par Estancelin, un député de la Seine-Inférieure, orléaniste notoire. Il me fit signe de venir lui parler. « Nous risquons d'être envahis, me dit-il; tâchez d'arriver chez Trochu (Trochu était alors gouverneur de Paris) et de lui dire qu'il prenne les mesures nécessaires pour nous défendre contre l'invasion. » Je trouvai qu'il avait raison et me faufilant à travers la foule dans les rangs de laquelle je distinguai le duc Decazes, en uniforme de la garde nationale, je franchis le pont de la Concorde, et remontai le quai qui longe les Tuileries.

Arrivé à la hauteur du palais, je vis que la populace l'avait déjà envahi. Je croisai un peloton de grenadiers de la garde qui l'avait évacué. Un aigle en cuivre doré, aux ailes éployées, ornait le fronton de leurs grands bonnets à poil. « A bas les aigles! Enlevez les aigles! » crièrent quelques voix dans la foule. L'officier qui commandait le peloton avait son épée à la main. Sa figure se contracta et je crus un instant que j'allais assister à quelque scène sanglante. Mais le respect du soldat l'emporta dans la foule. « Non, non, » crièrent un grand nombre et les grenadiers purent continuer leur route sans encombre. Je traversai la place du Carrousel. Je fus arrêté par une dame et sa fille. J'ai su depuis que c'était Mme de Saulcy, dame d'honneur de l'Impératrice. Mon uniforme lui ayant inspiré confiance, elle m'arrêta et me dit : « Savez-vous, lieutenant, si l'Impératrice a pu quitter les Tuileries. — Je l'espère, Madame, lui répondis-je, mais je ne puis absolument rien vous dire (1). » Continuant ma route,

(1) On sait que la souveraine française, par les galeries du Louvre, gagna la place Saint-Germain l'Auxerrois où elle prit un fiacre d'où elle débarqua chez son

j'arrivai chez le général Trochu, dont l'état-major était au Louvre, rue de Rivoli, entre les Tuileries et les guichets du Carrousel. Je demandai à le voir. On m'introduisit auprès du général Schmitt (1), qui était son chef d'état-major. Je lui transmis la pressante demande des députés menacés d'être envahis. J'eus le sentiment que je m'adressais à un homme très perplexe et que sa perplexité reflétait celle de son chef. J'ai dit que je serais dans ces *Souvenirs* très sobre de jugements. Cependant l'attitude du général Trochu ayant été, dès ce jour-là et davantage encore par la suite, vivement attaquée, il m'est impossible de ne pas dire ce qu'il m'en semble.

Sa situation était difficile. Il était de ceux qui, les années précédentes, avaient déjà signalé les défectuosités de notre organisation militaire. Il était donc populaire dans l'opposition et sa nomination au gouvernement de Paris fut une des premières concessions que le régime ébranlé sentit la nécessité de faire à l'opposition. Ainsi en fut-il, soit dit en passant, de la nomination au commandement en chef de l'armée de Metz de celui que Jules Favre appela en cette occurrence « notre glorieux Bazaine. » Mais on se méfiait de Trochu aux Tuileries. Il y avait donc double raison pour lui de faire à l'Impératrice, dès sa nomination, une visite officielle. Qu'il ait ou non, au cours de cette visite, prononcé les fameuses paroles qu'on lui a prêtées : « Madame, je suis Breton, catholique et soldat, » cela importe peu ; ce qui est hors de doute, c'est qu'il dut faire des promesses de fidélité, et il n'aurait pu s'en abstenir sans justifier les méfiances. Je suis persuadé qu'il était sincère, et qu'aucune pensée de défection ne le traversait alors. Mais lorsqu'il aperçut la possibilité de jouer un grand rôle, non seulement militaire, mais politique, je crois également que la tentation lui vint. Il y aurait peut-être résisté, si une grosse faute n'eût été commise à son endroit. On sait que les instructions nécessaires à la défense militaire du Corps législatif

dentiste, Evans, escortée de Nigra, ambassadeur d'Italie, et de Metternich, ambassadeur d'Autriche. Aucun chambellan ne l'accompagnait.

(1) Le général Schmitt, qui avait fait campagne en Chine, demeura le chef d'état-major du gouverneur de Paris, pendant toute la durée du siège. Il signait les communiqués en faisant précéder sa signature de la formule : P. O. par ordre. D'où le sobriquet Paul Oscar, qui, moitié ignorance, moitié raillerie, lui fut donné.

furent données par-dessus sa tête à son subordonné, le général Soumain qui commandait la division militaire, tandis que lui, Trochu, était gouverneur de Paris, et investi en conséquence de l'autorité supérieure. Cette irrégularité était une injure. Trochu la ressentit. Il aurait dû l'oublier le lendemain. Il s'en donna l'apparence en allant à neuf heures du matin voir l'Impératrice. Elle ne lui demanda rien, il ne lui proposa rien, et il s'enferma chez lui. A deux heures, sur les instances d'un des questeurs de la Chambre des députés, il monta à cheval avec ses aides de camp, et alla jusqu'au pont de Solférino. Arrivé au pont, il se laissa arrêter par la foule toujours grossissante et prit son parti de retourner au Louvre. Est-ce après ou avant cette sortie que j'ai été reçu par le général Schmitt? Je crois plutôt que c'est après. Tout ce que je peux dire, c'est que, quand je revins, la Chambre était envahie. Trochu devait bien ressortir du Louvre une seconde fois, mais, cette fois, en habits civils et pour se rendre à l'Hôtel de Ville où il se laissa proclamer Président du Gouvernement de la Défense nationale. S'il s'était borné à conserver ses fonctions militaires, son attitude eût été sans reproches, et les plus sévères ne seraient pas en droit de dire qu'il ait manqué à l'honneur.

Je trouvai donc la Chambre envahie quand je revins par le pont de la Concorde. Le cordon de troupes qui le barrait avait disparu. Je passai place du Palais-Bourbon, ayant l'intention de rentrer un instant chez moi pour savoir ce qu'était devenue ma femme. Sur cette place a été érigée, je ne sais à quelle date, une statue de la Loi. Dans la main de cette statue on avait mis depuis un aigle. Un émeutier avait escaladé la grille qui préservait la statue et, un marteau à la main, il s'occupait, aux applaudissements de la foule, à briser l'aigle. Arrivé chez moi, j'appris sans surprise que ma femme, toujours courageuse et curieuse, était sortie. Elle m'a raconté depuis que, place Vendôme, où est le siège du ministère de la Justice, elle avait vu, à son grand dégoût, une bande de jeunes gens installer dans l'hôtel du Ministère le vieil avocat Crémieux. Les plus hautes fonctions passaient ainsi aux mains des premiers occupants : Gambetta à l'Intérieur, Jules Favre aux Affaires étrangères, etc., etc.

Pour moi, qui n'aspirais à aucune place et n'éprouvais aucun sentiment de joie, si opposé que je fusse à l'Empire,

mais chez qui la tristesse patriotique n'avait pas amorti la curiosité, j'employai mon temps libre à me promener et à m'offrir, si j'ose ainsi parler, le spectacle de Paris. Il n'y a qu'un mot qui serve : ce spectacle était honteux. Paris semblait en fête. Le temps qui était magnifique, la journée du dimanche qui, de toute façon, aurait suspendu partout le travail, tout concourait à pousser la population dans les rues. Les boulevards, la rue de Rivoli surtout étaient encombrés. On voyait passer des victorias garnies de filles en cheveux, avec des soldats juchés, jambes pendantes, dans les capotes. Toute police, — car aucun gardien de la paix n'aurait osé se montrer, — était supprimée. Les murs, signe infaillible du laisser-aller populaire, étaient souillés. On se serait cru au Mardi gras. Ce spectacle m'indigna fort et j'étais encore sous l'impression de cette indignation lorsque, le soir, j'allai chez M. Thiers, comme c'était devenu ma coutume. On y était fort animé, on y parlait de la répartition des portefeuilles que s'étaient distribués entre eux les députés de Paris et on discutait cette répartition. Quelqu'un dit : « Dorian va aux Travaux publics. — Et qui va aux Travaux forcés ? » ne pus-je m'empêcher de dire. Le mot n'eut aucun succès.

Le lendemain, Paris reprit son aspect accoutumé, sauf que les rues étaient sillonnées par des bataillons de garde nationale, les uns ayant une très bonne tenue et prêts à remplir simplement leur devoir, quel qu'il fût, sans bien savoir en quoi il consisterait, les autres braillant, et hurlant *la Marseillaise* dont le fameux vers :

Qu'un sang impur abreuve nos sillons,

paraissait leur plaire tout particulièrement. Aussi les avait-on baptisés les *Sang Impurs*. Il n'y avait pas de troupes dans Paris, le général Vinoy n'ayant pas encore rejoint la capitale avec son corps d'armée qui avait échappé à la capitulation de Sedan. Plus de police, comme je viens de le dire, et il est remarquable, qu'il n'y eût durant ces premiers jours aucune atteinte à la propriété, ni vol avec effraction. Les cambrioleurs de profession sentaient que la populace, s'ils tombaient entre ses mains, ferait immédiatement justice d'eux et que la loi de Lynch leur serait appliquée sans merci.

LE SIÈGE DE PARIS

Cependant, la Ville de Paris se préparait au siège. Les femmes donnaient l'exemple de la résolution et de la bonne humeur. Les défaillants, on ne disait pas encore alors les *défaitistes*, n'auraient pas trouvé grâce devant elles. C'est ainsi qu'un petit détachement de zouaves, échappés probablement du camp de Châlons, ayant pénétré, par je ne sais quelle porte, en débandade, des femmes les assaillirent, leur reprochèrent leur lâcheté et voulaient leur faire un mauvais parti. Je dirai à cette occasion et pour n'y pas revenir, que durant tout le siège, l'attitude des femmes du peuple (1) fut admirable, non seulement de résignation, mais de gaieté. Lorsque commença le régime des cartes, d'abord de viande de cheval, puis de pain, elles faisaient la queue à la porte des boucheries et des boulangeries, en échangeant des lazzis avec les passantes. Il ne faut défier les Parisiennes de rien (2).

Paris, au point de vue de la défense, avait été divisé en secteurs. Chaque secteur avait sa division d'artillerie. Le général Princeteau commandait l'artillerie du secteur qui comprenait Belleville, appelé un peu pompeusement, alors, le Mont Aventin de la démocratie, parce que la circonscription avait pour représentant Gambetta. Le quartier-général avait été installé dans le voisinage d'une petite place fleurie, appelée la Place des Fêtes, que je suis retourné voir récemment, dans une maison abandonnée par ses propriétaires et démeublée. Je fus chargé par mon général de réquisitionner chez un tapissier du quartier, avec lequel je m'étais mis préalablement d'accord, les quelques meubles indispensables. Sur cette liste figurait une commode-toilette. Mais lorsque je soumis cette liste au maire de l'arrondissement, dont le contre-seing était nécessaire, cette désignation l'offusqua. Il voulut se faire remettre par moi la

(1) Je n'entends pas dire que celles d'une condition aisée n'aient pas fait aussi bonne figure, mais il y avait moins de mérite.

(2) A la fin du siège, en janvier 1871, le pain était devenu très mauvais, et, à la longue, la viande de cheval, qui ne semble d'abord que du bœuf dur, devient très indigeste. Je dois à l'Intendance impériale, si souvent et assez justement critiquée, la justice de dire que le pain fourni à l'armée était excellent. Il m'a été dit aussi par des experts en l'art culinaire, que la graisse de cheval était une excellente graisse de cuisine.

liste elle-même, sans doute avec le dessein de dénoncer à cette occasion le luxe dont s'environnaient les officiers d'état-major. Naturellement je me refusai à la lui livrer. Il insista sur un ton impératif, ce qui me fit enfouir la liste en question dans la poche intérieure de mon veston boutonné d'uniforme, et me camper, les bras croisés, dans un coin de la salle de la Mairie, en lui disant fièrement : « Venez la prendre. » Il n'insista pas et, pour sortir d'affaire, je lui proposai d'aller ensemble chez le général. Nous nous y rendîmes et là il entama un long discours patriotique, où il dit, entre autres choses, « que Paris avait fait un pacte avec la mort et, comme autrefois Saragosse, s'envelissait sous les ruines plutôt que de capituler. » Cet orateur de réunion publique était au fond un très brave homme et, quand on se fut expliqué avec lui, il signa tout ce qu'on voulut. Si j'ai rapporté ce mince épisode, c'est pour montrer à quel point les esprits se montaient facilement.

Les mois de septembre et d'octobre se passèrent sans incidents. Ce fut le 31 octobre seulement que les choses faillirent se gâter. Ce jour-là, on afficha sur les murs une proclamation de Gambetta qui commençait ainsi : « Français, élevez vos âmes à la hauteur... » et qui continuait en annonçant, sans information précise et suffisante, la trahison de Bazaine. Ce mot de *trahison* était singulièrement imprudent à prononcer dans un moment où la populace n'était que trop portée à voir des traîtres partout. Aussi se souleva-t-elle. Belleville était en ébullition. J'eus le sentiment que des choses graves allaient se passer et j'obtins du général Princeteau à la fin de la journée la permission d'aller dîner et coucher à Paris. Je me souviens, en descendant à cheval la rue du Faubourg du Temple, d'avoir dépassé une bande à la tête de laquelle était Flourens, celui qui devait plus tard jouer un rôle dans la Commune, et je n'eus nul doute qu'il ne se proposât de provoquer un mouvement populaire.

En effet, quelques heures après, Trochu, qui s'était rendu à l'Hôtel de Ville avec d'autres membres du Gouvernement, entre autres je crois avec Le Flô, le ministre de la Guerre, y était retenu prisonnier. Picard, ministre des Finances, plus avisé, ne s'y était pas laissé prendre ou avait trouvé moyen de s'échapper. Ce fut chez lui que nous allâmes après dîner, mon père et moi. Il n'avait le droit de donner aucun ordre. « Allez chez Trochu,

nous dit-il. Je crains qu'il ne soit encore prisonnier à l'Hôtel de Ville, mais peut-être, pourrez-vous obtenir qu'on s'occupe de le délivrer. » Nous suivîmes ce conseil et nous allâmes au Louvre. En entrant, la première personne que nous aperçûmes, ce fut Trochu lui-même ! « Ah ! général, comme je suis heureux de vous voir ! » dit mon père, et il continua par quelques paroles fort vives contre ceux qui avaient séquestré ainsi quelques heures le chef du Gouvernement de la Défense nationale, en exprimant l'espoir que quelques mesures vigoureuses seraient prises contre eux. A sa grande surprise et à la mienne, Trochu répondit à peine, en quelques paroles lénifiantes par lesquelles il cherchait à excuser ceux aux mains desquels il venait d'échapper. « Ce sont des égarés, » disait-il, et, en effet, aucune poursuite ne fut dirigée contre eux. Il faut reconnaître qu'un Gouvernement issu d'une révolution manquait peut-être un peu de titres juridiques pour poursuivre des émeutiers. Mais je crois que le Parquet, saisi d'une dénonciation, aurait bien trouvé le moyen de dresser une inculpation. Il ne fut pas mis aux prises avec cet embarras. Trochu continuait à vouloir s'appuyer uniquement sur la force morale, ainsi qu'il le disait dans une longue lettre au *Temps*, par laquelle il inaugura ses fonctions. Ceux qu'il aurait fallu poursuivre devaient, quelques mois plus tard, se retrouver dans les rangs de la Commune. C'eût été d'une politique prévoyante d'en coffrer à l'avance quelques-uns.

Je n'ai pas l'intention de refaire ici l'histoire du siège de Paris. Je voudrais cependant parler de deux ou trois épisodes que j'ai vus de près.

L'opinion publique exigeait ce qu'on appelait *la sortie torrentielle*, et, pour être juste, il faut reconnaître qu'il était difficile de conserver inactives dans Paris les forces militaires considérables, — corps d'armée de Vinoy, garde nationale mobile de Paris et des départements environnants, régiments de marche de la garde nationale, — qu'on y avait concentrées. Une sortie fut donc résolue en principe, et la date en fut prise sur la nouvelle arrivée par ballon, de la victoire, la seule qui ait marqué cette triste guerre, remportée en octobre à Coulmiers par le général d'Aurelles de Paladine.

Le corps d'armée du général d'Exéa, vieux divisionnaire rappelé à l'activité, auquel était attaché le détachement d'artil-

lerie du général Princeteau, fut alerté, comme on dit aujourd'hui, la veille. Il reçut l'ordre de prendre les armes dans la nuit, et, à la pointe du jour, de descendre par la route qui longe le fort de Nogent jusqu'à la Marne où un pont devait être jeté. L'équipage de pont n'avait pas été mis sous les ordres du général Princeteau. Nous passâmes la nuit presque tout entière debout. Après avoir envoyé aux batteries qui composaient la division d'artillerie l'ordre de se tenir prêtes à marcher, nous nous mîmes en route un peu avant le jour. Nous partîmes du fort de Vincennes, où nous étions à ce moment casernés. En arrivant au fort de Nogent et au moment de nous engager sur la route qui descend du fort de Nogent à la Marne, nous aperçûmes avec étonnement une batterie dont les tentes n'avaient pas été levées et dont les soldats dormaient encore. Je fus laissé en arrière pour la mettre en mouvement. J'allai droit à la tente du capitaine dont je soulevai la porte d'entrée; sautant à bas de son lit de camp, il vint à moi en bonnet de coton. Aucun ordre ne lui avait été transmis. La négligence fut vite réparée, mais l'image d'un capitaine d'artillerie en bonnet de coton a été mon premier souvenir de guerre.

Je repris ma route et piquai un temps de galop pour rejoindre mon général. Au tournant de la route du fort, j'eus comme une réminiscence de chasse à courre, et pour un peu, j'aurais fredonné une fanfare. Je n'avais jamais vu le feu, et, — pourquoi m'en cacherais-je? — j'avais peur d'avoir peur. A partir de ce moment, je me suis senti rassuré. Poursuivant toujours ma route, je rejoignis, à ma grande surprise, l'équipage de pont que je croyais déjà jeté ou en train d'être jeté sur la Marne : « Quoi, vous êtes encore là? » dis-je au capitaine. — « Mais je n'ai pas d'ordres, » me répondit-il. Je lui en fis envoyer aussitôt, mais le pont de bateaux ne fut jeté que dans l'après-midi, d'où une journée perdue. Qui aurait dû donner l'ordre? Trochu, Ducrot, d'Exéa, Princeteau lui-même incontestablement, si l'équipage de pont avait été placé sous ses ordres; mais aucune instruction, aucune information concernant cet équipage ne lui avait été transmise. Si j'insiste sur ce point, c'est pour montrer que l'incertitude du commandement supérieur explique bien des choses.

Le pont fut donc jeté, opération toujours un peu longue, et le lendemain, de grand matin, nos troupes commencèrent à

passer, mais l'ennemi avait eu le temps de rassembler des forces. Ce fut avec des Wurtembergeois que nos soldats se trouvèrent aux prises. Leur passage était protégé par une batterie de mitrailleuses, arme nouvelle alors, dont on attribuait l'invention à l'Empereur, et dont on espérait beaucoup, à la fois à raison et à tort. J'ai pu le constater de mes yeux ce jour-là. De près, le projectile ne produisait guère plus d'effet qu'un boulet ordinaire; à une assez grande distance, les balles qu'il contenait devenaient très meurtrières en se dispersant, mais elles perdaient rapidement leur force et devenaient des balles mortes. Ce jour-là, elles produisirent tout leur effet sur les malheureux Wurtembergeois qu'on voyait littéralement fauchés et tomber par rangs. Ils ne reculèrent pas cependant; bien peu durent survivre et c'est avec justice que, durant l'armistice, l'autorité militaire allemande éleva sur l'emplacement où ils étaient tombés une pierre funèbre sur laquelle étaient gravés ces mots : « *Fidèles à Dieu et à leur Roi, ils sont tombés pour la grande patrie allemande.* » Dieu, le Roi, la Patrie, c'est une belle épitaphe pour des soldats.

On sait la suite : la sortie échoua, il fallut faire rentrer les troupes dans Paris. La déception y fut grande, mais on ne renonça pas à la sortie torrentielle, ni dans le commandement qui, au fond, n'y croyait pas, ni dans la population qui y croyait encore. Puis-je rapporter ici un incident personnel presque ridicule dont je devins l'occasion? Pendant vingt-quatre heures, je fus placé au Jockey Club, dont je faisais partie, parmi les morts. Le lendemain de la rentrée des troupes, j'avais rencontré de bon matin un de mes amis, le baron Hottinguer, qui était attaché à une ambulance. Il m'avait serré les mains et témoigné sa joie de me voir avec une effusion qui, un moment, me surprit un peu. Voici l'explication. Il me croyait mort. Un certain capitaine Dassonville avait été ramassé mourant sur le champ de bataille par l'ambulance américaine. Il avait donné son nom. Le chef de cette ambulance, qui me connaissait de nom sans me connaître personnellement, avait cru que c'était moi. Il avait fait transporter ce pauvre garçon à l'ambulance que les Américains avaient établie sous des tentes, en bordure de l'ex-avenue de l'Impératrice (1) et rencontrant deux de mes amis,

(1) Le mobilier de ces tentes était des plus sommaires. Il n'y avait pas de

le duc de Fitzjames et le comte de Ludre, il leur annonça ma mort ou à peu près. Embarras de mes deux amis. Aller porter cette nouvelle à ma femme et à mon père, c'était une mission peu agréable; la leur laisser ignorer était pire. Fitzjames et de Ludre se dirent : « Allons d'abord voir si c'est vrai qu'il est mourant; » et ils se rendirent à l'ambulance américaine. Ils me demandèrent; on les conduisit au lit de mon quasi-homonyme. « Ah monsieur, quel bonheur que ce soit vous! » faillit lui dire le duc de Fitzjames qui était un impulsif, — lui-même me l'a raconté, — mais comme il était plein de bonté, il s'assit au chevet du moribond, y passa la nuit et lui ferma les yeux pendant que de Ludre allait prévenir les miens et les rassurer à l'avance contre tout faux bruit qui pourrait leur parvenir. Une seconde sortie fut tentée par la garnison de Paris. Elle fut tout simplement pitoyable, et je n'en parlerais même pas, si le trait d'un brave soldat alsacien ne m'était resté dans la mémoire.

Cette sortie eut lieu dans le courant de décembre. Nos troupes s'emparèrent sans difficulté, après être sorties par la porte du Bourget, d'une petite éminence, surmontée d'un plateau qu'on appelait le plateau d'Avron. Plusieurs batteries d'artillerie y avaient été installées. La journée, qui fut marquée par une baisse sensible et brusque de la température, — il gela à glacé pendant la nuit, — s'écoula, sans qu'il fût donné suite, je ne sais pourquoi, à ce mince avantage. Le soir ou le lendemain, ordre survint de faire retirer les batteries d'artillerie, déjà installées sur le plateau. L'ordre fut exécuté et les batteries se retirèrent sans emporter leurs munitions, sans doute faute de prolonges. Un brave sous-officier, Alsacien de naissance, s'en aperçut. Sans instructions précises, il retourna les chercher et vint ensuite, en s'excusant presque, rendre compte au général Princeteau de son expédition. Son récit était un peu confus et incorrect : « J'ai-t-été une première fois, » dit-il, « puis j'ai-t-été une seconde fois, puis j'ai-t-été une troisième. J'ai tout rapporté. » Le général ne savait que faire pour le récompenser; ce maréchal des logis était déjà décoré et son ignorance manifeste avait empêché sans doute de le nommer officier. Le général eut une inspiration du cœur. Il l'embrassa : « Merci, mon géné-

rideaux aux lits, pas d'autre tapis que la terre gelée. Sans qu'alors on s'expliquât scientifiquement pourquoi, on y perdit très peu de blessés.

ral, merci! » dit le vieux soldat profondément ému, et il s'en alla les larmes aux yeux, se croyant suffisamment récompensé.

Une troisième sortie *torrentielle* dont j'aimerais mieux ne pas parler, mais il faut être véridique, eut lieu en janvier. Elle fut pitoyable. Que se proposait le commandement supérieur? Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que je passai toute la journée à attendre, à la porte des fortifications par laquelle on gagne Neuilly-sur-Seine, des batteries que je devais conduire à leur cantonnement et qui n'arrivaient pas. En revanche, plusieurs régiments d'infanterie, dont l'un commandé par le colonel Boulanger, le futur général au cheval noir, et un nombre plus grand encore de régiments de garde nationale franchirent la porte et se déployèrent dans les plaines qui s'étendent aux alentours du rond-point de Courbevoie. C'était pour complaire à la garde nationale qui se plaignait de n'avoir pas été employée auparavant, que cette sortie fut tentée. Mon futur confrère, M. Camille Rousset, l'historien de Louvois, faisait partie de l'un de ces régiments, ainsi que le vieux marquis de Coriolis, un ami de mon père, qui fut tué. Le capitaine de Montbrison, père d'un de mes amis, fut tué également. La journée ne fut cependant pas très meurtrière ; l'ennemi était dissimulé derrière un mur et ne se souciait pas de quitter cet abri, car il aurait risqué d'être écrasé par les feux du Mont Valérien, et du côté français l'autorité militaire ne se souciait pas de faire tuer du monde sans un profit bien déterminé. Ce jour est le seul où j'aie échappé à un danger personnel. Comme nous formions, assez imprudemment, généraux, officiers supérieurs et aides de camp, un petit groupe un peu chamarré, l'ennemi s'en aperçut et tira directement sur nous. L'obus qui était à fusée percutante tomba à deux ou trois mètres de notre groupe. Heureusement, il avait plu le matin. Le projectile s'enfonça dans la terre humide. S'il avait éclaté, je doute qu'aucun de nous y aurait échappé. Nous en fûmes quittes pour essuyer de gros éclats de boue. C'est la seule blessure que je puisse me vanter d'avoir reçue.

La nuit étant tombée, on sonna la retraite. Elle s'opéra dans un ordre suffisant, mais très lentement, dans l'obscurité. Je me suis dit parfois que si les Prussiens avaient lancé contre nous, à l'improviste, un escadron de uhlans, cette retraite se serait changée en déroute. Mais nous rentrâmes paisiblement dans

Paris par la porte même par où nous étions sortis, et nous couchâmes sur le parquet, dans une maison inhabitée de l'avenue de la Grande-Armée.

Quelques jours après, Paris capitulait; je ne dirai rien de l'effet que produisit sur nous, défenseurs de Paris, cette capitulation. Trochu qui avait déclaré pompeusement : « Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas, » crut sans doute se tirer d'affaire au point de vue de l'histoire en ne la signant pas, et en laissant cette pénible tâche au général Vinoy. L'effet de cette capitulation attendue ne fut pas grand dans Paris fatigué. Pour moi, je me souviens que, de rage, j'en pleurai.

Les quelques jours qui suivirent furent particulièrement pénibles. L'autorité militaire allemande avait stipulé que les soldats français seraient désarmés, et ce fut un humiliant spectacle que d'en voir un grand nombre baguenauder, les bras ballants, dans les rues. Mais la garde nationale conserva ses fusils, dont un certain nombre furent tournés contre l'armée française, lorsqu'éclata la Commune. Jules Favre qui avait déclaré, avant le siège, que pas un pouce, pas une pierre... on connaît la phrase... oublia, lorsqu'il signa la capitulation nécessaire, d'y comprendre l'armée de l'Est qui manœuvrait sous les ordres de Bourbaki, sur la frontière suisse. Cette armée, où servait comme lieutenant mon beau-frère, le futur colonel comte Amédée d'Harcourt, dut se réfugier en Suisse. Elle y fut désarmée. L'armée de Chanzy avait succombé au Mans. La lutte que la République avait eu l'honneur de prolonger jusqu'à l'extrême limite était bien finie. Pour moi, j'ai toujours su gré au Gouvernement de la Défense nationale de n'avoir pas laissé la France sous l'humiliation de Sedan.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Que pourrais-je ajouter à ces souvenirs, que j'ose à peine appeler militaires? Immédiatement, et par la force des choses, les préoccupations politiques reprirent le dessus dans les esprits, et, je le confesse, dans le mien. L'armistice stipulait qu'une Assemblée serait convoquée dans le plus bref délai possible à Bordeaux pour statuer définitivement sur la question de la guerre ou de la paix. Pour obtenir la permission de sortir de Paris et de se rendre chacun dans son département, en vue de

prendre part aux élections, en traversant les lignes prussiennes, une permission était nécessaire, et il fallait donner une raison. « Für Candidatur » portait celle que j'obtins de l'État-major prussien, et je partis en phaéton avec le comte Horace de Choiseul, qui avait cru comme moi que le devoir patriotique l'emportait sur le devoir départemental et qui était venu s'enfermer dans Paris. Nous gagnâmes ainsi Melun; je couchai au château de Vaux-Praslin et le lendemain, toujours en voiture, j'arrivai à Gurcy. Je me demandais si je n'allais pas trouver le château en ruines. Il était intact, et avait été gardé par un personnel fidèle.

Quelques jours plus tard, une assemblée de délégués des cinq arrondissements de Seine-et-Marne se tenait à Rosay, chef-lieu de canton voisin, soit dit en passant, du château de Lagrange, où La Fayette, suivant sa fière expression, « se tint debout » pendant toute la durée du premier Empire, en attendant qu'il se compromît sous la Restauration avec des conspirateurs de bas étage. La réunion se tint dans la salle de danse d'un cabaret. Tous les candidats parlèrent les uns après les autres debout sur un banc. L'un d'eux, riche industriel, essaya de lire. « On ne lit pas ici, faut parler, » cria une grosse voix. Il lâcha son papier et parla fort mal. Je prononçai quelques paroles chaleureuses et patriotiques qui plurent et je fus porté sur la liste qu'arrêta la réunion à la majorité des voix. Le riche industriel n'y fut pas inscrit, et ce fut une faute, car il mit sa fortune dans le département au service du parti radical et occasionna ainsi beaucoup de dégâts politiques. La liste était des plus bigarrées; en tête figurait un descendant de La Fayette dont personne ne connaissait les opinions personnelles; puis venaient, pêle-mêle, un républicain notoire, Jozon, qui joua un certain rôle à l'Assemblée nationale, Choiseul, député sortant, puis quelques, je ne dirai pas monarchistes, car la question de la forme du Gouvernement n'avait pas été soulevée, mais conservateurs notoires, Jules de Lasteyrie, Louis de Ségur, et moi-même, plus l'ancien procureur impérial à Melun, Félix Voisin, que les Prussiens avaient emmené en captivité et qu'on porta sur la liste pour le faire libérer (1).

(1) Félix Voisin, avec qui je me suis beaucoup occupé de questions pénitentiaires, a été ensuite préfet de police, puis conseiller à la Cour de cassation. Il est mort membre de l'Académie des sciences morales.

Toute la liste passa. Le lendemain du scrutin, je partis pour Saint-Eusope pour rejoindre ma femme et revoir mes enfants. Je passai la nuit, assis sur ma valise, dans un des wagons de marchandises dont se composait un train de ravitaillement envoyé en province pour ramener des vivres à Paris. Un officier prussien accompagnait le train. Je descendis à la station de Gien, d'où, quarante-huit heures après, je repartais de nuit pour rejoindre Bordeaux. Arrivé de grand matin à Saincaize, station de la ligne du Bourbonnais d'où partait le train qui rejoignait la ligne d'Orléans, je fus étonné de rencontrer sur le quai de la gare plusieurs amis ou connaissances. « Où allez-vous ? » demandai-je à chacun. « A Bordeaux, car j'ai été nommé député, » me répondirent-ils tous, à ma grande surprise, car je m'étais imaginé que l'Assemblée convoquée à Bordeaux serait radicale en majorité. Lorsque j'y arrivai moi-même, le lendemain au matin, car on voyageait lentement, en train presque omnibus, j'appris à la fois que l'Assemblée était en grande majorité conservatrice et même monarchique, mais que, sous l'influence de M. Thiers, elle avait déjà nommé Président celui qu'on appelait alors l'austère Grévy. M. Thiers, nommé dans un grand nombre de départements, était alors tout-puissant. Aussi, dès que la vérification des pouvoirs eut permis la constitution d'une majorité légale, fut-il, à l'unanimité ou à peu près, nommé, non pas Président, mais Chef du pouvoir exécutif de la République française. Dès le lendemain, il commença de jouer son jeu personnel, mais il se trahit aussitôt.

Le prince de Joinville et le Duc d'Aumale avaient été nommés tous les deux, le premier par les départements de la Manche, comme ancien marin, et de la Haute-Marne comme propriétaire de l'important chateau d'Arc, le second à cause de Chantilly. Leur nomination mit M. Thiers de mauvaise humeur, et un soir, chez lui, un Orléaniste dévoué, mais naïf, ayant dit qu'on pourrait peut-être faire nommer le Duc de Nemours dans je ne sais quel département, M. Thiers s'emporta et s'exprima sur le compte des princes d'Orléans d'une façon peu obligeante. Il fit plus : à la nouvelle que le prince de Joinville et le Duc d'Aumale étaient en route pour venir à Bordeaux, il envoya au-devant d'eux un de leurs amis les plus dévoués, M. T..., pour leur demander de suspendre leur arrivée. « A la

place des princes d'Orléans, dit spirituellement plus tard M. Saint-Marc Girardin, j'aurais tué M. T... et j'aurais passé sur son corps. » Les princes d'Orléans ne se rendirent point coupables de cet assassinat, mais, toujours patriotes, ils se sacrifièrent et après avoir passé quelques jours à Dreux (1), ils acceptèrent l'hospitalité que le duc d'Audiffret-Pasquier leur offrit dans son château de Sassy. A leur point de vue, ils eurent peut-être tort.

Ce fut quelques jours après que M. Thiers, à propos du transfert de l'Assemblée nationale à Versailles, prononça le célèbre discours qu'on appela le pacte de Bordeaux, discours où il s'engageait à ne favoriser le rétablissement d'aucune forme de Gouvernement et où il proclamait que la France appartiendrait au plus sage. Il comptait bien que le plus sage serait lui.

La réunion provisoire de l'Assemblée nationale à Bordeaux ayant été la dernière conséquence de la guerre, j'arrête ici mes souvenirs militaires, ou soi disant tels. La suite ne serait que des souvenirs politiques. Les reprendrai-je ? Je ne m'engage à rien. Mais pour cela il faudrait que Dieu me prêtât vie un temps suffisant, et c'est là un espoir dont ne peut guère se flatter un homme de quatre-vingts ans.

HAUSSONVILLE.

(1) Dreux est la sépulture de la maison d'Orléans. Attenant au caveau où repose la dépouille d'un grand nombre d'entre eux et où j'ai eu la tristesse de conduire Robert Lefort (c'est le Duc de Chartres que je veux dire), est un assez grand bâtiment appelé Evêché. Les princes d'Orléans y passèrent d'abord quelques jours.

UNE ENQUÊTE

AUX

PAYS DU LEVANT

XII [1]

LE CÉNOTAPHE D'ALEXANDRE

XIX. — DANS LE TEMPLE DE LA SAGESSE DIVINE

Au début de juillet, j'étais à Constantinople. O splendeur! Quand je suis gorgé du butin et des fatigues de ma route, voici le Bosphore, Sainte-Sophie, les deux rivages d'Asie et d'Europe. Je ne vais pas me plonger dans cette mer de beautés et de tragédies, dans ces paysages, les plus profonds qu'il y ait au monde, et dans cette épaisseur d'histoire. Cette couleur grave du ciel, des collines, de la mer et des eaux, ce grand caractère immobile, cette magnificence du détroit, ce bleu sombre des flots resserrés entre des côtes boisées et semées de palais, de masures brillantes, de villages innocents (ou qui cachent leur cruauté), d'ombrages et de tombes, je n'y toucherai pas. Que tout cela, cette grâce sérieuse et presque funéraire, demeure comme une réserve d'angoisses et de plaisirs!

C'est une haute fortune pourtant que Sainte-Sophie marque la dernière étape de mon voyage. Je ne sais comment exprimer le sentiment majestueux de la douleur universelle que l'on respire en pénétrant dans cette haute maison. Les chrétiens ne l'avaient pas dédiée à une sainte, comme son nom le laisserait croire, mais à la Sagesse divine. *Agia Sophia*, la sainte Sagesse!

Copyright by Maurice Barrès, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet, 15 septembre, 1er et 15 octobre.

Le grand art de la Grèce s'y fait encore sentir. Quand le Christ est entré ici, Jupiter venait d'en sortir, a dit magnifiquement Théophile Gautier. Et aujourd'hui, Allah! C'est la maison mère du divin occidental-oriental.

Et quel enseignement! Rien n'a réparé le désastre. Voilà encore les traces du sang et les entailles du glaive. Au lendemain de 1453, la végétation n'a pas repris. L'hellénisme s'est arrêté net. Une jeune fille française voulait bien me guider dans cette maison de la mort, où elle allait vivement, comme une image de l'espérance. Elle me montra, dès l'entrée, sur la porte de bronze, l'empreinte de la croix. Les mosaïques byzantines, me disait-elle, subsistent intactes, sous une couche de badigeon, et attendent leur délivrance. Et même elle me fit distinguer, au fond du sanctuaire, les lignes d'une figure colossale, l'*Agia Sophia*, patronne de la basilique, qui préside sous ce voile de chaux aux cérémonies du culte musulman. Ah! le parfait symbole! De quelle lumière soudain mon enquête s'éclaire!

Je viens de me promener parmi des peuples qui, dépouillés et piétinés depuis des siècles, et leurs figures noyées sous les sables venus du désert, continuent à se reproduire sur l'emplacement de leurs cités débaptisées. Je n'y avais pour programme que de visiter les maisons d'enseignement et de charité ouvertes par nos missionnaires sur cette terre des morts, en respirant les parfums qui embaument ses sépulcres. Mais voici que partout les pierres de ces sépulcres étaient à demi soulevées, et que j'ai cru voir des influences d'Europe en train de dégager et de nourrir ces âmes obscurcies. Partout, dans ces pays du Levant, c'est un réveil des nationalités qui réclament leur place au grand jour. Les vieilles races indigènes se font reconnaître. La mosaïque byzantine réapparaît sous le badigeon unitif que les conquérants avaient cru lui imposer à jamais. Est-il interdit d'espérer que ces résurrections nous avanceront dans la plus haute connaissance? Sur cette terre d'Asie, je distingue bien autre chose que la source originaire de mes plaisirs de Venise, de Grenade et du Caire; j'y pressens un trésor de richesses spirituelles. Je crois retrouver avec vénération la figure voilée de l'*Agia Sophia*.

Le cœur déchiré de jalousie, les Turcs assistent à ce réveil de leurs captives au milieu des convoitises de tous les peuples.

Indéfiniment, j'ai causé avec l'un d'eux, que j'aime beaucoup et qui justifie ce que disait Bismarck, que « le Turc est le gentilhomme de l'Orient. » Nul mieux que mon ami ne convenait, par sa haute culture et sa situation, pour que je prisse une idée de l'état d'esprit des patriotes et des dirigeants de l'Empire. Je me rappelle tous les détails de cette journée, sous un voile de tristesse qu'alors, en juillet 1914, je ne savais pas nommer, et que je reconnais maintenant comme un pressentiment de la guerre imminente.

Le matin, mon ami est venu me chercher :

— Vous êtes mon prisonnier pour la journée, me dit-il.

Nous allons au bazar, chez divers marchands, puis dans le jardin sous le vieux sérail. Pourquoi dans le premier moment sommes-nous gênés? Je pouvais bien prévoir ses questions. « Êtes-vous content de votre voyage? Quel effet vous a fait la Syrie? Ai-je eu raison de vous presser de voir l'Anatolie? » Nous sentons l'un et l'autre qu'il ne s'agit pas d'art, ni de pittoresque. Je cause avec un patriote turc et qui sait que mon point de vue est d'un patriote français.

— Nous étions tenus au courant de votre voyage, me dit-il, au jour le jour, par les valis.

En face de nous se dresse la haute gare allemande. Le vaisseau amiral anglais, d'où s'élève une puissante musique, entre, au milieu d'un calme solennel, lentement dans le port.

Mon ami me dit ce qu'il pense de nos congrégations :

— Où elles s'installent, les sentiments de respect et la notion de liberté se développent. Nous le reconnaissons. A travers toutes nos guerres, aucun de vos religieux n'a jamais été molesté ; cela fait leur éloge et le nôtre. Mais quand on a des privilèges, on tend à vouloir encore les accroître... Nous leur savons gré de ne pas chercher à convertir les Musulmans ; ils savent que c'est impossible ; mais, à cause de cette impossibilité, ils préfèrent les Grecs, les Arméniens, les Syriens. Voici notre reproche : ils ont le tort de se désintéresser des enfants turcs parce qu'on ne peut pas les convertir.

— Comment pouvez-vous croire cela? C'est trop injuste et inexact.

— Je sais, vous avez maintenant quelques-uns de nos enfants dans vos collèges. Mais d'une manière générale nous reprochons à vos missionnaires de faire progresser les popula-

tions chrétiennes plutôt que les musulmanes. Vous favorisez et développez dans l'Empire les éléments inférieurs.

Je passe cent propos qui aujourd'hui ont épuisé leur intérêt, pour retenir encore cette plainte :

— Pourquoi l'effort français semble-t-il se systématiser sur la Syrie, comme si vous entreteniez là des visées politiques particulières? C'est dans tout l'Empire que vous avez des intérêts matériels et moraux, et vous pourriez encore les développer; pourquoi laissez-vous la place aux Allemands, aux Américains, aux Italiens?

— Les Français désirent l'intégrité de l'Empire ottoman et souhaitent vous apporter ce qui vous est utile d'esprit occidental, en même temps qu'ils sont curieux de prélever chez vous des parcelles d'esprit oriental. Ainsi moi, j'aime à me figurer que vous possédez encore quelque chose des vieilles recettes mystérieuses qui permettent de rendre l'inspiration plus intense, l'art de contraindre l'Esprit qui tarde à venir, bref, les secrets de l'entraînement mystique...

— Nous pourrions faire de beaux échanges. Je ne vous suis pas suspect; je suis l'élève de vos collèges et vous savez tout ce que mon esprit reçoit journellement de la France; laissez-moi vous le demander : pourquoi nous envoyez-vous des hommes inférieurs? Le Kaiser, pour composer la mission allemande, a choisi dans une liste de deux cents officiers les quarante meilleurs.

— Nous avons beaucoup de monde en Indo-Chine, à Madagascar, au Maroc; c'est pourquoi nous ne sommes pas plus nombreux chez vous. Mais ce qu'il y a d'esprit français dans la culture de la Turquie prouve assez que vous appréciez notre apport! Je crois qu'en imaginant une supériorité allemande, qui n'existe pas, vous cédez au prestige de Sedan.

Nous allons au Selamlik. Tasse de café dans un des kiosques d'Yldiz-Kiosk. Aimable message du Sultan. Je cause avec Djemal, avec Djavid. Le programme des Jeunes-Turcs, je crois bien le distinguer, c'est essentiellement de mettre en valeur les richesses de l'Empire pour avoir les ressources nécessaires à une transformation. Mais rien, ni personne, ici, ne respire la sécurité.

— Nous n'avons jamais eu une minute de repos, me dit mon ami. Depuis que je vis, toujours quelque chose. Mon père est mort à la guerre contre les Grecs, mon grand père encore du fait des Grecs, et deux cousins dans la dernière guerre, et

demain ce sera la Russie en Arménie, et l'Angleterre sur l'Euphrate et en Mésopotamie. Et l'on essayera de se servir du nom de la France en Syrie.

Vous entendez la plainte sourde, l'inquiétude vague et constante... Ce pressentiment indéterminé ne cessa de se trahir tout le jour, tandis que nous errions sur le Bosphore, jusqu'aux forteresses de la Mer-Noire, et puis le long de la côte d'Asie. Cette angoisse harmonisée avec cette mer si froide, épanouie dans ce ciel grandiose, recevait de tant de beautés une sorte de musicalité déchirante. Bien des villes et des rivages émeuvent nos désirs et semblent contenir un secret sacré, mais si peuplés d'incantation, je n'en connais pas. Jadis j'ai voulu dégager les chants qui dorment dans Venise et Tolède. D'un bond je me retourne vers ces amours dépassées et les précipite à la mer. Les instants les plus romanesques de ma vie, aujourd'hui, me semblent mesquins. Rien ne vaut, de par le monde, cette double rive somptueuse, mélange d'héroïsme et de mélancolie, crépuscule d'une civilisation qui voit descendre la nuit barbare, magie toute chargée d'une multitude de détails tragiques et familiers. Mon ami m'a montré le palais d'Abdul-Hamid : une petite berge où circulent des factionnaires ; des cuisines remplies de soldats ; et lui-même, qui se tient à une fenêtre et regarde glisser les barques. Il n'est pas plus prisonnier qu'à Yldiz-Kiosk et il est enfin tranquille ! Il aime à dire du Gouvernement actuel : « Ce sont mes idées, ce furent toujours mes idées. J'attendais la circonstance favorable pour les faire triompher. » A côté de son palais, la demeure d'un Français qui s'est fait musulman pour épouser trois femmes. O joyeuse simplicité, maison pleine de fantaisie ! Mais vais-je dénombrer les rêves du Bosphore et chercher des motifs distincts dans cette reine des polyphonies ? Nous glissions entre l'Europe et l'Asie, à la lisière de deux mondes, au milieu des palais, des cabanes coloriées, des minarets légers, des cyprès et des tombes battues par le flot, tout plongés dans un enchantement de beautés fragiles, d'ombrages, d'azur et de mystère. Au soir, à l'heure où de grandes ombres étendent leur sérénité sur le vif argent de la mer, quand nous revînmes à la ville qui silhouettait sur le ciel nocturne ses dômes, ses coupoles, ses minarets, ses maisons entrecoupées de jardins, il me dit avec une voix que l'émotion faisait trembler :

— Avouez que les Bulgares n'étaient pas dignes d'entrer ici. Ah! ce canon de Tchataldja, comme je l'entendais! C'était autre chose que le siège de Paris. Une civilisation en péril de mort! Ceux que nous traitons comme des palefreniers voulaient mettre la main sur ces splendeurs et sur nous. Plutôt l'écroulement du monde. Je me suis senti alors une âme d'anarchiste.

Un vaste sentiment de grandeur et de tristesse, partout, à Constantinople, flotte sur la mer et s'exhale du sol. Chacun le nomme selon son cœur. Pour moi, ces cyprès immobiles et noirs, ce sont les dieux de la Grèce et de Rome qui, sans prétendre revivre, réclament qu'on emploie leur substance. J'aime mieux l'hellénisme, à mesure que j'éprouve la difficulté de saisir l'Orient et de boire entre les cailloux de son lit de rivière desséchée. Ma bonne volonté d'admirer, déçue par le désert, se ranime sur ces grands vestiges. Si j'étais un fils du Prophète, sans doute je voudrais étouffer leur plainte, mais je n'appartiens pas à l'Islam, et cet appel des civilisations ensevelies me bouleverse.

Cependant, fidèle à mon programme, j'ai visité le lycée impérial ottoman de Galata-Seraï, le lycée de jeunes filles de Mme Devaux, les Dames de Sion à Pancaldi, l'école laïque à Chichli, les Frères Maristes de Scutari, les Assomptionnistes de Haïdar-Pacha, les Frères des Écoles chrétiennes à Kadi-Keuy, le collège Saint-Benoît des Lazaristes où j'ai assisté à une représentation des *Érinnyes* de Leconte de Lisle. Enfin j'ai causé longuement avec le Père Lobry.

Nul, ayant pour si peu approché des choses d'Orient, qui ne connaisse ce grand Français. Il a le génie de l'organisation. Sous son impulsion, que d'établissements ont été créés! Il a développé Saint-Benoît de Constantinople, fondé Sainte-Pulchérie et Beleck, organisé la mission de Macédoine, multiplié les écoles à Monastir et à Cavalla, appelé en Turquie les Frères Maristes qui, n'étant pas prêtres, se trouvent un peu sous l'autorité de ses Lazaristes. Et comme il use sagement de son expérience! C'est le Nestor de toutes les délibérations où s'agitent ici les intérêts français. Il me disait:

— Un religieux coûte 4000 francs par an. Une robe dure quinze mois; une paire de souliers, un an. Et c'est tout de même une belle vie. Calculez si la France peut trouver mieux...

« Vous voulez du laïcisme pour atteindre plus sûrement les Musulmans? Dirigez votre effort sur le lycée impérial ottoman de Galata-Seraï, qu'a fondé en 1868 Victor Duruy, et d'où sont sortis les quelques fonctionnaires et diplomates de la Turquie...

« Il y a soixante ans, l'Italie régnait ici. Nous nous sommes substitués à elle. Est-il exact de dire que, dans son effort pour regagner du terrain, elle soit soutenue, poussée par le Vatican? Écoutez cette haute parole authentique : « Rien ne peut nous faire oublier ni à aucun de nos successeurs ce que la France a fait et ce qu'elle fera pour l'Église. Tout ce que vous perdrez par la faute de vos agents restera perdu, mais nous ne ferons rien pour favoriser qui que ce soit contre la France. » C'est terrible. Il faut s'entendre avec le Vatican...

« Prenez en note que les Allemands cherchent à utiliser les clergés orientaux, et, à cet effet, feraient volontiers des sacrifices... »

Ainsi parlait le Père Lobry, et il me citait avec satisfaction un mot de Constans, l'ancien ministre, qui acheva sa carrière comme ambassadeur de France à Constantinople : « Voilà cinquante-quatre ans que je suis maçon, mais je serais un fou de m'en souvenir ici. »

C'est quelque chose qui me frappe, la sympathie de ce vieux religieux pour ce vieux cynique. Une sympathie que j'ai retrouvée chez beaucoup de missionnaires de la grande espèce. Comment l'expliquer ? C'est que ces religieux sont sensibles au réalisme d'un Constans et à son bon sens. Ils ont en commun avec lui le mépris de la nature humaine... Qu'ai-je dit là ? C'est écrire trop vite et trop grossièrement. Je n'ai pas le droit de penser cela, moi qui ai vu nos missionnaires se mettre au service des petits Orientaux et, en considération de leurs âmes, les traiter comme des fils de rois. Ces nobles prêtres ne méprisent pas la nature humaine, mais enfin ils la connaissent, tout comme le vieux Constans.

Que la dernière image de notre enquête nous ramène où la supériorité de l'Occident est invincible, auprès des petites Sœurs des pauvres et de leur joie paisible. Elles vivent en allant tout le jour, à travers la ville, solliciter pour leurs vieillards

— Les bons Turcs ! me disent-elles. Quand nous quêtons d'un côté de la rue, ils préparent leur argent de l'autre côté.

Pour rapporter les cadeaux qu'on leur fait en nature, elles circulent en compagnie d'un cheval, auprès de qui elles vont à pied. L'autre jour, elles sont arrivées à l'ambassade de France.

— Monsieur l'Ambassadeur, un malheur ! notre cheval est mort.

— Et moi, ma Sœur, il m'a été fait une restitution. Je dispose d'une mule.

— Une mule ! Juste ciel ! La mule est moins dépensière que le cheval.

— Je vous la donne.

— Ah ! Dieu est bon, monsieur l'Ambassadeur.

— Mais, ma Sœur, moi aussi !

Et de rire.

Tandis que nous visitons leurs salles, elles me disent :

— La plaie, c'est les mouches. Les vieillards attirent les mouches...

La paix, la lumière qui baignent leur visage, tandis que moi, indigne, je fais effort pour surmonter ma répugnance, me rappelle ce que disait à leurs premières fondatrices une demoiselle qui les avait accompagnées dans leur visite aux prisonniers, aux malades et aux enfants : « On voit bien que vous êtes à la joie de votre cœur parmi eux. Vous paraissez deux fois plus belles en leur parlant. » C'est ce que je pense, sans me permettre de le dire, tandis que la petite Sœur de chez nous chasse les mouches de dessus les vieux Orientaux.

Nous sommes redescendus par le jardin dont les allées sont faites d'un affreux gravat de démolition. Ah ! ce n'est pas un lieu de volupté, un rendez-vous de rossignols, mais il y a des planches de légumes.

— En France, me dit avec simplicité la Sœur, les vieillards peuvent aider. Ils travaillent au jardin, ils se rendent utiles dans la maison, mais ici ils sont plus faibles.

— Mais vous aussi, ma Sœur, vous êtes faible.

— Et puis, ils ne savent pas. Même nos Européens ici ne savent pas. Ainsi parmi nos vieillards nous avons un ancien consul.

— Un ancien consul ! Est-ce possible ?

Elle se trouble, craint qu'un consul à l'asile, cela ne blesse un homme qui tient au Gouvernement.

— Je me trompe peut-être, murmure-t-elle.

Au sortir de leur maison, j'ai croisé deux d'entre elles qui rentraient à pied. Je ne puis pas rencontrer leur regard pour les saluer. Elles sont trop humbles et trop exténuées. Saintes filles de la France et de Dieu, extrémité de la générosité humaine, vous passez en mystère tous les cultes de l'Orient, et en beauté la splendeur du soleil que, ce dernier soir, je regarde descendre sur l'Asie.

J'étais l'hôte à Thérapia de notre ambassadeur, M. Bompard, et après avoir pris conseil de sa haute expérience, qui approuva sans restriction mon projet, un matin, je soumis aux Français de Constantinople une pétition que je voulais répandre dans tout l'Orient. Cette assemblée se tint au siège de l'*Union française* que présidait M. Alexis Rey; l'ambassadeur me faisait l'honneur de m'y accompagner. Je proposai à nos compatriotes le texte que voici, où mes lecteurs reconnaîtront un dessein qu'ils ont vu se former étape par étape, et qui me paraissait la moralité pratique la plus immédiate de cette longue enquête :

Les congrégations enseignantes françaises rendent à la propagation de la langue française des services dont nous tous, Français, qui résidons en Orient ou bien y possédons des intérêts, nous sommes les bénéficiaires en même temps que les témoins. Leurs écoles, payantes pour les riches ou gratuites pour les pauvres, primaires, secondaires, supérieures et aussi pratiques et professionnelles, sont répandues à travers tous les pays situés au delà du Danube (États balkaniques, Empire ottoman, Égypte). Elles y vivent sur des points où les œuvres laïques ne songent pas à s'installer, et dans des conditions de bon marché que celles-ci ne sauraient égaler. Grâce à elles, cent mille enfants de toutes les classes et de toutes les nationalités apprennent à parler notre langue. C'est un grand service moral et économique que nous rendent là les congrégations enseignantes. Elles assurent le prestige de notre esprit, créent une clientèle à notre industrie et fournissent des collaborateurs à nos entreprises.

A côté de ces écoles, des dispensaires, des hôpitaux, des asiles pour les vieillards et pour les infirmes, des crèches pour les enfants abandonnés et les orphelins, contribuent puissamment à inspirer des sentiments d'amitié et d'admiration à l'égard de notre patrie.

Or voici qu'un grand danger menace ces maisons d'enseignement et d'assistance. Elles sont quasi dans l'impossibilité de recruter désormais un personnel en France. Le législateur de 1901 n'avait pas voulu cette conséquence, mais le fait est là, chaque jour plus menaçant. Dans nos maisons d'Orient, les plus utiles et les plus florissantes, on voit le personnel français vieillir sans être remplacé et s'acheminer rapidement vers la disparition.

Est-ce à dire que ces maisons vont mourir? Non pas. Un grand nombre survivront, mais, créées avec l'argent de la France, et par l'effort de nos compatriotes, pour l'honneur et le profit de notre patrie, elles cesseront d'être françaises. Là où battait le cœur de la France, où flottait le drapeau tricolore, d'autres que nous, nos rivaux peut-être, s'installeront et travailleront pour eux-mêmes avec les instruments que nous avons forgés.

Parmi nos compatriotes est-il quelqu'un qui veuille accepter ce désastre?

Nous nous sommes réunis, tous Français résidant au delà du Danube, de toutes religions et de tous partis politiques, sans préoccupation confessionnelle, sans intention de polémique, pour exposer la situation au Gouvernement et au Parlement. D'accord avec les représentants de la France en Orient, nous demandons à MM. les Sénateurs et à MM. les Députés d'autoriser du point de vue national, en vue des œuvres scolaires et hospitalières d'Orient, le recrutement et la formation en France de ces propagateurs de notre langue et de notre influence, et de ne pas nous désarmer dans la lutte des nations.

Je puis dire que des approbations unanimes accueillirent ce texte et m'encouragèrent.« Il s'agit là d'une œuvre nationale et patriotique, conclut le président de l'*Union française*; il est du devoir de tous d'aider M. Barrès à l'accomplir. »

Peu de jours après, j'étais à Paris.

XX. — LA RENTRÉE A PARIS ET CONCLUSION

Aussitôt arrivé, en dépit des événements qui s'amassaient sur l'horizon avec une rapidité tragique, je me préoccupai de trouver des appuis à la Chambre et dans l'opinion.

Un banquet qui me fut offert par le *Comité de l'Orient*, sous la présidence de Louis Barthou, assisté d'Albert de Mun, réunissait le plus grand nombre des hommes qui, en France, s'intéressent aux questions d'Asie, et parmi eux beaucoup de politiques. Louis Barthou déclara : « Je ne crois pas qu'il se trouvera un homme d'esprit assez bas pour faire intervenir ici nos querelles et ne pas voir qu'en sacrifiant l'avenir de ces œuvres, admirables pour le résultat qu'elles obtiennent, c'est la défense même de l'expansion française qui sera compromise. Ce que Barrès nous demande de faire, c'est une œuvre de défense nationale. Quelles que soient nos opinions, quels que soient nos partis pris, nous devons l'y aider. »

De telles paroles, un tel auditoire, m'ouvraient toutes les espérances. A la Chambre, j'abordai Jaurès.

Depuis vingt ans nous nous connaissions, et à de longs intervalles, il nous arrivait d'échanger des idées. Je n'étais pas de ses amis, mais que d'après-midi j'ai passés à le regarder dans ses grands exercices de la tribune, au milieu d'une assemblée au grand complet fascinée ! C'était vraiment le monstre oratoire, prédestiné animalement pour la parole. J'aimais la belle manière puissante dont il construisait une leçon, dont il débrouillait une question. C'était un grand normalien, trouvant parfois de fort belles images. Fâcheux qu'il y eût trop de physique dans son activité spirituelle. Eh ! quoi, me disais-je, faut-il ainsi se mettre en nage pour penser ? Et soudain, la figure congestionnée, le cou et la poitrine tendus à se rompre, les bras courts, le voici qui s'élance hors du plan rationnel, loin des réalités, dans le monde indéterminé de la musique et des espérances. C'est alors qu'il était lui-même ! C'est alors qu'il me plaisait supérieurement ! Il délirait. Dans ces minutes de sa parfaite réussite, il relevait du cycle des curiosités que j'ai été satisfaire en Orient. Il m'attirait un peu de la même manière que les bacchantes du Liban et les derviches tourneurs de Konia ; comme le Vieux de la Montagne, il ouvrait à ses séides les Jardins d'Alamout ; et derrière lui, c'était une contagion, quelque chose comme la fameuse procession dansante d'Echternach.

Quand Jaurès était descendu de son trépied et sorti de l'océan des mots, et qu'épongé, apaisé, il avait repris pied dans les couloirs, il apparaissait honnête homme, fort courtois, et

d'un esprit très fin, un peu gêné par l'excès de sa force et toujours prêt à passer de la conversation à la harangue, mais gardant de ses extases une espèce de magnanimité qui le tenait au-dessus des mesquineries de la polémique. Elles comptent peu les objections de quelques individus aux yeux d'une intelligence cosmique, associée au rythme de l'univers! A peine si les flèches les plus aiguës peuvent un instant faire frissonner le cuir de l'Éléphant sacré qui supporte les Mondes.

Jaurès m'intéressait comme le lieu d'un grand phénomène. Sous son rôle de tribun, je lui voyais les mœurs et le tour d'esprit de nos grands universitaires. Là-dessous, apparaissait une nature de paysan latin, très fin et même rusé. Et plus profondément encore, c'était une puissante bête terrienne, un gros mangeur apoplectique. Qu'un personnage si clair, si normal, pût entrer en transe, c'était à mes yeux la merveille. Que de moines de cette sorte a dû compter l'histoire de l'Église! Je cherchais à distinguer son mécanisme psychique, les attaches de son être quotidien et de son génie dionysiaque; j'aurais payé cher pour voir les conditions du jaillissement de l'étincelle qui le mettait en flammes.

Ce que nous avons dit à Konia, que l'étincelle vaut selon les matériaux qu'elle trouve amassés dans un esprit, se vérifie dans cet homme extraordinaire. Sa mémoire tenait du prodige, au point que ce qu'il avait lu une fois s'y trouvait immédiatement imprimé. Il possédait la plus vaste érudition, rafraîchie chaque matin par des lectures qui, je crois, nuançaient ses opinions de la journée. Ce sont ces immenses provisions de philosophie et de poésie que le choc électrique mettait en mouvement. Dans quelle mesure les beautés incontestables d'images et de rythmes, qui donnaient à ses extases les plus absurdes un caractère fort élevé, jaillissaient-elles de son invention propre ou des réserves de sa belle culture? Était-il une source ou une citerne? Je me le demande encore. Mais c'était une force, une grande nature primitive, chargée des bagues et des bracelets de la tribu.

Je détestais la profonde corruption que le germanisme et l'orgueil de la tribune avaient introduite dans ce Latin. Je sentais que, né pour être un écho sonore au cœur de la France, il trouvait ce rôle trop étroit et qu'il courait toujours se placer au centre de l'Europe. Mais j'avais à plusieurs reprises, de plu-

sieurs points de vue, reconnu en lui une nature supérieure, un de ces êtres qui ne sont pas simplement de la terre de cimetière, et il m'est difficile de n'éprouver pas secrètement quelque chose qui ressemble à de l'amitié pour ce que j'ai une fois admiré. J'avais de l'espoir dans sa générosité d'âme.

— Monsieur Jaurès, lui dis-je, je viens d'aller par terre de Beyrouth à Constantinople, après un arrêt à Alexandrie. Précédemment, j'avais visité la Grèce et l'Égypte. Savez-vous à quel point, dans tous ces pays, c'est notre esprit qui domine? Dans les cantons les plus perdus, à tous les rangs de la société, on y trouve des gens qui parlent français. C'est par nos écoles, nos livres et nos journaux que ces populations prennent le contact de l'Occident. Vous, monsieur Jaurès, vous êtes entendu et discuté à Athènes, à Alexandrie, à Constantinople, comme à Paris. Et il en va de même à Damas, à Alep. Les Jeunes-Turcs sont souvent vos disciples; les Arméniens, les Grecs, tous les chrétiens d'Orient, vous comptent parmi leurs protecteurs. Il y a là-bas, autour de la France, un sentiment d'un caractère si religieux et si fort qu'on y accepte et réconcilie toutes nos aspirations les plus diverses. En Orient, nous représentons une spiritualité, la justice, la catégorie de l'idéal. L'Angleterre y est puissante; l'Allemagne, toute puissante; mais nous possédons les âmes. Les chrétiens d'Orient sont groupés autour de nos prêtres, et les Turcs cultivés sortent de nos collèges. Un exemple bien significatif : le chemin de fer de Bagdad est l'épine dorsale de la Turquie, et il sert à l'Allemagne pour coloniser tout le long de la ligne; chaque gare possède un dépôt de machines agricoles et d'échantillons de toute sorte; les marchandises allemandes arrivent avec un tarif qui ne permet à personne de les concurrencer; les chefs de gare sont autant de commissionnaires qui, passée l'heure des trains, font l'article aux paysans, disposés eux-mêmes à leur acheter plutôt qu'aux commerçants anglais ou français, à cause du bon marché et à cause des facilités que leur donne la Deutsche Bank. Et il va en être ainsi jusqu'à Bagdad. Je me suis arrêté à Konia; la Deutsche Bank, après avoir fait le chemin de fer, a irrigué soixante mille hectares qui sont entre les mains du Gouvernement ottoman et des villages; elle a obtenu pour quinze ans l'exploitation de cette irrigation, plus une hypothèque légale; passé ce délai, si les Allemands ne sont pas payés, ils se paieront en nature sur les

terrains qui appartiennent à l'État. Maintenant ils vont irriguer Adana comme ils ont fait de Konia. Eh bien ! dans cette Cilicie, comme à Konia, quelle qu'y soit la situation des Allemands, c'est le français que l'on parle. Tout le long de ce chemin de fer, notre langue est la langue officielle. Il a bien fallu que les Allemands en décidassent ainsi : les gens du pays ne savent de langue occidentale que le français, et les employés ne peuvent se recruter que dans nos écoles françaises.

« Ah ! ces écoles, Jaurès ! Les petits Orientaux, catholiques ou musulmans, s'y entassent, parce que le français peut leur être utile. En deux ans, les meilleurs arrivent à le parler et à l'écrire à peu près ; aux autres, il faut trois ou quatre ans. Ils s'expriment avec solennité ; ils sont naturellement pompeux et atteignent difficilement au style simple, mais enfin les voilà devenus de notre clientèle, de notre parenté. Dans plusieurs gares d'Anatolie, à Ismid par exemple, qui est l'ancienne Nicomédie, où les missionnaires étaient venus au passage du train avec leurs élèves, drapeau en tête, m'apporter leurs amitiés, j'ai vu tous les employés saluer les Pères et saluer le drapeau français. C'étaient d'anciens élèves. Une précieuse conquête de l'Occident, ces hommes qui, tout en restant dans leur cadre héréditaire, lient avec nous cette sorte de cousinage. Et vous, Jaurès, vous ne pourriez pas voir ce beau travail sans en être ému, car ces religieux et ces religieuses ne sont pas seulement d'habiles professeurs, mais des modèles de fermeté et de générosité. Ils font la classe et sont eux-mêmes de parfaits exemplaires, des leçons vivantes, non pas seulement de français, mais d'humanité.

« Dans la gare d'Eski-Chehir, j'ai vu un docteur grec qui installait dans le train sa femme et son petit garçon âgé de huit ans. Il craignait les massacres et les envoyait à Constantinople ; et se tournant vers le directeur du collège avec qui je causais : « Au premier trouble, je me réfugie chez vous. Me recevrez-vous ? — Je vous envelopperai dans le drapeau. » C'est dit, sur le ton de la plaisanterie, devant de beaux wagons, sous un soleil de paradis, au milieu d'une foule vivante, gaie, bariolée, plus qu'à demi européenne, où l'on voit les vêtements et les mœurs de nos petites villes françaises, où les femmes voilées, qui vont monter dans le compartiment du harem, portent à la main des petits sacs des Galeries Lafayette, mais

le contraste de cette civilisation avec l'angoisse des massacres n'en est que plus fort. Dans toute cette Asie, où la peur serre les cœurs, la France et l'humanité occidentale sont noblement et utilement représentées par ces religieux hardis et ouverts...

« Alors, je me tourne vers vous, Jaurès. Nous n'avons pas pu nous entendre pour les petites églises. Vous m'avez dit : « Tout ce que je puis faire, c'est de ne pas intervenir contre vous. » Sembat, lui, m'a appuyé. Cette fois, c'est sur vous que je compte. Le péril est tragique. Ces écoles ouvertes par centaines, et jusque dans les plus petits villages, par nos missionnaires, et qui ont donné une situation éminente à notre esprit et à notre langue, eh bien ! faute de recrutement en France, elles commencent à disparaître. Je vous montrerai les chiffres, c'est terrifiant. Encore quelques années, et nous serons remplacés là-bas par des Italiens, par des Allemands. C'est notre esprit et notre langue qui disparaîtront, et pis encore, car je me place à votre point de vue, c'est quelque chose de généreux, un aspect cordial et enthousiaste de l'humanité qui ne sera pas remplacé. Notre Michelet, à moins que ce ne soit vous, Jaurès, l'a bien dit : « La France est un génie de propagande. » L'Occident sera moins accessible à ces Orientaux, s'il ne leur arrive plus par nous. Marchons ensemble, Jaurès, comme vous avez marché pour la défense des chrétiens d'Orient avec Buisson, avec Clemenceau, avec Denys Cochin. Qu'est-ce que je vous propose que nous demandions? Seulement la liberté d'ouvrir en France des noviciats en vue d'y former des missionnaires français pour l'enseignement à l'étranger. Je suis partisan de la liberté d'association. Possible que là-dessus nous soyons en désaccord. Mais ce débat ne sera pas ouvert. Il ne s'agit que de former quelques centaines de missionnaires, chaque année, pour maintenir le génie français à l'étranger, et pour donner des écoles à des races qui n'en ont pas.

Et Jaurès me répondit :

— Monsieur Barrès, vous venez de me dire que la situation économique de l'Allemagne était très importante dans l'Empire ottoman...

— Très importante.

— Et qu'elle se développait encore...

— Le Bagdad est d'immense avenir.

— Eh bien! il est fatal et légitime que la prépondérance intellectuelle appartienne à celui qui possède la prépondérance économique. Je ne m'associerai pas à votre campagne.

Que veut donc un Jaurès? A quel point de vue se place-t-il pour sacrifier ainsi la France à l'Allemagne?

Il croit à une loi du monde matériel suivant laquelle seules sont génératrices d'actions spirituelles les emprises économiques, les prestiges du négociant et de l'ingénieur? Mais nous voyons qu'au Canada, aux Philippines, un commerce intense avec les États-Unis n'a guère entamé les manières d'être morales. Il se pique d'être bon Européen, il prétend servir la civilisation, l'humanité future telle qu'il la perçoit, déterminée avant tout par un marxisme triomphant? Dans cet Orient voué à l'anarchie, dans cette multitude de races et de religions si diverses et si enchevêtrées les unes dans les autres que, livrées à elles-mêmes, elles seraient pour l'instant bien incapables de vivre en paix et d'exécuter des travaux d'intérêt général, il reconnaît la nécessité de créer un ordre. Eh bien! n'y a-t-il pas au moins deux variétés d'ordre? L'une qui est faite d'organisation matérielle, de trafics intenses, de barrages régularisant les cours d'eau, de commodités de transit et d'échange; l'autre qui implique plutôt un sentiment de la dignité individuelle, de l'autonomie des personnes, de la courtoisie des mœurs. La France, dans ses meilleures époques, a toujours mené de front les deux choses; les routes tracées par les administrateurs de Napoléon apportaient le Code civil; et les musulmans du Caire, les petits Arabes de Syrie que Chateaubriand entendait crier en français : « En avant marche! » se souvenaient de la cordialité et de l'allant des grenadiers, en même temps que du pas cadencé des tambours. Mais l'Allemagne? Jaurès n'admire-t-il pas à l'excès les vertus de l'économie politique qu'un marxisme impénitent lui fait à toute force découvrir sous les faits, et ne croit-il pas à l'aveugle au bienfait moral qui résulterait d'une juste répartition de la richesse humaine? Alors même que l'Allemagne achèverait la construction du Bagdad, jetterait les plus beaux ponts sur l'Euphrate, aménagerait le golfe d'Alexandrette, multiplierait les ports et les estacades, tendrait de fils télégraphiques et téléphoniques tout l'Empire ottoman, développerait-elle par là le sentiment de la dignité humaine

que les meilleurs Orientaux voudraient généraliser dans leurs races?

L'Allemand n'est pas apprécié comme porteur de vraie civilisation. Tous les voyageurs savent que, dans les pays où ses expansions semblent réussir le plus brillamment, son génie organisateur contente peu, dès qu'il s'agit de facteurs humains, et qu'au contraire les Français de tous ordres, animateurs affables, laissent surtout le regret qu'ils soient trop peu nombreux, trop peu cohérents, trop divisés, trop délaissés par leurs pouvoirs publics. Cela se rattache à une mystérieuse caractéristique de l'être éminemment sociable qu'est le Français. Aussitôt qu'un de nous est en présence d'un noir, d'un jaune, d'un Peau Rouge, il prend le contact. Force de sympathie bien touchante! D'instinct, spontanément, à toutes les époques, sous tous les climats, nous avons apporté avec notre personne l'initiation à la conscience du droit et la cordialité pour les autres races.

Et ces ferments, que j'ai vu nos missionnaires déposer dans l'esprit de leurs jeunes élèves, peuvent fort bien, le moment venu, à l'heure propice, se développer en collaboration économique. Il saute aux yeux qu'un médecin, un légiste formés à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, une Smyrniote, une Alexandrine, une Byzantine élevées dans les couvents de Notre-Dame de Sion, un commerçant, un banquier instruits chez les Frères, et les plus simples enfants chrétiens ou musulmans qui ont appris notre langue sont désormais inclinés à la consommation des produits de chez nous.

En tout cas, à cette heure, le débat est éclairé et tranché par la guerre. De ces deux variétés de discipline, l'une de force, l'autre de sympathie, la victoire a démontré que l'Allemagne ne peut concevoir que la première; cependant que l'effondrement de sa prépondérance économique, qui jusqu'à cette heure n'a été remplacée par nulle autre, laisse le champ libre à notre action plus spirituelle.

Et c'est fini, n'est-ce pas, que personne puisse nous parler d'une Allemagne rempart de la civilisation contre la barbarie asiatique!

Hier, sous son apparence de modernité et d'activité pratique, ce n'était pas la vraie doctrine de l'Occident que l'Allemagne réalisait; son européanisme était entaché d'une foi néfaste dans

le pouvoir de deux notions, le nombre et la force, qui n'appartiennent pas à la meilleure définition de l'Europe ; mais aujourd'hui, tandis qu'elle laisse jouer avec prédilection ses affinités asiatiques et qu'elle reporte ainsi plus à l'Ouest la vraie frontière de l'Europe, tandis que son communisme prend figure de soviétisme et ses aspirations monarchiques de tsarisme, qui donc pourrait s'entêter dans l'erreur de croire qu'elle incarne l'esprit européen? Alors que son élan et ses déclarations retentissantes la détournent de l'Occident « démocratique, parlementaire, progressiste, » et l'orientent vers les prestiges d'Asie, n'avoue-t-elle pas que ses forces vives plongent dans un terrain de sentiments et d'idées qui n'est pas cet esprit de bon Européen que glorifiait son prophète Nietzsche?

Le meurtre politique confié à des volontaires fanatisés, le mystère des sociétés secrètes, les assemblées naturistes jetant leurs appels sur la prairie nocturne, voilà les faits qui donnent actuellement sa caractéristique la plus inquiétante à l'activité allemande. Transportées dans le Levant, où elles retrouveraient un terrain si favorable, ces habitudes néfastes ne viendraient-elles pas envenimer ce qu'il s'agit d'apaiser : l'éternelle rivalité armée des partis, la décomposition des mysticismes devenus de pures mécaniques, le séidisme des vassaux conjurés, comme jadis autour du Vieux de la Montagne, pour soutenir même le pire des chefs?

Il est passé le temps où Gœthe enseignait que « l'individu est la plus haute conquête de l'espèce humaine. » Les Allemands ont renié le véritable esprit de Weimar. Ils se détournent d'un Occident dont la maîtrise leur échappe. Ils disent : « Nous n'avons plus à être occidentaux, puisque Occident signifie mercantilisme anglais, machinisme américain, quiétude française de petits rentiers, molle satisfaction italienne. Ne vivons que dans le respect du nombre, de la grande masse, de l'inconscient, ciment inférieur et le plus puissant pour relier les collectivités innombrables et amorphes. » Sous nos yeux, ils viennent de retrouver en eux et s'ingénient à faire passer dans le réel, des aspirations et des rêves que leur musique, leur philosophie, leur romantisme avaient esquissés à maintes reprises. Jadis Schlegel avait écrit une *Sagesse des Hindous* quand Napoléon était tout-puissant. Quel est le livre auquel ils ont fait le plus grand accueil depuis l'armistice? *Le Crépuscule de l'Occident*. Et

ce livre fameux de Spengler a aussitôt trouvé sa contre-partie, *l'Ascension de l'Orient*. Quelle est la confession de vie intérieure dont ils se sont le plus inquiétés? *Le Journal de Voyage* du comte Keyserling aux Indes. Quel est l'étranger de marque qu'ils ont salué comme l'annonciateur d'une prochaine religion? Rabindranath Tagore avec son *Message de la forêt* et ses balbutiements de fakir. Du même coup, l'Université que cet Hindou avait fondée à Santiniketan s'est trouvée le point de mire des offres de services et des visites de nombreux intellectuels allemands. Dans le domaine de l'art littéraire, la jeune Allemagne, rejetant les maîtres de l'expérience consciente et de la plastique psychologique, a acclamé en Dostoievsky le Messie d'une nouvelle religion d'instabilité et d'abandon. A côté de ces indices expressifs, le foisonnement de la théosophie, l'attention donnée aux exagérations de Sigmund Freud et de sa psychoanalyse, tout un repliement sur les fonctions inférieures de la vie, semblent réaliser, mettre en pratique ce qui, chez un Schelling, il y a cent ans, n'était qu'une variation sur un thème panthéiste. « La nature, disait Schelling, dort dans la pierre, sommeille dans la plante, rêve dans l'animal et pense dans l'homme. » Et maintenant on s'ingénie à tenter le mouvement inverse. Puisque la nature a fait cette ascension, l'homme est invité à descendre jusqu'à l'échelon élémentaire. Quelques-uns disent que, pour la pensée, rien n'est plus facile que d'avoir la notion d'une existence antérieure. Ces existences sont multiples autant que nos aïeux. Continuons notre contention, et nous arriverons à retrouver les états de semi-conscience qui appartiennent non seulement aux antécédents animés de l'être humain, mais à la plante, voire au minéral. Continuons, nous atteindrons, dans la mesure où ils sont pensables, aux états de la toute première cellule. Et là, dans le primitif, le primordial, le non-évolué, il doit y avoir un délice incomparable, la béatitude d'un contact avec l'éternel.

Il y a dans l'âme allemande une haine de ce qui est trop défini, une sorte de ferveur musicale plutôt que plastique, qui trouve sa correspondance dans l'indéterminé plutôt que dans le compartimenté, et qui conseille l'abandon des normes et des mesures concordant de trop près avec le réel. De ces dispositions, c'est en Orient que l'Allemagne trouve à cette heure l'affermissement, alors qu'à d'autres époques le royaume des

sons, la métaphysique pure et la préhistoire nordique y donnaient satisfaction. Mais jadis ce vague à l'âme semblait dénué d'application pratique. En va-t-il de même aujourd'hui?

L'Allemagne n'a pas goûté sans résultat à trente ans et plus de réalisme dans tous les domaines. Beaucoup de ces curiosités, loin de se résoudre en nirvana, pourraient bien n'être que des moyens nouveaux de domination et de conquête. Ajouter des forces indéterminées aux acquisitions de la science ne déplairait pas à une génération héritière, malgré tout, d'une forte époque de réalisation. Un désir de puissance, d'utilisation positive, de discipline en vue d'un résultat, s'emmêle aux divagations. Ces Allemands de la dernière équipe ont toujours l'idée de se faire une arme. Rêvent-ils pas qu'une Allemagne menacée de blocus puisse braver la famine en entrant en léthargie, que, cernée, elle puisse devenir insensible à la douleur? Il y a, chez ces orgueilleux désespérés, une telle alliance de passivité de fakir et d'activisme hostile à leurs vainqueurs! Quand Tagore faisait au milieu d'eux sa tournée triomphale, leur loyalisme guerrier trouvait parfaitement moyen de s'allier à la délicieuse primitivité qu'il recommandait. On a vu un prince de Hesse déchu suivre au pas gymastique la voiture qui ramenait le poète hindou d'une conférence en plein bois; et les journalistes ont félicité leur chef héréditaire d'avoir si bien compris la nouvelle aspiration de son peuple. Mélange savoureux de dévotion féodale, qui ne se privait pas d'admirer un souverain déposé, et d'hypnotisme collectif trouvant l'Évangile de demain dans le message d'abandon et de non résistance au mal! Il suivait à pied un missionnaire d'idéalisme, et ses anciens vassaux l'admiraient dans cette attitude, tout comme s'ils l'avaient vu chevauchant à leur tête.

Et ce n'est là que l'aspect humain européen de la question! Il faut l'étudier sous l'angle mondial. En face des fidélités que la France a trouvées en Afrique, et des *dominions* qui sont la vraie substance de l'Empire britannique, l'Allemagne se ménage, suivant le vieil axe Hambourg-Bagdad, une clientèle de proche Asie qui n'est pas faite pour des fins purement spirituelles. Elle fabrique à force des missionnaires, qu'elle met hâtivement au courant des choses médicales, pédagogiques, géographiques, en même temps que des choses religieuses, pour

qu'ils lui recrutent des alliés militaires aussi bien que des clients commerciaux et des amis intellectuels.

Eh bien ! cet Asiatisme *ad usum Germanorum* ne correspond pas à la meilleure notion de la civilisation occidentale. Ni à l'intérêt de l'Europe, certes ! C'est mettre trop peu d'Occident véritable en Orient, c'est s'annexer trop d'Orient dangereux que de pratiquer ainsi le mariage entre l'Europe et l'Asie. Nous n'acceptons pas que le prestige indirect de l'Asie la plus troublée commence ainsi d'opérer sur l'Europe à la faveur du désespoir allemand. Une légende bretonne nous montre la mer qui recule devant la volonté d'un moine et qui ne dépasse pas les petits cailloux qu'il a posés sur le sable. Ces petits cailloux, ce sont nos collèges d'Orient, où les Asiatiques apprennent nos notions du droit et du devoir, le respect des personnes considérées comme autre chose qu'un matériel humain, et l'abstention des sévices corporels. Voilà ce qu'enseignent nos missionnaires à l'Orient, tandis que l'Allemagne, elle, déclare se nourrir des pires ferments asiatiques. Nous vaccinons l'Asie contre ses propres défauts, et cependant l'élément occidental que nous lui apportons tend de moins en moins à détruire ce qu'elle contient de bon. La méthode des Dupleix et des Montcalm, des Faidherbe et des Gallieni, des Père Joseph et des Lavigerie, émancipe au lieu d'assujettir, éveille les consciences au lieu de les endormir, cherche des sympathies et non des soumissions, et voudrait occidentaliser les Orientaux en leur gardant leur meilleur génie. Persévérons dans cette voie qu'au terme de cette enquête je sens être la meilleure.

PERSÉVÉRONS

Les vieilles conditions qui réglaient notre vie dans le Levant viennent d'être modifiées ; ces pays obéissent à de nouvelles gravitations ; de nombreuses nationalités y ont réapparu ; les rivalités y sont mieux armées : n'empêche que le problème de fond reste le même, et le contact avec l'élément musulman n'a pas changé parce que les zones d'influences se sont précisées. Dans ce monde de l'Islam où les répercussions sont si vives, toute insuffisance que nous montrerions en Asie nous affaiblirait en Afrique. Nous devons maintenir nos positions, et par

conséquent garder nos maîtresses pièces, à savoir nos congrégations enseignantes et charitables.

Cependant notre travail doit être plus clairvoyant, mieux raisonné que jamais; et les résultats que nous avons obtenus grâce à des efforts peu systématiques, il nous faut les affermir par une meilleure coordination de nos desseins.

Que faisons-nous à cette heure en Syrie? Ce n'est pas un pays riche; simplement, un pays qui peut vivre et légèrement exporter sous une administration très sage; mais c'est une tête de pont importante, la seule que nous possédions, pour toutes les pénétrations, possibles ultérieurement, par terre, vers la Perse et les Indes; et si nous n'y sommes pas, d'autres s'y précipiteront à notre grand dam. Comment de cet observatoire concevons-nous les problèmes de l'Asie et de l'Islam? Le général Gouraud a convoqué successivement à Beyrouth des séries d'écrivains, les Raymond Recouly, les Lichtenberger, les Tharaud, et des députés, les Wetterlé, les Lenail, les Leboucq, les Édouard Soulier, pour qu'ils signalent à l'opinion publique comment nous pourrions trouver, après les premières erreurs, notre « chemin de Damas. » Pierre Lyautey, hier le chef de son cabinet civil, nous expose *le Drame Oriental*, le rôle de la France au milieu de ces nationalités de tous ordres, Égyptienne, Palestinienne, Arabe, Transjordanienne, Syrienne, Maronite, Turque, Grecque d'Asie, Arménienne, Assyro-Chaldéenne qui se sont mises à remuer quasi irrésistiblement, quand sont venus jusqu'à elles les mots d'ordre avec lesquels les Alliés exaltaient, durant la grande guerre, leurs peuples et leurs soldats. Et voici que Henry Bordeaux va nous montrer cette nouvelle Syrie libérée par la France, renaissant après la famine et l'oppression germano-turque, et formée par nous à s'administrer elle-même sous notre garde. *L'Orient en marche* qu'annonce le romancier de *Yamilé sous les Cèdres* sera l'histoire de notre intervention d'aujourd'hui venant se placer à la suite des nombreuses interventions qui, de siècle en siècle, ont créé sur cette terre nos titres et notre influence. Cette magnifique tâche d'annaliste des plus récents services de la France ne pouvait être la mienne. Mon enquête avait un objet bien délimité, essentiellement spirituel, d'actualité constante, quoi qu'il advienne!

« A nous, toujours et quand même, l'amitié des âmes, »

cette pensée, ce contact de mes premières songeries sur le bateau du départ pourrait être l'exergue de cette médaille dédiée à nos missionnaires. J'allais voir ce que valent à cette heure nos congrégations, considérées comme instruments de la haute civilisation occidentale. Nous avons une primauté intellectuelle qu'il serait coupable d'abdiquer; nous devons l'entretenir par des acquêts et par des dons. Je ne cessais de me demander : Que pouvons-nous recevoir de l'Asie ? Que pouvons-nous lui donner ?

Je sens que d'une meilleure utilisation du génie asiatique résulterait en France une simplification de la vie matérielle, un moindre goût de l'accumulation mercantile. Après tout, ce n'est pas la peine de tant amasser de provisions pour une vie qui dépasse rarement cent ans ! Les cabanes du Liban confirment, soulignent la leçon de mesure et de modération que nous donne la petite maison du poète de Maillane. Celle-ci et celles-là nous ramènent à un sens plus simple des nécessités primordiales. Je sens que l'Orient inopérant peut aider à assouplir notre existence prise dans des glissières trop rigides. Et ses poisons eux-mêmes, filtrés convenablement, bien dosés, peuvent devenir un tonique.

Nos missionnaires, qui si souvent déjà ont renseigné nos officiers, nos voyageurs et nos archéologues, sauraient, dans bien des cas, être plus largement nos informateurs et comme des arbitres entre deux civilisations... Inversement, rien ne vaut l'expérience et l'action de ces religieux enseignants, attachés à leurs vœux, sûrs de leur communauté et s'adressant à l'âge le plus tendre, pour distribuer en doses sages ce que notre civilisation peut procurer de bienfaits aux peuples de l'Asie. Ils ont des forces incomparables : le dévouement, l'abnégation, la persistance dans le dessein qui les anime et dans l'ordre qui les encadre. Nul qui soit mieux placé pour favoriser puissamment au sein des masses orientales l'émancipation de l'individu, en lui enseignant, sur le plan même de ses occupations nécessaires et héréditaires d'agriculteur et de commerçant, le sens de l'initiative, le point d'honneur du bon travail, l'ingéniosité. Et dans leurs dispensaires, ils peuvent faire concourir la diffusion de l'hygiène à une meilleure entente de la dignité personnelle.

Ainsi toujours, aux conclusions de ce voyage, comme à cha-

cune de ses étapes, je suis ramené à la question qui m'obsède et qui fait tout l'inextricable de l'énigme orientale-occidentale : la question de l'enseignement. Quel est le dessein des Jésuites, qui détiennent la haute place intellectuelle de Beyrouth, le dessein de toutes ces congrégations, ou mieux, quelle est la politique catholique en Orient? Quelle est la politique scolaire de la France en Syrie? Quelle emprise pouvons-nous prendre sur les nationalités et les civilisations différentes de la nôtre?

Un grand Français, qui vit dans ce problème depuis trente ans, d'Extrême-Orient au Maroc, et qui s'est passionné à le résoudre avec des angoisses de conscience, des tâtonnements, des variations, qui en prouvent assez l'extrême difficulté, le maréchal Lyautey, me dit : « Je crois avoir trouvé la bonne formule pour ce qui concerne le Maroc seul, mais il y en a certes cinquante autres pour les cas différents, car il n'y a en rien et nulle part de formule uniforme et rigide. Le danger saute aux yeux, c'est de créer une espèce de jeunes gens déclassés, incompris, mécontents, mégalomanes d'ailleurs et se croyant capables de tout avaler, recrues assurées pour les mouvements de récrimination, d'opposition, voire de révolution... »

Comment approprierons-nous l'enseignement occidental à nos élèves orientaux, de telle manière qu'au sortir de nos collèges ils restent commerçants, propriétaires, fonctionnaires, au milieu des leurs, pareils aux leurs et, grâce à la langue et à la culture, de moins en moins séparés de nous? Comment formerons-nous une élite intellectuelle avec qui nous puissions travailler, des Orientaux qui ne soient pas déracinés, qui continuent d'évoluer dans leur norme, qui restent pénétrés de leurs traditions familiales, et qui forment ainsi un trait d'union entre nous et la masse indigène? Comment créerons-nous des parentés en vue de préparer les accords et les ententes qui sont la forme souhaitable de notre future politique ? Il s'agit de susciter dans ces peuples étrangers le goût de maintenir, *quoi qu'il advienne un jour de leurs destinées nationales*, le contact avec notre intelligence.

Au moment où j'achève de publier cette étude, neuf années après mon retour à Paris, deux images de mon voyage se présentent à mon esprit avec une force singulière, deux images distinctes et qui pourtant s'appareillent...

Je me rappelle qu'un matin, au musée de Constantinople, au milieu d'admirables beautés émouvantes de jeunesse que surpassait encore sa signification magnanime, j'ai vu le grand sarcophage d'Alexandre, ce fameux monument funéraire qu'il y a vingt-deux siècles un principicule de Sidon, désireux de s'ensevelir avec gloire pour l'éternité, s'en est allé acheter à Athènes dans quelque atelier où se conservaient les traditions des Lysippe et des Scopas. On ne peut pas imaginer d'œuvre plus somptueusement chargée de haute intelligence. Sur une face, c'est la bataille d'Issus : Alexandre, en pleine action de s'assurer l'empire de l'Asie, déploie toutes les violences abritées sous son grand air de mélancolie. Et ce qui donne son entière portée à cet épisode de guerre, c'est, sur l'autre face, la représentation d'une grande chasse à laquelle prennent part les vainqueurs et les vaincus. Là encore, voilà le héros avec son caractère terrible et quelque chose de fou dans le regard; mais cette fois il s'est imposé de pacifier l'empire qu'il a conquis: ceux qui viennent de s'entre-détruire, il les rassemble et les entraîne pour une nouvelle destinée, dans une grande scène d'activité joyeuse. Toujours forcené de nature, mais sachant que le propre de la force est de faire le calme, il les rapproche et les oblige de se reconnaître des parentés... Quelles savantes compositions, compliquées et si claires! Cette plénitude, cette netteté, c'est du plus grand art et surtout du plus beau génie politique. On ne se lasse pas de travailler à s'approprier le contenu intellectuel d'un tel diptyque, devant lequel eût médité le Premier Consul, quand il réconcilia les Français.

Et par une singulière rencontre, deux heures plus tard, après déjeuner, M. Maurice Bompard me conduisit chez ses voisins les Capucins français de Saint-Louis, qui tiennent dans une maison attenante à notre ambassade le séminaire oriental de Constantinople, pareil aux séminaires de Mossoul, de Jérusalem, de Beyrouth. Ces quatre maisons capitales, dirigées par des communautés religieuses françaises, ont pour objet de former à la romaine les jeunes clercs des rites orientaux, en les pénétrant de l'unité de l'Église catholique à laquelle leurs Églises sont reliées par un fil si ténu. Elles donnent à ces adolescents un enseignement français et latin calqué sur celui de nos établissements d'enseignement secondaire. C'est grâce à elles que les prêtres indigènes des rites orientaux, qui exercent leur

ministère jusque dans les confins les plus reculés de la Mésopotamie, de l'Arménie et du Kurdistan, y répandent ou mieux y répandaient la culture française, au moins élémentaire, et en tout cas notre langue. Je vis dans la grande cour des Capucins toutes les variétés ethniques : des enfants venus de Diarbékir, de Mossoul, de Bulgarie, un étonnant bariolage. On leur avait remis leurs vêtements d'arrivée pour les photographier avec moi. Ils riaient de se voir ainsi costumés et ne se reconnaissaient plus, car ils avaient le sentiment d'être montés d'un grade depuis qu'ils étudiaient et vivaient à la manière occidentale. J'admirai leur gaîté, leur joyeuse entente. « Au début, me dit le Père Supérieur, ils refusaient de jouer et disaient : nous ne sommes pas venus ici pour cela. » L'Oriental ne joue pas. Quelques mois après, ils étaient tels que je les vois, mêlés dans cette vive et saine camaraderie des cours de récréation de nos collèges français. .. Que subsiste-t-il là-dessous? Et que subsistait-il dans les sujets du Roi des Rois, auxquels Alexandre apportait l'hellénisme?

A toutes les époques, cette diversité infinie et profonde des nations de l'Asie, vraie mosaïque de races et de religions, a eu besoin qu'une pensée supérieure y vînt établir l'unité. La chasse du sarcophage d'Alexandre, les jeux du Séminaire oriental, deux images qui expriment une même besogne de réunion accomplie par l'Occident. Alexandre, c'est l'imprévu qui apparait dans le monde. Il a la beauté de l'éclair. Ces missionnaires, quelle patience! Leur œuvre détruite, ils la recommenceront.

MAURICE BARRÈS.

LES DERNIERS JOURS

DU GRAND-DUC

MICHEL ALEXANDROVITCH

1917-1918

I. — L'ABDICATION

La fin tragique de l'empereur Nicolas II, de l'Impératrice et de leurs enfants ont été l'objet de plusieurs récits dans la presse européenne. Le drame d'Ekaterinbourg a été plus ou moins reconstitué dans tous ses affreux détails, dans toute sa féroce atrocité. La mort des grands-ducs Paul Alexandrovitch, Dmitri Constantinovitch, Nicolas, Georges et Serge-Michaelovitch et de la grande-duchesse Élisabeth, sœur de l'Impératrice, — tous victimes de la terreur bolchéviste, — est aussi connue, ne permet aucun doute et complète, pour ainsi dire, le martyrologe de la famille des Romanov.

Seul, le sort du grand-duc Michel-Alexandrovitch, fils cadet d'Alexandre III, ancien héritier présomptif de la couronne de Russie et, de fait, dernier tsar de la branche aînée des Romanov (en vertu de l'acte d'abdication de l'empereur Nicolas II), est resté jusqu'à présent presque inconnu ; il circule à son sujet les bruits les plus divers, les légendes les plus contradictoires.

Je connaissais personnellement le grand-duc Michel ; j'avais le bonheur d'être honorée de l'amitié de cet homme admirable ; je fus témoin oculaire de son abdication, qui a eu lieu dans mon hôtel à Saint-Pétersbourg, où Son Altesse avait bien voulu me demander l'hospitalité pendant les journées désormais histo-

riques de mars 1917; j'ai enfin suivi toutes les péripéties de son arrestation à Smolnoï, où je le visitai plusieurs fois, et je fus une de celles qui l'ont vu quelques heures avant son départ pour son exil de Perm, dernier voyage dont il ne revint plus.

Voilà les titres qui m'encouragent à livrer à la publicité ces souvenirs personnels, tâche tant soit peu téméraire pour ma faible plume, mais dont j'espère bien m'acquitter avec zèle et sincérité. J'ai pensé qu'il était de mon devoir de retracer ici les détails de ce drame émouvant, dont je fus témoin oculaire, que je revis encore, que je revivrai toujours et qui restera à jamais gravé dans ma mémoire.

AVANT LA RÉVOLUTION

Ma première connaissance avec le grand-duc Michel Alexandrovitch, date de l'année 1912. Son Altesse commandait, à cette époque, le régiment des chevaliers-gardes, dans lequel servait mon mari; et moi, comme sa femme, j'eus l'honneur d'être présentée au Grand-Duc, qui venait d'être nommé commandant de ce régiment, dont le chef était son auguste mère, l'impératrice douairière Marie Feodorovna.

Le régiment des chevaliers-gardes, dont l'origine remonte au temps de Catherine la Grande, se composait alors d'un corps d'officiers appartenant aux plus illustres familles de Russie, choisis parmi les gardes du corps. La grande Impératrice se nommait elle-même le colonel du « Corps des chevaliers-gardes, » ainsi qu'on les appelait alors. Ce fut plus tard, sous le règne de l'empereur Paul Ier, que ce corps fut transformé en régiment, composé de plusieurs escadrons et fut réuni à la cavalerie de la Garde sous le titre de régiment des chevaliers-gardes, de la Garde impériale. En 1911, l'empereur Nicolas II, voulant témoigner sa haute bienveillance à cet excellent régiment, lui donna comme commandant son auguste frère, le grand-duc Michel Alexandrovitch, qui commandait à cette époque le régiment de hussards de Tchernigov.

Je me souviens parfaitement, que c'était pendant un grand carrousel qui se donnait en carême au manège des chevaliers-gardes, que j'eus l'honneur d'être présentée à Son Altesse. Ces carrousels étaient fréquentés par la plus haute société de Saint-Pétersbourg; toute la Cour, tout le corps diplomatique y assis-

taient. Le spectacle qu'offraient ces réunions était vraiment grandiose. On y voyait se dérouler une belle cavalcade composée de brillants officiers qui accompagnaient leurs partenaires choisies parmi les meilleures amazones du régiment; caracolant par paires et venant se ranger devant la loge impériale en face de l'entrée principale. A la fin du carrousel, Son Altesse me fit la gracieuseté de s'approcher et de me demander, avec son affabilité habituelle, des nouvelles de mon mari, qui, blessé à la tête à la suite d'une chute de cheval qu'il avait faite à une chasse à courre, était en traitement à l'Institut orthopédique du Dr Vreden.

Le Grand-Duc était alors dans sa trente-quatrième année : d'une haute stature, svelte, bien proportionné, d'un aspect juvénile, il personnifiait le type du sportsman chevalier, vaillant et robuste; mais aux premières paroles qu'il vous adressait, on sentait en lui quelque chose d'aimable, de tendre, et de confiant. D'une parfaite simplicité, il gagnait tout de suite l'interlocuteur, tant par le charme naturel qui se dégageait de toute sa personne que par le regard caressant et limpide de ses beaux yeux. Il était réputé pour son tact et sa délicatesse où se mêlait une sorte de timidité. Le grand-duc Michel était né à Saint-Pétersbourg le 22 novembre 1878; c'était le troisième fils de l'empereur Alexandre III. Sa mère, l'impératrice Marie Feodorovna, lui témoignait une tendresse particulière comme au cadet de ses fils. Parmi les maîtres à qui il fut confié, nous devons citer un personnage qui eut sur lui une influence extrêmement bienfaisante, et qui, malgré le rôle modeste qu'il exerçait, fut très aimé des trois Grands-Ducs et très estimé de leurs augustes parents. C'était un Anglais, Mr Charles Heath, ancien professeur de langue anglaise au lycée impérial Alexandre, excellent éducateur, mais surtout homme foncièrement honnête et d'une grande noblesse d'âme, un vrai gentilhomme dans toute l'acception du mot. Il était tout blanc, avec une belle chevelure qui ondulait naturellement; ses yeux étaient spirituels et pénétrants, mais en même temps d'une bonté infinie.

Charles Ocipovitch, — c'est ainsi que le nommait l'empereur Alexandre III, — était un de ces hommes rares dont on peut dire « que jamais un mensonge n'a souillé leurs lèvres. » Incapable

de flatterie, il ne craignait pas d'exprimer son opinion devant un homme aussi autoritaire qu'était l'empereur Alexandre III. Celui-ci l'estimait beaucoup pour sa droiture, voyant en lui un homme doué des meilleures qualités pour l'éducation de ses fils, auquels il inculquait des principes de morale et le sentiment du devoir. Comme un véritable Anglais, Charles Ocipovitch était un grand amateur de sports : il transmit ce goût à son élève, qui, doué d'une grande force physique, devint un écuyer habile et un sportsman accompli. Après avoir reçu une excellente instruction primaire à la maison, le Grand-Duc suivit les cours de l'école d'artillerie, à la fin desquels il subit les examens et, promu au premier grade d'officier, entra dans l'artillerie de la Garde où il servit plusieurs années.

Le 20 octobre 1894, mourut l'empereur Alexandre III, et le Césarévitch Nicolas Alexandrovitch monta sur le trône. Son frère, le grand-duc Georges Alexandrovitch, par droit d'aînesse, fut déclaré héritier du trône de Russie, avec le titre de Césarévitch ; mais hélas ! une lente et cruelle maladie, qui le minait, l'emporta à la fleur de l'âge et il mourut dans sa résidence favorite d'Abas-Touman, au Caucase, en 1899.

D'après l'ordre de primogéniture, le grand-duc Michel Alexandrovitch devait lui succéder ; c'est alors que, par un manifeste impérial, il fut déclaré héritier de la couronne de Russie : « Jusqu'à ce que Dieu nous accorde la grâce de nous donner un fils. » En sa qualité d'héritier du trône, le grand-duc Michel Alexandrovitch reçut en patrimoine tous les biens de son frère défunt et, en raison de son rang, il fut pourvu de toute une cour à la tête de laquelle fut placé le colonel du régiment des chevaliers-gardes Dmitri Yakovlevitch Dachkov.

A cette époque, le Grand-Duc se passionna pour l'histoire de la guerre patriotique de 1812, qui enthousiasmait en ce temps-là, non seulement des spécialistes de la littérature militaire, mais aussi tous les cercles littéraires : il publia une série de documents relatifs à l'année 1812 qui parurent dans les *Travaux de la Société impériale russe d'histoire* (journal rédigé par K.-A. Voyensky).

Cependant il venait d'être nommé chef d'escadron du régiment des cuirassiers de Sa Majesté l'Impératrice, qui stationnait à Gatchina. C'est là que, pour la première fois, il vit la

femme qui allait jouer un si grand rôle dans son existence : si profonde avait été l'impression reçue que, pour cette femme, il n'hésita pas à renoncer à tous ses droits héréditaires, à sa haute position, à tout ce que lui promettait sa proche parenté avec l'Empereur et, plus tard, même au trône. Il faut dire qu'elle était vraiment douée de tous les attraits que peuvent donner la beauté, la grâce et l'élégance ; un esprit fin et distingué s'ajoutait pour captiver ceux qu'avait frappés sa beauté éblouissante.

Cette enchanteresse était Nathalie Sergueyevna Voulfert, femme d'un des officiers de ce régiment, de son premier mariage Mme Mamontov, la future comtesse Brassov.

Séduit par les charmes fascinateurs de Nathalie Sergueyevna, le Grand-Duc en devint follement épris ; il l'aima avec toute l'ardeur d'un premier amour junévile et candide, qui devint plus tard un profond et sérieux attachement. Lorsqu'il fut convaincu que son sentiment était partagé, il fut résolu que Nathalie Sergueyevna demanderait le divorce. Et en 1913, remettant au prince Dolgorouky le commandement du régiment des chevaliers-gardes, qu'il avait exercé pendant deux ans, le Grand-Duc partit à l'étranger pour se marier.

Leurs noces furent célébrées à Vienne à l'église russe sans aucun apparat et seulement devant quelques intimes.

Après son mariage, le Grand-Duc écrivit une lettre à l'Empereur, informant son auguste frère qu'il renonçait à tous les droits provenant de sa primogéniture et que son désir était de vivre au sein de sa nouvelle famille comme un simple particulier. Cette lettre eut pour résultat un manifeste de l'Empereur fondé sur les lois concernant la famille impériale, et qui privait le grand-duc Michel de toutes ses prérogatives, l'excluait de la liste de l'armée et mettait tous ses biens sous tutelle, lui assignant une somme des plus modestes pour ses dépenses personnelles.

Après leur mariage, le grand-duc Michel Alexandrovitch et son épouse se rendirent en Suisse, où ils séjournèrent pendant quelques mois; puis ils partirent pour l'Angleterre, et s'installèrent aux environs de Londres dans le château de Knebworth, appartenant à un des membres de la famille royale d'Angleterre.

Le Grand-Duc n'avait plus auprès de lui pour mener toutes ses affaires que M. Johnson, qui fut pour lui, non seulement

un secrétaire capable et intelligent, mais aussi le plus fidèle et le plus dévoué des amis. Linguiste distingué, écrivant irréprochablement trois langues étrangères, M. Johnson devint bien vite pour le Grand-Duc et sa femme l'homme indispensable. C'est pour nous tous un devoir de dire que le souvenir de Nicolas Nicolaevitch Johnson restera inséparablement lié à celui du Grand-Duc, qu'il ne le quitta pas d'une minute, pendant les cruelles épreuves de 1917-1918.

Le Grand-Duc séjourna en Angleterre pendant tout le courant de l'année 1913, jusqu'au mois d'août 1914. Dès qu'il apprit la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, il adressa une lettre très émouvante à l'Empereur, dans laquelle, comme à un frère, il mit à nu toute son âme et le pria comme son souverain de lui permettre de revenir immédiatement en Russie, et de prendre place dans les rangs de l'armée, acceptant d'avance tout service que Sa Majesté Impériale aurait bien voulu lui assigner.

Cette lettre toucha profondément l'empereur Nicolas, qui lui donna sur-le-champ la permission qu'il avait sollicitée.

Réintégré dans l'armée par un ukase impérial, le Grand-Duc quitta l'Angleterre avec toute sa famille pour se rendre à Pétersbourg où il s'installa provisoirement à l'hôtel d'Europe; peu après, il déménagea pour Gatchina, où il acheta une villa, petite, mais confortable, située dans la rue Nicolas, et qu'il habita jusqu'à ce qu'il eût reçu un commandement dans l'armée.

C'est à cette époque-là que je fis la connaissance de la comtesse Brassov; je la rencontrai à un déjeuner à l'hôtel Astoria, et je fus tout de suite conquise par sa beauté si fine et sa grâce.

Sur ces entretaites, le Grand-Duc fut nommé commandant de la division des Indigènes Caucasiens, baptisée « la division sauvage, » et qui se composait de six régiments choisis dans l'élite de la cavalerie musulmane. Cette division, formée au Caucase, faisait partie des armées du Sud-Est et se couvrit bientôt de gloire. Le Grand-Duc la conduisit presque toujours lui-même au feu et dans des incursions hardies, émerveillant tout le monde par son sang-froid et sa bravoure : aussi fut-il décoré de la croix de Saint-Georges.

C'est pendant ces pénibles journées de séparation d'avec son

mari, que Nathalie Sergueyevna se lia plus étroitement avec moi. J'allais souvent la visiter à Gatchina, et nos longues causeries du soir, dans le silence du coin du feu, me convainquirent du grand amour qu'elle ressentait pour son mari. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était la santé du Grand-Duc qui, malgré sa bonne mine et son air vigoureux, souffrait d'un ulcère à l'estomac, maladie qu'il cachait soigneusement ; mais dès qu'il se permettait d'enfreindre, en quoi que ce fût, la diète prescrite par les docteurs, elle lui occasionnait des crises très douloureuses.

Pendant l'été de 1916, le Grand-Duc tomba malade de diphtérie et fut traité par le Dr Coton, médecin du palais de Gatchina, et par un spécialiste des maladies de la gorge, le Dr Poliakov. Après sa guérison, ils l'envoyèrent en Crimée, où il partit accompagné de Nathalie Sergueyevna. Ayant séjourné en Tauride jusqu'à la mi-décembre, ils quittèrent les côtes pittoresques de la Crimée pour les belles forêts de leur magnifique propriété de Brassov dans le gouvernement d'Orel, où ils se proposaient de passer les fêtes de Noël et de la nouvelle année.

Dans les premiers jours de décembre, je reçus une lettre de Nathalie Sergueyevna, qui m'invitait gracieusement à venir passer ces fêtes à Brassov, où devaient la rejoindre ses enfants, restés à Gatchina avec leurs institutrices : sa fille née de son premier mariage et son fils le petit comte Georges. Il fut convenu que nous partirions tous ensemhle. Le 17 décembre, je me rendis à Gatchina, d'où nous partîmes en grande compagnie ; car, outre les enfants et leurs institutrices, il y avait encore avec nous Nicolas Nicolaevitch Johnson et le chargé d'affaires du Grand-Duc, Serge Alexievitch Matviev, homme de confiance, très estimé de Son Altesse à qui il était profondément dévoué.

C'est en quittant la gare de Pétrograde, que nous apprîmes l'assassinat de Raspoutine, qui avait eu lieu cette même nuit ; cette nouvelle se répandit dans la capitale avec une rapidité vertigineuse. Nous apprîmes plus tard à Brassov les détails du meurtre, en même temps que la nouvelle de l'arrestation du grand-duc Dmitri Pavlovitch, qui devait être un de nos hôtes et passer Noël avec nous à la campagne.

La propriété de Brassov, située dans le gouvernement d'Orel, avait appartenu jadis au comte Apraxine. C'était un château

à deux étages, construit dans le style russe et d'aspect disgracieux. Nathalie Sergueyevna, grâce à son goût artistique, avait réussi à en faire une habitation élégante en même temps qu'un home commode; créant ainsi pour le Grand-Duc un foyer, où il trouvait le confort, la paix et le bonheur.

Je n'oublierai jamais ce dernier Noël que je passai à Brassov, dans l'intimité de la famille du Grand-Duc. Le matin, nous faisions une promenade en traîneau très en avant dans la forêt. Le soir, on allumait un magnifique arbre de Noël. Le premier jour, il fut allumé pour les enfants du Grand-Duc et pour tous les hôtes du château; le second jour, pour tous les employés de sa maison seigneuriale.

Il était tombé cette année-là une grandre quantité de neige. Nous autres Pétersbourgeois, habitués au climat humide et triste de Pétrograde, nous étions ravis de voir un véritable hiver russe avec cette masse de neige immaculée. La propriété de Brassov, entourée de ces immenses forêts qui font la renommée d'Orel, offre un spectacle vraiment féerique en hiver. Un panorama merveilleux se déroulait à nos yeux des fenêtres du château : un manteau de neige éclatant de blancheur, et étincelant au soleil en myriades de diamants, s'étendait à perte de vue. « Quelle splendeur ! pensais-je en admirant ce tableau. Quelle superbe et grandiose nature ! Ni les Alpes, ni la Suisse avec ses glaciers, ne peuvent être comparées au spectacle qu'offre notre hiver russe; avec la majestueuse beauté de nos forêts feuillues et épaisses, pleines d'un charme mystérieux; de nos pins centenaires s'élevant sur des tertres sablonneux, dont les récits fabuleux firent la joie de notre plus tendre enfance, où, selon le grand Pouchkine, « rôdent le farfadet, et l'ogre, où erre l'âme russe, où tout est russe. » Et c'est cette même âme russe, pensais-je, qui hantait aussi la maison seigneuriale de Brassov et qui la rendait si chère au Grand-Duc.

Hélas ! nous dûmes bientôt quitter le toit si hospitalier de Brassov, avant le terme fixé pour notre départ pour Pétersbourg, où son poste de général inspecteur de la cavalerie appelait d'urgence le Grand-Duc. C'est le cœur plein d'amertume et de noirs pressentiments que, vers la fin du mois de décembre, nous quittâmes tous ensemble les lieux où nous avions passé des journées si heureuses.

A Moscou, les esprits étaient très surexcités; l'opinion publique n'hésitait pas à accuser le Gouvernement de la mort de Raspoutine. A Pétrograde tout paraissait calme, mais nous nous convainquîmes bien vite que les incidents mûrissaient avec une effroyable rapidité. La disposition des esprits devenait de jour en jour plus alarmante et partout on apercevait les indices de la terrible tempête qui s'approchait.

La veille du nouvel an 1917, le premier ministre Trepov, homme loyal et franc, profondément dévoué à l'Empereur, jouissant d'une grande considération dans tous les milieux de Pétrograde, dut quitter ses fonctions de Président du conseil des ministres; il fut inopinément remplacé par le prince N. D. Galitzine, homme très sincèrement attaché à son souverain et à sa patrie, mais, hélas! n'étant déjà plus jeune, bureaucrate au sens complet du mot et n'ayant pas l'énergie nécessaire pour le haut poste qui lui était confié.

Le bruit s'était alors répandu dans tout Pétrograde que, sur l'initiative du grand-duc Nicolas Michaelovitch, tous les membres de la famille impériale s'étaient réunis au palais de la grande-duchesse Marie Pavlovna, et qu'ils avaient très respectueusement résolu d'adresser une lettre à l'Empereur, pour exposer à Sa Majesté, qu'une grande fermentation des esprits se manifestait dans les diverses classes de la société; que l'opinion publique était très hostile aux principaux dirigeants de la politique intérieure du Gouvernement et qu'en présence de cette fermentation si grande, les signataires de la lettre se faisaient un devoir d'indiquer à Sa Majesté l'immense danger qui menacait la Russie et toute la dynastie. La lettre se terminait par un appel à la clémence envers le grand-duc Dmitri Pavlovitch, qui avait encouru la disgrâce de Sa Majesté et avait été mis en état d'arrestation. On ajoutait que l'Empereur avait été inflexible et qu'en marge de la lettre Sa Majesté avait inscrit cette remarque : « Je ne tolérerai jamais que les membres de ma famille se permettent de me dicter ma ligne de conduite. » Le jour du nouvel an 1917, le promoteur de cette réunion, qui était en même temps un des auteurs de la lettre collective adressée à l'Empereur, le grand-duc Nicolas Michaelovitch, fut par ordre de Sa Majesté exilé dans une de ses terres, Grouchovka, dans le gouvernement de Kerson; il partit le soir même.

Pendant tout le mois de janvier 1917, nous fûmes oppressés par le souvenir de ces tristes événements. Les nouvelles de la guerre étaient pareillement désastreuses. Le cœur se serrait dans l'attente de quelque chose de fatal et d'inévitable. Dans tous les rangs de la société, surtout dans l'administration, régnaient la confusion et le découragement. Seuls, les partis révolutionnaires ne chômaient pas; ils travaillaient clandestinement, et faisaient une propagande incessante parmi les troupes de la garnison de Pétrograde qui, déjà contaminées, prêtaient une oreille facile aux discours des orateurs révolutionnaires. Car peut-être vous demandez-vous de qui se composaient les premiers cadres du fameux « Soviet des députés des soldats et des ouvriers, » qui joua un rôle si piteux pendant les premiers jours de la révolution, et qui aida si efficacement au triomphe de l'anarchie? Était-ce les régiments de la Garde, comme par exemple de Volinsky, de Litovky, de Keksgolmsky et autres, dont le passé historique est glorieux? Nullement. Ils étaient tous à ce moment engagés au front, combattant l'ennemi et se couvrant de gloire : ce n'était donc que les bataillons de réserve des régiments de la Garde, composés de recrues et d'officiers de nouvelle formation et non des officiers de cadre; ces derniers étaient presque tous à la guerre, où la plupart périrent au champ d'honneur et d'autres furent tués par leurs propres soldats, après le fameux ordre n° 1 qui fomenta l'insubordination dans l'armée et contribua puissamment à la détruire.

Vers la fin de février commencèrent, à Pétrograde, « les sorties » organisées par les révolutionnaires, prouvant clairement que les autorités civiles et militaires ne se rendaient aucun compte de l'importance des événements et ne prévoyaient pas les dangers qui menaçaient l'Empire. Le fameux ministre de l'Intérieur Protopopov, homme dépourvu de toute compétence et persuadé que les mesures prises par la police pour la tranquillité de la capitale étaient bien suffisantes, répondait avec assurance aux personnes qui manifestaient leur inquiétude qu'il s'agissait de simples émeutes dont il viendrait facilement à bout, qu'au pis-aller il inonderait de sang tout Pétrograde, mais qu'il ne tolérerait jamais une révolution.

LA RÉVOLUTION

Le 27 février, presque tous les ministres étaient déjà arrêtés et internés au palais de Tauride, où, sous la présidence de Rodzianko, se forma le Comité provisoire du pouvoir exécutif de la Douma, qui se composait des membres suivants : Milioukov, Choulgine, Konovalov, Tsheidze et Kerensky. Ce comité s'empara du pouvoir, et s'efforça de rétablir l'ordre. Mais l'anarchie se faisait partout sentir. Le palais était plein de soldats armés et les séances du comité étaient fréquemment interrompues par les cris d'une populace furibonde. Des autobus et des automobiles, volés dans les garages, parcouraient les rues, pleines de soldats et de matelots ivres qui, tirant à tout propos, rendaient les communications en ville excessivement dangereuses.

C'est dans cette soirée du 27 février que M. Johnson vint chez moi, pour m'annoncer que le grand-duc Michel Alexandrovitch se trouvait actuellement à Pétrograde au Palais Marie (édifice ou siégeait autrefois le Conseil de l'Empire), où il avait été appelé en hâte par le Président de la Douma, Rodzianko, pour entamer des pourparlers immédiats par fil direct avec l'Empereur. Dans ce moment même, le Grand-Duc s'entretenait avec Sa Majesté.

L'entretien avec l'Empereur se prolongea fort avant dans la nuit. Son Altesse, en informant l'Empereur de la périlleuse situation où se trouvait la capitale, lui conseillait de rester à la Stavka (1) au milieu de ses fidèles armées; mais l'Empereur lui répondit qu'il avait résolu de rentrer à Pétrograde, ne doutant pas que sa présence ne dût ramener l'ordre et le calme. Durant ces pourparlers, le ministre de la Guerre, le général Bieliaiev, exposa à Son Altesse que sa présence au Palais Marie, abandonné à ses propres moyens de défense, offrirait de graves périls; il lui conseillait de se rendre à l'état-major général, où il pourrait en toute sécurité continuer à communiquer avec l'Empereur. Le Grand-Duc suivit ce conseil, et, accompagné de son secrétaire particulier, M. Johnson, se rendit en automobile au Palais de l'état-major où il continua à faire son rapport à l'Empereur.

(1) Grand quartier général de l'Empereur à Mohilef.

Il était déjà très tard quand Son Altesse quitta le Palais de l'état-major général et résolut de se rendre chez lui à Gatchina, toujours accompagné de M. Johnson. Rue Morskaya, leur automobile fut entouré par une troupe de matelots, qui essaya de l'arrêter ; à cette vue, le chauffeur du Grand-Duc, Barounov, se troubla, mais le Grand-Duc, conservant tout son sang-froid, lança l'automobile à toute vitesse, tourna dans une ruelle et disparut dans l'obscurité. Les matelots déchargèrent leurs armes, mais heureusement n'atteignirent personne.

Arrivés sur le quai, ils décidèrent d'aller passer la nuit au Palais d'Hiver, d'où le lendemain matin de bonne heure ils regagneraient Gatchina. Ils n'y restèrent que deux heures, Son Altesse ayant été avertie que le Palais n'était pas gardé et qu'à chaque instant il pouvait être envahi par la populace.

Il était quatre heures du matin : où aller ? Le Grand-Duc se souvint à propos que mon hôtel se trouvait dans le voisinage du Palais d'Hiver, rue Milionaya n° 12, et décida de venir nous demander l'hospitalité. A cette époque, je demeurais seule avec ma fille Nathalie, mon mari se trouvant au front.

A cinq heures, je fus réveillée en sursaut par de violents coups frappés à la porte de ma chambre à coucher. Au bruit, je m'éveillai, saisie d'effroi. Je m'imaginais que des soldats armés s'étaient introduits dans mon appartement, ou qu'il était arrivé quelque malheur. Je fus bientôt rassurée, en entendant la voix, bien connue, de M. Johnson : il me dit, à travers la porte, que le grand-duc Michel Alexandrovitch était chez moi et qu'il me demandait l'hospitalité.

Je m'habillai à la hâte et me dirigeai vers le cabinet de travail de mon mari où Son Altesse était entrée. Le Grand-Duc avait l'air très fatigué et semblait très agité ! Il m'aborda en s'excusant et, avec sa bonne grâce de toujours, me demanda : « Ne craignez-vous pas, princesse, de vous exposer, vous et votre fille, en recevant chez vous un hôte si dangereux ? » Je fus si troublée que je ne me souviens pas exactement quelle fut ma réponse ; je dis en substance combien j'étais heureuse et honorée que, dans un tel moment, Son Altesse eût bien voulu se souvenir de ma maison.

Après avoir mis mon appartement à sa disposition, je donnai des ordres pour qu'on préparât le café. Quand nous fûmes tous réunis dans la salle à manger, nous entendîmes tout à coup

un grand bruit de voix. Il venait de l'étage supérieur où demeurait le chambellan de Sa Majesté, Nicolas Nicolaevitch Stolypine, parent du feu premier ministre Stolypine assassiné à Kiev. Une troupe de soldats complètement ivres avait forcé la porte de son appartement et y opérait une perquisition : plusieurs d'entre eux se conduisirent d'une manière si brutale envers la maîtresse du logis Mme Stolypine (née Arapov), qu'elle eut une crise de nerfs. Plus tard seulement, à Malte, je devais apprendre la fin du pauvre M. Stolypine, qui, demeuré à Pétrograde, y était mort de misère et de faim.

Durant les deux premières journées de son séjour dans ma maison (28 février et 1er mars 1917), le Grand-Duc évita de sortir : à l'exception de sa femme (à qui j'avais fait savoir à Gatchina le domicile de Son Altesse), personne ne savait où il se trouvait.

Le troisième jour, 2 mars, Son Altesse chargea son secrétaire particulier d'avertir le président de la Douma qu'il se trouvait à Pétrograde, dans la maison du prince Poutiatine. A cette nouvelle, le président de la Douma se hâta de lui envoyer une escorte composée de quarante élèves de l'École militaire et de huit officiers, qu'on installa dans un des appartements vides situés à l'étage inférieur. A notre porte d'entrée ainsi qu'à la porte de service, on plaça des sentinelles, mesure d'autant plus urgente, que, depuis le 27 février, le désordre redoublait d'intensité. Dans les rues, on était assourdi par les détonations des fusils et le grésillement continu des mitrailleuses. Des bandes de matelots et de soldats ivres violaient les domiciles sous prétexte de perquisitions. C'est ainsi que, dans la maison même où nous habitions, fut arrêté le ministre des Cultes, Raiev, dont l'appartement fut complètement pillé et saccagé.

A ce propos, je me souviens d'un épisode tragique qui eut pour théâtre la maison contiguë à la nôtre. Cet incident, qui fit grand bruit alors, prouve qu'en ces temps de trouble et de panique, il existait encore des hommes capables de bravoure et d'héroïsme, qui ne voulaient pas se soumettre à la force brutale et préféraient aller à la mort sans broncher, donnant ainsi l'exemple d'une vaillance digne des héros des anciens temps. Telle fut la mort du vieux général, baron de Stakelberg, et de son fidèle ordonnance. Pendant quelques heures, ces

deux braves se défendirent contre une foule furieuse de matelots et de soldats qui voulaient pénétrer de force dans la maison. Ils furent tous deux victimes de leur courage : l'ordonnance fut lynché; quant au général, il fut tué et traîné par la populace jusqu'à la Néva, où son corps fut jeté.

Nous vivions dans des transes continuelles à cause des perquisitions. Nous dûmes notre salut à l'intelligence de notre concierge : quand on lui demandait qui habitait notre appartement, elle répondait invariablement que la princesse Poutiatine y vivait seule avec sa fille, son mari le prince Paul étant au front. Ce qui, au surplus, était la vérité : mon mari était depuis longtemps à la retraite avec le titre d'écuyer de Sa Majesté; mais, à la déclaration de la guerre, il avait repris du service, et se trouvait au front depuis deux ans.

Depuis que le Grand-Duc était placé sous la protection des élèves de l'École militaire et de leurs officiers, nous fûmes plus tranquilles. Son Altesse recevait tous les jours la visite de M. Matviev, son administrateur, du comte Vorontzov, son aide de camp, du général Wrangel, du colonel Arapov, et du comte Kapniste. Je me rappelle aussi que la femme du général Wrangel, née baronne Hune, venait chez nous déguisée en femme du peuple, un mouchoir sur la tête, car il aurait été extrêmement dangereux pour elle de s'aventurer dans les rues autrement vêtue. Nous eûmes aussi plusieurs fois la visite du Président de la Douma, M. Rodzianko, qui venait rendre compte au Grand-Duc de tout ce qui se passait en ville et en causait longuement avec Son Altesse.

Le 2 mars 1917, jour de l'abdication de l'Empereur, le grand-duc Michel Alexandrovitch reçut une dépêche de M. Rodzianko, qui lui faisait part de tout ce qui était arrivé à Pskov et lui annonçait que le lendemain les membres du Gouvernement provisoire et ceux du Comité exécutif de la Douma viendraient chez Son Altesse, pour lui proposer, selon la volonté de l'Empereur, d'accepter la succession au trône.

Connaissant la manière de penser du Grand-Duc, le Président de la Douma supplia Son Altesse de se sacrifier pour sauver sa patrie de l'anarchie, et d'accepter sur-le-champ les lourdes charges du pouvoir suprême.

Le Grand-Duc, qui avait suivi avec une grande perplexité les événements qui se déroulaient avec une rapidité étonnante,

fut excessivement ému par la lecture de cette lettre. Il était évident qu'il ne s'attendait pas à une pareille issue, étant persuadé qu'au pis aller il devrait accepter la Régence jusqu'à la majorité de l'héritier présomptif du trône, le Césarévitch Alexis Nicolaevitch. La résolution subite prise par l'Empereur de remettre la couronne à son frère en passant par-dessus les droits de son héritier légitime, bouleversa le Grand-Duc, et déchaîna en lui une terrible lutte intérieure. Visiblement accablé par la lourde responsabilité qui tombait sur lui, il lut et relut, plusieurs fois, avec une attention soutenue, la lettre qu'il avait reçue, arpentant la chambre avec agitation et nervosité.

A ce moment survint inopinément le grand-duc Nicolas Michaelovitch, qui venait d'arriver de ses propriétés. Son palais était situé en face de notre hôtel, et, ayant appris que le grand-duc Michel Alexandrovitch demeurait chez nous, il se hâtait de venir le voir : il était au courant de tout et savait déjà que l'Empereur avait abdiqué. L'entrevue fut des plus émouvantes. Le grand-duc Nicolas Michaelovitch embrassa tendrement son neveu et lui dit :

— Je suis très heureux de te saluer comme souverain, puisque, en fait, tu es déjà le Tsar ! Sois vaillant et fort : de cette manière, tu sauveras non seulement la dynastie, mais aussi l'avenir de la Russie !

Il ajouta :

— Où donc vas-tu apparaître comme Tsar?

— Je sortirai comme Tsar de la même maison où j'ai été recueilli comme Grand-Duc, répondit le grand-duc Michel.

En apprenant que tous les ministres, ainsi que le Gouvernement provisoire, s'assembleraient dans mon hôtel, je m'empressai de donner les ordres nécessaires pour qu'on fît tous les préparatifs pour recevoir ces messieurs.

UNE JOURNÉE HISTORIQUE

Le lendemain, 3 mars, à 6 heures du matin, je fus réveillée par un violent coup de téléphone. Je courus à l'appareil, et j'entendis une voix saccadée, de moi inconnue :

— C'est Kerensky, le ministre de la Justice, qui est au téléphone : il désire parler immédiatement au grand-duc Michel Alexandrovitch.

Je lui fis savoir que Son Altesse dormait encore. A quoi je reçus cette réponse impérative :

— Réveillez-le : il faut absolument que je l'entretienne d'une affaire de la dernière gravité.

A ce moment, la porte de la chambre de M. Johnson s'entr'ouvrit, et s'étant enquis de quoi il s'agissait, il alla tout de suite annoncer à Son Altesse qu'on le demandait au téléphone.

Lorsque, quelques instants après, arriva le Grand-Duc, Kerensky lui communiqua officiellement, en sa qualité de ministre de la Justice, l'abdication de Sa Majesté l'Empereur, signée le 2/15 mars, et par laquelle le Tsar remettait à lui, Michel Alexandrovich, le pouvoir suprême. Kerensky ajouta que tous les membres du Gouvernement provisoire se réuniraient chez Son Altesse à la Milionaya, dans une demi-heure, pour en délibérer. Bien que Kerensky eût annoncé qu'il arrivait immédiatement avec ses collègues, ils se firent longtemps attendre. Rodzianko arriva le premier, en avance d'une heure sur les autres. Il employa ce temps à causer avec le Grand-Duc. Comme il le voyait hésitant, il le conjura de faire ce grand sacrifice à la patrie en prenant sur-le-champ les rênes du Gouvernement, sans tenir aucun compte des diverses opinions qu'émettraient les ministres : il ajoutait qu'au palais de Tauride la situation devenait de plus en plus menaçante et que le Gouvernement provisoire ne tenait plus qu'à un fil. « Nous tous, dit-il, nous risquons à chaque instant d'être arrêtés, ou même être lynchés par une populace qu'excitent les meneurs de l'extrême gauche. Il faut sauver l'Empire d'une anarchie imminente. » Influencé par ces discours et aussi par le dernier entretien qu'il avait eu avec son oncle, le grand-duc Nicolas Michaelovitch. Son Altesse, contre sa conviction personnelle, parut disposée à accepter ce sacrifice, seul moyen de sauver le pays des horreurs de l'anarchie.

Enfin, vers les onze heures, les ministres arrivèrent dans deux automobiles. C'étaient le prince Lvov, Kerensky, Milioukov, Nabokov, Terestchenko, Chingarev, Nekrassov, le baron Nolde et d'autres dont le nom m'échappe. Ils furent reçus par le secrétaire du Grand-Duc, M. Johnson, et par le gérant des affaires de Son Altesse, M. Matviev, qui les introduisirent dans le grand salon où, peu de temps après, le Grand-Duc vint les rejoindre.

Puis ce fut l'arrivée de Goutchkov et de Choulgine qui venaient directement de Pskov et qui apportaient l'acte authentique de l'abdication de l'Empereur. Reçus la veille à 10 heures du soir, par l'Empereur, ils étaient repartis, dans la nuit, de Pskov pour Pétrograde. Sur leur visage était inscrite la fatigue d'une nuit blanche. Ils demandèrent à réparer un peu le désordre de leur toilette, et, au bout de quelques instants, rentrèrent dans le salon, où tout le monde était déjà réuni. Seuls, le Grand-Duc, les ministres et les membres du Comité exécutif de la Douma, assistèrent à cette conférence. C'est du Grand-Duc lui-même que je tiens le détail de tout ce qui se passa dans cette entrevue, désormais historique. Il voulut bien m'en faire part le soir même, peu après le départ des membres du Gouvernement provisoire.

La délibération fut très longue; les ministres restèrent chez nous depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi. La conférence fut ouverte par le discours de Goutchkov : il fit part au Grand-Duc de la mission qui leur avait été confiée à son collègue Choulgine et à lui, de se rendre à Pskov auprès de l'Empereur afin de l'entretenir des graves événements qui mettaient le trouble dans la capitale et de lui exposer que l'unique moyen de salut était l'abdication de Sa Majesté en faveur de l'héritier présomptif du trône. Après s'être étendu sur tous les détails de cette nuit qui avait abouti à l'abdication de l'empereur Nicolas II en faveur de son frère, le grand-duc Michel, M. Goutchkov présenta solennellement à Son Altesse l'acte authentique signé de la main de Sa Majesté : il fut lu à haute voix et écouté debout par toute l'assemblée.

La lecture de cet acte fut suivie d'un profond silence, qui prouvait clairement que toute l'assistance sentait la gravité de l'heure. Tous se rendaient parfaitement compte que, dans ce salon, parmi ces quelques personnes, s'accomplissait quelque chose de grandiose, d'extraordinaire, et en même temps de fatal et d'inévitable d'où dépendait l'avenir de la Russie.

Le Grand-Duc s'affaissa dans un fauteuil et tous les autres s'assirent après lui... Goutchkov demanda de nouveau la parole. D'une voix forte et claire, en termes chaleureux, il exhortait le Grand-Duc à assumer le lourd fardeau qui s'imposait à lui; il disait qu'en qualité d'enfant fidèle de la Russie, Son Altesse avait le devoir d'accepter cette charge. Le discours de Goutchkov

fut appuyé par Choulgine et Milioukov, qui parlèrent dans le même sens et firent preuve d'un grand patriotisme.

Puis, ce fut au tour des autres ministres. Le Grand-Duc m'a seulement rapporté le sens général de leurs discours ; l'impression qu'il en reçut fut que la majorité prenait parti contre les arguments qui venaient d'être exposés. La plupart prétendaient que l'avènement d'un nouveau souverain, loin de calmer les esprits, ne servirait qu'à exciter les passions révolutionnaires déjà déchaînées et pourrait provoquer une guerre civile et une grande effusion de sang.

La majorité de l'assemblée se déclara en faveur d'une Assemblée constituante, qui seule aurait le droit, comme organe représentant le peuple, de choisir la forme du Gouvernement. Cette assemblée devrait être convoquée dans le plus bref délai.

Ce fut surtout Kerensky qui de toutes ses forces s'attacha à soutenir cette proposition. Son discours produisit une profonde impression. Il parlait avec une extrême violence. Dans sa voix perçaient des notes criardes et je dirais presque hystériques. Il termina en disant que, si le Grand-Duc consentait à accepter le trône, lui Kerensky ne répondrait plus de sa sécurité : il prétendait savoir pertinemment, en sa qualité de vice-président du Soviet des députés des soldats et des ouvriers, que 300 000 ouvriers de la capitale et 200 000 soldats étaient résolus à en finir avec la dynastie des Romanov. Pour sa part, il répudiait toute responsabilité de l'effusion de sang qui suivrait inévitablement.

Alors, le Grand-Duc se leva et, avec beaucoup de calme et de dignité, déclara qu'en raison de l'extrême importance de tout ce qu'il venait d'entendre, il désirait être seul quelques instants, afin de pouvoir se recueillir et examiner à fond les arguments en présence; après quoi, il ferait connaître sa décision.

Il allait se retirer dans la chambre voisine, quand Kerensky, en proie à la plus vive excitation, lui dit :

— Altesse, promettez-nous que la résolution que vous allez prendre, dans ce moment suprême, sera le résultat de votre conviction personnelle et que vous ne laisserez aucune influence étrangère agir sur vous.

Le Grand-Duc s'arrêta une minute, fixa sur Kerensky des

yeux étonnés, puis, promenant son regard franc et limpide sur tous les assistants, il répondit simplement :

— Messieurs, je serai tout à fait seul dans cette pièce.

Et faisant une petite inclination de tête, il sortit du salon.

Il demeura dans la pièce voisine à peu près un quart d'heure, plongé dans de profondes réflexions. Rentré au salon et s'adressant aux membres du Gouvernement provisoire qui se levèrent respectueusement à son entrée, d'une voix forte et calme, le Grand-Duc fit cette déclaration solennelle :

— Prenant en considération la diversité d'avis qui règne parmi les membres du Gouvernement provisoire, je refuse pour le moment d'accepter la Couronne, me remettant entièrement à la volonté du peuple, représenté par l'Assemblée constituante. Si cette dernière se prononce en ma faveur, je me consacrerai entièrement à mon peuple et à ma patrie.

Le Grand-Duc eut à peine le temps de terminer ce discours que Kerensky, débordant de joie, se précipita vers Son Altesse, les yeux flamboyants, et dans un transport enthousiaste, s'écria :

— Altesse! vous êtes le plus noble de tous les hommes!

Sur presque tous les autres auditeurs l'impression produite par la réponse du Grand-Duc fut navrante. Ils ne cachaient pas le découragement et le désespoir dont ils se sentaient accablés : plusieurs avaient les yeux pleins de larmes.

Cependant Kerensky tâchait de se contenir; mais dans ses yeux, dans sa tenue, dans toute sa personne, éclatait la satisfaction de son triomphe. Pour lui et pour son parti, l'abdication du Grand-Duc était d'une importance capitale. Il se hâta de consigner par écrit l'abdication de Son Altesse, et avec le secours de Nabokov, procéda à la rédaction de ce document historique, que le Grand-Duc, après l'avoir relu et y avoir apporté quelques corrections, écrivit de sa propre main et signa (1).

L'acte d'abdication de Son Altesse fut remis à Kerensky, lequel, en sa qualité de ministre de la Justice, devait le déposer au Sénat.

Bientôt après, tous les membres du Gouvernement provisoire prirent congé du Grand-Duc et se disposèrent à partir. Comme la séance avait été très longue, et qu'il était tard, j'offris à ces messieurs, avec le consentement de Son Altesse,

(1) La plume et le porte-plume, en argent oxydé du Caucase, se trouvent en ma possession.

de les retenir à déjeuner. Le prince Lvov, MM. Nabokov, Choulgine et Kerensky furent seuls à accepter cette invitation.

J'avais à mon côté M. Choulgine, qui nous raconta dans le plus grand détail l'entrevue de Pskov.

— Comment était l'Empereur? lui demanda le Grand-Duc.

— Sa Majesté, répondit Choulgine, était très pâle, mais en même temps très calme et résignée. Elle écouta, très maîtresse d'elle-même, le discours de Goutchkov, et fit connaître que, dès la veille, Elle avait pris la résolution d'abdiquer. Le ministre de la maison impériale nous présenta aussitôt l'acte d'abdication. Pendant la lecture de cet acte, l'Empereur resta absorbé dans ses pensées, sans regarder personne.

Après le déjeuner, tous les ministres partirent, et nous passâmes au salon où on nous servit le thé.

Ainsi se termina cette mémorable journée du 3 mars 1917, marquée par un acte qui devait avoir des suites si déplorables pour la Russie. Ce fut le coup de grâce porté à l'autocratie russe, avec laquelle s'écroulèrent toutes les traditions historiques qui avaient duré pendant des siècles et sur les bases desquelles reposait la Russie millénaire.

Cette journée restera à jamais gravée dans ma mémoire pour la douleur qu'elle me causa. Tout s'écroulait de ce qui nous était si cher, et sur quoi nous avions édifié toutes nos croyances inébranlables. Maintenant, assis à cette table, en présence du Grand-Duc, tous ces ministres, pour la plupart hier encore des inconnus, critiquaient sans mesure les faits et gestes de Sa Majesté l'Empereur, devant lequel naguère ils tremblaient. Les sanglots m'étouffaient, des spasmes nerveux me serraient la gorge, j'avais peine à refouler mes larmes.

Quand tous nos hôtes nous eurent quittés, j'admirai le sang-froid du Grand-Duc qui, après toutes les agitations à travers lesquelles il venait de passer, gardait un si grand empire sur lui-même. Nous voyant tous les larmes aux yeux, il tâchait de nous consoler, et de nous persuader que son abdication calmerait les passions populaires, qu'elle ferait entendre raison aux ouvriers et aux soldats révoltés en rétablissant dans l'armée la discipline ébranlée.

Hélas! il se trompait cruellement. A Pétrograde, il n'existait déjà plus de discipline dans l'armée. L'idée du devoir, de la fidélité au serment et de l'honneur militaire était tellement

ébranlée, que même la garnison de Tsarskoié-Sélo (qui était la plus proche du trône, et dont le devoir sacré était de garder et de défendre le monarque, ce même monarque qui ne cessait de les combler de ses faveurs), dès les premiers jours de la révolution, s'était jointe aux bandes révolutionnaires.

Je me hâte d'ajouter que la plupart des vrais officiers, c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas de la dernière promotion, ainsi que ceux qui étaient sortis des écoles militaires, restèrent fidèles à leur serment et firent tout leur possible pour retenir leurs hommes dans le devoir. Ces officiers étaient arrêtés dans leur quartier par leurs propres soldats : bientôt toutes les prisons en regorgèrent. Ceux qui tentaient de résister étaient impitoyablement massacrés. Des groupes de matelots et de soldats, armés jusqu'aux dents, parcouraient les rues, entraient dans les maisons, enfonçaient les portes, à la recherche des « épaulettes dorées » et des « valets du Tsar. » C'est ainsi qu'ils nommaient les officiers restés fidèles à l'honneur.

Les 8 officiers et les 40 cadets de l'école militaire de Vladimir qui s'étaient offerts pour garder la personne du frère de l'Empereur, étaient de ce nombre. Ils risquaient leur vie. Aussi le Grand-Duc donna-t-il un ordre d'après lequel les élèves de l'école militaire, qui n'étaient pas de service, ne devaient, par mesure de précaution, ni se montrer dans la rue, ni même quitter leur appartement.

Nous étions encore réunis au salon quand on annonça au Grand-Duc l'arrivée de la grande-duchesse Xénia, sa sœur. Ayant appris où se trouvait son frère, elle avait demandé à le voir. Dès qu'elle l'aperçut, la Grande-Duchesse, les yeux pleins de larmes, tint son frère embrassé. Le Grand-Duc lui raconta en détail tout ce qui s'était passé et tout ce qu'il avait dû endurer pendant cette journée. Ayant conversé encore quelque temps avec son frère, la Grande-Duchesse prit congé de nous tous et rentra dans son palais, accompagnée du grand-duc Nicolas Michaelovitch.

Le lendemain 4-17 mars, de grand matin, M. Johnson fit part au Grand-Duc d'une communication téléphonique de Kerensky. Son Altesse avait entière liberté de regagner sa résidence de Gatchina ; Kerensky avait déjà donné tous les ordres nécessaires en cette occurrence, entre autres celui de lui envoyer une escorte à Gatchina.

A cette nouvelle, le Grand-Duc décida de passer cette journée avec nous et de partir le lendemain matin pour Gatchina. Son Altesse se mit sur-le-champ à écrire une lettre à sa femme pour la rassurer et la prévenir de sa prochaine arrivée. Cette lettre fut envoyée immédiatement à destination par un courrier.

Le 5-18 mars était un dimanche; la journée s'annonçait claire et belle; le Grand-Duc était en possession de tout son calme ; il me remercia chaleureusement et me dit qu'il n'oublierait jamais ce que j'avais fait pour lui, dans un moment où, alors que tout le monde tremblait pour son existence, je n'avais pas hésité à lui offrir une si cordiale hospitalité, malgré le risque que ma fille et moi nous avions couru. Il termina en m'assurant qu'il se considérerait toujours comme mon meilleur ami.

Nous accompagnâmes tous notre cher Grand-Duc jusqu'à l'escalier, où il s'arrêta étonné et agréablement surpris du spectacle inattendu qui s'offrit à sa vue : des deux côtés de l'escalier était rangée la garde d'honneur, composée des quarante jeunes gens qui composaient son escorte. Dès que Son Altesse parut, retentit le commandement de porter les armes : officiers et soldats s'alignèrent et firent le salut militaire. Ils étaient comme cloués sur place, suivant des yeux Son Altesse à mesure qu'Elle passait. Le Grand-Duc leur rendit leur salut, répondit par un regard affectueux à cette résolution de sacrifice qui se lisait sur leurs visages. L'attitude de cette jeunesse attestait un si sincère et si absolu dévouement, que le Grand-Duc s'arrêta quelques instants, étreint par l'émotion : mais il se maîtrisa bien vite et remercia avec effusion les officiers et les cadets de leur attachement. « Vive Son Altesse! Vive la Russie! » s'écrièrent-ils avec exaltation, en suivant du regard dans une sorte d'extase le Grand-Duc qui se dirigeait vers la porte où l'attendait un automobile.

Cette scène produisit sur moi une impression inoubliable.

Ces derniers honneurs militaires, rendus au dernier représentant de la dynastie des Romanov, évoquaient pour moi le souvenir d'un autre temps. Je songeais à un autre exilé royal, l'infortuné Louis XVIII, qui, après avoir longtemps erré par toute l'Europe, chassé successivement d'Angleterre, de la Hollande et de l'Allemagne sous le modeste titre de comte de

Lille, en appela à la magnanimité de l'empereur chevalier Paul Ier et lui demanda asile et protection.

L'empereur Paul Ier ne se contenta pas de lui donner l'hospitalité : il mit à sa disposition le palais de Mittau en Courlande, qu'il fit orner et meubler avec un luxe vraiment royal. En 1799, comme le royal fugitif s'approchait de sa nouvelle résidence, il fut soudain accueilli par les cris de « Vive le Roi ! » cris si chers à son cœur et que depuis si longtemps il n'avait entendus. Ces mots, prononcés en sa langue maternelle par des gardes royales françaises, qui abaissèrent solennellement devant lui l'étendard blanc parsemé de lys, produisirent sur son esprit l'effet le plus touchant.

C'était une surprise préparée par l'empereur Paul Ier à son frère très chrétien Louis XVIII. Le Roi sortit de sa voiture, s'arrêta, voulut parler; mais les larmes l'étouffaient; il ne put que serrer dans ses bras le duc de la Rochefoucauld qui lui souhaitait la bienvenue et qui, en sanglotant, lui baisa la main avec transport.

Voilà le tableau qui se présenta à mon esprit quand le Grand-Duc quitta ma maison, salué par une valeureuse jeunesse, du cri de : « Vive la Russie ! »

Princesse Olga Poutiatine.

(A suivre.)

CHEZ LES
LATINS D'AMÉRIQUE
ARGENTINE ET URUGUAY

I

Il n'est guère de pire imprudence, quand on a rempli une mission en quelque pays étranger, que d'en livrer le récit au public. Avec la meilleure volonté du monde, on risque fort d'en compromettre les résultats. A tout louer, vous passez pour flatteur aux yeux des uns, pour dupe aux yeux des autres, heureux quand ce n'est pas pour vendu. Insinuez-vous quelque critique, ou simplement la plus légère réserve, vous voici qualifié d'ingrat par ceux qui vous accueillirent à bras ouverts et de contempteur du pays qui vous fit fête. La moindre de vos paroles est passée au crible ; sous l'une ou l'autre, n'auriez-vous pas caché quelque serpent? Telle agence subventionnée par l'ennemi est aux aguets et s'empressera de rendre votre pensée suspecte ; au besoin, des traducteurs malhabiles, ou de mauvaise foi, y aideront. D'autres que moi-même, et moi-même, nous en avons fait la fâcheuse expérience depuis notre retour d'Amérique.

Encore nos vieilles nations d'Europe sur lesquelles, depuis tant de siècles, s'escriment les jugements des hommes, n'y attachent-elles plus qu'une importance très relative; l'opinion de ceux qui passent, elles l'écoutent d'une oreille distraite et la laissent aisément tomber de leur mémoire. Mais les jeunes nations, celles qui n'ont point encore tout à fait conquis leur place dans le monde et qui tiennent à y faire bonne figure, ah! celles-là, leur sensibilité est à fleur de peau, leur susceptibilité toujours à vif.

Et pourtant, contre mon habitude, je vais commettre l'imprudence et parler, parler sincèrement de ce que j'ai vu. Il y a pour la France un intérêt majeur à bien connaître l'Amérique du Sud, dont le rôle va grandissant sur l'échiquier mondial. Il importe à tous de ne pas vivre sur des légendes, ou des opinions de convention. Au surplus, mon cœur a été assez conquis par les pays que j'ai visités pour qu'ils sentent dans mon langage, leur parût-il, çà et là, empreint de quelque sévérité, l'estime et l'affection que je leur porte. La part du bien est d'ailleurs si large que quelques ombres n'en obscurciront pas la rayonnante lumière. De mon récit, j'en suis sûr, naîtra la sympathie et d'une sympathie raisonnée peuvent résulter entre nos pays des relations plus étroites et plus solidement fondées.

***

— Vous découvrez l'Amérique, ne manquait pas de me dire, chaque fois qu'il me rencontrait en un salon de Buenos-Ayres, le respectable représentant d'une Puissance voisine.

— Non, monsieur, je vous assure ; certes, c'est la première fois que j'aborde aux rives de la Plata; mais, sans me flatter, j'ai quelque lecture ; j'ai enseigné l'histoire et la géographie ; je lis journaux et revues ; il m'est arrivé, il m'arrive encore de fréquenter le monde à Paris et d'y rencontrer de vos aimables compatriotes ; je sais, bien que parfois on nous soupçonne de supposer le contraire, qu'ils ne portent point, comme vous dites, de plumes sur la tête.

— Si, monsieur ! vous découvrez l'Amérique !...

Je n'ai pas découvert l'Amérique et je n'ai pas la prétention de la faire découvrir à personne. S'attendre à ce qu'un voyageur apporte de là-bas des « révélations, » c'est s'exposer à la plus complète déception. Même, à moins qu'il n'arrive des régions les plus reculées et les plus rarement explorées de l'intérieur, lui sera-t-il fort malaisé de piquer la curiosité du lecteur par des descriptions et des traits de mœurs originaux et pittoresques.

Le Français qui débarque à New-York se sent dans un monde nouveau. La langue, le tempérament, les habitudes religieuses, la façon de traiter hommes et affaires, l'aspect même des maisons et des rues, tout contribue à le dépayser, mais aussi tout attire et amuse son attention. Sans doute, l'Amérique du

Nord sait ce qu'elle doit à la vieille Europe ; mais elle ne tient pas à lui ressembler ; l'Europe, c'est une aïeule digne de respect, mais ployant sous le faix des ans, des traditions et des préjugés.

L'Amérique du Sud, au contraire, se glorifie d'être tenue pour authentique et bonne Européenne.

En fait, elle y a droit. L'Européen, de race latine, qui débarque à Buenos-Ayres, non seulement rencontre un fraternel accueil, — j'en puis personnellement rendre témoignage, — mais il a l'impression de se retrouver chez lui. L'illustre général Caviglia, l'un des vainqueurs des Autrichiens, disait au ministre de France : « Je me sens ici en Italie ; » et il ajoutait : « D'ailleurs, les trois quarts des gens sont de mon pays. » Sauf cette proportion, l'Espagnol et le Français peuvent tenir un langage analogue. L'Amérique latine, et plus particulièrement l'Argentine et l'Uruguay, c'est, à quelques différences près, notre Europe occidentale et méridionale.

Entre leurs habitants et nous-mêmes existent en effet les liens les plus forts qui puissent unir les hommes : communauté de race, communauté de culture, communauté de religion et donc, pour une large part, d'habitudes sociales, enfin influences actuelles et permanentes. Autant de points que je voudrais mettre en lumière.

COMMUNAUTÉ DE RACE ; L'ARGENTINE ET L'URUGUAY PAYS LATINS

Les races qui, abstraction faite d'une forte colonie syrienne et d'une colonie juive grandissante (1), constituent aujourd'hui le fond de la population de l'Argentine et de l'Uruguay sont européennes.

Et d'abord qu'on ne s'étonne pas de me voir rapprocher les deux républiques, de dimensions si inégales, qui bordent les rives inférieures de la Plata. L'Uruguay a conquis son indépendance en 1828, et tient énergiquement à la conserver ; l'Argentine ne s'est pas consolée d'avoir perdu ce beau joyau qu'était la *banda oriental* de la vice-royauté de Buenos-Ayres, devenue la République orientale. « Êtes-vous Argentine ? demandais-je un jour à une jeune religieuse. — Non, me répondit-elle d'une voix chantante, je suis *orientale*. » Je n'en conclus

(1) Depuis un certain temps, on transporte régulièrement en Argentine des convois de Juifs de l'Europe centrale ou orientale.

pas qu'elle était Syrienne. Bien que séparé de l'Argentine et protégé par la rivalité de cette grande république et du Brésil, l'Uruguay ne diffère guère en son fond de sa puissante voisine. Montevideo et Buenos-Ayres, en dépit d'un chiffre de population fort différent, sont deux capitales latines de premier ordre.

Quatre éléments principaux ont contribué, depuis le XVIe siècle, mais en des proportions très diverses, suivant les temps, à peupler l'Argentine et l'Uruguay : les Espagnols, les Basques, les Italiens et les Français.

Dans le passé, les deux premiers dominèrent; dans le présent, le troisième l'emporte et de beaucoup. Au surplus, voici les chiffres que le statisticien Alberto Martinez donne pour l'Argentine dans la période normale de 1854 à 1912, c'est-à-dire entre la fin de la dictature de celui qu'on appelle le tyran Rosas et la grande guerre européenne : colons italiens, 2 133 738; Espagnols, 1 297 892; Français, 206 912; Austro-Hongrois, 80 736; Allemands, 55 068; Anglais, 51 660; Suisses, 31 624; Belges, 22 186; autres nationalités, 568 529. La colonie syrienne s'élève aujourd'hui à 120 000 habitants, dont 50 000 musulmans. Il est à remarquer que, dans cette statistique, les Basques, élément cependant *sui generis*, figurent suivant leur nationalité politique, soit parmi les Espagnols, soit parmi des Français; ils sont au moins 250 000; de même les Polonais sont comptés avec les Austro-Hongrois ou les Allemands (1).

La race espagnole conserve la suprématie. Grâce à sa trempe vigoureuse, je l'ai montré ailleurs (2), elle a transmis et elle transmet encore aujourd'hui tous ses traits essentiels, son sang, sa langue et son esprit, au monde nouveau qu'elle a créé. Du Mississipi à la Terre de Feu, dominant, « informant » les autres éléments sans les détruire, elle a constitué des nations qui sont encore la Castille, l'Aragon, la Navarre, le Pays basque, le Portugal, en un mot, la vieille, l'identique Ibérie. Et pourtant, aujourd'hui, l'apport des classes supérieures de l'Espagne à l'Argentine ou à l'Uruguay, est, quant au nombre, de médiocre importance. Ne débarquent guère à présent aux

(1) Nicke Alberto Martinez, ancien sous-secrétaire d'État au ministère des Finances, et Maurice Lewandowski, docteur en droit, ont publié, à la librairie Colin, en 1906, un volume : *l'Argentine au XXe siècle*, avec une introduction par Carlos Pellegrini, ancien président de la République argentine.

(2) Dans l'*Éloge de Garcia Moreno;* Bloud et Gay, 1922.

bords de la Plata que de pauvres gens du Sud, d'Andalousie et de Murcie, ou des Gallegos, de la Galice, dont la plupart, dénués du sens de l'indépendance, ne chercheront qu'à se mettre en service et à y couler des jours tranquilles; des Catalans aussi, très actifs, eux, et très indépendants, mais qui refusent de se considérer comme Espagnols. Dans leurs cercles, ils me firent, à moi Français, un accueil enthousiaste.

N'importe! Le passé est là. L'Espagnol, c'est le maître d'autrefois, c'est souvent l'héritier des plus vieilles familles; donc, c'est l'aristocratie. Il est flatteur de passer pour Espagnol. L'Italien le sait, lui qui est arrivé dans l'entrepont d'un bateau, pauvre immigrant, humble paysan, modeste artisan, simple ouvrier, sorti de quelque village de son pays surpeuplé. Aujourd'hui, il est le nombre en Argentine; mais, quand il monte, il tend à fusionner avec l'Espagnol; quelques jours lui suffisent pour apprendre une langue si proche de la sienne; quelques années pour transformer son nom; un Bianchi deviendra Blanco. Très facilement, les enfants renieront leurs pères. En sera-t-il toujours ainsi? J'en doute, si les éléments populaires, groupés dans leurs écoles, sous des maîtres très italiens, prennent conscience de leur propre force et du rayonnement grandissant de leur patrie d'origine.

L'admirable race basque est une des maîtresses pièces de l'édifice ethnique que je décris, Basques français et Basques espagnols qui, là-bas, ne font qu'un, tout comme les Catalans des deux côtés des Pyrénées. L'Argentine leur doit infiniment; ils lui ont apporté l'amour passionné du troupeau qui est une de leurs caractéristiques; ils y ont introduit l'élevage, la tonte régulière des moutons, en vue du commerce de la laine, la vente aussi des peaux d'animaux, enfin la conservation de la viande pour l'exportation; d'où les fortunes proverbiales de quelques-uns d'entre eux. Certaines familles basques ne le cèdent en noblesse à aucune des plus antiques familles castillanes; j'en pourrais citer les noms, si je ne craignais, par d'involontaires oublis, de faire des jaloux (1).

(1) Le R. P. Lhande, dans son livre *l'Émigration basque*, Paris, 1910, donne à ce sujet de curieux détails. Dans la préface, M. Carlos Pellegrini, ancien président de la République argentine, s'amuse à relever les noms qu'il lut sur les cabines roulantes de la plage de Saint-Sébastien; ce sont les mêmes qu'il avait pu lire aux célèbres bains de mer argentins de Mar del Plata : les Irigoyen, les Anchorena, les Urquiza, les Iriondo, les Unzue, les Casares, les Azcuenaga,

Comme importance numérique, les Français tiennent le quatrième rang, Français de toutes provinces, mais surtout Français des Pyrénées et de quelques régions des Alpes. Peu d'entre eux se sont élevés aux premiers rangs, comme il est advenu cependant des Portalis, descendants de l'illustre homme d'État, et de quelques autres tels que les Hilleret ou les Nouguès. La plupart demeurent dans des situations moyennes; mais, j'ai plaisir à le déclarer, ils représentent en général honorablement notre pays et conservent, malgré l'éloignement et les années, les qualités essentielles de notre race. La visite de représentants de notre France leur est douce et salutaire; elle les aide à secouer certains préjugés qui parfois leur restent de l'époque où ils quittèrent la mère-patrie, ainsi que le souvenir trop présent de querelles qui, naguère, nous mirent aux prises entre Français.

Donc, l'immense majorité des habitants est, non seulement de race européenne, mais européenne du Midi. Les Anglais ne dépassent guère 50 000; à part quelques familles devenues tout à fait argentines, ils ont la réputation de ne se fondre que très difficilement avec le reste de la population et leur accent indélébile les fait toujours reconnaître. Les Allemands sont plus souples; bien qu'assez groupés dans quelques régions, au Sud par exemple, ou entre Rosario et Santa-Fé, et formant volontiers des *vereine*, ils ne constituent pas jusqu'à présent un corps hétérogène en Argentine, et ils sont loin, bien que laborieux et organisateurs, d'y exercer une influence analogue à celle qu'ils possèdent au Chili ou au Brésil.

Quelques hommes d'État, et parmi eux l'un de ceux qui exercent présentement le pouvoir, aimeraient, pour corriger certains excès de tempérament, fortifier dans l'immigration l'élément septentrional. J'en vois bien les raisons, mais je ne sais si l'avantage ne serait pas compensé par des inconvénients supérieurs.

Actuellement, malgré tant d'apports divers, il y a, et l'étranger en est frappé, une incontestable unité dans le peuple argentin : d'abord unité du type physique et qui, je le dis sans flatterie, m'apparaît comme un des plus beaux du monde. Les Espagnols, les Italiens, les Basques, les Français du Midi l'em-

les Udaondo, les Olazabal, les Madariaga, etc., presque tous les grands noms de l'Argentine.

portent, on n'en saurait douter, par la noblesse et la régularité des traits, par l'élégance et par la souplesse du corps, sur des races plus tourmentées, je suppose, par la rudesse du climat. De leur mélange s'est formé un type homogène et sur lequel le regard se repose sans déplaisir. Il m'est arrivé de donner la première communion à des enfants d'écoles et d'asiles de faubourgs; on eût dit de petits anges descendus du ciel; et après tout, ce n'est pas merveille, puisque leurs frères et sœurs d'Espagne et surtout d'Italie furent les modèles des artistes qui conçurent le type idéal de la créature angélique.

Mais, m'objectera-t-on, et l'élément indigène, et l'élément noir, qui ont tant influé sur d'autres peuples, le Brésil, par exemple, qu'en faites-vous? L'élément noir a été totalement éliminé. Le Rio de la Plata comptait des nègres à l'époque coloniale, il en comptait même beaucoup; dans les luttes de l'indépendance, ils ont combattu à côté des blancs et versé leur sang sur les mêmes champs de bataille; depuis lors, ils ont disparu. Quant aux Indiens, il n'en reste que fort peu; ils habitent les régions distantes des provinces maritimes, les confins du Brésil, de la Bolivie, du Chili, certaines hautes vallées des montagnes. A l'intérieur, je n'en ai vu de mes yeux que dans la province de Tucuman, occupés aux travaux agricoles ou malades dans les hôpitaux. La tuberculose les décime. Ce sont de braves gens, malgré certains vices qu'atténue le catholicisme qu'ils ont adopté; ceux que j'ai rencontrés témoignaient à l'évêque une touchante déférence et imploraient sa bénédiction, qu'ils recevaient les mains jointes.

Dans les campagnes, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la province de Buenos-Ayres, ainsi que dans les villes de l'intérieur, Cordoba, San Luis, San Juan, Mendoza, Rioja, Catamarca, Santiago del Estero, Tucuman, Salta, Jujuy, Corrientes, vit une population créole assez dense. Sous ce nom, on désigne les descendants des anciens colons espagnols de la Plata, nés dans le pays. La plupart sont de sang purement espagnol, non pas tous cependant. « Le péché originel des Espagnols des premiers temps, dit-on volontiers en ces pays, est d'être venus sans femmes » Je voudrais bien savoir comment les hardis soldats qui s'élancèrent à travers des espaces inconnus, immenses et sauvages, pour conquérir des empires, ou même les premiers chercheurs d'or et d'argent qui découvrirent et exploitèrent les

mines, eussent pu amener des femmes avec eux. Donc ils épousèrent des femmes indigènes et ce n'est point un crime; ainsi se forma une population métissée d'Espagnols et d'Indiens qui, avec des variantes et des atténuations, a conservé jusqu'à nos jours certaines caractéristiques des tribus indiennes. Malgré la méprisante antipathie des purs Espagnols pour les sangs mêlés, des individus ou même des familles de cette origine ont réussi à s'élever et à prendre place dans la société. Mais c'est le petit nombre. L'immense majorité des grandes familles argentines est de sang aussi pur et de peau aussi blanche qu'Espagnols, Italiens et Français d'Europe.

Une telle parenté d'origine entraîne naturellement des affinités de caractère et une sympathie naturelle qui prennent leur source dans les profondeurs ; l'unité de type physique a pour corollaire une certaine unité du type moral ; et ceci importe grandement à l'homogénéité d'une nation. Même dans notre vieille France, on remarque que les Italiens et les Espagnols qui s'établissent chez nous se fondent en très peu d'années avec la population d'origine française. A plus forte raison ceux qui se trouvent jetés dans le creuset où se forme une nation nouvelle. Là, en effet, ils sont loin de la mère-patrie et il leur est plus facile d'oublier les traditionnelles rivalités.

Ainsi se crée une race européenne qui est et que nous sentons très voisine de la nôtre. Évidemment, certaines différences naissent des conditions mêmes où cette race se développe ; le sol et le climat exercent leur influence sur notre être physique et moral; il n'est pas non plus sans conséquence d'appartenir à des pays où tout est à créer, où l'esprit d'indépendance et d'initiative est nécessaire à quiconque veut arriver; de là certaines allures qui semblent parfois rapprocher les Américains du Sud des Américains du Nord, encore que, tout compte fait, ils diffèrent autant d'eux qu'ils nous ressemblent.

COMMUNAUTÉ DE CULTURE; LA CIVILISATION LATINE LA CRISE DES ÉTUDES ET DES UNIVERSITÉS

Communauté de race, communauté de culture. Des peuples de l'Amérique du Sud, on dit qu'ils sont latins, non seulement par le sang, mais par la civilisation et par l'éducation qu'ils reçoivent. Et ce disant, on dit vrai.

Pendant longtemps, les classes supérieures ont, tout comme les nôtres, puisé directement à la source de la civilisation latine et pris contact avec l'antiquité romaine et grecque. Cependant, par le fait des nécessités de la vie coloniale et ensuite des occupations qui incombaient à ces hommes obligés de mettre en culture des terres qu'il fallait défricher, ou de créer de toutes pièces usines, maisons de commerce, banques, la culture classique n'a jamais pu tenir en ces pays la place si large qu'elle a occupée et qu'elle garde encore dans la vieille Europe. Au surplus, la plupart des immigrants n'étaient pas des lettrés.

Si donc les pays dont je parle sont réellement latins dans leur culture, c'est surtout par l'intermédiaire de l'Espagne, de l'Italie, de la France, autrement dit des trois pays qui ont infusé dans leurs littératures nationales la quintessence des littératures antiques. La forme espagnole a naturellement prédominé, en même temps que la langue, forme oratoire, poétique, imagée, au coloris chaud comme les fleurs des arbres et le plumage des oiseaux de la zone intertropicale.

Aujourd'hui, c'est exclusivement par le canal des trois littératures néo-latines et par l'action bienfaisante des œuvres originales d'écrivains nationaux d'une haute valeur que continue à couler en Argentine et en Uruguay le fleuve civilisateur de la culture latine. En effet, depuis une vingtaine d'années, l'enseignement du latin a été aboli dans les collèges. Il en résulte qu'à part les jeunes gens élevés à l'étranger, notamment en France, la haute société elle-même ne tardera pas à l'ignorer complètement. Les candidats ecclésiastiques se trouvent dans la fâcheuse situation des « vocations tardives » de chez nous, obligés qu'ils sont de se mettre au latin avant de pouvoir entreprendre leurs études théologiques.

Il convient d'entrer ici dans quelques détails sur l'organisation de l'enseignement.

Là-bas, comme en Europe, l'enseignement est à trois degrés, primaire, secondaire, supérieur; mais la distinction entre les deux premiers degrés est beaucoup moins que chez nous marquée par la différence des matières enseignées.

Obligatoirement, l'enfant de six à quatorze ans doit poursuivre le cycle des études primaires. A quatorze ans, il peut, si bon lui semble, considérer son instruction comme achevée, ou entrer soit au collège national, soit dans quelque établissement

libre d'enseignement secondaire. C'est seulement au cours des classes que des examens de passage, d'ailleurs faciles, élimineront ceux qui se révèlent manifestement incapables de monter plus haut. La grande majorité des élèves continuera jusqu'à dix-huit ans. Pas de sections différentes comme en France. Tous les élèves suivent le même programme et ce programme est presque uniquement technique et scientifique, en d'autres termes primaire supérieur. On n'enseigne point l'histoire générale au collège, mais seulement l'histoire du pays. Une vue rapide des siècles passés jusqu'à la découverte du Nouveau-Monde; Christophe Colomb, les explorateurs et les conquérants de l'Amérique du Sud attirent quelque temps l'attention; un chapitre résume l'histoire coloniale à laquelle, suivant la tradition révolutionnaire, est réservée la même tendresse que naguère encore nos manuels officiels accordaient à l'ancien Régime; en 1810, avec le soulèvement contre les autorités de légitimité douteuse établies dans l'Espagne envahie, avec les longues guerres de l'Indépendance, commence vraiment l'histoire nationale, la seule qu'il importe d'étudier à fond; on n'y manque point; on ne fait grâce à l'enfant d'aucun détail politique ou militaire. Outre cette histoire, quelques éléments de philosophie morale et un exposé succinct des principales littératures étrangères seront le véhicule des idées générales.

Au terme des études, point d'examen d'ensemble analogue à notre baccalauréat, mais seulement un certificat sur lequel sont inscrites les notes obtenues par l'élève dans les examens de fin d'année. Toutes les matières sont réputées égales; en toutes, le candidat doit obtenir la moyenne; fût-il doué du plus brillant talent littéraire, il échouera s'il lui manque un point en mathématiques, en physique, en histoire naturelle; c'est le triomphe de la seule mémoire et de l'impersonnalité.

Existe-t-il vraiment un enseignement libre et cet enseignement a-t-il pu ou voulu réagir contre les programmes de l'enseignement d'État ?

Oui, la loi admet une certaine liberté d'enseignement et les congréganistes en usent largement; dans toutes les villes, ils tiennent de nombreuses écoles primaires et de grands collèges secondaires. Ces maisons sont très appréciées. La preuve en est que, bien que la gratuité soit absolue (même pour les fournitures) dans les établissements publics de tous degrés, tandis

que les établissements religieux exigent des droits de scolarité de 15, 20 et 30 piastres par mois pour les externes, de 50 à 60 piastres pour les demi-pensionnaires, de 70 à 90 piastres pour les pensionnaires, plus du tiers des enfants de la République argentine fréquentent ces derniers établissements, réputés supérieurs aux autres pour la discipline, la moralité et le bon esprit. A Buenos-Ayres, tandis que j'étais en Argentine, vingt-cinq mille garçons et filles des écoles libres de la capitale ont déroulé leur imposant cortège sous les yeux ravis du cardinal Gasquet.

Toutefois, la liberté n'est pas complète et elle paraît, sur quelques points, assez précaire. Les établissements libres, pour jouir de certains droits essentiels, doivent être plus ou moins affiliés aux établissements nationaux, collèges et écoles normales. Supprimer les incorporations, comme il en a été question récemment, équivaudrait à la mort des maisons libres. Il leur faut encore se conformer aux mêmes méthodes et aux mêmes programmes. C'est chose curieuse que l'uniformité extérieure des écoles : mêmes exercices, même pas cadencé, en musique ; de charmantes petites filles défilent au pas de l'oie, ou peu s'en faut. Quant aux programmes, il n'est possible de les modifier que par voie d'addition ; ajouter des matières, c'est ajouter nécessairement des heures de travail ; or, comment l'obtenir en un pays où les mœurs imposent déjà plus de jours de congé que de jours de classe, où la pluie suffit à dispenser les enfants de se rendre au collège ?

Même les Jésuites du grand collège du Salvador, les Jésuites, les plus fervents champions des études classiques dans le monde entier, n'ont pas cru pouvoir l'obtenir. Ils ont cédé au courant. Les autres ont fait comme eux. Mais aussi, peu à peu, les *frères* qui sont les vrais maîtres du primaire, supplantent les *prêtres*, même dans l'éducation des classes moyennes et supérieures. A Buenos-Ayres, au Collège Champagnat, tenu par les Frères maristes, m'ont été présentés des enfants des plus aristocratiques familles.

Les hommes, dit-on, importent plus que les programmes ; aux lacunes de ceux-ci, ils peuvent suppléer par l'étendue et la hauteur de leurs vues. En ces pays où l'activité économique prédomine, il se rencontre peu de professeurs de carrière. Nul métier n'est plus mal payé. Depuis 1905 seulement, ont été

fondés une École normale et un Institut secondaire de professeurs. Beaucoup de cours dans les collèges sont faits par des avocats, des médecins, des ingénieurs; la politique intervient souvent dans les nominations; les politiciens les plus ignares, brusquement introduits dans le corps enseignant, passent par-dessus les professeurs les mieux munis de grades, les plus instruits, les plus expérimentés.

Que peut devenir, en de telles conditions, la culture littéraire et classique? Les hommes les plus éminents se posent la question avec inquiétude. Le même jour, à la même heure, sans s'être donné le mot, un représentant distingué entre tous de l'aristocratie argentine et chilienne, puis l'un de nos compatriotes, naturalisé Argentin et devenu l'une des gloires de la littérature sud-américaine, venaient en entretenir mon compagnon de voyage, M. Le Goffic, et moi-même. Pour parer au mal, l'un proposait la création d'un lycée classique français; l'autre, d'un collège français, ou anglais, établi en pleine campagne et dirigé par des religieux. Ce dernier avait même fait une démarche auprès du cardinal Gasquet pour obtenir un personnel anglais : « Nous n'en avons pas, avait répondu le cardinal. — Eh bien ! si vous n'avez point de personnel catholique, vous verrez un jour les Y. M. C. A. fonder un collège protestant et les catholiques y enverront leurs fils, disant qu'après tout l'éducation religieuse se donne à la maison paternelle. — Ou bien, ajoutait mon interlocuteur, que la France se hâte de nous envoyer un personnel de haute valeur! Nous ne pouvons compter sur les Espagnols. Que le Saint-Siège le comprenne! Il faut un effort et des sacrifices sérieux pour l'Amérique du Sud; sinon, elle se décatholicisera et se délatinisera, au profit du *yankeesme*, qui est déjà un danger pour notre culture. »

Je fis part de cette conversation à tels de nos religieux français qui dirigent un grand collège de Buenos-Ayres et ils m'ont laissé l'espoir qu'à tout le moins une section supérieure d'enseignement classique serait adjointe à leur maison. Plaise à Dieu que ce projet se réalise! L'intérêt général du monde latin y est engagé, celui de notre pays également. Que la littérature française ne soit plus cultivée, que la langue française, aujourd'hui déjà réduite à deux heures de classe par semaine, ne soit plus enseignée que comme une langue commerciale, moins nécessaire que l'anglais, à quel niveau tombera notre influence?

Mais laissons de côté tout point de vue national. Quel risque ne court pas une société dont le gouvernement tout entier est entre les mains de primaires ? L'Argentine elle-même ne descendra-t-elle pas dans l'échelle des nations civilisées, elle qui se glorifie d'être au confluent des trois nobles cultures espagnole, italienne et française? Je me suis permis d'exposer ce point de vue au nouveau président, M. de Alvear, qui avait daigné m'interroger et il y a prêté attention.

On me dira : il y a les Universités. Ne peuvent-elles jouer dans l'Amérique du Sud le rôle que telle ou telle Université joue dans le monde anglo-saxon et combler, au moins pour une élite, les lacunes de l'enseignement secondaire? Oui, l'Argentine compte des Universités, celles de Buenos-Ayres, de la Plata, de Córdoba, du Littoral, cette dernière répartie en quatre ou cinq villes le long du Parana; et il en est dont le rôle dans le passé a été glorieux et civilisateur; celle de Córdoba, notamment, fut longtemps le conservatoire des études désintéressées. Aujourd'hui encore, le Collège national de l'Université de Buenos-Ayres consacre deux années à l'étude du latin.

C'est vrai; mais les étudiants se recrutent parmi les élèves sortant des collèges; on leur impose bien un léger examen d'entrée avant de les inscrire dans une Faculté; cela ne fait pas qu'ils soient préparés à des études classiques supérieures. Que demandent-ils aux Facultés? La connaissance du droit, de la médecine, ou des applications des sciences. Des professeurs souvent excellents, — quand la politique n'a pas eu trop de part à leur nomination, — la leur donnent. Ils forment pour le pays de bons avocats, de bons juges, de bons médecins, de bons ingénieurs, et c'est un très grand service; mais ce n'est point de la culture spécifiquement classique.

Là encore, la rigueur excessive des programmes et l'intérêt immédiat des candidats aux diverses carrières pèsent sur l'enseignement, en ruinant l'émulation et la liberté. L'Université libre catholique de Buenos-Ayres, malgré la valeur des hommes qui l'ont fondée, a, de fait, à peu près succombé, faute d'avoir pu se débarrasser des entraves qui la ligotent.

Me permettrai-je d'ajouter, — oui, puisque, grâce à Dieu, le président Alvear et son remarquable ministre de l'Instruction publique, M. Marco, réagissent aujourd'hui contre le mal, — que les Universités argentines viennent de traverser une crise

des plus graves? Un ministre primaire et démagogue les avait littéralement livrées à des soviets d'étudiants. Dans les conseils mixtes de professeurs et d'étudiants qui les gouvernaient en fait, les étudiants se trouvaient maîtres, une partie des professeurs se refusant à siéger dans des conditions pour eux humiliantes, une partie de ceux qui restaient recherchant la popularité par des concessions; les étudiants correspondaient directement par lettres ou par télégrammes avec le ministre et le Président de la République; après des grèves prolongées, ils obtenaient que leurs diplômes, même ceux de médecine, leur fussent décernés sans examen. A Córdoba, ils réussissaient à chasser à peu près tous les professeurs; le recteur ayant à nommer un portier venait humblement demander au conseil des étudiants si tel candidat leur agréait. Un autre disait aux étudiants : « Quand vous voulez un congé, ce n'est pas la peine de vous agiter; demandez-le, vous l'aurez. » Et ces mœurs commençaient à gagner les hautes classes des collèges.

Encore une fois, grâce à de sages réformes qui, nous l'espérons, s'accompliront sans porter atteinte à la liberté d'enseignement, tout cela sera bientôt du passé; mais n'y a-t-il pas, dans cet exemple, de quoi faire réfléchir ceux qui, chez nous, préconisent certaines réformes soi-disant démocratiques?

Étant donné cet ensemble de circonstances, n'est-ce pas se leurrer d'un vain espoir que de penser que la culture classique connaîtra de nouveau de beaux jours en Argentine?

Très sincèrement, je crois possible ce réveil.

D'abord en Amérique, comme chez nous, les femmes ont tendance à recueillir le flambeau des études littéraires que les hommes laissent tomber. « Toute la supériorité de l'éducation des femmes, me disait-on à Buenos-Ayres, vient des deux couvents du Sacré-Cœur et des deux couvents de la Sainte-Union. » L'un de ces couvents, celui de la rue Esmeralda, est dirigé, depuis fort longtemps, par une femme hors ligne, la mère Marie-Louise, qui a formé quelques-unes des femmes les plus éminentes de la société argentine. La conversation de ces dames révèle non seulement la connaissance des langues vivantes, — presque toutes parlent couramment, outre l'espagnol, le français, l'italien et l'anglais, — mais des lectures étendues et un goût littéraire très raffiné; ce n'est pas mince entreprise pour un conférencier que de satisfaire le public

féminin qui constitue la majeure part de son auditoire ; les cours suivis par les jeunes filles ne leur ont-ils pas donné des clartés de tout, et sur tout auteur classique, ou contemporain ?

Mais, en reconnaissant la supériorité que mon interlocuteur attribuait à certains couvents, je ne leur accorderais pas un monopole. D'autres établissements, sans compter des institutrices privées, remarquablement instruites et honorablement traitées, partagent avec eux. Comment pourrais-je ne pas mentionner ici cette *Bibliothèque du Conseil national des femmes*, qui donna en notre honneur une délicieuse matinée littéraire et musicale, où les jeunes filles qui y parachèvent leur éducation nous ravirent par un prestigieux talent ? Elle soutient l'*Université des Arts*, fondée et dirigée par une de nos compatriotes, Mme Cestier, afin de répandre la culture intellectuelle et artistique française. « Le féminisme modéré et judicieux que représente le Conseil national des femmes, a dit notre ministre M. Clausse, participe à la conception du progrès social tel que la France le comprend aussi : raisonnable, sage, pondéré, œuvre latine par excellence. »

Jusque vers 1900, les collèges nationaux étaient communs aux garçons et aux filles ; maintenant, on compte de nombreux collèges et aussi des écoles normales de jeunes filles. Les tendances n'y diffèrent malheureusement point de celles qui prévalent dans l'enseignement officiel de notre pays ; peut-être même l'enseignement y est-il plus complètement matérialiste. Mais en face de cet enseignement, se dresse l'enseignement chrétien. A Rosario, il nous a été donné d'admirer une *École normale catholique de jeunes filles*, couronnée par une *chaire de culture intellectuelle ;* là, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde et la haute protection d'un prêtre d'une rare valeur, descendant d'une famille française, l'abbé Grenon, archiprêtre de l'église principale, se forme une élite féminine dont nous avons pu, comme à Buenos-Ayres, apprécier le remarquable talent ; une exquise jeune fille, dont le père est un magistrat de la ville, prononça, avec un feu extraordinaire, une allocution pleine de nobles pensées et d'une forme achevée.

A Montevideo, la culture et le goût littéraires des femmes se sont manifestés d'une manière originale : en un ouvrage collectif, *Pro arte dramático*, quelques-unes d'entre elles ont

formulé leur jugement, surtout au point de vue moral, sur les pièces du répertoire théâtral de tout pays.

Donc nous comptons sur les femmes, mais pas sur elles seulement. Comment désespérer de la restauration classique dans un pays où brillent des écrivains tels que Enrique Larreta, l'auteur de *La gloire de Don Ramire* et de *Lampe d'argile*, l'orateur dont la langue riche, souple et variée fait les délices de ceux qui l'écoutent ; Leopoldo Lugones, poète, essayiste, critique, historien, dont l'œuvre infiniment diverse et de forme et d'inspiration demeure l'une des plus belles de l'Amérique latine ; Groussac, ce Français de naissance et de culture, devenu le plus consommé des artistes dans le maniement de la langue castillane ; et le critique M. A. Barroetavena, et le poète Almafuerta, et cet autre poète, aussi exquis en français qu'en espagnol, Garcia Mansilla, représentant de l'Argentine près le Saint-Siège, et le littérateur Juan Mas y Pi, et le journaliste Manuel Lainez et d'autres encore que je devrais peut-être nommer ?

Et s'il s'agit de l'Uruguay, un Hugo Barbagelata, historien savant que Paris a récemment applaudi et de qui l'autorité grandit chaque jour ; un Paul de Mendilhazu, un Pedro Figari, un V. Lapido, un Zorrilla de San Martin, orateur et poète de haut vol, un Eugenio Garzon, devenu presque notre compatriote, mais toujours fidèle aux plus splendides hérédités de sa race.

Non, de tels hommes ne peuvent pas permettre que la culture des nations dont ils sont la gloire sombre finalement dans le vulgaire utilitarisme. Ils ne toléreront pas que les Latins d'Amérique cessent d'être ce qu'ils sont encore : les frères par l'esprit des Latins d'Europe.

Au surplus, je ne crois pas me tromper en affirmant que la haute société de Buenos-Ayres et de Montevideo garde comme une certaine nostalgie de la culture et de l'antiquité classiques. Avec quelle avidité n'y a-t-on pas suivi, non seulement les conférences les plus exclusivement littéraires de Charles Le Goffic, mais, ce qui est autrement caractéristique, celles que le très distingué professeur de la Sorbonne, M. Fougères, a consacrées, trois mois durant, à l'archéologie grecque ? Certes, le talent du maître était pour beaucoup dans le succès : qu'eût-il obtenu cependant, s'il se fût heurté à une indifférence générale pour la matière qu'il avait osé aborder ? Donc espérons !

COMMUNAUTÉ DE RELIGION ; LE CATHOLICISME ; PASSÉ ET PRÉSENT LES CRISES RELIGIEUSES DE L'ARGENTINE ET DE L'URUGUAY

De tous les liens qui unissent les hommes, le plus puissant et de toutes les similitudes qui les rapprochent la plus forte, c'est une même religion. Chacun sait en effet combien la religion, même quand elle est imparfaitement respectée, marque de son empreinte les mœurs, les coutumes, la vie tout entière d'un peuple. Quelles que soient aux États-Unis la liberté religieuse et la force présente du catholicisme, la nation n'en est pas moins frappée au coin du protestantisme. « En France, me disait un cardinal romain, grattez le radical, vous trouverez le catholique. » Comme l'Espagne, comme l'Italie, comme la France, l'Amérique du Sud est marquée au coin du catholicisme.

Même en dehors de toute question de vérité, c'est un bien pour elle, car le farouche individualisme du caractère espagnol, encore exaspéré par la vie américaine, ne peut être limité, contenu, réglé, que par la rigoureuse discipline du dogme et de la hiérarchie catholiques. Plus l'Américain du Sud s'éloigne de cette discipline, plus il risque de verser dans l'anarchie doctrinale et politique.

Quelle erreur ne serait-ce pas que de s'imaginer que l'Argentin ou l'Urugayen ne s'intéresse qu'à l'élevage, au commerce, ou à la finance ! Les mêmes problèmes qui attirent l'attention de l'Européen cultivé le préoccupent et, à bien peu d'années près, il en suit la courbe et l'évolution. Un homme qui a longtemps vécu en Argentine, qui a beaucoup observé, beaucoup réfléchi, le commandant Deuil, ancien attaché militaire à Buenos-Ayres, l'a démontré par les faits, l'an dernier, en une fort remarquable conférence publiée dans la revue des *Amitiés catholiques françaises* et sur laquelle je m'appuierai : elle porte précisément ce titre : l'*Évolution spirituelle de l'Argentine*.

Lorsque, vers 1910, M. Clemenceau et M. Jules Huret visitèrent l'Argentine, on ne paraît pas avoir attiré leur attention sur la vie religieuse du pays et sur les institutions catholiques. Ils estimèrent la première très superficielle et passèrent les secondes sous silence. Comme il arrive à la plupart des voyageurs, M. Clemenceau ne vit qu'une catégorie de personnes, celles de son parti, et n'entendit guère qu'un son de cloche. Vers la même

époque, un Dominicain français, établi à Buenos-Ayres, le R. P. Sisson, puis un Jésuite des plus avertis, le R. P. Burnichon, poursuivaient une enquête sur ce sujet qui leur tenait naturellement beaucoup plus à cœur, et ils aboutissaient à des conclusions passablement attristantes. Aujourd'hui, ni cette indifférence, ni ce pessimisme ne se justifieraient (1).

Mais il est impossible de comprendre l'état religieux, très complexe, de l'Argentine, ou de l'Uruguay, en 1923, sans remonter assez loin dans le passé. Le présent y est impliqué en effet extraordinairement.

Lorsque, le 25 mai 1810, date sacrée dans les annales de ces peuples, les créoles du Rio de la Plata, soulevés contre le vice-roi Cisneros, prirent en mains, tout en prêtant serment d'obéissance à Ferdinand VII, la direction des affaires publiques à Buenos-Ayres, deux influences contraires d'ordre spirituel s'exerçaient sur eux : d'une part, le cadre traditionnel et rigoureux du catholicisme espagnol ; de l'autre, les principes libéraux qui avaient présidé à la constitution des États-Unis et les idées philosophiques d'où était sortie la Révolution française, révolution dont ils haïssaient les excès, sans en maudire les causes les plus profondes (2).

L'armature du pays était catholique ; de Córdoba, la Rome de l'Amérique du Sud, rayonnait la doctrine, grâce à l'enseignement que donnaient l'Université et les nombreux collèges qui lui étaient affiliés. Le Gouvernement veillait à ce que la religion fût respectée ; mais il la tenait étroitement en tutelle, réprimant au besoin par des mesures violentes toute velléité d'indépendance. Grâce au *patronat*, il était le maître de la nomination des évêques et l'intermédiaire obligé entre les églises locales et le Saint-Siège. En trois siècles, pas un rapport n'avait pu être adressé directement à Rome par un évêque de la Plata, de sorte qu'à la fin du XVIIIe siècle presque tous les liens avaient été coupés entre le clergé créole et le centre de l'unité catho-

(1) G. Clemenceau, *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud*, Paris, Hachette, 1911. — Jules Huret, *En Argentine*, 2 vol. Paris, Charpentier, 1912-1913. — H.-D. Sisson, *La République argentine*, Paris, Plon-Nourrit, 1910. — Le R. P. Burnichon s'est surtout occupé du Brésil.

(2) José-P. Otero, docteur ès Lettres : *La Révolution argentine, 1810-1816*, Paris, Bossard, 1917. Voir notamment l'*Introduction* et le chapitre intitulé : *le Clergé et la Liberté*. Cf. Marius André, *La fin de l'Empire espagnol d'Amérique*. Nouvelle librairie nationale, 1922.

lique. Ce système était enseigné aux candidats ecclésiastiques comme juste et normal; beaucoup avaient fini par le croire. Un tel état d'esprit et de tels usages ne devaient pas demeurer sans conséquences, lorsque le régime de l'indépendance se serait établi et que des États nouveaux auraient succédé à la vieille monarchie castillane.

L'expulsion des Jésuites, énergiquement voulue et impitoyablement exécutée en 1767 par Charles III, n'avait pas eu seulement pour effet la destruction de leurs civilisatrices missions et le rapide retour des populations indigènes à la vie sauvage; l'Université de Córdoba et tout l'enseignement catholique avaient été frappés d'une douloureuse déchéance. Les idées nouvelles ne devaient rencontrer que de médiocres contradicteurs.

Ces idées, en partie propagées par des étrangers, notamment par quelques Français, avaient pénétré dans l'empire d'outre-Mer par l'intermédiaire d'un Espagnol de la péninsule, Jovellanos, l'ardent disciple de Quesnay et des physiocrates. L'autorité métropolitaine, l'Inquisition elle-même, surveillaient de moins près les pays alors moins appréciés de la Plata que les riches pays de mines du Pérou ou du Chili. Successivement, Montesquieu, Voltaire, les Encyclopédistes et Rousseau s'insinuaient dans les villes, dans les presbytères, dans les couvents eux-mêmes et prenaient possession de beaucoup d'esprits.

C'est à un homme fort religieux, sincère, doux et tenace, Mariano Moreno, qu'était réservé le rôle de donner leur forme originale et définitive aux idées de libération partout répandues dans les dernières années du XVIIIe siècle. En Espagne, où il avait longtemps vécu, il s'était familiarisé avec les maîtres de la pensée révolutionnaire, surtout avec Rousseau, pour qui il professait une admiration presque sans limites; seul Rousseau et le *Contrat social* avaient pleinement réalisé la devise de la Genève réformée, *post tenebras lux*. Par quelle inconséquence logique, par quelle étrange illusion Moreno, qui pourtant avait reconnu dans sa préface de la traduction du *Contrat social* que Rousseau *délirait* en matière religieuse, ne découvrit-il pas la contradiction foncière qui existe entre la foi chrétienne et une doctrine qui livre à la volonté du César populaire les droits mêmes de Dieu et de la conscience humaine? Le clergé créole, dans sa majorité, quelques évêques mis à part, ne paraît pas l'avoir perçue davantage.

La plupart de ses membres accueillirent avec enthousiasme des principes qui leur paraissaient favorables à la conquête de l'indépendance nationale et au progrès de l'humanité. Sur ce *credo*, clercs et laïques fraternisèrent et travaillèrent ensemble à la cause commune. Des vingt-neuf signataires de l'Acte d'Indépendance, voté en 1816 par le Congrès de Tucuman, seize étaient des curés ou des moines. Grâce à ce concours, la révolution qui libéra les États de l'Amérique méridionale n'eut pas l'allure anti-religieuse de la Révolution française. Les nouveaux Gouvernements ne déclaraient-ils pas le catholicisme religion d'État? Ne voyait-on pas, à telles heures critiques, les généraux de la guerre de l'Indépendance, les Belgrano et les San Martin, distribuer des scapulaires à leurs troupes et proclamer généralissime la Vierge Marie, remettant entre les mains d'une de ses statues vénérées leur bâton de commandement? « Souvenez-vous que vous êtes un général chrétien, apostolique et romain, » écrivait Belgrano à San Martin.

Mais, si les conséquences immédiates d'un aussi extraordinaire libéralisme doctrinal se trouvèrent présenter quelques avantages, il en fut tout autrement des conséquences lointaines. Ces prêtres et ces moines participèrent, non pas toujours sans scrupules, il est vrai, à l'œuvre du Congrès de 1813 qui, s'inspirant des principes mêmes de Rousseau, s'arrogea le droit de trancher en matière de doctrine et régla l'ordre ecclésiastique sur les bases étatistes du vieux patronat espagnol (1).

Ainsi furent semés les germes de luttes redoutables entre la conscience chrétienne, l'Église catholique et l'État, et posés les principes dissolvants dont l'action faillit amener la déchristianisation du peuple argentin dans le dernier quart du XIXe siècle.

En attendant, les têtes s'enivraient de mots sonores: Liberté, Démocratie, Souveraineté du peuple, sous lesquels, étant donné l'état des populations, ne reposait aucune réalité. Un homme autoritaire et fort, dont le commandant Deuil n'a pas craint de rapprocher le nom de celui de Bonaparte, Rivadavia, disciple et correspondant de l'Anglais Bentham, essaya, entre 1821 et 1827,

(1) M. Otero ne craint pas de le reconnaître : « En ce qui touche à la religion, les lois promulguées par l'Assemblée sont franchement schismatiques. » *Op. cit.*, p. 234. — Le Congrès légifère en matière religieuse (l'habitude ne s'en est pas perdue); sous prétexte d'hygiène, il décide qu'on ne pourra baptiser les enfants qu'avec de l'eau tiède, et après le septième jour, etc.

de fixer l'ordre nouveau, en appliquant, avec les idées de son maître, la maxime fameuse de Benjamin Constant : *révolution par en haut*. Lui aussi était un catholique, et en même temps un régaliste endurci. On le voyait suivre humblement les processions un cierge à la main, mais cette main signait les *Réformes ecclésiastiques* qui enchaînaient l'Église à l'État. C'en était trop : l'Église se débattit pour briser des liens trop serrés. Du même coup fut scellée l'alliance des partisans forcenés des droits de l'État avec les anticléricaux et les libres penseurs ; les congrégations religieuses se virent, suivant l'usage, frappées les premières ; les relations avec le Saint-Siège, suspendues par la révolution de 1810, ne furent pas rétablies ; le recrutement du clergé fut entravé ; le séminaire de Buenos-Ayres devint une section de l'Université, à tout instant réglementée et modifiée par les ministres. Bref, dès 1830, la fraternité qui, vingt ans plus tôt, avait rapproché dans un même élan clercs et laïques ne subsistait plus.

Le gouvernement du dictateur Rosas marqua un retour vers la tradition. A l'image du gouvernement français de la Restauration, il protégea l'Église, mais en la solidarisant outre mesure avec le régime politique. Bien plus que Louis XVIII et Charles X, ce président prétendit être l'évêque du dehors. S'il eut le mérite de faire nommer par le Saint-Siège l'austère docteur Medrano vicaire apostolique et bientôt évêque de Buenos-Ayres, il exerça fort arbitrairement un pouvoir supérieur à celui du pontife, ordonnant lui-même des prières, changeant les patrons des églises et des villes, nommant les curés, modifiant les limites des diocèses et annulant à son gré les actes du Saint-Siège. Lorsqu'en 1852, Rosas fut renversé par le général Urquiza, l'Église était plus esclave qu'au temps de Rivadavia et elle partageait l'impopularité du régime déchu, comme il lui est advenu chez nous après la chute de Charles X et de Napoléon III.

De 1853 à 1880, trois hommes d'État, Alberdi, Mitre, Sarmiento, aliaient incarner la politique argentine ; leur but était noble : donner à l'État une constitution régulière et le soustraire aux révolutions périodiques, *européaniser* la nation et la faire entrer hardiment dans la voie des nations modernes ; malheureusement, à leurs yeux, une nation moderne était de nécessité ce qu'on appela plus tard une nation laïque ; le progrès

n'était pas compatible avec la croyance religieuse ; attachés eux-mêmes à la doctrine positiviste, ils prétendaient ignorer la religion ; en fait, ils tendaient à l'évincer.

Le grand réformateur de l'enseignement, celui dont nombre d'importantes écoles portent le nom, Sarmiento, faisait venir des États-Unis des institutrices, sous la condition formelle qu'elles ne fussent pas catholiques ; il livrait les écoles publiques aux protestants, en un pays où la presque totalité des enfants appartenait à la religion de Rome ; ce n'était d'ailleurs qu'un acheminement vers l'école purement laïque ; à partir de 1870, on y marcha à pas de géant.

Au surplus, dans tous les ordres, la même impulsion était donnée ; la presse était déchaînée contre l'Église et ses doctrines ; on inventait des scandales.

Afin de mettre l'Église hors d'état de se défendre, les gouvernants, comme devait le faire chez nous un Dumay chargé de la direction des cultes, interprétaient et exerçaient de plus en plus strictement les droits de patronat, jadis concédés à l'État : n'avait-on pas, en 1855, délégué aux gouverneurs de province un *vice-patronat* qui leur donnait la haute main sur les nominations ecclésiastiques ? N'avait-on pas décidé, en 1863, que tous les brefs du Saint-Siège, adressés au délégué apostolique, seraient soumis à l'examen et au visa de la Cour suprême ?

Cette fois encore, les limites étaient franchies ; les catholiques poussés à bout allaient réagir. L'un d'entre eux, l'intelligent et noble Félix Frias, naguère chassé par le despotisme de Rosas, avait trouvé un refuge en Europe ; il s'y était lié avec les plus illustres des écrivains qui rajeunissaient dans nos pays occidentaux l'idée catholique et plus particulièrement avec Montalembert, son vrai maître. Lui enfin avait saisi et hardiment dénoncé l'antinomie qui existe entre les principes du christianisme et ceux du *Contrat social*, puis du socialisme moderne. De retour en Argentine, il avait réussi à grouper autour de lui des jeunes gens lassés d'entendre répéter par leurs maîtres de creuses formules ; ils avaient formé la première *Association catholique* (1).

(1) L. Juan Alberdi. *Étude politique*. Examen des idées de F. Frias sur l'influence de la France, de l'Angleterre et du catholicisme dans les Républiques sud-américaines, suivi d'une lettre de F. Frias à M. Guizot et de la réponse de M. Guizot. Cité par Otero, p. 2.

De son côté, le clergé secouait le joug dans l'ordre de l'enseignement. Déjà, en 1858, le pape Pie IX avait ouvert, à Rome, aux clercs de l'Amérique latine, le collège Pio-Latino, qui devait leur donner une formation toute romaine. En 1865, l'évêque de Buenos-Ayres, promu à la dignité archiépiscopale, prenait le courageux parti de rouvrir un séminaire dans la capitale, en dehors de tout concours officiel, et d'en confier la direction aux Pères de la Compagnie de Jésus qui l'exercent encore à présent. Dès lors, l'esprit changea ; nul clergé n'est aujourd'hui plus docile et plus fidèle au Saint-Siège que le clergé argentin.

Mais la moisson devait être lente à mûrir. En attendant, c'était l'éducation positiviste qui portait ses fruits et ils ne se révélaient pas beaux : scepticisme, mercantilisme, soif de jouissances, en ces trois mots n'a-t-on pas cru pouvoir donner la dominante de l'époque? La franc-maçonnerie se multipliait, recrutait les hautes personnalités politiques et faisait partout sentir son influence. Les Universités étaient animées de l'esprit le plus antireligieux : nul, disait-on, ne pouvait être à la hauteur de son temps, s'il s'affirmait catholique, ou même spiritualiste.

D'ailleurs, on sortait déjà du terrain de la pure spéculation pour passer aux actes ; en 1875, des fanatiques mettaient le feu au collège du Salvador, tenu par des Jésuites ; en 1880, d'autres lapidaient Mgr Gelabert et assassinaient l'abbé Perez. En face de tels crimes, les autorités affectaient de se tenir sur la réserve.

En 1882, le docteur Pizarro, ministre catholique, était mis dans l'obligation de démissionner ; le président Roca le remplaçait par un anticatholique militant. De même qu'en France, la lutte se concentrait sur le terrain scolaire ; les catholiques étaient exclus de leurs chaires universitaires ; l'enseignement du catéchisme était supprimé dans les écoles ; défense était intimée aux maîtres de mener leurs élèves à l'église ; un congrès pédagogique, tenu en grande pompe, accusait l'Église de faire œuvre néfaste en matière d'éducation ; une fête très solennelle se donnait au théâtre en l'honneur de Darwin, « pour démontrer au peuple l'irréductible opposition de la science et de la foi. » Par un geste grossier, le général Roca, président de la République, assistait, un Vendredi-Saint, à une *Carne concuero*, repas où se consomment des pièces de bétail, rôties dans leur cuir,

en plein air, à la mode campagnarde des *Gauchos*. Pour la plus respectueuse des protestations, le légat apostolique était expulsé dans les vingt-quatre heures.

Les catholiques commençaient à lutter, mais, il faut l'avouer, avec un médiocre succès. En 1882, des hommes vaillants et généreux, Estrada, Goyena, Lamarca, consacraient leur argent et leurs forces à fonder, puis à faire vivre deux journaux : l'*Union* et la *Voix de l'Église*. On essayait de galvaniser l'*Association catholique*, jadis fondée par Frias, et depuis tombée en sommeil. En 1884 enfin, on réunissait un grand congrès catholique, dont on attendait beaucoup. Ce congrès commit une faute de tactique : il décida en effet de porter l'action des catholiques sur le terrain politique. Or, aux élections de 1886, leur échec fut complet et entraîna, comme il arrive toujours en pareil cas, de lamentables dissensions entre les vaincus. C'était le désastre.

Cependant l'opinion publique s'agitait ; les honnêtes gens de tous les partis voyaient avec douleur se succéder des crises de spéculation et d'immoralité, qui révélaient une corruption de plus en plus menaçante. Ils étaient dégoûtés des répugnants procédés qui, truquant sans scrupule les suffrages populaires, maintenaient au pouvoir la même caste de politiciens, conservateurs surtout de leurs situations personnelles. Enfin, ils s'effrayaient des progrès que, favorisés par tant de scandales, réalisaient de jour en jour les partis révolutionnaires.

En 1889, tous les mécontentements se cristallisèrent ; des chefs jeunes et entreprenants, décidés à jouer même leur vie, les Marcello Alvear, les Thomas Lebreton, d'autres encore, se présentaient avec un programme honnête et fondaient le parti radical qui allait conquérir le pouvoir et qui le détient encore en ce moment. Dès 1890, il avait jeté à terre le président Celman, créature de Roca.

Moraliser le suffrage universel et en assurer l'exercice sincère et libre, réagir politiquement, socialement, contre les abus de toute sorte qui troublaient la République et risquaient de la déshonorer ; considérer l'Église comme une force sociale, puissante et utile, en conséquence cesser la guerre, plus ou moins âprement menée contre elle depuis près de quarante ans, tel était le programme. Il a été partiellement réalisé.

En 1900, le général Roca, au cours de sa seconde présidence, rappelait lui-même le légat pontifical. En 1903, d'un geste

unique dans l'histoire, dit le commandant Deuil, geste chrétien, geste sublime, l'Argentine, par la main de ses chefs, dressait sur la cime des Andes, à la frontière du Chili, et comme gage d'une paix évangélique, la colossale statue du Christ Rédempteur, de ce Christ à qui Colomb avait voulu donner le monde nouveau découvert par son génie (1). Il y a deux ans, le président Irigoyen tenait à honneur de choisir comme ambassadeur extraordinaire, pour représenter l'Argentine aux fêtes du centenaire de l'émancipation péruvienne, un prélat, Mgr Duprat, « gouverneur ecclésiastique du diocèse de Buenos-Ayres. »

Quelle revanche au moins extérieure pour le catholicisme!

Mais qu'en est-il au fond? Où en est vraiment l'Argentine contemporaine au point de vue de la croyance et de la pratique religieuses? Ne peut-on se demander à son sujet, comme on l'a fait de la France, si elle est encore une nation catholique?

Oui, répondrai-je, bien que ce grand pays porte, tout comme le nôtre, la trace des crises diverses par lesquelles il a passé depuis cent ans.

Mon premier entretien avec l'un des ministres m'avait laissé rêveur : « Nous devons tout, m'avait-il dit de prime abord, à la France de Montesquieu, de Voltaire, de Diderot, de Rousseau. » De chacun de ces hauts seigneurs de la pensée, il avait esquissé l'éloge. Et que voilà donc, pensais-je à part moi, un grand libéral! Mais, sans transition, il ajoutait : « Maintenant, parlons de notre religion, de notre sainte religion catholique; est-elle présentement plus respectée en France? » Au bout de quelques jours, je ne m'étonnais plus. Beaucoup de mes interlocuteurs et de ceux qui me saluaient publiquement m'avaient accoutumé à des rapprochements analogues; mon nom était même sans cesse associé, dans une éclectique sympathie, aux noms d'autres Français dont les idées sont assurément fort éloignées de celles d'un évêque catholique. Survivance des temps héroïques de la libération.

Autre survivance! le régalisme, ou, si l'on veut, l'étatisme en matière ecclésiastique. Ceux qu'étonnerait la concession d'un certain « droit de regard » au Gouvernement français sur la nomination des évêques pourraient méditer sur ce que le Saint-Siège tolère depuis l'origine en Argentine et en plusieurs autres

(1) L'inauguration eut lieu le 13 mars 1904; elle est contée dans le livre du R. P. Sisson, chapitre IV : Le « Christ Rédempteur » des Andes.

républiques de l'Amérique du Sud, dont les présidents, je l'ai dit, se tiennent pour les héritiers légitimes de Leurs Majestés catholiques, alors même qu'ils sont libres penseurs, ou athées. A Buenos-Ayres, un siège épiscopal vient-il à vaquer, le Sénat dresse une liste de trois noms; le Président de la République en choisit un et le fait connaître; il ne reste au Pape qu'à approuver, ou à entrer en conflit avec le Gouvernement, courant en outre le risque de jeter le discrédit sur un ecclésiastique honorable, mais qui, pour une cause ou pour une autre, ne lui paraît pas apte aux fonctions épiscopales. Jusqu'à présent, malgré les résistances du Saint-Siège, aucun président n'a consenti à négocier un concordat.

Il faut avouer que les conséquences de ce régime sont fâcheuses. Là comme partout, le pouvoir civil ne demande au pouvoir religieux que de ne pas lui créer d'embarras; il ne redoute rien tant que le zèle; *quieta non movere*, c'est sa devise, devise souvent sage, à condition que le repos ne soit pas le sommeil. Depuis longtemps, en dépit de l'accroissement de la population, l'immense Argentine demeure partagée entre dix diocèses; en vain, M. Irigoyen, puis M. de Alvear, ont-ils promis d'en créer de nouveaux et même en assez grand nombre; la réforme ne s'accomplit pas. Bien plus, des évêchés vacants sont indéfiniment laissés sans titulaires; des évêques, rendus totalement incapables par leurs infirmités de remplir leurs fonctions, sont maintenus à leur poste, sans même qu'il leur soit donné un coadjuteur; on leur adjoint ou des évêques auxiliaires, ou des gouverneurs ecclésiastiques, qui forcément ne jouissent pas d'une autorité suffisante. J'ai constaté cette demi-carence du pouvoir ecclésiastique, pour l'un ou l'autre motif, dans six diocèses sur dix. Faut-il être surpris que plusieurs évêques, les prêtres les plus éminents et les meilleurs des fidèles aspirent à la séparation de l'Église et de l'État?

Que peut-il en effet résulter d'un pareil état de choses pour la discipline du clergé?

De très grands efforts cependant ont été faits pour réformer ce qui devait l'être et il serait souverainement injuste d'étendre au clergé sud-américain d'aujourd'hui les jugements sévères qui ont pu jadis être fondés. J'ai rencontré, et en bon nombre, d'excellents prêtres, tout à leur devoir. Il subsiste cependant de graves lacunes.

La première, c'est l'insuffisance du recrutement national. Fort peu d'Argentins entrent dans les ordres, et la plupart sont des fils d'Espagnols, surtout d'Italiens, à la première génération. De cent enfants admis au petit séminaire, vingt poursuivent jusqu'au grand, sur lesquels dix ou douze seulement parviendront au sacerdoce. Il faut donc des prêtres étrangers; on en reçoit, surtout d'Espagne et d'Italie; sauf exceptions, ils ne représentent pas l'élite du clergé de ces pays; combien ne viennent que pour un temps limité, avec l'arrière-pensée d'amasser un petit pécule, dont ils jouiront plus tard dans la mère-patrie? Ils apportent naturellement les coutumes de chez eux et prétendent les imposer; en tout cas, ils se bornent aux cérémonies du culte et ne vont guère au-devant des fidèles.

Or les paroisses sont immenses par la population, ou par l'étendue; celles de Buenos-Ayres égalent souvent celles de Paris; celles de la campagne atteignent parfois cent kilomètres de rayon; les contrées perdues de certaines frontières comptent à peine quelques prêtres; là, point d'offices religieux, pas de prédications, pas de sacrements; en quelques régions, le nombre des non-baptisés atteint 70 pour 100, le nombre des enfants nés hors mariage 80 et 90 pour 100.

Dans les villes, les congrégations religieuses à qui sont confiées quelques paroisses obtiennent d'excellents résultats; les congrégations françaises en particulier se distinguent par leur zèle apostolique. Aussi, de bons esprits souhaiteraient la création d'un ordre religieux pour les cures de campagne; Buenos-Ayres et les villes principales seraient les centres d'où les prêtres rayonneraient; on les enverrait deux par deux, pour six mois, en telle ou telle localité, puis ils viendraient se retremper dans la vie religieuse à la maison-mère, pour repartir ensuite en un autre endroit. A poste fixe, le prêtre médiocre et désœuvré perd l'estime des populations laborieuses qui l'entourent et laisse dépérir la foi; les missionnaires de passage l'entretiennent, ou la réveillent; ils sont accueillis, non comme des fonctionnaires médiocrement utiles, mais comme des apôtres.

Est-ce encore la suite de certaines laïcisations opérées aux époques de lutte, ou simplement de quelques usages espagnols différents des nôtres? Toujours est-il qu'en dépit du préjugé confraire, la vie argentine paraît moins marquée que la vie française par un ensemble de coutumes catholiques qui mettent

sur toute l'existence un certain sceau religieux. L'Argentine, en vertu des vieux privilèges de l'Espagne, ne connaît pas le maigre du vendredi, ce maigre que conservent tant de familles françaises, celles mêmes dont le chef n'est guère catholique que de nom. Quel Français catholique, hors de cas exceptionnels, consentirait à être marié sans messe ? Même dans les mariages entre catholiques et protestants, que l'on doit célébrer à la sacristie, la messe est réclamée. Dans les villes argentines, le mariage, qu'il se célèbre, ce qui n'est pas rare, à la maison, ou à l'église, n'apparaît guère que comme une cérémonie mondaine; j'en ai vu quelques-uns; entre deux morceaux de musique, au milieu des fleurs et des toilettes, en cinq minutes, sans même un mot d'exhortation, le consentement des époux est reçu par le prêtre ou par l'évêque, et la bénédiction nuptiale donnée; s'il s'agit de pauvres gens, même spectacle, moins les fleurs et la musique.

Chez nous, à part quelques francs-maçons ridicules qui restent à la porte, ou stationnent chez le marchand de vins, les services funèbres amènent à l'église tous les parents et les amis du défunt; les murs du temple paroissial réveillent les souvenirs d'une pieuse enfance, des joies et des deuils de la famille; le corps présent de celui qui n'est plus suggère de salutaires réflexions et la pensée des fins dernières. De l'église au cimetière, le cortège s'avance gravement; sur le passage du mort, tous les hommes se découvrent, toutes les femmes se signent, même dans les faubourgs réputés les plus révolutionnaires de Paris. Là-bas, nul corps n'entre à l'église; sauf dans de très exceptionnelles et pompeuses cérémonies, tous sont conduits au grand trot des chevaux, ou de toute la vitesse d'un char automobile, de la maison mortuaire jusqu'au champ du repos; pas une marque de respect, pas un signe de religion. Le lendemain ou le surlendemain, les familles pieuses feront célébrer une messe dans une église de leur choix, un sanctuaire à la mode, qui ne suscitera ni chez elles, ni chez leurs invités, les saines émotions de nos services paroissiaux. Pendant mon séjour à Buenos-Ayres, je n'ai vu se dérouler avec majesté qu'un seul convoi; le corps était traîné par douze chevaux caparaçonnés et suivis de chars portant des monceaux de fleurs : c'était le corps d'un suicidé.

Ces observations posées, et sans vouloir en tirer des consé-

quences exagérées, je serre de plus près la question : où en est la religion parmi les laïques ?

Il importe, je crois, de distinguer d'abord entre les provinces et la capitale. Il y a plus de foi dans les provinces; à Santa Fé, à Córdoba, à Tucuman, combien de vieilles familles fermement attachées à toutes les traditions ! Quelques-unes m'ont ouvert leurs portes et, à constater leur vie si profondément chrétienne, j'ai été saisi de vénération; c'était l'antique foyer de la plus catholique Espagne.

A Buenos-Ayres, aujourd'hui comme au temps de la visite de M. Clemenceau, et malgré d'incontestables progrès, la plupart des hommes se tiennent dans l'ignorance du dogme et à l'écart de la pratique. Non seulement les élèves des collèges nationaux, mais, au grand désespoir de leurs maîtres, la majorité de ceux qui sortent des collèges religieux perdent la foi avant leur dix-huitième année. La légèreté des mœurs en est certainement une cause principale. L'anticléricalisme et le matérialisme de l'enseignement universitaire en sont une autre.

Pour un certain nombre, la religion n'est rien de plus qu'une mode que tout homme de bonne société doit respecter, un frein utile contre les appétits révolutionnaires, d'aucuns disent avec cynisme « un mal nécessaire. »

Reste une minorité d'élite qui, en Argentine comme en France, tend à s'accroître : elle compte d'admirables catholiques, dont beaucoup appartiennent au tiers-ordre de saint François : je les ai vus à l'œuvre et je me suis incliné devant leur vie austère, pieuse, active et charitable ; on en rencontre de tels dans toutes les professions et dans toutes les classes de la société.

Les femmes sont sérieusement chrétiennes et de plus en plus préoccupées de l'être avec autant de science que de foi et de piété. M. Jules Huret et quelques autres écrivains nous ont dépeint les femmes de la société argentine causant uniquement entre elles de leurs madones et de leurs saintes préférées, de leurs dévotions, des congrégations ou associations pieuses auxquelles elles appartiennent, et toujours avec mesquinerie et petitesse d'esprit. Mon impression est tout autre. Il m'a été donné souvent de m'entretenir avec des femmes d'une haute intelligence et d'une haute piété ; je n'ai pu qu'admirer leurs initiatives ; sous la conduite de quelques prêtres séculiers ou

congréganistes, elles ont fondé des *centres d'études religieuses*, qu'elles fréquentent assidûment ; elles y suivent, en prenant des notes, des cours fort sérieux de philosophie, de dogme, d'histoire ecclésiastique, de littérature religieuse, qui deviennent, à côté de la littérature proprement dite, l'élément solide de beaucoup de conversations ; par la Société de San-José, elles ont assuré, pour le grand public, une série annuelle de conférences spirituelles que ramène chaque saison d'hiver ; est-il une seule capitale européenne où les femmes aient poussé plus loin le souci d'une culture religieuse supérieure? Je ne le crois pas.

Or, ceci est de conséquence, lorsqu'on considère l'influence de la femme sur la société.

Quant à la masse populaire, abandonnée à elle-même ou aux influences socialistes, elle tourne aisément à l'irréligion et au matérialisme le plus brutal; cela est vrai même des Italiens qui, une fois dépaysés, ne demeurent malheureusement pas plus fidèles que nos Bretons aux habitudes traditionnelles de leur pays natal. En revanche, elle se laisse, pour une grande part du moins, assez facilement ressaisir, dès qu'elle se sent en présence de vrais apôtres. C'est ainsi que deux vastes faubourgs de Buenos-Ayres ont été réévangélisés, l'un par les Pères de Bétharram, l'autre par les Capucins. J'ai assisté, devant l'église de ceux-ci, la paroisse dite de Nueva Pompeya, à une des plus belles manifestations religieuses qu'il m'ait jamais été donné de contempler. Plus de cent mille personnes, massées sur la place immense et les larges avenues, acclamaient avec enthousiasme la Vierge Marie, dont le nonce apostolique, assisté de tout l'épiscopat argentin, couronnait une image vénérée.

Malgré les analogies que j'ai signalées entre l'Argentine et l'Uruguay, des différences trop importantes cependant se sont peu à peu manifestées au cours de l'évolution des deux pays pour que l'on puisse appliquer purement et simplement à la République orientale tout ce que je viens de dire de sa puissante voisine. Dans un article que la *Revue des Deux Mondes* a publié l'an dernier, l'observateur très averti qu'est M. Henry Bidou comparait l'Uruguay à une immense ferme; la société demeure, dans sa très grande majorité, une société rurale. La vie intellectuelle et la vie politique qui sont d'ailleurs fort actives se concentrent, ou à peu près, dans la capitale, Monte-

video, dont la population représente le quart de la population totale du pays : 350 000 sur un peu plus d'un million d'habitants.

Dans la campagne, les tendances sont naturellement conservatrices en politique et en religion, grâce à quoi se trouve souvent contrebalancée dans les mœurs l'action tout opposée qu'exerce la grande ville et qui se traduit par des lois fort avancées, au sens révolutionnaire de ce mot.

Un Français ne peut parler des divers partis politiques urugayens, même les plus éloignés de ses convictions personnelles, qu'avec un sentiment de profonde gratitude, car tous, sans exception, se sont montrés et se montrent encore nos ardents et fidèles amis. Nul d'entre nous ne se croirait en droit d'oublier que le parti au pouvoir jusqu'au 1er mars dernier, non seulement a rangé l'Uruguay au nombre des alliés de la France, mais nous a en outre, depuis l'armistice, généreusement accordé les arrangements financiers dont nous avions besoin.

Ce parti, c'était le parti rouge, ou *colorado*; son chef, M. Battle, qui, même depuis qu'il n'occupait plus ni la présidence de la République, ni aucun ministère, demeurait le vrai maître de la politique. Il était arrivé au pouvoir dans les premières années de ce siècle, à la suite de la victoire qu'il avait remportée sur le dernier des *caudillos*, ou chefs de bandes qui, depuis si longtemps, au nom du parti campagnard, entretenaient la guerre civile. Le parti citadin triomphait. Battle était un homme de volonté énergique, d'intelligence étroite, mais précise. Il cherchait un modèle parmi les hommes d'État français et il avait trouvé son idéal en la personne de M. Émile Combes.

C'est assez dire ce que les catholiques eurent à souffrir et le peu de gré qu'ils surent à la France d'avoir fourni pareil modèle. A vrai dire, la lutte contre l'idée chrétienne fut poussée plus loin que par le ministre français. Les fêtes religieuses furent officiellement supprimées et, par un habile raffinement, on leur substitua, sans en changer le jour, des fêtes civiles; la fête de Noël se trouva remplacée par la fête de l'Enfant, celle de l'Épiphanie par la fête de la Famille, la fête de Pâques par celle de l'Humanité. On vit naître la fête des Plages et celle des Montagnes. On se flattait, en ne changeant pas les habitudes du peuple, de modifier insensiblement son esprit, en quoi les

modernes révolutionnaires se montraient fort supérieurs aux inventeurs du décadi. Les croix étaient interdites en tout lieu public, même sur les tombes des particuliers. Nulle procession n'était permise; l'archevêque fut acculé à supprimer l'eau bénite dans les églises pour prévenir une série de mesures vexatoires, auxquelles l'hygiène servait de prétexte. Les noms des villes étaient laïcisés; plus de noms de saints, ou de noms rappelant les mystères de la vie du Christ et de la Vierge Marie. Le divorce était adopté et pratiqué si largement qu'il ouvrait la voie à l'union libre; au surplus, nulle distinction n'était désormais admise entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Pendant plusieurs années, les violences populaires, tolérées, ou même suscitées, accompagnèrent les mesures légales; un prêtre ne pouvait sortir dans la rue en costume ecclésiastique sans être insulté, ou frappé. Je ne prétends pas lier cet acte abominable aux précédents, mais comment ne pas rappeler que, l'an dernier encore, la fureur d'un fanatique s'acharnait contre le pieux et charitable archevêque, Mgr Aragone ? Tandis qu'il prêchait à l'autel, l'assassin le criblait de balles qui le blessèrent grièvement et mirent pendant plusieurs mois sa vie en grand péril.

Par une heureuse contradiction, le même homme qui poursuivait ainsi la religion accomplissait plus honnêtement qu'on ne le fit en France la séparation de l'Église et de l'État. La hiérarchie fut respectée et l'Église garda tous ses biens.

Forts de leur indépendance, clercs et fidèles se ressaisirent et s'organisèrent. Chaque parti compta et compte encore aujourd'hui un certain nombre de catholiques, mais en outre, sous le nom d'*Union civique*, un parti catholique proprement dit se forma. Ces catholiques trouvèrent, non seulement dans le clergé, mais parmi les laïques, des chefs éminents, tels que Zorrilla de San Martin, les frères Gallinal, M. de Jeregui. Ils surent fonder et soutenir des journaux pleins de vie, comme *El Pais*, *El bien publico*, qu'ils opposèrent, non sans succès, à la feuille de Battle, *El Dia*. Une association de la jeunesse catholique et des associations catholiques ouvrières se constituèrent: aujourd'hui, plus de quatre cents étudiants catholiques forment un groupe compact à l'Université de Montevideo et ils vont porter la bonne parole dans les provinces. En quelques années, la doctrine catholique eut regagné beaucoup de terrain; des

conversions éclatantes, celle par exemple du docteur Morelli, se produisirent et en provoquèrent d'autres. Bref, quand je quittai Montevideo au mois d'octobre 1922, je laissai les catholiques pleins d'espoir et escomptant d'importants succès aux prochaines élections ; l'événement leur a partiellement donné raison. L'élection de M. Serrato à la présidence de la République et la formation d'un nouveau ministère ont atténué l'omnipotence du chef du parti rouge. Mais quel effort ne faudra-t-il pas pour ramener dans les lois un peu d'esprit chrétien ?

Ainsi en Uruguay, comme en Argentine, le catholicisme est en progrès ; et de ceci, pour le dire en passant, nos gouvernants feront bien de tenir compte. Mais l'évolution de l'Uruguay a été plus violente et plus rapide que celle de sa grande voisine. Est-il chimérique de supposer que l'Argentine n'échappera pas à une crise de même nature ? Vraisemblablement, la séparation de l'Église et de l'État s'accomplira dans un délai plus ou moins long, et je le crois aussi, la séparation plus tranchée des croyants et des incroyants. On ne verra plus des idées presque contradictoires cohabiter dans le même esprit ; la libre pensée des uns s'accentuera, ainsi que la foi des autres. Affermis dans leurs convictions, fût-ce au prix de certaines souffrances, les croyants agiront davantage. Telle est du moins l'espérance que manifestent les chefs les plus éclairés des catholiques, prêtres ou laïques, et que d'ores et déjà un certain nombre d'entre eux travaillent à réaliser. D'où l'intéressante expérience que poursuivent en Argentine ceux que, là comme ailleurs, on désigne sous le nom de catholiques sociaux, expérience que je demande la permission d'exposer avec quelque détail.

ALFRED BAUDRILLART.

(A suivre.)

UN FILS AU FRONT

DERNIÈRE PARTIE (1)

XXX

Ces pensées continuaient à peser sur l'esprit de Campton. Pour les chasser, il résolut, par une de ces décisions soudaines qui lui étaient habituelles, de se remettre au travail. Il savait que George l'approuverait; peut-être sentirait-il ainsi son fils plus près de lui. Sir Cyril Jorgenstein avait laissé entendre qu'il voudrait voir achever son portrait, — avec la Légion d'honneur à la boutonnière, sans doute! Et Harvey Mayhew, rougissant et confus, était entré un jour pour demander si Campton ne pourrait pas trouver le temps de faire un croquis, — pas davantage! — de la tête du génial musicien à la carrière duquel s'intéressait tant Mme de Dolmetsch... Campton avait coupé court à ces deux requêtes : il ne travaillait pas, il n'avait pas de projets pour le moment. Et de fait, il n'avait même pas pensé à essayer un portrait de George. Il en avait eu le désir pendant qu'il veillait au chevet de son fils; mais il ne comprenait plus ce visage; il lui aurait fallu d'abord apprendre et désapprendre trop de choses...

Enfin, un jour, l'idée lui vint de faire une étude au fusain d'après Mme Lebel : sa douleur simple et résignée avait donné à son visage quelque chose de sculptural. Campton se préparait à appeler son modèle du haut de l'escalier, lorsqu'on sonna. En ouvrant la porte, il se trouva face à face avec Mrs Talkett.

Copyright by Edith Wharton, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre.

— Ah! vous êtes là, commença-t-elle sans prendre le temps de respirer, selon sa coutume. La concierge n'en était pas sûre, et je ne pouvais lui confier tout cet argent. Alors je suis montée.

— De l'argent? quel argent?

Elle était vêtue très simplement; une longue voilette retombant autour de son chapeau mettait sur son visage une ombre de sérénité juvénile.

— Je peux entrer? demanda-t-elle presque timidement; — et, tandis que Campton s'effaçait pour la laisser passer, elle expliqua : — C'est l'argent du concert; il y en a beaucoup! Je tenais à vous le remettre moi-même.

Elle tira de son manchon un sac bourré, pendant que Campton continuait de la considérer fixement.

— Je ne savais pas que vous sortiez d'aussi bonne heure, dit-il, en essayant de glisser un journal sur les restes épars de son déjeuner.

— Ça veut dire que je vous dérange?...

— Non. Mais pourquoi apporter cet argent ici?

— Pourquoi pas? N'est-ce pas vous qui dirigez effectivement le comité? Et n'est-ce pas chez moi qu'a été donné le concert?... Ma présence vous est désagréable?

— Désagréable? Certes non!

Il s'arrêta, de plus en plus embarrassé. Qu'attendait-elle de lui? Qu'il la remerciât de lui avoir envoyé la lettre de l'ordonnance? Il paraissait impossible à Campton d'aborder ce sujet sans y être invité.

— Eh bien! non, dit-elle tout à coup. Je n'ai jamais essayé de feindre avec vous. L'argent n'est qu'un prétexte. Je voulais vous voir ici, seule, sans risquer d'être dérangée.

Campton éprouva une vague agitation faite de soulagement et de crainte. Il était partagé entre son habitude de se dérober devant les scènes, les émotions, tout ce qui pouvait ébranler son équilibre toujours chancelant, et le désir passionné de savoir ce que la jeune femme allait lui dire.

— Je vous remercie d'avoir pensé à nous envoyer cette lettre, bégaya-t-il.

Elle prit sa petite mine inquiète.

— Après, j'ai eu peur que vous ne fussiez fâché.

— Fâché? Comment l'aurais-je été?... Mais surpris, oui. Je ne savais rien... rien sur vous et...

— Même pas que c'était moi qui avais acheté ce portrait de lui, celui que Léonce Black a vendu pour votre compte l'an dernier?

Campton sentit le sang lui monter au visage.

— Vous? C'est vous qui avez ce portrait?

Cette pensée, sans qu'il sût au juste pourquoi, lui était intolérable.

— Ah! maintenant vous êtes fâché, murmura Mrs Talkett.

— Non, mais l'idée ne m'était jamais venue...

— C'est bien cela qui m'effrayait...

Elle regarda autour d'elle, se laissa tomber sur le divan, et enleva son chapeau avec le même geste qu'elle avait eu jadis.

— Puis-je vous parler?

Campton fit signe que oui.

— Alors, je vous en prie, allumez votre pipe et asseyez-vous. — Il prit sa pipe, frotta une allumette et s'installa à côté d'elle. — Vous fumez toujours une pipe le matin, il me l'a raconté, poursuivit-elle. — Puis elle s'arrêta de nouveau et poussa un long soupir anxieux. — Il est tellement changé! Je ne le reconnais plus, et vous?

Campton la considéra avec étonnement. Il était encore plus surpris de l'entendre parler ainsi qu'il ne l'avait été d'apprendre qu'elle possédait le portrait : il n'avait pas prévu qu'ils allaient se parler cœur à cœur.

— Je ne suis pas bien sûr de le reconnaître, avoua-t-il.

Le regard inquiet de Mrs Talkett devint plus profond et plus calme.

— Je me sens moins seule depuis que vous m'avez dit cela... Mais il ne vous a rien raconté depuis qu'il est revenu, vraiment rien?

— Rien. Comment le pouvait-il d'ailleurs, sans indiscrétion?

— Indiscrétion!... — Elle écarta le mot avec un demi-sourire, comme si des considérations de cet ordre appartenaient à une époque disparue. — Alors, il ne vous a même pas dit qu'il veut que je divorce?

— Que vous divorciez! s'exclama Campton.

George voulait donc l'épouser! Son amour était assez profond pour cela!... Trop profond, pensait Campton, pour cette petite créature éphémère qui lui faisait l'effet d'un papillon transpercé d'une épingle.

— Racontez-moi tout, voulez-vous ? dit-il enfin.

Et soudain la confession jaillit en phrases brèves et décousues. George s'était passionnément épris d'elle pendant cet hiver passé à New-York où ils se voyaient si souvent. Il lui avait demandé « tout, » et sur-le-champ. Une période de tension et de désaccord s'ensuivit : elle était retenue par des scrupules qu'elle avouait ne plus comprendre, — préjugés héréditaires, probablement... — et ses hésitations lui donnaient l'air d'être coquette, tandis qu'en réalité c'était simplement qu'elle ne pouvait pas... Les choses continuèrent ainsi, avec les alternances de sentiments habituels en pareil cas, jusqu'au jour où George partit rejoindre son père. Lorsqu'ils se séparèrent, elle lui fit presque la promesse que, s'ils se rencontraient en Europe, elle consentirait.

Survint la guerre. George avait passé auprès d'elle ses dernières heures à Paris, avait dîné avec elle et son mari la veille de son départ (Campton le lui avait-il pardonné ?) Quand George fut parti, elle comprit que seuls la timidité, la vanité, l'obstacle illusoire des vieilles craintes et des traditions l'avaient empêchée d'être à lui comme il le désirait...

Elle s'arrêta brusquement, prononça quelques paroles banales de « femme incomprise » sur son mariage mal assorti, et puis, comme si elle sentait qu'elle faisait fausse route, se leva soudain, marcha jusqu'à l'autre bout de l'atelier et revint vers Campton le visage inondé de larmes.

— Et maintenant,... maintenant... il ne veut plus de moi ! gémit-elle.

— Il ne veut plus ? Mais vous dites qu'il vous demande de divorcer.

Elle fit signe que oui, essuya ses larmes, et jeta un coup d'œil furtif à la glace accrochée au-dessus du divan. Puis, voyant que ce coup d'œil avait été surpris, elle éclata d'un rire mêlé de sanglots :

— Mon nez devient si rouge quand je pleure ! — Elle reprit :

— Il me demande de divorcer, mais, si je ne divorce pas, si je ne consens pas à l'épouser... il veut que nous ne soyons jamais l'un pour l'autre que des amis.

Elle prit une bourse en or et s'arrangea le visage, comme l'avait fait un jour Mrs Brant à la même place.

Campton demeurait assis sans bouger. Il réfléchissait. Ce

qu'il venait d'entendre était à mille lieues de ce qu'il prévoyait, et sa perplexité n'était guère moindre que celle de Mrs Talkett. Certes, les jeunes gens ne se conduisaient pas ainsi de son temps, — ni George, sans aucun doute, avant la guerre.

En fin de compte il se décida à demander :

— Et Talkett ?

Elle éclata tout de suite :

— Ah ! voilà ! c'est bien ce que je dis ! Ce n'est pas si simple !

— Qu'est-ce qui n'est pas si simple ?

— De rompre avec toute sa vie. — Elle s'interrompit, de plus en plus gênée. — Évidemment, mon mari m'a rendue très malheureuse, mais il ne l'a pas fait exprès... Et George veut que nous soyons d'une franchise absolue envers lui... Il dit qu'il voit tout sous un autre jour maintenant, que l'amour n'est plus pour lui le même sentiment qu'avant. Il y a une certaine phrase de Meredith qu'il m'a citée,... je voudrais me la rappeler...

— Bon Dieu ! gémit Campton, en pensant moins à la vanité de tout conseil qu'à la vanité de citer du Meredith à Mrs Talkett. Un instant après, il reprit : — Pardonnez-moi de vous poser la question, mais croyez-vous que mon fils vous aime toujours autant ?

Elle parut réfléchir en toute impartialité.

— Parfois, je crois qu'il m'aime davantage. Au début, c'était une chose passagère ; mais maintenant, puisqu'il veut m'épouser ?... Oh ! je voudrais tant savoir ce qu'il faut faire !

Campton restait pensif.

— Encore une question : Que sait votre mari de tout ceci ?

Elle eut l'air effrayé.

— Oh ! rien, il ne sait rien !

— Et vous ne vous doutez pas de la manière dont il prendrait la chose ?

Elle fronça des sourcils angoissés ; et enfin, à la stupéfaction de Campton, elle sortit ce mot :

— Magnifiquement...

— Vous voulez dire qu'il se montrerait généreux, mais qu'il en souffrirait ?

— Affreusement !

Elle semblait avoir besoin de cette assurance pour remonter dans sa propre estime. Campton se leva, ému de pitié, et lui posa la main sur l'épaule.

— Ma chère enfant, si votre mari tient à vous, renoncez à mon fils.

Elle changea de visage et eut un mouvement de recul.

— Mais vous ne comprenez pas, absolument pas! Ce n'est pas possible, ce n'est pas moral. Vous savez que j'en tiens pour la morale nouvelle. Plus d'hypocrisie... — Elle se tut, puis déclara : — Vous me dites de renoncer à lui parce que vous croyez qu'il est las de moi. Mais il ne l'est pas, je le sais! C'est sa mentalité nouvelle que vous ne comprenez pas. Il n'a plus envie que de choses qui durent. Il lui semble parfois qu'il est emporté par un fleuve débordé et qu'il essaie de s'accrocher à n'importe quoi, tandis qu'il est entraîné dans les flots... Il veut du calme, de la monotonie... Il veut être sûr que les mêmes choses se reproduiront chaque jour. Lorsque nous sortons ensemble, il lui arrive de rester un quart d'heure à regarder la même maison, ou la Seine qui coule sous les ponts. Il est heureux, j'en suis sûre... Seulement, c'est d'une manière que je ne puis comprendre...

— Ah! mon enfant, moi non plus, je ne suis pas sûr de comprendre. Pas assez sûr, du moins, pour vous aider.

Elle le regarda, désolée.

— Alors, vous ne voulez pas lui parler ?

— Pas avant qu'il ne m'en parle lui-même.

— Je vois qu'il vous effraie, tout comme moi!

Elle enfonça son chapeau sur son front soucieux, s'enveloppa dans sa fourrure et jeta de nouveau un coup d'œil au miroir. Puis elle se dirigea vers la porte. Sur le seuil, elle se retourna.

— Vous ne vous rendez donc pas compte, cria-t-elle, que si je renonçais à George, il se ferait immédiatement renvoyer au front ?

Le cœur de Campton eut un sursaut de colère. Pendant une seconde, il eut envie de la battre, de la prendre par les épaules et de la jeter dehors. Au prix d'un grand effort il se maîtrisa, et ouvrit la porte.

— Vous ne comprenez pas, vous ne voulez pas comprendre! lui lança-t-elle du palier.

Elle lui avait demandé de parler à George ; comme il n'avait pas consenti, elle s'était vengée par ce trait empoisonné. Mais pourquoi parler de vengeance ? Elle avait sans doute dit simple-

ment la vérité, dans l'intention de l'éclairer. Si George voulait l'épouser, c'est vraisemblablement qu'il l'aimait, car la nature humaine a beau changer de vocabulaire, ses instincts demeurent. En ce cas, le refus de Madge le ferait souffrir. Qu'y aurait-il d'étonnant à ce qu'il se fît envoyer loin de Paris ?... Loin de Paris, soit; mais pas nécessairement au front. Après d'aussi graves blessures, il n'avait qu'à choisir : on lui trouverait un poste d'état-major; ou bien il pourrait, s'il le préférait, obtenir une mission militaire en Amérique. Mais Campton se rendait compte que George se lasserait bientôt de tout service sédentaire, et tâcherait de retourner aux tranchées. Au lieu qu'à Paris, Madge Talkett pouvait le retenir.

Campton se débattit toute la matinée avec ce problème. Après déjeuner, il mit dans sa poche le sac d'argent de Mrs Talkett et s'en fut au Palais-Royal. Il y trouva Harvey Mayhew, s'entretenant avec Mme Beausite, qui continuait de traîner à travers les bureaux sa beauté inutile. Le peintre crut discerner un léger embarras dans leur accueil.

— Vous voilà, Campton! Vous cherchez notre bon ami Boylston? Il s'est donné congé cet après-midi, m'a dit Mme Beausite; cela lui arrive assez souvent en ce moment... En fait, le bureau a été passablement abandonné ces derniers temps. Cette excellente Miss Anthony est absorbée par ses réfugiés, et ne nous est qu'à demi fidèle. Quant à Boylston, mon Dieu! les jeunes gens, vous savez! C'est un peu monotone pour lui à la longue. A propos, cher ami, continua Mr Mayhew, comme Campton se disposait à partir, je viens d'aller voir Mrs Talkett au sujet de la recette du concert, une jolie somme, à ce qu'il paraît, et elle m'a dit vous avoir remis l'argent. L'avez-vous apporté? Si oui, Mme Beausite le prendrait en dépôt...

Mme Beausite tourna vers le peintre ses grands yeux résignés.

— Mr Campton sait que j'ai de l'ordre. Je mettrai l'argent sous clé jusqu'au retour de son ami.

Campton remercia, mais il n'eut aucune hésitation : — La somme étant assez considérable, il me paraît préférable de la déposer en banque.

Le teint de Mr Mayhew passa d'un rose bienveillant à un rouge courroucé. Un moment, Campton crut qu'il allait dire

quelque sottise. Mais il se borna à incliner sèchement la tête, murmura une phrase confuse sur « l'irrégularité du procédé » et reprit sa place auprès du bureau de Mme Beausite.

Quant à Campton, sa décision était prise : il porterait sur-le-champ l'argent chez Bullard et Brant et profiterait de l'occasion pour voir le banquier. Mr Brant était la seule personne, à laquelle il eût envie de parler de George.

XXXI

Le bureau particulier de Mr Brant était aussi soigneusement rangé que le jour où Campton, y entrant pour la première fois, avait vu le fatal télégramme concernant Benny Upsher traîner sur la table.

Cette fois, le peintre franchissait le seuil avec de tout autres sentiments. Il n'éprouvait que le soulagement de se trouver avec la seule personne qui eût chance de le comprendre.

— C'est au sujet de George... commença-t-il.

— Tiens ! dit vivement Mr Brant, j'allais justement passer chez vous. C'est son anniversaire mardi prochain.

Le père fut légèrement déconcerté. Il n'était pas venu pour parler d'anniversaires et n'avait pas besoin que Mr Brant lui rappelât celui de son fils.

— Nous avions pensé fêter ce jour par une réception intime : un dîner, suivi peut-être d'une petite sauterie, ou tout simplement un bridge... oui, plutôt un bridge, ajouta le banquier, comme s'il tâtait le terrain. Mais, bien entendu, en tenue de ville. Nous espérions que vous consentiriez à venir. Notre seul but est de le distraire, de détourner son esprit de cette malheureuse affaire.

Il était peu probable que Mr Brant eût jamais tenu un aussi long discours, sauf dans un conseil d'administration, et seulement lorsqu'il avait à lire le rapport annuel. Il rougit et regarda fixement, par-dessus l'épaule de Campton, la boiserie blanche où était accroché un faux Reynolds.

Campton réfléchit. C'était bien la rougeur de Mr Brant, mais c'était la voix de Julia. Toutefois, ils ne savaient probablement ni l'un ni l'autre à quel point en était l'affaire de George et de Mrs Talkett.

— George est plus engagé que vous ne pensez, dit-il.

— Comment l'entendez-vous?

— Il a l'intention de l'épouser. Il insiste pour qu'elle demande le divorce.

— Le divorce! — Il tournait et retournait un coupe-papier de jade, dont il essayait d'un air distrait le tranchant sur son ongle. — Est-ce que Julia?... demanda-t-il enfin.

Campton secoua la tête.

— Non. Je voulais d'abord vous parler à vous.

Mr Brant fit son bref salut habituel. Il était visiblement flatté et ce sentiment le stimula, comme le jour où il s'était aperçu que Campton ne lui en voulait plus de sa présence à l'hôpital. Il prit l'air alerte de l'homme d'affaires.

— C'est par George que vous l'avez appris ? demanda-t-il.

— Non, par Mrs Talkett. Elle ne tient pas à divorcer. Elle l'aime à sa manière, mais elle a peur.

— Et il n'en est que plus désireux de l'épouser?

— Plus décidé, en tout cas.

Mr Brant parut saisir la nuance.

— George a une grande force de volonté.

— Oui. Je crois qu'on devrait faire comprendre à sa mère qu'insister trop sur « cette malheureuse affaire » n'est pas le moyen de l'ébranler.

— Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, la chose pourrait rester entre nous pour le moment, proposa Mr Brant.

— Certainement. Ce que je désire, continua Campton, c'est le tirer de là. Ils ne seraient pas heureux, ils ne pourraient pas l'être. Elle ressemble trop... — Il s'interrompit, effrayé de ce qu'il allait dire. — Elle ressemble trop, se reprit-il, à la petite sotte que les garçons de l'âge de George s'imaginent aimer pour la seule raison qu'ils ne peuvent l'avoir.

— Et vous dites qu'elle est venue vous demander conseil ?

— Elle est venue pour que je convainque George de renoncer à l'idée de divorce. Apparemment elle est prête à tout, excepté à ça. C'est une singulière histoire. Elle a l'air de plaindre Talkett malgré tout.

Mr Brant témoigna par une série de hochements de tête attentifs qu'il saisissait toute l'importance de ce fait. Il enfonça ses mains dans ses poches, se laissa aller dans son fauteuil, et posa le bout de ses chaussures luisantes contre la corbeille à papier en treillis doré. Cette attitude sembla transformer le

décor Louis XIV de la pièce en celui d'un bureau moderne de Wall Street.

— Ne se contenterait-il pas de... du reste, si l'on peut dire, puisqu'elle l'offre ?

— Non. Là est la difficulté. Il veut en faire sa femme.

— Ce qu'elle demande, c'est que vous le convainquiez d'accepter... moins ?

— Ma foi ! à peu près.

Mr Brant se redressa, et laissa retomber ses talons sur le parquet.

— Eh bien ! alors, ne le faites pas, dit-il d'un ton bref. Engagez-la au contraire à le laisser espérer, à lui laisser croire qu'elle l'épousera... Vous ne comprenez donc pas ? s'exclama Mr Brant, presque avec impatience, vous ne comprenez donc pas que, si elle le repousse définitivement, il tâchera de retourner au front dès l'expiration de son congé ? Dites cela à Mrs Talkett, insistez auprès d'elle dans ce sens. Décidez-la. Nous, nous ne pouvons pas empêcher George de repartir. Il ne tient déjà plus en place ici, je le sais. Il parle tout le temps de ses hommes. Le moyen de le retenir, c'est cette femme !

Il débita tout cela par phrases sèches et brèves, comme un homme d'affaires qui essaierait d'inculquer à un client dénué de sens pratique les avantages d'un placement. Campton sentit le sang lui monter au visage, moins par colère que par un sentiment de secrète complicité.

— Il n'y a aucune raison au monde pour que George retourne jamais au front, dit-il lentement.

— Aucune. Sa mère a déjà la promesse d'un poste au Ministère. Mais vous verrez, vous verrez ! Nous ne pourrons pas le retenir. Il n'y a que cette femme qui le puisse.

Campton regarda par-dessus la tête du banquier le reflet du faux Reynolds dans la glace : qu'on ait jamais pu acheter très cher cette contrefaçon flagrante, lui paraissait aussi incompréhensible qu'au banquier sa propre stupidité. L'adroite facture du faux tableau l'hypnotisait ; il s'approcha de la toile. Mr Brant le suivit d'un regard satisfait.

— Vous admirez mon Reynolds. Je l'ai payé un prix énorme, mais c'est mon principe : payer cher, et avoir ce qu'il y a de mieux. C'est un meilleur placement.

Campton sentit tout à coup entre Mr Brant et lui toute la dis-

tance qui séparait cette croûte d'un vrai Reynolds. Il prit congé.

— Pensez-y! pensez-y! lui cria Mr Brant, tandis que le peintre traversait la somptueuse enfilade des bureaux, dont des médaillés de guerre lui ouvraient chaque porte.

Ce ne fut qu'à son retour à Montmartre, en enlevant son veston pour endosser ses vieux vêtements d'atelier, que Campton sentit dans sa poche le poids de l'argent du concert qu'il avait complètement oublié. L'heure était trop avancée pour que le peintre retournât à la banque, même s'il en avait eu le courage : il décida de remettre le sac à Boylston avec lequel il devait dîner ce soir-là, en compagnie de Paul Dastrey qui venait d'arriver en permission.

« Pensez-y! » L'adjuration de Mr Brant continuait de retentir aux oreilles de Campton. Comme s'il était nécessaire de lui dire d'y penser ! Il ne voyait que George, et la sécurité de George. Son fils avait acquis le droit d'être libre. Brant était dans le vrai : à tout prix, il fallait l'empêcher de se précipiter à nouveau dans cet enfer.

Que Madge Talkett fût la seule à pouvoir le tenir à l'abri, c'était déjà suffisamment pénible. Il semblait à Campton voir une parodie de sa propre jeunesse. Mais Julia, après tout, n'était qu'une jeune fille sans expérience et encore malléable : un homme moins absorbé dans son art, moins oublieux des détails matériels de la vie quotidienne, aurait pu faire d'elle quelque chose. Tandis que cette petite femme, avec son fatras d'idées fausses, sa vanité, son agitation, son désir non dissimulé de conserver George sans sacrifier sa vie mondaine, continuerait sans doute à vivre dans une éternelle enfance faite de caprices et de toquades.

Heureusement, comme disait Mr Brant, on pouvait se servir d'elle pour le moment, et mieux, sans doute, que si elle avait eu une nature plus élevée. Campton réfléchissait encore à tout cela en partant retrouver Boylston et Dastrey au restaurant. Sous sa porte cochère, il eut la surprise de se heurter à Boylston. Ils échangèrent un rapide regard interrogateur, comme tous les hommes, à cette époque, quand ils se rencontraient inopinément.

— Qu'est-ce qui est arrivé?... Ah! l'argent, vous êtes venu chercher l'argent! s'écria Campton, qui se souvint d'avoir encore chez lui le sac de Mrs Talkett.

— L'argent?.. Vous ne savez donc pas? Louis Dastrey a été tué.

Ils restèrent sous la voûte, incapables de parler ; l'âme assombrie de Campton se débattait de nouveau avec le mystère de la destinée. Chaque jour, il fallait se livrer au même affreux travail de remaniement, se représenter un nouveau vide dans les rangs, faire appel pour le combler aux êtres qui restaient. Et aujourd'hui il s'agissait du meilleur ami de George, l'unique raison de vivre du vieux Dastrey ! Peu de jours auparavant, le jeune homme avait passé par Paris à son retour d'Amérique, rejoignant en hâte son régiment, plein de vie et d'ardeur, frémissant d'enthousiasme, de courage, de gaîté, — exactement le type du jeune Français qu'il fallait au pays pour relever ses ruines et lui donner des fils! Et voilà qu'il était tombé comme George, et, lui, pour ne pas se relever...

Une fois encore la voix intérieure de Campton lui demanda : « Pourrais-tu le supporter? » et de nouveau il répondit : « Moins que jamais... »

Le soir, lorsqu'il rentra, il s'assit à sa table, et avec le secours de plusieurs pipes, écrivit un mot à Mrs Talkett, lui demandant quand elle pourrait le recevoir.

Campton essaya de se remettre à la peinture, de continuer son service quotidien au Palais-Royal. Mais, pour l'instant, rien ne lui réussissait. Il abandonna son étude de Mme Lebel ; il traîna au bureau, oisif, désorienté, avec le sentiment de plus en plus net que là aussi les choses se désagrégeaient.

Son fils et lui ne s'étaient pas vus depuis quelque temps, mais non par la faute de George : le peintre se rendait compte de l'avoir volontairement évité. Il se disait : « Tant qu'il est en sûreté, pourquoi l'ennuyer? » Mais en réalité, il ne se sentait pas en état de voir qui que ce fût.

Enfin, un après-midi, George entra. En voyant son uniforme bleu se détacher sur les tentures fanées de l'atelier, les traits de son jeune visage modelés par la lumière du Nord, le père eut un mouvement d'orgueil. Jamais son fils ne lui avait paru si vivant, si fort.

George lui serra longuement la main.

— Écoute, papa, Madge m'a tout raconté. C'est hier soir seulement qu'elle a pu le faire. Je ne voulais pas te parler d'elle

avant de pouvoir te dire : « Voilà ma femme. » Maintenant, j'ai sa promesse.

— Tu as sa promesse ?

— Grâce à toi. Ta visite l'a décidée. Tu lui as dit des choses si justes ! Tu as été parfait. Pauvre enfant ! Si tu savais le bien que tu lui as fait !

Ils s'étaient assis à la table encombrée. Campton, accoudé, regarda son fils, qui faisait face au jour.

— A toi aussi ?

George sourit, de ce même sourire détaché avec lequel il recevait naguère la petite infirmière qui lui apportait son cacao.

— Bien sûr. A présent, je peux repartir l'esprit tranquille.

Il avait laissé tomber ces mots négligemment.

Campton le considéra avec stupeur. Avait-il bien entendu ? Le bruit d'un camion qui passait gronda à ses oreilles comme le canon du front.

— Tu as dit : *repartir ?*

George ouvrit tout grands ses yeux bleus.

— Naturellement, dès que je serai retapé. Tu ne pensais pas ?...

— Je pensais que tu serais assez raisonnable pour comprendre que ton devoir accompli d'une manière, tu as maintenant à l'accomplir d'une autre.

George sourit.

— Mais s'il n'y a qu'une manière qui soit dans mes moyens ?

— Allons donc ! Tu sais parfaitement qu'on ne pense pas ainsi au Ministère.

— Le Ministère ne fermera pas si je m'en vais.

— Le bel argument ! On dirait... — Campton s'interrompit, la respiration coupée, et ferma un instant les yeux. Il venait de plonger trop longtemps dans ceux de George, et maintenant il comprenait enfin la signification de leur mystérieux regard. C'était celui de Benny Upsher, à n'en pas douter : un regard inaccessible à la raison, appartenant à un autre monde, sans commune mesure avec celui-ci, en quelque sorte au delà des limites de l'univers tangible et calculable...

— Un homme ne peut faire plus que son devoir, et tu l'as fait, grommela-t-il.

Mais George, avec sa douce obstination, reprit :

— Tu penseras autrement quand l'Amérique interviendra... Quand nous en serons, tu ne voudrais pas que je reste là en simple spectateur ? Et puis, il y a mes hommes : il faut que j'aille les rejoindre !

— Mais tu n'as pas le droit de partir maintenant ; tu ne le dois pas ! interrompit violemment son père. Décider cette pauvre fille à briser sa vie, pour l'abandonner, la planter là avec son passé détruit... George, tu ne peux pas !

Ses longs mois de maladie avaient fait perdre à George sa fraîcheur de teint. A cette adjuration, on n'en vit que mieux rougir ses joues encore creuses et son front pâle : le coup avait évidemment porté.

— Tu la tueras,... et ta mère avec ! cria Campton.

— Oh ! ce n'est pas pour demain. Pas avant longtemps peut-être. Mon épaule est encore trop raide. Je me suis mal expliqué, ajouta le jeune homme en hésitant. Il est clair que je dois penser à Madge désormais, ainsi qu'à mère.

Le sang reflua lentement au cœur de Campton.

— C'est une simple question de bon sens. Ton devoir maintenant est de rester éloigné du front, comme ce l'était autrefois, — eh bien ! oui, j'en conviens, — d'y aller. Tu as fait exactement ce que je désirais que tu fisses, jusqu'à présent...

George posa la main sur celle de son père.

— Alors, continue à me faire confiance.

— Je continue... à voir que j'ai raison ! Si je ne peux pas te convaincre, demande à Boylston, demande à Adèle !

George demeurait assis, regardant fixement la table. Pour la première fois depuis Doullens, Campton avait conscience d'atteindre au plus profond de l'esprit de son fils et d'agir sur lui.

— Je me demande si tu l'aimes vraiment ? risqua-t-il soudain.

Cette question ne parut pas blesser George, à peine le surprendre.

— Oui, je l'aime, dit-il simplement. Mais, maintenant, tout est si différent ! Tant d'idées anciennes sont devenues tellement incompréhensibles ! Je voudrais la dégager de tous ces sots préjugés qui l'étouffent !... Mais il est encore trop tôt pour parler de tout cela. Plus tard, tu comprendras. Elle te le fera voir, nous te le ferons voir tous les deux. Pour l'instant, je te

demande de ne rien dire à personne, même pas à mère. Madge trouve qu'il faut attendre. Là-dessus, naturellement, je ne suis pas d'accord avec elle ; mais je dois patienter. Moi, j'ai horreur des dissimulations, des cachotteries ; pour elle, cela fait partie de tous ces préjugés intangibles.

Quand George fut parti, Campton poussa un profond soupir. Oui, son fils resterait à Paris : c'était presque certain, pour l'instant tout au moins. Et l'on continuait de prédire qu'il y aurait au printemps une grande attaque sur tout le front; après cela, ce cauchemar finirait peut-être. Campton se réjouissait d'être allé voir Madge Talkett, et aussi, qu'à la demande de celle-ci, personne ne dût savoir ce qui s'était passé entre eux. En dépit de ce qu'il avait dit à George, il éprouvait un grand soulagement de n'avoir pas à soumettre le cas à Adèle Anthony non plus qu'à Boylston.

Quelques jours plus tard, George acceptait un poste à Paris.

XXXII

Lourdement les semaines passaient.

Le monde continuait de rouler à travers la flamme et la fumée. Cette course furieuse faisait contraste à la lenteur traînante avec laquelle s'écoulaient les heures et les jours pour ceux qui devaient attendre les événements dans l'inaction.

La première fois que Campton rencontra Dastrey après que celui-ci eut perdu son neveu, les deux hommes échangèrent un long serrement de main, puis s'assirent, silencieux. Si de jeunes hommes comme Louis Dastrey devaient continuer à être sacrifiés pour le salut de leur pays, à qui ce salut profiterait-il? Était-ce à des hommes vieillissants, comme Dastrey et Campton, qui ne pouvaient rien que rester assis face à face, avec entre eux les spectres de ceux qui étaient morts ? Était-ce aux tristes adolescents à taille de guêpe, en uniformes de fantaisie, qu'entre deux voyages rapides aux ambulances de l'arrière, on rencontrait dans les bars et les restaurants de Paris?

— Si nous donnons tout ce qui nous est cher à seule fin que ces petits morveux rouvrent leurs dancings sur les ruines, que restera-t-il, grand Dieu ? demanda Campton.

Dastrey demeurait courbé, la tête entre les mains, le regard fixé sur le sol.

— La France, dit-il.

— Que sera la France, si pas un homme ne lui reste?

— Une idée.

Campton se leva péniblement. Une idée : il fallait se raccrocher à cela. Si Dastrey, dans la profondeur de son dénuement, pouvait encore en sentir la puissance et y puiser le courage de vivre, pourquoi n'apportait-elle pas plus de réconfort à Campton? Une idée : voilà ce que la France, depuis qu'elle existait, avait toujours représenté dans l'histoire de la civilisation ; un point lumineux autour duquel pouvaient se rallier toutes les aspirations, tous les efforts vers l'idéal. Aux penseurs, aux artistes, à tous les créateurs, elle avait toujours servi de seconde patrie. Si la France disparaissait, la civilisation occidentale disparaîtrait avec elle ; et alors, tout ce en quoi ils avaient cru, tout ce qui les avait guidés périssait. C'était le sentiment qu'avait éprouvé George, et qui l'avait entraîné de l'Argonne sur l'Aisne. Campton l'éprouvait aussi, mais sourdement, à travers un brouillard. Son fils était sauf, mais les fils d'autres hommes mouraient chaque jour trop nombreux. Pas un point où il pût reposer sa pensée : à certains moments, la vision de George, intact, rayonnant, — le bras enfin dégagé de son écharpe, — se dressait devant lui comme un reproche. C'était absurde, mais il n'y pouvait rien. Chaque fois que le jeune homme entrait, Campton le voyait escorté de la troupe invisible de ses camarades, les fiévreux, les mutilés, les mourants. Les Allemands venaient d'attaquer à Verdun : les détails de la lutte affluaient chaque jour. Pendant les premiers mois de la guerre, personne à l'arrière n'avait connu, sinon par lueurs rapides et fugitives, les souffrances endurées; maintenant, des renseignements à ce sujet étaient quotidiennement répandus d'une main impartiale et froide. Et chaque nuit, quand on étendait ses vieux os dans son lit, on les imaginait, ces autres, les jeunes, se couchant par milliers dans la boue sanglante des tranchées pour ne jamais se relever peut-être.

Même le *Preparedness* de Boylston commençait à agacer Campton. Il essayait de se figurer sa joie le jour où, enfin, l'Amérique entrerait en guerre ; mais il ne réussissait qu'à se représenter son humiliation dans le cas où elle resterait à l'écart. Ce lui fut presque un soulagement d'avoir l'esprit occupé par les dissensions qui éclataient au sein des « Amis de

l'Art français. » Au cours d'une séance orageuse, Harvey Mayhew demanda compte de l'argent produit par le concert de Mrs Talkett. A la fin de la représentation, le trésorier Mr Boylston aurait dû en prendre possession, mais il ne l'avait pas fait. L'argent, passant de main en main, Mrs Talkett avait fini par le remettre elle-même à Mr Campton. Celui-ci, prié de le confier à Mr Mayhew, avait refusé, sous prétexte qu'il l'avait déjà déposé en banque; mais, plusieurs jours après, on sut qu'il le détenait encore. Et Mr Boylston, trésorier et président de la Commission des finances, paraissait trouver tout naturel un procédé aussi irrégulier.

Mr Mayhew prononça son réquisitoire au milieu d'un silence embarrassé. Il semblait à Campton que les protestations allaient immédiatement jaillir. Mais après qu'il se fut excusé d'avoir négligé de déposer l'argent, et que Boylston eut dégagé sa responsabilité avec calme, il y eut un nouveau silence. Alors Mr Mayhew proposa tout à coup de réorganiser l'œuvre. Il trouva des critiques à faire dans chaque service. Lui qui paraissait si rarement au bureau, il apportait maintenant une liste de négligences et de fautes à laquelle les membres actifs vinrent opposer, l'un après l'autre, de faibles démentis. Une personne qui faisait son jeu lui avait évidemment fourni une série d'accusations adroitement falsifiées.

Campton n'y tint plus. Il se leva, et retrouvant soudain la parole, servit à son cousin quelques vérités bien senties qu'il espérait voir ternir un peu le brillant vernis du personnage. Mais Mr Mayhew soutint l'attaque avec urbanité. Il ne lui convenait pas de relever les reproches que lui adressait le plus distingué des membres du Comité, parce que, dit-il, s'il est une circonstance où un grand artiste se trouve en état d'infériorité, c'est quand il essaie de parler affaires avec un homme d'affaires. Lui, Mayhew, n'était que cela, mais il l'était bien. Il ne contestait pas le dévouement de certaines dames du Comité, ni les loyaux efforts de leur sympathique trésorier pour acquérir, en dépit d'occupations multiples, quelque notion des affaires; mais, enfin, Miss Anthony n'avait cessé de partager son temps entre deux œuvres entièrement différentes, et Mr Boylston, comme son éminent défenseur, était avant tout un artiste, plus accoutumé à l'atelier qu'au bureau...

Campton se dressa de nouveau d'un bond. Il sentait que,

s'il restait une minute de plus, il giflerait son cousin. Enfonçant son chapeau sur sa tête, il cria : « Je donne ma démission ! » et sortit de la pièce en trébuchant.

C'était toujours ainsi quand il se trouvait aux prises avec des difficultés pratiques. La conscience de son infériorité, qui le prenait devant des faits incompréhensibles étalés tout d'un coup par des gens à la parole facile, le sentiment de rester court et de voir, impuissant, s'écrouler son univers de rêve dans un chaos de mobiles ignobles, — tout cela lui donnait l'impression qu'il se noyait, et qu'il lui fallait à toute force regagner la surface avant qu'on réussît à le couler.

Une fois rentré, le remords le couvrit d'une sueur froide. Il savait que les accusations de négligence portées contre Adèle, Anthony et Boylston étaient forgées de toutes pièces. Il savait qu'on pouvait y répondre et que c'était à lui de le faire. Des larmes de rage et de honte lui vinrent aux yeux. Mais bientôt il reprit courage en songeant à la finesse de Boylston et à l'énergie de miss Anthony : ils ne se tiendraient pas pour battus; même ils mèneraient assurément le combat mieux que lui. S'efforçant de couvrir ainsi sa retraite, il fit monter Mme Lebel et se replongea dans l'étude qu'il faisait d'elle. Il travaillait dans une sorte de félicité surnaturelle : il lui semblait que *là* était sa réponse victorieuse à toutes les calomnies et les intrigues...

Mais le parti Mayhew avait été victorieux lui aussi. Mr Mayhew avait, paraît-il, laissé entendre que, grâce aux bons offices de Mmes de Dolmetsch et Beausite, Sir Cyril Jorgenstein ferait don d'une somme très importante, si l'on apportait à l'organisation du Comité certains changements; là-dessus, plusieurs membres du Comité avaient retrouvé la parole pour affirmer la nécessité de ne pas laisser perdre un pareil don. Désormais, la voie était libre. On offrit à Adèle Anthony et à Boylston des sinécures qu'ils refusèrent; en moins d'une semaine, ils avaient quitté tous deux le Palais-Royal.

De cet épisode il resta une grande amertume dans l'âme de Campton. Les arguments spécieux de Mr Mayhew, le tour de passe-passe par lequel il avait délogé les vrais travailleurs pour les remplacer par ses créatures, le faisaient penser à ces neutres qui déclaraient maintenant que toute question présente deux faces, que la guerre est toujours cruelle et qu'il y

aurait bien un mot à dire des atrocités russes en Silésie. A mesure que les mois s'écoulaient, un souffle de tiédeur passait sur le monde, amollissant les cœurs, brouillant la netteté des faits, jetant un doute sur la valeur de toutes choses.

Un jour, en traversant les Tuileries, il se souvint du tressaillement de vie qui, un an plus tôt, avait soudain réveillé en lui la sève. Oui, près d'un an s'était écoulé depuis le jour où il avait remarqué que les marronniers fleurissaient, le jour où Mme Lebel lui avait rappelé qu'il devrait acheter des chemises neuves. Aujourd'hui les arbres, bien que sans feuilles, s'embrumaient déjà de bourgeons, et les grands nuages blancs au-dessus d'eux étaient lourds d'averses printanières. Le printemps revenait, le printemps avec ses promesses trompeuses, sa lumière d'or sur les pierres usées et les eaux frissonnantes, le mystère de ses lointains, la précision et l'éclat de ses premiers plans. Malgré lui, Campton sentait passer dans ses veines l'élixir vivifiant. Au même moment, de l'autre côté du jardin désert, il aperçut, par delà un carré de gazon, deux personnes immobiles qui semblaient boire à la même coupe que lui. Il reconnut son fils et Mrs Talkett.

Ils lui tournaient le dos et regardaient un Apollon touché d'un rayon de soleil se détachant sur un fond de verdure. Puis, ils se remirent en route, lentement, serrés l'un contre l'autre. De temps en temps, George désignait à sa compagne la beauté d'une statue ou la patine d'un vase couvert de mousse. A un moment, ils se retournèrent pour emplir leur regard de la perspective montant jusqu'à l'Arc de Triomphe, l'Arc au flanc duquel la Ménade hurlante de Rude continuait d'entraîner ses bataillons vers la mort.

XXXIII

Lorsque Campton eut achevé l'étude au fusain de Mme Lebel, il entreprit son portrait à l'huile. Maintenant qu'il n'avait plus rien à faire au Palais-Royal, la peinture redevenait son seul réconfort. Adèle Anthony était retournée à ses réfugiés; Boylston, pâle et opiniâtre, travaillait à sa « Préparation. » Mais Campton ne trouvait pas le cœur de reprendre son activité charitable : son courage était à bout. Il ne pouvait que s'enfermer pendant de longues heures dans le temple de son art, vide et plein d'échos.

George l'approuvait vigoureusement; autant que Mrs Brant, il insistait sur la nécessité de « travailler comme si de rien n'était. » Mais dans la bouche du jeune homme cette phrase prenait un autre sens : elle s'accordait avec cette perspective nouvelle dans laquelle Campton voyait les choses quand il essayait désormais de les considérer de la même façon que son fils. George n'était ni indifférent ni endurci; on eût dit qu'il se sentait mystérieusement réservé pour quelque autre tâche qu'il attendait avec tranquillité. Même la scission qui s'était produite chez les « Amis de l'Art français » le laissait, malgré son admiration pour Boylston, singulièrement calme. Il paraissait avoir pris la mesure de ces agitations éphémères, et les considérer avec une indulgente pitié qui était pire que la froideur.

— Il a l'impression que tout ce que nous faisons est tellement inutile, dit Campton à Dastrey. Il me fait l'effet d'un jardinier qui regarde des fourmis rebâtir leur monticule et qui sait que monticule et sentier vont disparaître sous la pioche.

— Oui, ils sont tous comme ça, murmura Dastrey.

Mme Lebel montait à l'atelier tous les après-midi. Le fusain n'était qu'une étude de tête; mais pour le portrait à l'huile, Campton l'avait assise dans le fauteuil où elle se mettait toujours, sa lampe fumeuse à côté d'elle, et son ouvrage sur les genoux. Plus que jamais, il voyait, dans ce vieux visage plein d'expérience, une expression typique de sa race et de sa classe : il y lisait ce don bien français de l'opiniâtreté, cette faculté de fournir, comme quelqu'un l'a dit, « encore un effort après qu'on a fait le dernier. » La brave femme n'arrivait pas à comprendre pour quelle raison Campton voulait la peindre; quand il lui dit un jour que c'était pour ses petits-fils, ses yeux se mouillèrent et elle répondit :

— Pour lequel, monsieur? Ils sont tous les deux à Verdun.

Par un après-midi d'automne, l'artiste rentrait en retard à l'atelier où il savait qu'elle l'attendait; il ouvrit la porte et la vit écroulée sur la table, dans l'attitude où il l'avait une fois déjà surprise, le bonnet de travers, les mains crispées sur son ouvrage. George était à genoux auprès d'elle. Il la soutenait de son bras, appuyant sa jeune tête sur le sein de la vieille femme. A terre gisait la lettre, — la lettre fatale, où se trouvait toujours, maintenant, l'explication de scènes pareilles.

Ni George, ni Mme Lebel n'avaient entendu entrer Campton. Il resta immobile à les observer. La figure de George, qui se détachait blonde et fraîche sur le noir fané de la robe, avait une expression de pitié juvénile que Campton ne lui connaissait pas. Mme Lebel se laissait soutenir par lui comme si elle y trouvait un apaisement, un adoucissement à sa peine. Campton se dit en lui-même : « Ces deux êtres sont plus près l'un de l'autre que nous ne le sommes George et moi, parce que tous deux ont vu l'horreur face à face. Il sait les mots qu'il faut lui dire, beaucoup mieux qu'il ne sait nous parler à sa mère et à moi. »

Point n'était besoin, apparemment, de dire grand chose. George restait à genoux en silence. Bientôt il se pencha et mit un baiser sur la joue ridée de la vieille femme. Puis, s'étant mis debout, il vit son père.

— C'est le chasseur alpin, dit-il simplement en ramassant la lettre pour la tendre à Campton, celui de ses petits-fils sur lequel elle comptait le plus.

Mme Lebel aperçut Campton à son tour; elle se rajusta et se leva.

— Je lui avais trouvé une femme, une belle fille bien saine avec une bonne dot. Voilà mon dernier espoir d'avoir des arrière-petits-enfants qui s'en va. Car l'autre aussi sera tué...

Elle essaya machinalement de mettre de l'ordre sur la table, mais ses mains battirent l'air et George dut la reconduire dans sa loge.

Ce jour-là, Campton se dit : « Nous ne le garderons plus bien longtemps à Paris. » Pourtant, les lourdes semaines du printemps et de l'été passaient, la lutte sans issue continuait sur le front, accompagnée de son glas quotidien, et George ne quittait pas son poste. Campton, durant cette période, avait évité les Brant le plus possible. La conversation de Mrs Brant lui était intolérable; son optimisme obtus, maintenant qu'elle avait retrouvé son fils, était encore plus pénible à supporter que le regard fuyant et comme coupable, de Mr Brant. Leur dernier entretien avait laissé entre lui et Campton une ombre de complicité qui ne s'effaçait pas.

Mais, par-dessus tout, Campton redoutait de rencontrer les Talkett : la femme avec ses pommettes fiévreuses et son regard fixe, le mari toujours prêt à dénoncer de sa voix douce et mono-

tone les vertus bourgeoises. Un après-midi, le peintre tomba sur eux, en train de prendre le thé avec George dans le petit appartement de Boylston. Talkett et Boylston avaient repris l'éternelle discussion sur le pacifisme. Pendant ce temps, George, le visage ironique et fermé, restait sans parler, éclatant de temps en temps d'un rire sec. Combien ce George-là était différent de celui que son père avait trouvé, silencieux aussi, à genoux auprès de Mme Lebel!

Il fut donné à Campton, une autre fois encore, d'entrevoir ce George secret. Il était rentré à pied avec son fils, en sortant de la messe qu'on avait dite pour le jeune Lebel. Dans la loge de l'avenue Marigny, ils trouvèrent un soldat qui attendait, — un jeune garçon trapu avec une épaisse chevelure couleur de paille et une honnête figure hâlée de paysan. George se précipita et saisit le jeune homme par les deux épaules en l'appelant par son nom. C'était celui de l'ordonnance qui lui avait sauvé la vie. Campton surprit le regard qu'échangèrent les deux hommes : ce ne fut qu'un éclair. Un instant après, officier et soldat riaient comme deux gamins, et l'ordonnance se laissait amener à Campton pour lui serrer la main. Ce regard fugitif fut une révélation pour Campton : il venait tout droit de ce pays lointain, le pays de Benny Upsher, que le peintre redoutait tant de voir apparaître dans les yeux de son fils.

L'ordonnance revenait d'une visite à ses parents, réfugiés des pays envahis, recueillis dans une colonie de la banlieue. Il avait obtenu l'autorisation de s'arrêter à Paris avant de retourner au front; pendant deux jours de bonheur parfait il fut logé et fêté avenue Marigny. George et Mrs Brant l'emmenèrent au théâtre et au cinéma, et, le dernier jour de sa permission, Adèle Anthony l'invita à goûter avec Campton, Mr Brant et Boylston. En sortant de chez elle, Mr Brant retint Campton sur l'escalier pour lui dire à mi-voix :

— Le nécessaire a été fait pour la famille de ce jeune homme. J'ai prié George de le lui dire; mais seulement quand il partira.

Campton fit un signe d'assentiment. A cause de George, il était content; il ne put cependant réprimer un mouvement de sa vieille jalousie. Brant serait donc toujours le premier à penser aux choses qui pouvaient faire plaisir à George? le seul à avoir le moyen de les réaliser? « Mais il ne peut empêcher

que ce pauvre garçon ne soit tué demain, » pensa Campton avec une froide ironie, tandis que, du taxi, le jeune soldat leur adressait un dernier sourire épanoui.

Peu de jours après, George entra un matin de bonne heure dans l'atelier de son père. Campton prenait son café, en lisant le communiqué. Les nouvelles de Verdun étaient mauvaises; de l'Orient à l'Occident l'atmosphère était assombrie de présages tragiques; mais sur le visage de George brillait la même expression que le jour où il avait accueilli son ordonnance.

— Papa, dit-il, je pars.

Et, s'asseyant à la table, il se versa sans façon du café dans la tasse vide de son père. Il continua :

— Mon bataillon est rappelé. Je m'en vais ce soir. Déjeunons ensemble quelque part, veux-tu?

Son regard était clair, son sourire confiant : il paraissait soulagé d'un grand poids et ressemblait au petit garçon qui, jadis, lisait *Lavengro* assis dans son lit.

— Après dix mois de Paris..., ajouta-t-il en s'étirant avec un grand bâillement.

— Oui... la routine..., balbutia Campton, sans savoir ce qu'il disait. Pourtant, il était content lui aussi. Dans le tréfonds de son cœur, il savait qu'il était content; mais, comme toujours, son émotion l'étreignait à la gorge et l'empêchait de rien dire.

— Je viendrai bien plus souvent en permission maintenant, reprit George avec animation. Tout est tellement mieux organisé, la correspondance et le reste! Tu n'auras plus l'impression que je suis si loin.

Campton continuait à le regarder, sans trouver une parole. Leurs mains se joignirent. Campton dit, ou crut dire : « Je comprends, je comprends déjà..., » bien qu'après, en y pensant, il ne fût même pas sûr d'avoir ouvert la bouche. Ce qu'il voyait, avec une clarté presque aveuglante, c'était à quel point, sans qu'il s'en rendît compte, ses propres sentiments avaient évolué au cours de ces longs mois : maintenant que le coup était porté, son secret penchant le poussait non pas à y résister, mais à l'accepter, puisqu'ainsi il ne ferait, de nouveau, plus qu'un avec son fils.

Il aurait voulu exprimer ce qu'il sentait; mais il en était incapable. Après tout, cela n'avait peut-être pas d'importance: George comprenait; leur serrement de main en donnait à son

père la certitude. Quelques heures plus tard ils déjeunaient ensemble presque gaîment.

Boylston vint les rejoindre, et ils allèrent tous les trois dire au revoir à Adèle Anthony. Pour une fois, Adèle se trouva prise au dépourvu : Campton en éprouva presque un soulagement, car il redoutait d'avance son attitude belliqueuse. La pauvre femme n'avait rien de belliqueux : ses yeux pâles s'attachaient sur George avec une fixité apeurée, tandis que ses lèvres, un peu crispées, répétaient des phrases d'encouragement : « Quel soulagement !... A ta place, je n'aurais pu supporter Paris une minute de plus... les seuls gens optimistes sont ceux du front... » C'était la formule consacrée qui accompagnait tous les soldats quand ils repartaient.

La journée passa. Les heures paraissaient à Campton interminables et rapides à la fois, comme celles qui avaient précédé le premier départ de son fils. George lui avait demandé de venir dans la soirée chez les Brant, où il dînait. Campton acquiesça : pendant le séjour de George à Paris, bien des angles s'étaient adoucis. De plus, il aurait à ce moment fait n'importe quoi pour son fils, — pour son fils enfin retrouvé ! Dans leur serrement de main, ce matin-là, le George d'autrefois lui était réapparu, simple, jeune, tel qu'il était jadis. Le sombre avenir s'éclaira pour Campton d'une grande lueur de fierté.

Avenue Marigny, les Brant et George prenaient le café. La table était ornée d'argenterie et de porcelaines délicates. Pas de fleurs : Julia, toujours correcte, les avait depuis longtemps bannies. Mais il y avait du champagne en l'honneur de George, et les restes d'un menu de choix qu'on desservait.

Mr Brant se leva pour recevoir le peintre. Ses traits nets étaient tirés par l'anxiété et l'effort qu'il faisait pour la dissimuler. Sa femme, au contraire, paraissait très calme. Les adieux furent moins pénibles que Campton ne l'avait craint.

L'automobile de Mr Brant devait conduire George et son père à la gare. En y montant, Campton revit avec un frisson le jour où, avant l'aube, cette même voiture avait stationné devant la porte de l'atelier pour l'emmener à Doullens. Entre son fils et lui, se dressa le petit profil douloureux de Mr Brant.

Pour chasser ce souvenir, il dit :

— Ta mère est étonnamment bien. J'ai été heureux de la voir si peu nerveuse.

George se mit à rire.

— Oui. Madge l'a rencontrée ce matin chez la voyante. Ça leur fait à toutes un bien énorme, ajouta-t-il avec son indulgence universelle.

Campton frissonna de nouveau. Cette compréhension souriante de toutes choses rendait George plus lointain que jamais. « Cela lui donne l'air si vieux, mille fois plus vieux que moi... » Mais il se força à rire en manière d'approbation, et George continua :

— A propos de Madge,... si j'y reste, tu seras très gentil pour elle, n'est-ce pas?

— Mon cher petit!

Il y eut un nouveau silence, puis Campton demanda :

— Où en sont les choses, au juste? Je suis si peu au courant!

George parut hésiter :

— Je sais, je ne t'ai jamais très bien expliqué. J'ai essayé; mais je n'étais pas sûr de te faire comprendre. — Il ajouta tranquillement : — J'ai maintenant la certitude qu'elle ne divorcera pas.

Campton éprouva un grand soulagement.

— Elle croit qu'elle le fera ; mais je vois que l'idée l'effraie encore. Si j'ai continué à me servir de l'argument du divorce, c'est seulement comme prétexte.

Ces mots plongèrent Campton dans une nouvelle perplexité.

— Comme prétexte ? répéta-t-il.

— Tu ne devines pas, mon vieux papa ? Elle en est venue à m'aimer infiniment ; si elle avait été ma maîtresse et qu'après ça j'eusse été tué, que lui serait-il resté ? Je n'avais pas le droit, tu comprends.... Naturellement, si je reviens et qu'elle se décide à rompre avec Talkett, nous nous marierons. Mais, si les choses tournent mal, j'aime mieux la laisser comme elle est, tranquille dans son ornière. Tant de gens ont peine à en sortir, et elle est de ceux-là, la pauvre petite, bien qu'elle soit si convaincue du contraire !

Campton restait glacé et muet, tandis que l'auto les emportait à travers les rues silencieuses. La pensée que, dans quelques minutes, ils seraient à la gare paralysait toutes ses facultés.

— C'est très beau ton idée, balbutia-t-il enfin, très noble...

Mais il sentait toujours passer en lui le même frisson.

Ils arrivaient à la gare. Père et fils descendirent et se dirigèrent vers le train. Campton posa ses deux mains sur les épaules de George.

— Écoute, dit George, il y a encore une chose. Je veux te dire que je sais tout ce que je vous dois, à toi et à Adèle. Vous m'avez les premiers fait sentir un tas de choses que je n'avais jamais senties. Et tu sais, ma place est bien là où je vais : je n'en ai jamais été plus sûr qu'en ce moment.

Ils se serrèrent la main en silence, chacun emplissant son regard du visage de l'autre ; puis la foule les sépara. Fixant, de ses yeux brouillés de larmes, le train qui s'ébranlait, Campton entrevit à une portière le sourire de son fils, le sourire insouciant du petit garçon d'autrefois. Pendant une seconde, le père eut l'illusion que c'était le regard d'adieu du petit George rentrant au collège après les vacances.

En sortant de la gare, il tomba, à sa grande surprise, sur Mr Brant. Le petit homme rougit, pâlit et chercha, selon sa coutume, le secours de son lorgnon.

— Je vous ai suivi dans l'autre voiture, dit-il en détournant les yeux.

Campton fit un effort :

— Vous ne voulez pas que nous rentrions ensemble ?

Mr Brant fit un signe négatif.

— Merci. Il est tard et vous devez avoir envie de rentrer chez vous. Vous me ferez plaisir d'user de ma voiture.

Ils traversèrent la cour jusqu'à l'endroit où stationnaient les voitures de maîtres. Là Campton tendit la main.

— Vous êtes bien aimable, mais j'aime mieux marcher un peu.

Mr Brant inclina la tête ; puis il dit brusquement :

— Ces histoires de voyante, croyez-vous que cela signifie quelque chose ? Vous avez remarqué combien... euh... Julia était calme tout à l'heure : elle m'a prié de vous dire que cette Espagnole chez qui elle va, — elle s'appelle Olida, je crois, — l'a entièrement rassurée. Cette femme affirme que George reviendra bientôt et ne repartira jamais plus pour le front. Ce sont ses propres paroles : *Il ne repartira jamais plus pour le front.* Julia lui a posé toute sorte de questions : elle n'a jamais pu tirer d'elle autre chose. Elle tenait à ce que je vous le dise. Il est certain que... En tout cas, c'est un réconfort pour les mères

XXXIV

Le lendemain, Campton se dit : « Je peux, en m'y mettant tout de suite, fixer ce regard d'adieu sur la toile. » Et il sortit une toile neuve, avant que Mme Lebel apportât son café.

Ainsi qu'il l'avait parfois éprouvé, les émotions violentes de ces dernières vingt-quatre heures s'étaient presque immédiatement clarifiées et transposées en images. Il lui semblait qu'il penserait à George sans tristesse, s'il pouvait se mettre tout de suite à son chevalet pour le peindre.

Le visage naissait sous ses doigts fiévreux, — fiévreux et pourtant si bien assurés ! C'était pour lui un sujet d'étonnement toujours renouvelé de voir, en pareil cas, le feu intérieur dégager une clarté lumineuse qui le guidait. Il voyait, et le seul fait de voir suffisait à isoler George, à le tenir loin de tout danger. Son fils était véritablement là et posait pour lui : le George d'autrefois, qu'il connaissait, qu'il comprenait, lui apparaissait dans son essence, dans sa réalité, face à face.

Il fut interrompu par un coup de sonnette. Mme Lebel, qui venait d'apporter le café, ouvrit la porte et s'effaça devant une silhouette emmitouflée, dont s'exhalait un lourd parfum. Campton, furieux d'être dérangé, se retourna et aperçut Mme Olida. Ses pensées étaient tellement ailleurs qu'il l'aurait à peine reconnue, si elle n'avait murmuré avec l'accent guttural d'autrefois :

— Juanito !

Il était moins encore surpris de son intrusion qu'irrité d'être arraché à son travail.

— Vous n'avez donc pas vu le papier sur la porte « Sorti jusqu'à midi » ? grogna-t-il.

— Justement, dit-elle, c'est comme ça que j'ai su que tu y étais.

— Mais je n'y suis pas ; je travaille, je n'admets pas...

L'opulente poitrine de Mme Olida se souleva :

— Je sais, mon cœur ! Je me rappelle comme tu étais, — le travail, — le travail, — mon travail ! C'était toujours comme ça, même dans les premiers jours. Mais je me jette à tes pieds : Juanito, tu m'y vois ! — Elle esquissa un plongeon de son

vaste corps, qu'elle arrêta à temps en s'appuyant sur la table, et rejeta la tête en arrière d'un air suppliant, de sorte que Campton entrevit l'éclat d'un collier de perles enfoui dans un pli de son cou. Il s'aperçut que ses yeux étaient rouges d'avoir pleuré.

— Qu'est-ce que je peux faire pour toi? Tu es dans la peine? demanda-t-il.

— Et quelle peine, mon cœur, quelle peine! — Elle saisit les mains du peintre dans l'étreinte musculeuse et grasse des siennes. — Il me faut des nouvelles de mon fils, il m'en faut! Ce jeune homme, tu sais bien, tu l'as vu le jour où tu es venu avec ta femme; il a entr'ouvert la porte : beau comme un dieu, n'est-ce pas? C'était mon fils Pepito!

Avec un profond soupir elle commença son histoire. Deux ou trois ans après le départ de Campton, elle avait épousé un coiffeur français des Pyrénées. Il la ramena en France et ils fondèrent à Biarritz un Institut de Beauté qui prospéra. C'était là qu'elle avait mis au monde Pepito. Peu de temps après, hélas! son mari avait déclaré qu'il ne pouvait souffrir la graisse ni dans la cuisine ni chez les femmes (« Après la naissance de mon Pepito, je suis devenue telle que tu me vois ») et il avait filé avec la manucure, en emportant leurs économies. Mme Olida avait eu à lutter pour élever son fils; mais elle avait conservé l'Institut de Beauté et l'avait rendu florissant. Peu de temps avant la guerre, elle avait adjoint la chiromancie à la coiffure et au massage.

— Et mon fils, Juanito, je te demande un peu s'il n'était pas une vivante réclame pour un Institut de Beauté? Il était encore en robe qu'il m'amenait des clientes, et il n'avait pas seize ans que les dames qui venaient chez moi se faisaient des scènes à cause de lui. Ah! il y a des moments où il m'a fait cruellement souffrir... mais, depuis quelque temps, il était plus raisonnable; nous étions redevenus bons amis, amis et associés. A la déclaration de guerre, je suis venue à Paris; je savais que toutes les mères voudraient des nouvelles de leur fils. J'ai gagné beaucoup d'argent ; et j'ai eu des résultats merveilleux. Je pourrais te citer des cas, — des noms que tu connais, — où j'ai tout prédit! Ah! j'ai le don, mon cœur, je l'ai bien!

Elle lui pressa les mains avec un sourire triomphant; puis son visage s'assombrit de nouveau.

— Mais, il y a six mois, mon chéri a été mobilisé et depuis

trois mois je n'ai aucune nouvelle de lui! — Elle sanglotait, et les larmes laissaient des traînées sombres sur sa poudre violacée. — Pas un mot, pas un signe de vie,... à moi, sa mère, qui n'ai pas cessé de trimer pour lui, qui lui ai amassé une fortune!

Elle expliqua qu'ayant entendu dire que Campton était « tout puissant, » connaissait des ministres et des généraux, et de grands financiers comme Jorgenstein (bien plus influents que les ministres et les généraux), elle avait pensé qu'avec son appui, elle pourrait avoir des nouvelles de son fils.

Campton la regarda, stupéfait.

— Mais le don, comme tu dis... ce pouvoir... tu ne peux donc pas t'en servir pour toi-même?

Elle le regarda à son tour, avec une naïveté éplorée :

— Ce que je veux, ce sont de vraies nouvelles de mon fils! Je veux une lettre; je veux voir quelqu'un qui l'ait vu, toucher une main qui l'ait touché! Tu ne comprends donc pas?

— Si, je comprends, répondit le peintre.

Et elle reprit sa litanie désespérée, s'attachant à lui avec des paumes molles comme des tentacules de méduse. A grand renfort de promesses, il parvint enfin à se dégager et à la diriger doucement vers la porte. Sur le seuil, elle se retourna une dernière fois.

— Et ton fils à toi, Juanito, je sais qu'il est reparti au front. Sa mère est venue l'autre jour: elle vient souvent. Je peux te promettre des miracles, si tu veux m'aider... Même si tu ne m'aides pas, je le ferai en souvenir du passé! Je connais des secrets... des secrets magiques qui le protégeront. Il y a un onguent mauresque infaillible contre les balles... La recette vient du roi Salomon... Je peux l'avoir...

Revenu à son chevalet, Campton se tint immobile, en contemplation devant l'esquisse de George. Mais le charme était rompu: le George d'autrefois avait disparu. La guerre l'avait englouti de nouveau dans son affreux tourbillon; une fois encore, il n'était plus que cette énigme obscure, un fils au front...

Au cours des pénibles semaines qui suivirent, Campton apprit un jour que Boylston n'ignorait pas qu'il y eût « quelque chose » entre George et Madge Talkett.

— Ce n'est pas qu'elle en ait jamais parlé, ni qu'elle m'ait

encouragé à rien deviner. Mais elle a un visage transparent, la pauvre petite. J'imagine que tout le monde sait, — sauf peut-être Talkett, — qu'elle est sérieusement prise.

— Et George?

La figure de Boylston prit une expression lointaine et mystérieuse.

— Nous ne pouvons vraiment savoir, n'est-ce pas? ce qu'aucun d'eux ressent. Pas plus que s'ils étaient...

Il s'arrêta court devant le mot, mais Campton eut le courage de l'affronter.

— Que s'ils étaient morts?

— Disons transfigurés; non, trans... quelle est donc l'expression théologique? Une substance nouvelle enfin...

— Ah! vous avez aussi cette impression? s'écria le père.

— Oui. Et pourtant ils ne se rendent pas compte eux-mêmes combien ils sont loin de nous. Du moins, je ne le crois pas.

— Mais George, au début, était indifférent à la guerre, n'est-ce pas? dit Campton.

— Intellectuellement, oui. C'est en voyant pour la première fois des hommes rentrant du front couverts de boue, il avait senti que sa place était là d'où ils venaient. C'est la pensée de leurs hommes qui les ramène tous là-bas. On lit quelque chose dans leurs yeux, je ne sais quoi, *Dulce et decorum*, peut-être...

Mrs Brant continuait à envisager la vie avec sérénité. Elle était retournée plusieurs fois chez Mme Olida et en avait toujours rapporté la même formule rassurante.

Tout donnait à penser que le régiment de George avait été envoyé à Verdun, et comme les nouvelles de Verdun étaient de jour en jour meilleures, Mrs Brant y voyait une éclatante confirmation de la prophétie d'Olida. Il ne lui venait apparemment point à l'esprit, qu'en ce qui concerne les vies humaines, la victoire peut coûter aussi cher que la défaite.

Cependant Campton commençait à redouter que sa femme n'eût vent des craintes de Mme Olida pour son propre fils. Toutes les tentatives pour obtenir des nouvelles de Pepito étaient demeurées vaines. Le peintre reçut une seconde visite de la voyante, au cours de laquelle il la supplia (sans nommer Julia) de prendre garde à ne pas trahir son inquiétude personnelle devant les mères qui venaient lui demander des

consolations. Elle fixa sur lui le regard douloureux de ses yeux de velours.

— Comment peux-tu penser cela de moi, Juanito? L'argent que je gagne est pour mon fils. Cela me donne la force d'inventer un nouveau mensonge tous les matins.

Il prit sa main trompeuse et la baisa.

Le lendemain, il rencontra Mrs Brant qui descendait les Champs-Élysées d'un pas léger. Elle leva sur lui un visage radieux.

— Une lettre de George ce matin! Et figurez-vous qu'Olida me l'avait annoncée. J'y suis retournée hier : elle m'a dit qu'il reviendrait bientôt et qu'à ce moment même elle le voyait m'écrire. Vous conviendrez que c'est extraordinaire! Tant de mères ont besoin d'elle! — Je ne pourrais pas vivre sans elle. Et les messages qu'elle reçoit de son propre fils sont si beaux!...

— De son propre fils?

— Oui : je ne vous ai pas raconté? Il lui dit des choses admirables. Elle m'a avoué, la pauvre femme, qu'avant la guerre, il n'avait pas toujours été gentil pour elle : il lui prenait son argent et se conduisait mal. Mais maintenant, chaque jour, il lui envoie un message mental. Des choses merveilleuses! Elle assure qu'elle n'aurait pas le courage de nous soutenir toutes, si elle n'était pas soutenue ainsi. Et maintenant, ajouta gaîment Julia, je vais commander des gâteaux pour mon thé-bridge. Vous savez que j'ai promis à George de ne pas renoncer à mes thés-bridges.

De temps à autre, Campton reprenait le dernier portrait de son fils. Mais, en dépit des lettres fréquentes de George, en dépit du rapprochement soudain qui s'était produit entre le père et le fils au moment du départ, l'image du George adolescent, du George heureux, insouciant, qui avait tourné en ridicule l'idée d'une guerre et poursuivi ses rêves chimériques d'une humanité meilleure, — cette image s'était évanouie. Parfois il semblait à Campton que les lettres mêmes de son fils augmentaient cette impression d'éloignement. Elles étaient nécessairement plus réservées que les missives expédiées, avant la blessure de George, d'un quartier général imaginaire; mais cela ne suffisait pas à expliquer la différence. En dernière analyse, Campton ne pouvait dire qu'une chose, c'est qu'il n'arrivait jamais à mettre l'image de son fils tout à fait « au point. » Tantôt, — quand il

se rappelait George consolant Mme Lebel, ou faisant accueil à son ordonnance, ou prononçant ces quelques mots décousus à la gare, — le jeune homme lui apparaissait plus proche que jamais, semblait faire partie de sa propre substance; tantôt il reprenait la forme de cet être beau et lointain qui lui était jadis apparu, « la sentinelle ailée » montant la garde devant l'inconnu.

Les semaines ainsi jalonnées par les préoccupations individuelles se déroulaient lourdes de menaces. Enfin, en décembre, arriva la victoire de Verdun. On l'accueillit avec une joie profonde, mais avec calme. Elle était payée trop cher pour qu'on la fêtât, et l'horizon était trop menaçant par ailleurs. Campton avait espéré que le Nouvel An lui ramènerait son fils; mais George ne parlait toujours pas de permission. Pendant ce temps, le visage de Boylston s'arrondissait et s'épanouissait : enfin, l'Amérique sortait de sa torpeur. « Ah! si George était là-bas! » s'écriait souvent Boylston, comme si son ami était à lui seul une armée. Il avait dans le don de persuasion de George une foi presque mystique. Et, peu de temps après, Campton eut la surprise de recevoir une visite qui sembla confirmer cette opinion de la manière la plus imprévue. En entrant un après-midi dans son atelier, il y trouva Roger Talkett.

Le jeune homme, tiré à quatre épingles selon sa coutume, mais pâle d'émotion, saisit la main du peintre.

— Mon cher maître, j'avais besoin de vous voir, de vous voir seul, et tout de suite.

Campton le regarda avec appréhension. Que signifiait ce « seul »? Mrs Talkett aurait-elle perdu la tête et trahi son secret? Ou bien aurait-elle commis quelque imprudence dont le bruit était venu jusqu'à son mari?

— Asseyez-vous, je vous en prie, dit le peintre d'une voix faible.

Mais Talkett resta debout, droit et sévère, et jetant un coup d'œil à son bracelet-montre :

— Mes moments sont comptés, à la lettre; je n'ai que le temps de vous supplier de veiller sur ma femme. Il tira un mouchoir de sa manchette glacée et essuya son lorgnon.

— Votre femme? répéta Campton avec effroi.

— Cher maître, vous n'avez pas deviné? Je suis l'admirable exemple de George... J'ai été converti! Nous autres intellec-

tuels, nous ne pouvons rester à l'écart pendant que les ignorants, les illettrés, meurent pour nous : laissons cette attitude aux Barbares. Notre devoir est de donner l'exemple. Je pars cette nuit pour l'Amérique, pour le camp de Plattsburg.

— Oh!... fit Campton suffoqué, en lui serrant la main.

Le lendemain, Boylston entra comme une bombe dans l'atelier. — Qu'est-ce que je vous disais? L'influence de George, elle réveille tout le monde! Mais Talkett! du diable si je m'y attendais! Et avez-vous vu sa femme? C'est Bellone! Je les ai accompagnés à la gare : leurs adieux ont été déchirants. A cette minute-là, je crois qu'elle avait oublié jusqu'à l'existence de George.

— Dieu merci! s'écria Campton.

— Oui. Ne sentez-vous pas comme nous y sommes tous entraînés? continua Boylston haletant. — Son visage s'illuminait. — Nous sommes rivés à cette guerre, comme dit George, tous tant que nous sommes! Même moi, j'en ai le sentiment, moi qui reste emprisonné ici, loin de l'air libre...

Ses yeux s'emplirent de larmes.

— Nous y viendrons, vous savez; l'Amérique y viendra, et dans quelques semaines, j'en suis sûr! George en avait la même certitude que moi. Et, si la guerre continue, notre armée sera bien forcée de prendre des officiers myopes, n'est-ce pas? comme l'Angleterre et la France l'ont fait dès le début. Ils auront besoin d'hommes; ils auront besoin de nous tous.

— Ils auront besoin de *vous*, mon ami, et ils vous auront, tout entier, quelque besogne que vous fassiez. — Campton sourit; et Boylston, refoulant un sanglot, repartit en coup de vent.

Oui, ils y étaient tous entraînés, entraînés dans le gouffre béant. Campton le sentait aussi nettement que Bolyston; il sentait la vanité, la complète insignifiance de tous les intérêts particuliers devant cette immense ruée vers le sacrifice. Il comprenait que, pour des jeunes gens tels que George et Boylston, rien, — fût-ce les choses qui leur tenaient le plus au cœur, — ne compterait, tant que cette guerre ne serait pas terminée. « Même pour ce pauvre Talkett! » se prit-il à songer.

Cet après-midi-là, singulièrement apaisé, il se remit au portrait de son fils. Il l'avait représenté penché à la portière du wagon, souriant, faisant des signes d'adieu, tandis que sa destinée l'emportait dans les ténèbres. En travaillant, Campton

parvint à ressaisir le rayonnement perdu : il était là sur le front, dans les yeux, il s'étendait, par touches assurées, sous le travail joyeux de la brosse.

Un jour que le tableau s'avançait, la mémoire du père hésita sur un petit détail du visage. Il alla chercher un vieux carton dans lequel il mettait ses études inachevées de George. Il fouilla dans le tas et des George de tout âge lui apparurent : bébé joufflu, collégien criblé de taches de rousseur, puis un adolescent au long visage pensif (le George délicat de Saint-Moritz) ; mais aucun ne lui fournissait ce dont il avait besoin. Fourrageant encore, il finit par tomber sur une page arrachée d'un carnet. C'était l'étude au crayon qu'il avait faite de George la veille de sa mobilisation, pendant que le jeune homme dormait.

Campton jeta le croquis sur la table ; en le considérant, il repassait par toutes les émotions d'où le dessin était sorti. Comme il était ignorant de tout en ce temps-là ! Comme il comprenait mal ! Il était capable maintenant de regarder ce dessin, de se rappeler même les pensées qui le lui avaient fait écarter jadis en frissonnant. Était-ce parce que l'atmosphère s'emplissait d'une espérance grandissante ? Parce que la victoire de Verdun venait témoigner de la force impérissable de la France ? Parce que chez chacun s'affermissait la certitude que l'Amérique s'éveillait ?... Était-ce simplement parce qu'après un trop long et trop dur effort, la nature humaine cherche instinctivement la bouffée d'oxygène moral dont elle a besoin ? Ou bien l'influence de George l'avait-elle véritablement pénétré ? Ce singulier renouveau de confiance dans la vie et dans l'idéal, n'était-ce pas un message de son fils envoyé pour le rassurer ?

Oui, le George d'autrefois était auprès de lui, ce matin-là ; tandis qu'ailleurs, le George d'aujourd'hui dispensait, en ce même moment, la force, la jeunesse et l'espérance à ceux qui l'entouraient. « Je ne pourrais pas faire son portrait, si je n'étais pas arrivé à comprendre, » pensa Campton en revenant à son chevalet. Le petit croquis au crayon lui avait donné exactement l'indication qu'il cherchait, et il reprit sa palette avec un soupir satisfait.

Un coup frappé à la porte le tira du travail qui l'absorbait.

— Qui est là ? cria-t-il sans se retourner. Vous ne pouvez donc pas lire l'écriteau ? *Sorti !*

La porte s'ouvrit et Mr Brant entra.

Il ne parut pas avoir entendu l'apostrophe du peintre. Du seuil, ses yeux se portèrent sur le portrait et y restèrent fixés. Longtemps après, Campton se souvint d'avoir pensé, en suivant ce regard : « Celui-là aussi, il va vouloir l'acheter ! »

Mr Brant humecta ses lèvres sèches. Ses yeux, se détachant lentement du visage de George, se tournèrent vers celui de Campton, avec le même regard absent. Campton se leva précipitamment.

— Ce n'est pas... ce n'est pas ?...

Mr Brant essaya en vain de parler, et cet effort inutile contracta pitoyablement sa bouche.

— Mon fils ? cria Campton, en le saisissant par le bras.

Le petit homme s'effondra sur une chaise.

— Pas mort... pas mort... Il y a de l'espoir..., de l'espoir.

Ces quelques mots lui échappèrent par secousses douloureuses.

Une poussée brusque ouvrit de nouveau la porte et Boylston s'avança radieux. Il brandissait une poignée de journaux.

— L'Amérique ! Vous avez vu ? Ils ont mis Bernstorff à la porte, rompu les relations diplomatiques...

Son visage blêmit. S'arrêtant net, il considéra successivement d'un œil incrédule les deux hommes accablés.

XXXV

De nouveau, Campton était accoudé à la fenêtre d'un hôpital parisien.

En face de lui s'étendaient les grands espaces de la place de la Concorde qu'il avait contemplés du Crillon la veille de la mobilisation. Derrière lui, dans un lit blanc, George dormait, posé de la même façon que la nuit où son père l'avait dessiné du seuil de sa chambre.

Toute la journée, Campton avait eu dans la tête la promesse de la voyante : « Votre fils reviendra bientôt et ne repartira plus jamais pour le front. »

Cette fois, c'était vrai : jamais, non jamais plus, il ne repartirait pour le front ! Ils le garderaient maintenant : voilà la seule chose qui fût certaine. Ils le garderaient, mais comment ? Pendant plus de quinze jours après son retour, les

chirurgiens avaient hésité. Enfin, la jeunesse ayant paru prendre le dessus, on avait fait espérer aux parents qu'après une longue période d'immobilité, le corps fracassé de George se ressouderait lentement et qu'il pourrait marcher, tant bien que mal. Un mois avait passé depuis lors, et Campton osait se remémorer les jours écoulés, si pareils par leurs angoisses à ceux de Doullens, et pourtant si différents par tout ce que l'aide matérielle et l'organisation y avaient apporté.

L'évacuation des dépôts sanitaires sur l'arrière, désormais systématique et rapide, se pratiquait dans tous les cas, sauf les plus graves. Même l'autorisation de faire venir George à Paris, au lieu qu'on l'envoyât dans un hôpital voisin du front, avait été obtenue sur une simple démarche de Mr Brant auprès de l'autorité compétente.

Dès le début, Campton s'était montré hostile à l'idée d'amener George à Paris. Il sentait que, dans un hôpital tranquille de la zone des armées, il aurait son fils tout à lui, et, en tout cas, le voyage eût été plus court. Cette opposition de Campton avait arrêté net les progrès de ses rapports amicaux avec les Brant : aux heures où ceux-ci venaient voir George, il s'arrangeait le plus souvent pour être absent.

George était vivant. Il était là sous les yeux de son père, il vivrait : à présent, cela semblait sûr. Campton avait cru qu'il allait pouvoir penser à l'avenir avec calme. Mais lorsqu'il essayait de se convaincre que c'était vraiment son fils qui était couché près de lui, une sensation d'irréalité l'enveloppait de nouveau. « George... George... George... » Il répétait le nom, indéfiniment, à voix basse, tandis qu'il veillait au chevet de son fils. Mais le nom rendait un son creux et lointain, comme l'appel d'un spectre à un autre spectre.

Quittant la fenêtre, le père revint auprès du lit interroger encore le visage du jeune homme. Mais George avait les yeux fermés; le sommeil le recouvrait d'un voile impénétrable. Le sommeil des hommes ordinaires ne ressemblait pas à celui-là : la lumière de leurs habitudes journalières filtrait à travers leurs visages clos. Mais chez ceux qui étaient descendus dans les derniers cercles de l'abîme, il n'en était pas de même : le sommeil les réaspirait immédiatement, totalement, dans l'inconnu. Par moments, lorsque Campton veillait ainsi près de son fils, il se disait : « S'il était mort, il ne serait pas

plus loin de moi..., » tant George paraissait plongé profondément dans un mystérieux commerce avec l'inconnu.

De temps en temps, Campton cherchait à entrevoir quelque chose de ces ténèbres souterraines; mais, au bout d'un instant, il en revenait l'âme frissonnante, écrasé par la faiblesse de la chair et l'impossibilité de dépasser les limites de ses sensations accoutumées. Plus tard, peut-être, quand George serait guéri et la guerre terminée, le père pourrait pénétrer dans l'esprit de son fils et y trouver un nouveau terrain où communier avec lui; pour le moment, la chose était inconcevable. Il se ressouvint qu'au retour de Doullens, quand Adèle Anthony lui avait demandé : « Qu'est-ce que vous avez éprouvé d'abord? » il avait répondu : « Rien. » Eh bien! il en était de même à présent : toute vibration avait cessé. Les épreuves que son fils avait traversées le séparaient de lui comme un abîme impossible à franchir.

La porte s'entrebâilla doucement et le visage de Boylston apparut, entouré de rayons comme un ostensoir. Campton se glissa dans le couloir, et Boylston lui mit silencieusement un journal dans les mains. Le peintre se pencha, les yeux éblouis par la lumière, tâchant à saisir le sens de la manchette en gros caractères, mais il ne put déchiffrer que ces mots : « L'Amérique..., l'Amérique..., l'Amérique... »

Une infirmière s'approcha d'un pas léger : des larmes coulaient sur ses joues. « Oui, je sais, je sais! » répéta-t-elle rayonnante. Par le vaste escalier, à travers le dédale des longs corridors blancs, s'élevait une rumeur inaccoutumée : assourdie, réprimée, elle renaissait comme le bruit du flot sur la grève. De tous côtés, internes, infirmières, passaient rapidement de chambre en chambre, propageant la nouvelle : « L'Amérique a déclaré la guerre à l'Allemagne! »

Campton et Boylston rentrèrent sans bruit dans la chambre de George. Le blessé ouvrit les yeux et leur sourit : il avait compris.

— Le 6 avril! Rappelez-vous cette date! s'écria joyeusement Boylston en se penchant sur le lit.

George, emprisonné dans sa gouttière, parvint à soulever un peu la tête. Du regard, il rendit à Boylston son rire heureux.

— Vous serez en uniforme dans huit jours! dit-il.

Et Boylston devint cramoisi.

Campton se remit à la fenêtre. Le jour était arrivé! Il était arrivé, et son fils avait vécu pour le voir. Tant des camarades de George étaient descendus dans la mort sans espérance! Encore quelques mois, et de cette même fenêtre, ou bien peut-être de la terrasse des Tuileries, George regarderait les premiers bataillons américains défiler sur cette place de la Concorde où, au début de la guerre, ils avaient vu tous deux les jeunes recrues de la Légion étrangère marcher sous les plis de drapeaux improvisés.

A cette pensée, Campton sentit son cœur serré se détendre. Quelque chose qui, dans cette longue angoisse, avait toujours donné à ses sentiments une sorte d'incertitude et de confusion venait soudain de disparaître, lui laissant la même impression d'animation joyeuse qui riait dans les yeux de Boylston. Enfin ils semblaient tous, atomes errant au hasard, avoir été d'une secousse mis à leur place, introduits dans l'immense et mystérieux dessein qui infléchissait lentement un firmament nouveau sur une terre nouvelle...

Une infirmière parut, apportant un immense bouquet de lilas noué d'un ruban aux couleurs américaines. Campton, en passant les fleurs à son fils, reconnut sur une enveloppe l'écriture verticale de Mrs Talkett. George, toujours silencieux, souriait, les lilas contre son oreiller; de sa main libre, il jouait avec l'enveloppe, mais il ne la décacheta pas.

Au bout d'un certain temps, la porte se rouvrit pour laisser paraître, cette fois, le regard timide de Mr Brant. Il eut un léger mouvement de recul en apercevant Campton; mais Boylston, sautant de sa chaise, passa près du peintre pour lui murmurer :

— Pour aujourd'hui, au moins pour aujourd'hui, je vous en prie!

Campton se dirigea vers la porte et fit signe à Mr Brant d'entrer. Julia Brant était dehors, essoufflée, éplorée, portant autant d'orchidées que Mrs Talkett avait envoyé de lilas. Campton lui tendit la main; elle balbutia d'un air embarrassé :

— Nous n'avons pas pu attendre...

Derrière elle, il vit Adèle Anthony monter rapidement l'escalier.

Groupés autour du lit de George, ils commencèrent à parler bas, puis ils élevèrent malgré eux la voix, s'interrompant

mutuellement par des rires et des larmes. Mr Brant et Boylston débordaient tous deux de nouvelles, et George, bien qu'il écoutât plus qu'il ne parlât, posait de temps à autre une question qui faisait jaillir de nouveaux récits. Soudain, Campton remarqua que le visage du blessé, tout à l'heure trop rouge, pâlissait; mais il continuait à sourire, et son regard, allant de l'un à l'autre, répondait à la joie de chacun. Bientôt Campton, voyant que les autres ne manifestaient aucune intention de partir, se leva et sortit. Il traversa la rue de Rivoli et gagna la terrasse déserte des Tuileries. Là il resta longtemps assis, les yeux fixés sur la vaste étendue miroitante de la place, évoquant, avec sa faculté de créer des images vivantes et précises, la vision future de bataillons khakis défilant en masses innombrables.

Quand il retourna à l'hôpital après dîner, il fut reçu par l'infirmière de nuit. Elle n'était pas, ce soir, tout à fait aussi contente de son malade : n'avait-il pas reçu trop de visites? Oh! bien sûr, elle savait que c'était un grand jour, un jour de réjouissance internationale, par-dessus tout un jour béni pour la France. Mais les médecins avaient dû, dès le début, avertir Mr Campton qu'il fallait à son fils du calme, le plus grand calme. La dernière opération avait fortement éprouvé le cœur. Oui, certainement, Mr Campton pouvait entrer ; le blessé l'avait réclamé. Il n'y avait pas de danger, aucune raison de s'inquiéter. Seulement, la visite devait être courte : il fallait que son fils essayât de dormir.

Campton acquiesça de la tête et entra sans bruit.

George était étendu immobile sous la lampe voilée : ses yeux étaient ouverts, mais ils semblèrent refléter l'image de son père sans changer d'expression, comme des miroirs plutôt que des yeux. La chambre paraissait doublement silencieuse après le joyeux brouhaha de l'après-midi. L'infirmière avait placé les orchidées et les lilas de façon que George pût les voir. Mais était-ce sur les fleurs que se posait si tranquillement son regard? Voyait-il à leur place les visages de celles qui les avaient données? Ou bien était-il reparti pour cette contrée lointaine où nul ne pouvait le suivre ?

Campton reprit son poste habituel auprès du lit.

Le père et le fils se regardèrent et, pendant l'espace d'une seconde, le George d'autrefois apparut dans les prunelles du blessé.

— On a trop bavardé aujourd'hui, grommela Campton.

— Tu crois ? Je n'ai pas remarqué, répondit George en souriant.

Non, il n'avait pas remarqué, il ne remarquait rien. Il était de nouveau à des millions de lieues, emporté vers la place assignée dans le mystérieux dessein du firmament nouveau...

— Fatigué, mon pauvre vieux ? demanda Campton à mi-voix.

— Non, content, dit George d'un ton satisfait.

Son père mit une main sur la sienne et resta silencieux à son chevet, tandis que la nuit printanière, entrant par la fenêtre ouverte, venait les baigner doucement de son souffle. Les rues tranquilles se firent plus tranquilles encore : la paix de leurs cœurs semblait gagner peu à peu la ville endormie. Campton se répétait sans cesse « Il faut que je m'en aille, » et il ne bougeait pas ; l'infirmière ne tarderait sûrement pas à revenir : pourquoi ne pas attendre qu'elle le renvoyât ?

Au bout d'un certain temps, voyant que George avait fermé les yeux, Campton se leva et traversa la chambre pour mettre un journal sur la lampe. Ce mouvement dut éveiller son fils, car il entendit derrière lui le bruit d'un léger effort et un cri étouffé :

— Père !

Campton se retourna et d'une enjambée atteignit le lit. George, livide, était parvenu à se soulever sur un coude.

— Ça ne va pas? cria le père.

— Si. Tout va bien, dit George.

Il retomba sur l'oreiller, refermant les paupières; un court tressaillement agita la main que Campton avait saisie. Et il ne bougea plus.

XXXVI

La prédiction de George s'était réalisée. A son enterrement, trois jours plus tard, Boylston, qui venait d'être attaché à la Mission militaire américaine, était déjà en uniforme.

Par quelle perversion de ses facultés d'attention, Campton remarqua-t-il ce détail, tandis qu'il se tenait, réduit à l'état d'automate insensible, au premier rang, derrière le cercueil couvert du drapeau et entouré de cierges? Pourquoi certaines

choses plutôt que d'autres atteignaient-elles son cerveau engourdi, et particulièrement des choses sans importance, comme le fait que Boylston portât déjà l'uniforme, que le nez sans poudre de Mrs Brant parût violacé sous le dur voile de crêpe, ou que l'aumônier demandât : « O mort, où est donc ta victoire? » du ton maussade d'un maître d'école réprimandant un élève qui a égaré ses cahiers? Campton l'avait éprouvé déjà : quand le chagrin le frappait, il demeurait insensible et muet. C'était seulement longtemps après qu'il commençait à souffrir.

Il se rendit compte de sa souffrance pour la première fois un matin ensoleillé de juillet, assis sur la terrasse des Tuileries. La plus grande partie de son temps, durant les mois qui avaient suivi la mort de George, il l'avait passée à faire dans Paris de longues promenades sans but. Ce jour-là, descendant de très bonne heure des hauteurs de Montmartre, il avait remarqué, sans y prêter autrement attention, qu'à toutes les fenêtres flottaient des drapeaux américains. Il se rappela que ce devait être le 4 juillet. Mais l'idée de la fête nationale américaine lui arriva au travers du même brouillard d'indifférence, comme un souvenir puéril et lointain de pétards tirés en cachette et de doigts brûlés. Il continua sa promenade vers les Tuileries, où il avait pris l'habitude de s'asseoir pendant des heures, à regarder de l'autre côté de la place la fenêtre qui avait été celle de George.

Il fut surpris de trouver la rue de Rivoli emplie d'une foule compacte. Son premier mouvement fut de l'éviter; il rebroussa chemin vers le Louvre. Puis, à un coin de rue, il s'arrêta de nouveau et se retourna vers la place de la Concorde. Dieu sait que ce n'était pas par curiosité, — rien ne pourrait jamais plus exciter sa curiosité, — mais il se rappela soudain le jour, où trois mois auparavant, penché à la fenêtre de George, à l'hôpital, il s'était dit : « Quand nos premiers régiments arriveront, il sera debout à les regarder défiler d'ici, ou bien assis avec moi là-bas sur la terrasse. » Cette pensée le décida à revenir sur ses pas. C'était comme s'il avait senti la main de George s'appuyer sur son bras. Malgré l'heure matinale, il eut quelque peine à se frayer un passage. Tous les sièges sur la terrasse étaient occupés, mais il parvint à se glisser dans un coin près de la balustrade; et là, au milieu du bourdonnement joyeux des voix, il regarda et attendit.

Quelle radieuse matinée d'été! Quelle étrange et grave beauté était répandue sur la place! Campton comprit pour la première fois, — lui qui avait servi la beauté toute sa vie, — combien, à certains moments, elle peut avoir de puissance symbolique. Ces nobles perspectives, ces lointains lumineux, témoins de tant de scènes mémorables, paraissaient n'exister que pour encadrer le spectacle de quelques bataillons khakis passant dans ce décor grandiose comme une mince procession d'insectes.

Campton, vaguement intéressé, regardait autour de lui, observant les visages dans la foule. Jeunes et vieux, infirmes et valides, civils et soldats, tous étaient heureux, confiants, vivants. Vivants! Ce mot prenait maintenant pour lui un sens nouveau, un sens si étrange, si irréel que son esprit ne pouvait s'en détacher et y rêvait toujours. A présent que George était mort, en vertu de quelle force acquise ces milliers d'êtres humains continuaient-ils mécaniquement à vivre?

Le peintre s'aperçut qu'un gamin, penché par-dessus les épaules de ses voisins, essayait de lui glisser un papier dans la main. C'était un mot au crayon, de l'écriture de Mr Brant : « Il va falloir attendre longtemps. Voulez-vous accepter la chaise que j'ai gardée près de la mienne? » Campton, parcourant du regard la terrasse, vit le petit homme assis à l'autre extrémité; il fit de la tête un signe de refus. Puis une impulsion contraire le décida à se lever : de son pas boiteux, il se fraya péniblement un passage à travers la foule et s'inséra à côté de Mr Brant. Les deux hommes se saluèrent, puis ils restèrent assis en silence, les yeux fixés sur la place déserte. Campton remarqua que Mr Brant portait un de ses complets gris habituels, mais avec un brassard de deuil à la manche gauche. La vue de cette petite bande noire l'irrita...

Comme l'avait prédit Mr Brant, l'attente fut longue. Enfin on entendit s'élever au loin une immense rumeur d'acclamation qui, gagnant en profondeur et en ampleur, arriva retentissante, écumante, jusqu'à l'endroit où ils étaient assis. Elle envahissait la place, les Champs-Élysées, les lointains verdoyants : on eût dit que la voix de Paris sortait de toutes ses pierres comme des fontaines jaillissantes. Puis une marche militaire éclata stridente par-dessus le tumulte, et l'on vit paraître les Américains en une ligne étroite au balancement

rythmé, si peu nombreux, si frais, si neufs, — si peu de chose, en comparaison des assemblées immenses qu'avait connues cette place, si grands, impressionnants par tout ce qu'ils représentaient, par tout ce qu'ils annonçaient.

« Comme ils marchent mal ! On n'a même pas eu le temps de les instruire convenablement, » se dit Campton. A cette pensée, il sentit sa gorge se serrer, et son chagrin éclata en lui comme une source bienfaisante.

C'est à partir de ce jour-là qu'il se remit à travailler. Il n'avait pas touché un pinceau depuis la mort de George ; maintenant il sentait que l'inspiration et la puissance lui revenaient. Il prit l'habitude de passer ses journées au milieu des jeunes Américains, officiers et soldats ; il les étudiait, leur parlait, se promenait avec eux et rentrait ensuite précipitamment pour jeter ses impressions sur le papier. Il n'avait pas jusqu'alors ressorti sa dernière étude de George, ni rouvert le carton aux croquis ; si on lui en avait parlé, il aurait probablement répondu que cela ne l'intéressait plus. Toutes ses facultés créatrices étaient absorbées, d'une façon singulière et mystérieuse, par l'effort de fixer l'image de ces jeunes figures dont George avait tant désiré la venue.

Campton voyait assez peu Boylston. Tout le temps du jeune homme était pris par son travail à la mission militaire où manquaient l'expérience et la direction. Il venait cependant de temps en temps, à l'atelier; harassé par un continuel surmenage et de lourdes responsabilités, il avait perdu son expression insatisfaite, et toute sa personne affairée rayonnait d'espérance. Campton était content de l'avoir près de lui.

Un soir d'août, il était arrivé à l'improviste, s'invitant à dîner et à fumer un cigare dans le cadre paisible de la fenêtre d'où l'on dominait Paris. Ils bavardèrent tranquillement dans la nuit tombante jusqu'au moment où le jeune homme se leva en disant qu'il lui fallait partir.

Campton le regarda d'un air pensif.

— Je voudrais faire votre portrait un de ces jours.

— Oh ! s'écria Boylston, le visage écarlate, et il ajouta en riant : — C'est pour mon uniforme, pas pour moi.

— Mais votre uniforme, c'est vous, c'est vous tous, jeune combattants.

Boylston, appuyé au chambranle de la fenêtre, tournait sa

casquette entre ses mains d'un air incertain. — Écoutez, monsieur, maintenant que vous vous êtes remis au travail... Il hésita un instant, puis il débita tout d'un trait : — Sa mère est si désireuse qu'on prenne une décision au sujet du monument!

— Le monument! Quel monument? Je ne veux pas que mon fils ait un monument! éclata Campton, furieux.

— Mrs Brant sera au désespoir. Voilà cinq mois qu'elle attend. Mr Brant et elle reconnaissent naturellement que c'est à vous de décider...

— Je me moque de ce qu'ils reconnaissent! C'est eux qui ont ramené mon fils à Paris. Ils lui ont fait faire le voyage quand il n'était pas en état de le supporter. Ce sont eux qui l'ont tué.

— Admettons que vous ayez raison : pensez combien davantage ils doivent souffrir.

— Eh bien! qu'ils souffrent! C'est mon fils, mon fils, entendez-vous? Ce n'est pas celui de Brant.

— Miss Anthony pense...

— Ce n'est pas son fils à elle non plus, que je sache!

Boylston parut hésiter.

— C'est justement à cause de cela. Vous seul l'avez eu tout entier. Chaque heure de sa vie vous a appartenu. Mais ces deux autres, Mr Brant et Miss Anthony, n'ont jamais rien eu de lui qu'un reflet. Alors ils attachent plus d'importance à ce qui peut rappeler son souvenir. Je m'explique mal...

Campton lui tendit la main.

— Mieux vaut ne rien expliquer du tout, dit-il. Bonsoir.

Et du seuil, il cria d'une voix sarcastique au jeune homme qui descendait l'escalier :

— Et qui donc le paiera ce monument? Voilà ce que je voudrais bien savoir!

Un monument! Ils voulaient un monument! Ils voulaient que lui Campton en décidât, qu'il en dessinât les plans peut-être... Seigneur Dieu, tout était possible! Évidemment, ils trouvaient que rien n'était plus simple, comme tout ce qui se fait à coup d'argent... Alors que lui, il n'avait pas encore trouvé le courage de retourner ce portrait inachevé de George, ni même d'ouvrir le vieux carton de croquis... Souffrir, souffrir! Est-ce qu'ils savaient seulement, les uns ou les autres, ce que c'était que souffrir? Reprendre d'anciennes photogra-

phies, compulser des études, discuter avec un sculpteur indifférent la forme des paupières du jeune homme, l'attache de son cou, la façon dont étaient plantés ses cheveux, le geste de ses mains, mais c'était le tirer de la tombe où il reposait enfin dans ce paisible cimetière de Neuilly, c'était le rejeter de nouveau dans l'inquiétude et la fièvre, dans le grondement insensé du canon qui continuait encore sans relâche!

Et puis, comme il l'avait dit à Boylston, qui paierait leur monument? Même s'il avait eu le sentiment qu'en l'exécutant il se rapprocherait de son fils, et non qu'il élèverait entre eux une barrière de marbre, — même si ce projet l'avait tenté, il n'avait pas un sou à dépenser pour une pareille folie. D'abord, il ne voulait plus jamais peindre pour de l'argent; il ne peindrait plus rien que ces jeunes visages américains, maigres et graves, ou bien ronds et puérils au-dessus de leur col raide d'uniforme; et, ces portraits une fois terminés, il les enfermerait pour les regarder quand il lui plairait. Ce qu'il avait gagné au cours des dernières années, il le consacrerait en partie aux jeunes soldats, à leurs bibliothèques, à leurs cercles, à tout ce qui pourrait leur procurer un repos et un bien-être momentanés pendant les durs mois à venir; le reste irait aux protégés des « Amis de l'art français, » privés de secours depuis le changement de direction. Derrière ces raisons plus ou moins valables, il y en avait une autre : la vieille crainte instinctive de dépenser son argent. Elle avait reparu, sans qu'il sût comment, peut-être par une vague opposition aux prodigalités des Brant : leurs hôpitaux, leurs autos, leurs dons, leurs orchidées, maintenant leur monument, — *leur* monument!

Campton chercha à se distraire de ses pensées auprès de ses jeunes compatriotes; il passait des heures chaque jour dans les Cercles de soldats et de marins nouvellement fondés. Adèle Anthony y avait déjà trouvé un poste. Elle avait vieilli de vingt ans depuis la mort de George; mais elle se donnait à son travail avec le même dévouement. Par ses façons cordiales et cérémonieuses à la fois, par la drôlerie de son vocabulaire, par son art de répondre aux questions les plus déconcertantes sur Paris et la France (y compris Montmartre), elle éclipsait sans peine, auprès des soldats, les jeunes filles attendries qui faisaient vibrer chez ces exilés le souvenir de leur ville natale.

Les soldats paraissaient rendre à Campton son amitié.

On eût dit qu'ils devinaient combien l'artiste avait besoin d'eux. Il discernait dans leur attitude quelque chose de protecteur : il n'était à leurs yeux qu'un être anonyme, « le vieux monsieur » qui se montrait gentil pour eux, mais cela ne le froissait pas. Il lui suffisait de rester assis à les écouter, de leur rendre le plus de services possible, et, entre temps, de prendre des croquis hâtifs de leurs visages, — leurs visages si profondément émouvants. Tantôt, en causant avec eux, Campton avait l'impression d'être avec le petit George, dans sa *nursery*, au milieu des soldats de plomb ; tantôt de causer avec de jeunes archanges dans un ciel vide et frais; mais toujours il retrouvait cette sensation d'être parmi les siens qu'il n'avait jamais éprouvée depuis la mort de son fils.

A mesure que les semaines s'écoulaient, les premiers de ses nouveaux amis, officiers ou soldats, se dispersaient dans les camps d'instruction, et d'autres figures succédaient à celles qu'il avait essayé de fixer sur ses toiles : une longue file de Bennys Upshers, de Georges enfants, de Boylstons collégiens. Campton voyait s'en aller chacun d'eux avec un nouveau serrement de cœur, sachant que tout déplacement les rapprochait du front, du front inexorable et dévorant. Ils partaient toujours avec joie, ce qui ne faisait qu'augmenter sa peine. De temps en temps, il s'attachait plus particulièrement à l'un d'eux, à cause d'un regard, d'une tournure d'esprit qui lui rappelaient George, et, alors, la séparation devenait une véritable souffrance.

Un jour, à l'atelier, un sous-lieutenant vint lui faire ses adieux. Il avait été des premières recrues de Plattsburg, et il comptait faire partie du premier contingent d'officiers envoyé au front. Très jeune, le teint frais, ses cheveux blonds se dressaient en crête hardie.

— Nous sommes si peu nombreux et il y a si peu de temps à perdre qu'ils ne peuvent pas se montrer trop difficiles, dit-il en riant.

C'était tout à fait le genre de choses que George aurait pu dire, et ce rire sonna comme le sien. En l'entendant, Campton soudain fondit en larmes; son visiteur le regarda d'un air consterné et compatissant.

— Oh ! je vous en prie, monsieur, je vous en prie...

Il serra la main du peintre et s'échappa aussi vite que la politesse le lui permit.

Campton, resté seul, se remit à son chevalet. Il reprit une toile sur laquelle il avait ébauché un groupe de soldats jouant aux cartes dans leur Cercle; mais après avoir posé quelques touches de couleurs, il jeta sa brosse et laissa tomber sa tête dans ses mains, vieillard solitaire et las. Il avait trouvé la force de sourire au départ de son fils, et maintenant il ne pouvait prendre congé d'un de ces garçons sans pleurer ! Une solitude comme la sienne enlevait à un homme toute énergie.

Un coup de sonnette retentit. Il ne bougea pas. On sonna de nouveau. La porte s'ouvrit timidement, et Mrs Talkett entra. Il ne l'avait pas revue depuis l'enterrement de George, où il croyait l'avoir reconnue dans une petite silhouette voilée de noir qui défilait rapidement au milieu des indifférents.

Elle commença sans préambule selon sa coutume :

— Je suis venue vous dire adieu. Je pars pour l'Amérique.

Il la regarda distraitement, entendant à peine ce qu'elle disait.

— Oui, rejoindre mon mari.

Il continuait de la considérer en silence. Elle fronça le sourcil avec cet air de perplexité et de tristesse qui lui était particulier.

— Il est à Plattsburg, vous savez... Que voulez-vous que je fasse maintenant, ici ou ailleurs? Alors je m'embarque demain; je compte m'installer dans une maison près de lui. Il n'est pas bien et m'écrit que je lui manque. Cette vie de camp lui convient si peu !...

Campton écoutait toujours sans grande attention.

— Vous faites bien de partir, dit-il enfin, pensant que c'était ce qu'elle attendait de lui.

— Vous croyez? — Elle eut un demi-sourire. — Qu'est-ce qui est bien? Qu'est-ce qui est mal? Je ne sais plus. J'essaie simplement de faire ce que George eût désiré. — Elle restait hésitante en face de Campton. — Tout ce que je sais, s'écria-t-elle d'une voix soudain brisée, c'est que jamais, de toute ma vie, je n'ai été assez heureuse pour être aussi malheureuse! Et elle se jeta sur le divan en sanglotant désespérément.

Après qu'il l'eut réconfortée de son mieux et qu'elle fut partie, Campton continua d'arpenter l'atelier; il se sentait affreusement seul. Le cri qu'elle avait poussé résonnait encore à ses oreilles : « Jamais, de toute ma vie, je n'ai été assez heu-

reuse pour être aussi malheureuse ! » Il le rapprocha tout à coup d'une phrase de Boylston à laquelle il n'avait prêté aucune attention : « Vous avez eu votre fils tout entier. Les autres n'ont jamais rien eu. »

C'était vrai, Campton le comprenait à présent. C'était vrai pour cette pauvre Madge Talkett, comme pour Adèle Anthony et Mr Brant, et même dans une certaine mesure, pour Julia. Aucun d'eux, — pas même la mère de George, — n'avait rien eu, dans le sens intime, inexprimable, où Campton avait eu son fils. Maintenant, à l'heure où lui-même était dépossédé, il comprenait à quel point leur misère avait été plus profonde que la sienne. Il se souvint du regard effrayé et embarrassé du jeune lieutenant qu'il avait déconcerté par ses larmes, et se dit : « Notre seul réconfort, c'est de pouvoir être utile aux autres. Voilà sans doute pourquoi Brant essaie tout le temps. »

Et Julia? Pourquoi pensait-il à elle avec une pitié toute particulière? Ce n'était pas parce que l'enfant était né de sa chair. Campton ne la voyait plus, comme il l'avait fait dans un mouvement de pitié fugitive, en jeune mère penchant sur son bébé un visage illuminé. Il la voyait comme une vieille femme au cœur vide et se demandait comment le chagrin remplirait le néant de sa vie.

Les gens comme Julia, que faisaient-ils de leur chagrin? Comment pouvaient-ils se lever chaque jour avec son amertume sur les lèvres? Dans une souffrance comme celle-là, il semble que la terre est emportée vers l'abîme, que le temps s'écroule, que les espaces infinis s'ouvrent béants pour vous engloutir... Cette épouvante des premières heures, Campton s'y était fait, il en tirait même une joie étrange, mais Julia ne connaîtrait jamais de tels apaisements.

Sa religion? Oui, elle y trouverait, sans doute, un certain secours ; elle en trouverait dans la conversation du pasteur ; elle consacrerait plus de temps à ses œuvres pieuses, à ses soldats, s'imaginant acquitter ainsi une sorte d'impôt sur sa douleur. Mais les soirées à la maison, en tête à tête avec Brant! Depuis longtemps Campton avait discerné que le seul lien qui unissait ces deux êtres, c'était leur commune tendresse pour George. Et si Julia découvrait, — ce qui arriverait fatalement, — que l'affection de Brant pour son fils était plus profonde que la sienne, elle sentirait grandir son isolement. Alors, petit

à petit, inconsciemment, par pur instinct de conservation, elle s'efforcerait de remplir le vide de son existence par les occupations d'autrefois, les bridges, les visites, les conciliabules secrets chez la couturière au sujet de la largeur du crêpe à mettre sur ses robes. Et pendant ce temps, sans s'en apercevoir, elle aurait perdu toute raison de vivre.

Il plaignait aussi Mr Brant. Peut-être, en un sens, était-ce lui qui souffrait le plus. Car les espaces infinis n'étaient pas précisément le séjour naturel de Mr Brant... et pourtant, de là-haut, des voix l'appelleraient et il les entendrait sans comprendre.

A certains moments, Campton, regardant autour de lui, s'étonnait de ce qu'il possédait encore. Tantôt George était là dans les couchers de soleil, dans les éclats de voix des jeunes gens, dans une plaisanterie banale dont père et fils se seraient ensemble amusés; tantôt il était anéanti totalement, perdu sans retour; tantôt enfin, la seule chose capable de stimuler le morne effort de vivre eût été de le voir pousser la porte de l'atelier, entrer, se verser du café et répandre dans l'air, avec la chaude sensation de sa présence physique, l'odeur fraîche de ses vêtements, de ses cheveux, de sa peau. Mais, à travers ces impressions diverses, Campton sentait passer la puissance régénératrice d'une réalité comprise et consentie. George avait été, George était encore; aussi longtemps que durerait la conscience de son père, George en ferait partie au même titre que les plus intimes, les plus actuelles de ses données immédiates. Il n'avait rien laissé perdre de George, et voici qu'il récoltait les fruits de son amour, les fruits merveilleux.

Pareil état d'esprit n'était pas constant chez Campton. Mais de plus en plus souvent, quand il se produisait, il l'emportait comme sur des ailes d'aigle, par delà le prochain désert jusqu'à l'oasis prochaine. Et ainsi, peu à peu, entre les jours dénués de sens, un lien s'établissait, intelligible.

Boylston, après la conversation qui avait tellement agité Campton, cessa pendant plusieurs jours ses visites à l'atelier. Lorsqu'il reparut, le peintre, prenant à peine le temps de lui dire bonjour, commença brusquement, comme s'ils s'étaient quittés la veille :

— A propos, le monument dont vous parliez l'autre jour... — Boylston le regarda avec surprise. — S'ils veulent que je le fasse, je le ferai.

La phrase lâchée, il se dirigea vers la fenêtre. Il ne savait pas qu'il allait dire cela, ni la peine qu'il aurait à le dire ; et il resta un moment, immobile, luttant contre cette irritabilité instinctive et rebelle qui contrariait si souvent ses bons mouvements. Enfin il se retourna, les mains dans les poches, faisant tinter ses clés comme la première fois que Boylston était venu lui demander son concours.

— De la façon dont j'envisage la chose, poursuivit-il d'une voix rauque et saccadée, ça coûtera certainement beaucoup d'argent. De tels travaux reviennent très cher maintenant, surtout en marbre. C'est déjà difficile de trouver quelqu'un pour les exécuter. Et les prix ont presque triplé.

Les yeux de Boylston s'emplirent de larmes; il fit un signe de tête sans parler.

— D'ailleurs, ça fera plaisir à Brant, n'est-ce pas ? continua Campton avec une intonation d'ironie qu'il ne put réprimer.

Il vit Boylston détourner les yeux. Lui-même sentit le rouge lui monter au visage et il s'arrêta honteux : il venait tout à coup de revoir Mr Brant s'effaçant au pied de l'escalier à l'hôpital de Doullens, Mr Brant tirant de sa poche la copie de la lettre de l'ordonnance dans le cloître enveloppé de brouillard, Mr Brant cédant toujours, se tenant toujours au second plan, et pensant, malgré tout, à faire ou à dire l'unique chose que l'âme déchirée du père pourrait supporter.

« Et il n'a rien eu, rien, rien ! » songea Campton.

Il se retourna vers Boylston, les lèvres tremblantes.

— Dites-leur, dites à Brant que je ferai la maquette du monument et que c'est lui qui le paiera. Il y tiendra, je le comprends. Mais pour l'amour de Dieu, empêchez-le de venir me remercier... du moins pas tout de suite !

Boylston inclina de nouveau la tête et se dirigea vers la porte en silence. Quand il fut parti, le peintre s'approcha de sa grande table. Ayant toujours eu le goût de modeler, il conservait habituellement des mottes de terre glaise à portée de sa main. Il tira de son vieux carton tous les croquis de son fils, les étala devant lui sur la table et commença.

EDITH WHARTON.

LETTRES INÉDITES

DE

LAMENNAIS A SAINT-VICTOR

I. — LAMENNAIS ET J.-B. DE SAINT-VICTOR

Il se fait depuis quelques années autour de « l'âme errante » de Lamennais, comme l'a qualifiée Renan, un apaisement où il n'est pas excessif de trouver une réparation, sinon même une réhabilitation. Le temps a travaillé pour lui. Ses doctrines sociales, qui avaient scandalisé l'Église il y a près d'un siècle, ont trouvé leur expression la plus haute et la plus libérale dans l'encyclique de Léon XIII sur la *Condition des ouvriers*, tandis que l'avènement de la démocratie dans le monde entier a réalisé sa prophétie politique la plus constante.

Mais il y a plus d'un Lamennais. Aucune vie ne fut plus agitée, plus passionnée et plus diverse que la sienne et le « croyant, » au verbe éloquent et enflammé, consacra ses « paroles, » toujours ardentes, aux théories les plus contradictoires. Ainsi il est à tous par quelque côté sans être exclusivement à personne. Son talent fait sa durée, mais sa sincérité désintéressée fait sa force. Quoi qu'on pense de ses opinions et des actes qu'elles lui inspirèrent, on ne peut pas se défendre d'un grand respect pour sa personne : il ne fut jamais heureux, et il n'eut jamais d'autre souci que celui de la vérité. Ainsi, tandis que son œuvre a péri par tant de côtés, son caractère grandit devant la postérité et aucune voix impartiale ne lui refuse son hommage. C'est du clergé, séculier ou régulier, ou

d'écrivains catholiques que lui sont venus, depuis le livre de Spuller, ses meilleurs biographes et il faut reconnaître que le Père Laveille et le Père Roussel, l'abbé Boutard et l'abbé Duine, M. Christian Maréchal et M. Pierre Harispe, pour ne parler que des derniers, ont consacré à sa vie des ouvrages sincères, où domine le ton de la plus profonde sympathie.

Le Père Laveille, en publiant les lettres à Benoît d'Azy, qui s'étendent sur une période de dix-huit ans, de 1818 à 1836, écrivait que Lamennais avait désiré laisser après lui, comme unique apologie, le recueil complet des pages intimes où il s'était peint à différentes époques de son existence tourmentée. Je ne pense pas autrement. La défense de Lamennais est dans sa correspondance : là il se donne tout entier. Qu'il écrive à son frère, à Blaize, à Vitrolles, à Montalembert, à Mme Cottu, à Dessolière ou à Benoît d'Azy, il livre son âme à nu, comme dans une confession. Seules ses lettres permettent de le connaître; sans elles, sa vie offre le spectacle d'une sorte de désordre intellectuel et d'une énigme impénétrable; avec elles, elle affirme, sous tant de contradictions passionnées, l'unité d'une conscience indépendante, anxieuse du bien et irréprochable.

Aucune lettre de Lamennais n'est indifférente, puisqu'il s'est peint dans toutes avec la même franchise loyale et presque farouche. A plus forte raison, une correspondance longue et suivie peut-elle être un document de premier ordre. Il s'en faut que toutes les archives aient livré leurs secrets. Tant que tout n'aura pas été donné, la biographie de Lamennais sera incomplète. Afin de hâter l'heure où un portrait définitif et nécessaire (1) rassemblera les traits dispersés de cette physionomie si attachante et si complexe, je crois devoir publier dans leurs parties intéressantes celles des lettres qui me sont parvenues de Lamennais à Saint-Victor. Elles vont de 1820 à 1824. Ce sont quatre années d'une intimité presque fraternelle, où l'auteur de *l'Essai sur l'Indifférence* s'abandonne sur tout, sur tous et sur lui-même aux confidences les plus expansives, dont aucun embarras ne gêne le ton et n'atténue la liberté.

(1) « On demande, on attend, on guette le biographe définitif de Lamennais. » (Henri Bremond.)

***

Saint-Victor (Jacques, Benjamin, Maximilien, Bins de) était plus âgé que Lamennais de dix ans. Il était né à Saint-Domingue le 14 janvier 1772. Orphelin de son père dès son bas âge, il fut ramené en France par sa mère et élevé à La Flèche. Sous l'influence des traditions de sa famille, il était catholique et royaliste. Son éducation fut étendue et soignée. Il avait le goût des lettres et du théâtre, de la poésie et de l'histoire, qui se retrouve dans son fils Paul, l'auteur d'*Hommes et Dieux* et des *Deux Masques*. A l'âge de 28 ans, il publia son premier opéra-comique *l'Habit du Chevalier de Gramont*, suivi d'*Amour et Galanterie*, et Méhul mit en musique son *Uthal*, imité d'Ossian. L'un des premiers, il pressentit la gloire d'André Chénier, et Anacréon trouva en lui un traducteur, dont Sainte-Beuve disait plus tard que l'Académie lui eût été ouverte s'il avait persévéré dans cette voie. Mais la politique le détourna de la littérature.

J.-B. de Saint-Victor conspira contre l'Empire. Condamné et emprisonné, il se réfugia pendant quelque temps, à la sortie de prison, dans la critique littéraire, au *Journal des Débats*.

Ses campagnes l'avaient désigné à la gratitude du gouvernement de la Restauration, mais il en refusa les offres. Son royalisme intransigeant n'acceptait pas les concessions que la monarchie des Bourbons avait dû faire aux temps nouveaux. Pour lui, la Révolution ne comptait pas : elle avait rompu une chaîne, dont il fallait simplement ressouder les anneaux. Il n'était pas, comme catholique, moins irréductible que comme royaliste. Dans sa doctrine, tout se tient et il tenait à tout avec une foi égale. *Le Conservateur* traduisait, en partie, son idéal. Lamennais y collaborait en 1818, dès sa fondation, avec Genoude, qui devait jouer entre eux un rôle important. Est-ce là qu'ils se rencontrèrent? C'est probable, mais leurs opinions devaient inévitablement les rapprocher. En janvier 1820, ils étaient intimes. Avec Lamennais, la confiance ou la méfiance allaient vite. A peine connaît-il Benoît d'Azy, plus jeune il est vrai que lui de quatorze ans, qu'il le tutoie. J'ai dit que Saint-Victor était son aîné. La première des lettres de Lamennais est datée du 24 janvier 1820. Il aime Saint-Victor « du fond du cœur : » il l'appelle son « très bon et très cher ami. » A ce moment une collaboration s'édifie sur cette amitié.

Saint-Victor avait entrepris de publier, à l'usage des *Dames chrétiennes*, une bibliothèque de livres catholiques, faite de recueils anciens, souvent mis au point, et d'ouvrages nouveaux. Il demanda son concours à Lamennais, dont le premier volume de l'*Essai sur l'Indifférence* avait établi avec éclat la réputation. Lamennais se mit à l'œuvre avec une ardeur qui, pendant trois ans, au milieu de tant d'autres travaux, ne se lassa pas. Il se fit compilateur et traducteur. Sa prodigieuse érudition le servait et la *Bibliothèque des Dames chrétiennes* profita des études qu'il avait accumulées pour ses autres écrits. Cette collaboration resserra son intimité avec Saint-Victor, dont il prit la famille en affection, et chez lequel il accepta, à plusieurs reprises, l'hospitalité. Mais il se produisit en 1823 un événement nouveau qui fut, dès l'année suivante, l'occasion d'une rupture définitive.

Saint-Victor avait créé, avec de Rainneville, une *Librairie classique élémentaire*. Il fit appel au crédit de Lamennais, qui lui apporta sa garantie par une lettre adressée à la banque Cor le 17 octobre 1823. Quand il fallut, moins d'un an après, liquider l'affaire, Lamennais, peu compétent en matière d'argent, se trouva engagé fort au delà de ce qu'il avait prévu. Ce fut un effondrement, où il laissa, avec la plus grande partie de ce qu'il possédait, son amitié pour Saint-Victor, que leur action commune au *Drapeau blanc* avait encore rendue plus étroite. M. A. Blaize a publié une note documentée sur cette douloureuse affaire (1). Elle suffit. Je me risque d'autant moins à y ajouter que mon dossier s'arrête au 10 avril 1824 : c'est la dernière lettre de Lamennais à Saint-Victor que je possède, mais ce n'est certainement pas la dernière qu'il lui ait écrite. Au mois de juillet 1824, une recommandation faite par Lamennais à son frère Jean montre qu'ils étaient encore en relations. Sept mois après, la rupture était accomplie. « Je te renvoie la note de M. de Saint-Victor avec ma réponse. Je ne conçois absolument rien aux prétentions de cet homme. Les arbitres décideront » (18 février 1825). Entre le « bien cher ami » que Lamennais « embrassait tendrement » le 10 avril 1824 et « cet homme » qu'il rejetait avec un mépris significatif le 18 février suivant, la différence était grande. Comment

(1) *Œuvres inédites de Lamennais*, II, pages 129-133.

s'était faite la rupture? Il est probable qu'il y avait eu une période de transition, au cours de laquelle les nœuds de cette relation fraternelle s'étaient peu à peu déliés. Mais les lettres manquent. Quoi qu'elles soient devenues, il n'y a pas trop lieu d'en regretter l'absence. Elles liquidaient en effet une question d'affaires et elles ne présentaient pas l'intérêt, soit de portée générale, soit de psychologie personnelle, qui me paraît faire le prix des autres lettres de Lamennais.

Je tiens à dire pourtant qu'une étude complète des embarras d'argent de Lamennais ne serait pas indifférente à la connaissance approfondie de son caractère et à l'explication de certaines de ses attitudes. Il n'y avait pas d'homme plus dévoué, plus serviable, plus désintéressé que lui. Mais la vie de l'esprit exige la satisfaction des besoins de la vie matérielle et la certitude que ces besoins seront satisfaits. Les difficultés financières de Lamennais venaient en très grande partie de sa générosité trop crédule. Ses éditeurs l'exploitaient. Les traités qu'il avait signés lui créaient toute sorte d'ennuis, contre lesquels il se débattait avec l'impuissance d'un homme peu apte à les comprendre et mal disposé à les subir. Comment son humeur, méfiante et irascible par nature, ne s'en serait-elle pas ressentie?

Son affaire avec Saint-Victor lui prit un temps qui nuisit à ses travaux]: il s'en plaignait à Benoît d'Azy en mai 1826, et, trois mois plus tard, il paraissait découragé par « les inquiétudes, les soucis et les embarras extrêmes » que lui laissait un règlement difficile. Ce règlement n'intervint qu'en octobre 1827 sous la forme d'un arbitrage où Berryer, dont Lamennais avait reçu la visite à la Chenaie en juillet 1824, représentait ses intérêts. Cet arbitrage fut désastreux. Berryer avait fait des sacrifices pour en finir avec cette affaire. Il n'en fut rien. Non seulement Lamennais, détourné de ses travaux, dut refaire des ouvrages dont la propriété avait été abandonnée à Saint-Victor, mais imagine-t-on que, en 1833, au milieu des événements qui avaient abouti à la condamnation de *l'Avenir* par l'encyclique *Mirari vos*, il luttait encore contre les conséquences pécuniaires de la garantie qu'il avait accordée en 1824 à Saint-Victor? « Mon droit m'effraie, écrivait-il à l'occasion d'un procès inachevé. Si j'avais le bonheur d'avoir quelque bonne petite iniquité de mon côté, alors je compterais

sur la justice telle que j'ai appris à la connaître depuis dix ans. » Il y a des passages des *Paroles d'un croyant* qui sont le terrible écho de cette ironie désabusée et amère !

*
* *

Des relations qui unirent, pendant une longue période d'intimité confiante et féconde, Lamennais et Saint-Victor, il est resté une traduction, assez bizarrement contestée, de l'*Imitation* et une correspondance, jusqu'ici inédite : la correspondance confirme la paternité de la traduction.

Aucun des livres que Lamennais avait fournis à la *Bibliothèque des Dames chrétiennes* n'a survécu, ni la *Journée du chrétien*, ni le *Guide du Premier âge*. Il n'en est pas de même de la traduction de l'*Imitation*, parue en 1824. « Le succès fut immense. Le sublime inconnu du XIVe siècle avait enfin trouvé un traducteur de génie. Tous les recueils littéraires du temps rivalisèrent d'éloges. » (Laveille.) Ce succès s'est continué : la traduction de Lamennais, augmentée des *Réflexions* admirables qu'il y ajouta dans l'édition de 1828, est la meilleure que l'on ait faite du livre unique. Qu'elle soit de lui, ses lettres le prouvent, celles qu'il écrivait à Benoît d'Azy et, avec une précision plus décisive encore, celles que je publie. Le chanoine Auber a émis des doutes, qu'il a appuyés sur une conversation, mal comprise, de Lamennais. Les lettres à Saint-Victor n'en laissent rien subsister : elles nous tiennent au courant de la marche du travail et de sa durée. Il est désormais impossible d'enlever à Lamennais l'un de ses titres de gloire les plus durables.

Quant au reste, les lettres écrites par Lamennais à Saint-Victor se suffisent à elles-mêmes : à peine y ajouterai-je de loin en loin une note brève pour fixer le souvenir d'un personnage ou d'un événement oubliés. Royaliste intransigeant, Lamennais ne ménage à la royauté restaurée ni la dureté de ses critiques, ni la sévérité terrifiante de ses prophéties. Aucun historien libéral, ou même républicain, n'a parlé du *système* politique de la Restauration avec cette indignation véhémente, qui dénonce partout l'ambition, la cupidité et la vénalité. J'accorde sans peine que Lamennais exagère et que M. de Villèle, pour prendre sa victime la plus qualifiée, n'est pas un grand criminel. Ne se rendait-il pas compte lui-même de ses

exagérations? La solitude dans laquelle il vivait à la Chenaie, loin des événements et des hommes, excitait sa sensibilité et troublait en lui la juste mesure et le sens exact des proportions. Son imagination travaillait et, comme il le disait, il voyait « gros. »

Il s'est trompé souvent, mais, s'il n'est pas infaillible, il est toujours désintéressé et convaincu. Il ne pense jamais à lui pour tirer d'un événement un profit ou un honneur. Il défend la religion contre les périls qui la menacent ou contre les compromis qui la rabaissent. Sa piété ombrageuse et farouche méprise les concessions. Tel il est dans ces lettres de 1820 à 1824, tel il sera toujours : sensible et passionné, autoritaire et pessimiste, mais loyal, honnête et sincère. Son âme n'a pas de replis. Quand il se donne, il se donne tout entier, et, quand il renonce, soit à un régime, soit à une idée, soit à un homme, c'est tout entier qu'il se reprend. D'ailleurs, sous cette âpreté d'un esprit inquiet, il y a un cœur tendre, inquiet aussi, mais avide de justice et d'amitié. Rien n'est touchant comme la sollicitude dont Lamennais, âgé de quarante ans et déjà si célèbre, entoure, auprès de Saint-Victor, la gloire naissante du jeune Hugo, qu'il protège. Si je ne me trompe pas sur la portée de ces lettres révélatrices, elles feront mieux comprendre et mieux aimer son « âme errante. »

LOUIS BARTHOU.

II. — LETTRES A J.-B. DE SAINT-VICTOR

A la Chenaie, le 24 janvier 1820.

Voici, mon cher ami, non pas *de petits vers*, mais une petite préface, que je vous propose de faire figurer au commencement de l'*Eucologe;* à moins que vous ne jugiez qu'elle y ferait une trop triste figure. Je vous ai envoyé dernièrement la préface pour l'*Introduction à la vie dévote*, et une prière qui pourra, je crois, trouver sa place dans la *Journée du chrétien*. Mon frère désire qu'on fasse ou qu'on refasse pour ce volume les prières suivantes: *Pour demander à Dieu la victoire sur ses passions; — la grâce de la pureté; — la conservation de la foi en France; — la conversion d'une personne chère; — la patience dans les afflictions; — Pour demander la foi; — Pour offrir ses actions à Dieu; — Pour le choix d'un état de vie; — Pour un moribond; — Prière à saint Louis de Gonzague; — Amende honorable au Saint-Sacrement; — Amende honorable au Sacré-Cœur. — Consécration à la Sainte Vierge* (outre celle des Congrégations qu'il faudra mettre en français et en latin.)

Je me chargerai volontiers d'une bonne partie de tout cela, si cela vous arrange.

Il serait à souhaiter qu'on trouvât dans l'*Eucologe* les différences entre le romain et le parisien. Pour ne pas trop grossir les volumes, on pourrait mettre en latin seulement les hymnes du romain.

Je ne reçois point de lettres de M. Genoude. Je lui ai envoyé un article et une lettre pour *le Conservateur*. Il serait important que je susse au moins s'il les a reçus. Je ne lui demande qu'un mot, oui ou non.

Nous avons donc encore changé de *chefs*. C'est maintenant Laîné et Villèle, ou Villèle et Laîné, comme ou voudra. Le *Journal des Débats* l'assure; ainsi point de doute (1). Quoi qu'il en soit, nous approchons de ce ministère *royaliste* que j'attendais, et que nous aurons certainement si une crise prochaine ne vient pas déranger la marche *régulière* des choses. Il faut que toute leçon soit donnée, et celle-là nous manque. Au reste, je m'occupe bien peu de politique. A quoi revient-il de s'en tracasser? Tout ce

(1) M. Decazes, président du Conseil, avait, en effet, tenté un accord avec M. de Villèle, mais la combinaison n'aboutit pas.

qu'on apprend n'apprend rien de nouveau. *Conturbatae sunt gentes, et inclinata sunt regna.* Voilà le *fond des choses.* Le reste est de forme. Ce n'est pas pour la forme, mais bien du fond du cœur que je vous aime, mon très bon et très cher ami.

février 1820.

Vous cherchez de nouveaux collaborateurs. Je vais vous indiquer quelqu'un dont vous pourriez peut-être tirer parti pour des traductions. Mais où pensez-vous qu'il soit? Hélas! à Bicêtre. La misère l'a forcé de se retirer là. Il mourait de faim à la lettre. C'est un vieillard de mon pays, bon gentilhomme, et qui ne manquait pas d'une sorte de talent. Il a fait prose et vers; il a écrit pour les journaux; et ce serait une bien bonne œuvre que de lui procurer le moyen de gagner quelque chose. Je vous envoie une lettre que je viens de recevoir de lui. Vous pourriez, ce me semble, l'essayer. En tout cas, je le recommande à ceux de vos amis qui, par leur position, pourraient lui être utiles. Quand vous aurez occasion de voir le vicomte de M..., dites-lui, s'il vous plaît, que je suis reconnaissant de ce qu'il a fait pour ce pauvre homme.

Enfin donc ce n'est pas un crime aux yeux de Mgr de Trajanopolis d'avoir engagé les chrétiens à lire l'*Imitation de Jésus-Christ.* Cela est heureux. C'est à peine si j'attendais cet excès de condescendance...

Les petites fautes d'impression dans la préface ne signifient rien. En vous en parlant, je ressemblais au président Renault, avec son O, dont Marmontel fait, dans ses *Mémoires*, un récit si plaisant.

Ce que je vous ai dit de vos *Réflexions*, je le pense; comptez sur ma franchise, je ne saurais en demander moins, après vous avoir donné des preuves de sévérité. J'en sollicite autant de vous à mon égard...

Je ne saurais trop vous remercier de la peine que vous prenez pour mes *Mélanges*, et cela au milieu de tant de travaux.

Vos réflexions sur la politique sont frappantes de vérité. Il faut que tout ce qu'il y a d'humain soit détruit. Nous ne nous sauverons qu'en passant comme à travers le feu : *quasi per ignem*, dit saint Paul.

M. Genoude me demande un article pour ses petits prophètes, et pour les *Méditations* de M. de la Martine; M. de

Senfft m'en demande un autre; M. de Maistre en attend probablement un aussi sur son dernier ouvrage, qu'il m'a envoyé ; et tout le monde me dit : « Finissez donc votre deuxième volume ; » et l'on m'écrit de toutes parts, et il faut que je réponde, et j'ai la fièvre tous les jours, et je passe une partie des nuits ! Voilà ma vie, mon très cher, telle que les hommes peuvent la voir; mais mes plus grandes douleurs sont au-dedans, et Dieu seul les connaît. Demandez-lui pour moi la grâce de les supporter dans un véritable esprit d'abandon et de sacrifice. *Tristis est anima mea usque ad mortem.* Je comprends ce mot.

Il y a dans Louis de Blois un traité sous ce titre *Institutio spiritualis* (1). C'est tout ce qu'il y a de plus élevé dans la vie spirituelle ; ce traité me plaît. Peut-être y trouve-t-on un peu moins d'onction que dans le *Guide spirituel*, mais c'est plus pour tout le monde. Si vous pensiez que cela pût entrer convenablement dans la collection, je le traduirais pour me délasser. Avec quelques prières qui y font suite, l'ouvrage serait d'un tiers ou d'un quart plus étendu que le *Guide spirituel*. Répondez-moi là-dessus. Il me faudrait cinq ou six mois pour finir ce travail.

Adieu, cher ami ; il est bien tard, et je n'en puis plus. Mais je trouverai toujours des forces pour vous dire combien je vous aime, combien je vous suis dévoué, à vous et à votre si bonne et si aimable famille. Mille respects, je vous prie, à Mme de Saint-Victor. Veuillez embrasser à mon intention la charmante petite Alix. J'espère que cela ne vous coûtera pas trop. Adieu, adieu. Bientôt nous dirons : à l'Éternité. Heureux moment !

A la Chenaie, le 4 février 1820.

Pour aller plus vite et pour ne rien oublier, je vais répondre, mon bien cher ami, à votre si bonne lettre du 30, à mesure que je la relis. Si je n'avais pas mon deuxième volume (qui, par parenthèse, avance peu et mal, ne pouvant pas y travailler de suite), je ferais de mon mieux pour vous soulager

(1) Lamennais et son frère Jean avaient traduit et publié en 1809 ce *Guide spirituel*, dont Feli disait dans la préface : « Nous ne connaissons aucun autre ouvrage, sans excepter même l'*Imitation de J.-C.*, si supérieure à d'autres égards, qui réunisse au même degré la douceur, la tendresse, la vivacité du sentiment, et la naïveté de l'expression. »

Louis de Blois, moine bénédictin, vivait au seizième siècle.

davantage. Mon cœur serait tout entier à ce travail. Celui que vous avez achevé en si peu de temps sera digne de vous et de sainte Thérèse; elle vous aura sans doute obtenu des grâces pour cela; car je vous dirai que je sais, par ma propre expérience, qu'on ne saurait écrire seulement deux lignes pour le Bon Dieu s'il ne vient aider notre impuissance. A lui donc la gloire. J'ai bien envie de voir votre traduction. J'ai faim de tout ce que vous écrivez. L'ouvrage est parfaitement choisi, et je ne vois rien à ajouter au volume qui le contiendra.

Journée du chrétien. Je viens de relire les *Jours* de Fénelon. Je n'y ai pas remarqué un mot dont le théologien le plus scrupuleux pût s'alarmer. Quand ce ne serait que pour la nouveauté, vous avez raison, je crois, de les substituer à ceux du P. Bouhours. D'ailleurs ce nom de Fénelon a quelque chose qui sonne agréablement aux oreilles des gens de ce siècle, et ce n'est pas, certes, toujours à tort. On pourrait faire usage enfin de ses *Prières du matin et du soir.* Les Litanies me semblent fort belles.

Les prières dont je vous ai envoyé la liste me paraissent devoir être placées à la fin du volume. Je ferai les suivantes pour le 20 de ce mois. *Pour demander à Dieu la victoire de ses passions, — la grâce de la pureté, — la foi, — la conversion d'une personne chère, — la patience dans les afflictions.*

Quant à la prière pour un moribond, il y en a une de saint Jérôme dans le *Paradisus animæ christianæ*, p. 665, de l'édit. in-8, *Cologne*, *1732*. Il faudra seulement y ajouter une courte invocation à la Sainte Vierge et aux Saints Anges. Je tâcherai de faire une préface, pour la même époque du 20. Ce n'est pas trop la peine de changer celle de l'*Eucologe*, puisque vous la trouvez passable (1).

Vos idées sur le plan général sont très bonnes et très justes. Le choix de l'*Apologétique* est excellent. Je crois l'abbé Le T... (2) capable de la bien traduire; ce ne sera pas chose facile, car c'est un terrible homme que cet Africain. Il me

(1) Outre une consécration plus longue à la Sainte Vierge, il est nécessaire qu'on trouve dans la *Journée du Chrétien* celle des Congréganistes en latin et en français. La voilà en latin, pour que vous n'ayez pas la peine de la chercher. (Note de Lamennais.)

(2) L'abbé Le Tourneur.

paraît essentiel de s'attacher à ne lui rien ôter de son énergie; ce qui arriverait, si on recherchait trop notre élégance moderne.

Il faut que M. Genoude n'ait jamais jeté les yeux sur le livre de saint Augustin, *De doctrina christiana*, qu'il vous a proposé de traduire. C'est une espèce d'introduction à l'étude de l'Écriture Sainte, divisée en quatre livres.

Je ne connais, dans saint Augustin, que la *Cité de Dieu* qui pût faire suite à l'*Apologétique;* non pas traduite en entier, à beaucoup près, mais analysée rapidement, et en intercalant les plus beaux morceaux dans cette analyse. Mais ce serait un travail très difficile. Pourquoi ne pas puiser plutôt dans les anciens apologistes de la religion, Athénagore et les autres? Il y a de fort belles choses. Fabricius en a donné un recueil; c'est le plus complet. On le trouverait à la Bibliothèque du Roi.

Quant aux traités modernes qu'on pourrait y joindre, je me bornerais, je crois, aux Sermons de Massillon sur la Résurrection de Jésus-Christ, et sur l'incrédulité (je ne me rappelle pas exactement le titre de ce dernier), et à des morceaux choisis de Bossuet : on en trouverait dans ses sermons, dans ses oraisons funèbres, et, ici et là, dans ses autres ouvrages. Je pense en ce moment au discours du P. Guenard sur l'*esprit philosophique*. Il me semble qu'on pourrait l'employer. Relisez-le.

Mon frère n'estime pas beaucoup, en somme, l'*Introduction à la vie dévote*. Après en avoir relu quelque chose, je suis assez de son avis. Le mieux serait peut-être de supprimer tout à fait cet ouvrage, qui ne convient presque à personne. Il n'en manquera pas d'autres de même genre pour le remplacer. Vous avez toute raison pour ma préface, à cela près que vous faites *le Sermon trop beau*. Gardez-le, je vous prie; en changeant et en retranchant, peut-être pourrais-je plus tard en tirer quelque chose pour mes *Mélanges*.

Je ne puis guère vous indiquer rien de bien particulier pour les prières de la *Journée du chrétien*. Il y en a de très belles partout, dans Bossuet en assez grand nombre, dans saint Augustin, saint Anselme (parcourez celles-ci), saint Bernard, et tous les auteurs ascétiques. Le seul embarras est de chercher, mais les tables aident beaucoup. Je me trompe, le plus grand embarras est celui du choix.

Je reviens à notre plan. Il y a, sous le nom de saint Augustin,

deux recueils de Soliloques; aucun n'est de lui. Sur tous les sujets que vous indiquez, il y a des choses admirables dans les Pères. On les trouverait en deux heures, à l'aide des tables.

A la Chenaie, 9 février 1820.

Voilà, mon très cher ami, une préface et trois prières. Je me hâte de vous les envoyer, parce que je crains bien que tout cela ne puisse vous servir, et il faut que vous ayez le temps de suppléer à ce que je n'ai pu mieux faire. Coupez, tranchez, supprimez, ne me ménagez point, traitez-moi comme le P. Bouhours. Je ne regretterai que le temps que vous aurez perdu en comptant sur moi. Afin de tenir ma parole autant que je pourrai, je vais m'occuper des deux autres prières. Vous en ferez, comme de celles-ci, ce qui vous plaira. Je reconnais tous les jours à combien peu de chose je suis propre, si tant est que je suis propre à quelque chose...

Vous avez lu sans doute notre 71e livraison, et vous avez vu comment *los liberales*, aussi *fidèles* que les autres sujets, ont *malheureusement* levé l'étendard de la rébellion (1); et comment le Roi des Espagnes aurait peut-être bien fait de se *constitutionner* conformément à l'esprit du siècle, etc. etc. Il n'y a pas jusqu'à Frenilly qui ne se jette dans ce système. Je crois en deviner la raison; mais il ne serait pas charitable de la dire. Nous touchons à la dernière expérience, un ministère *royaliste*. Après cela, la crise, et après, la vie ou la mort! Oh! qu'il fait bon être loin de tout cela! Jamais, à aucune époque, même de notre Révolution, la déraison humaine n'atteignit un si haut degré; on la croirait presque montée sur les épaules de l'orgueil. On se tromperait certainement; celui-ci garde encore la première place. Il faut qu'il soit bien puissant, puisque la sottise même ne peut le détrôner.

Adieu, cher ami, je n'ai que le temps de fermer ce paquet. Je veux pourtant vous dire encore auparavant combien je vous aime.

(1) Le roi d'Espagne, Ferdinand VII, avait voulu étouffer les mouvements d'indépendance qui agitaient le Mexique et l'Amérique du Sud. Mais un corps d'armée se souleva à Cadix au nom des principes libéraux. Cette révolte fut le point de départ de graves événements où la politique française se trouva engagée jusqu'à la guerre.

A la Chenaie, 20 février 1820.

Quelle catastrophe (1), mon cher ami, et où en sommes-nous? Cet avertissement de Dieu, cette leçon terrible sera-t-elle perdue comme les autres? Hélas! oui; malheureusement on n'en saurait douter. On fera des phrases, on criera, et, sauf peut-être quelques lois d'exception, dont l'existence sera bien courte, et le changement de quelques hommes, on marchera comme auparavant et par le même chemin vers la crise finale, la dernière révolution. *Digitus Dei est hic.* Il faut baisser la tête et se soumettre à une force plus haute que la nôtre et à une raison supérieure dont nous ne connaissons pas les pensées. *Ita, Pater, quoniam sic fuit placitum ante te* (2).

Il y a huit jours que je suis sur mon lit. Je me suis levé un moment aujourd'hui, et j'en profite pour vous écrire, car mon cœur me presse de vous dire combien je suis touché des marques d'amitié que je reçois de vous et de notre bon abbé Le T... Je n'accepte cependant pas encore votre proposition; mais je ne la rejette pas non plus absolument. On ne peut guère prendre de parti dans les circonstances actuelles. Qu'allons-nous devenir? Serait-il sage de faire un nouvel établissement (3)? Celui-ci est tout fait, et me coûte beaucoup. La belle saison s'approche, et j'en attends un peu de force et de santé. A tout prendre, j'aurai encore plus de loisir ici que là. Il est vrai que je pourrais voir ce petit nombre de vrais amis dont vous me parlez, et c'est certainement un grand point; mais dois-je sacrifier à ce plaisir ce qui, dans ma position, ressemble beaucoup à un devoir, l'avantage de travailler un peu plus peut-être? Tout cela demande d'être mûri. Réfléchissez-y de votre côté, et nous tâcherons plus tard de faire ce qui paraîtra le plus dans l'ordre de Dieu.

Je n'ai que des approbations à donner à tout ce que vous avez réglé pour la *Journée du chrétien*; cela me semble excellent, parfait. Il y a quinze jours que, parcourant les œuvres de sainte Thérèse, je tombai comme vous sur les courts avertissements qu'elle donnait à ses religieuses; j'eus un moment l'envie

(1) L'assassinat du duc de Berry.

(2) Cette citation de Matth. XI, 26 était à cette époque très familière à Lamennais : on la trouve dans plusieurs de ses lettres.

(3) Il s'agissait de la fondation d'un journal.

de les traduire. Je suis ravi que ce soit chose faite, et faite par vous. J'ai grande impatience de lire votre *Chemin de la perfection*. Si cela pouvait me donner envie d'y marcher! Ce serait une nouvelle et immense obligation que je vous aurais. Il se peut qu'il n'y ait rien de bon dans ce que je vous ai envoyé; changez, retranchez, supprimez sans aucun scrupule :

Thésée à tes rigueurs connaîtra tes bontés.

Je crois le livre *de Catechizandis rudibus* susceptible d'entrer dans la collection. Il y a des choses charmantes dans le 16e chapitre, et l'ouvrage renferme une sorte d'abrégé de la doctrine chrétienne. Quant à ce qu'on pourrait joindre à l'*Institutio spiritualis* de Louis de Blois, je ne vois guère rien de mieux que les lettres de saint Jérôme indiquées par Feletz dans son article. On y pourrait ajouter la lettre du même Père *Ad Heliodorum*, qui est fort belle d'un bout à l'autre, sauf peut-être un peu de déclamation en quelques endroits.

Je ferai l'article sur M. de Maistre, et je le ferai en présence de Dieu, sans m'inquiéter de ce que pourront dire ou penser les hommes d'aujourd'hui qui ne seront pas les hommes de demain, car le temps les emporte, et plus vite qu'ils ne pensent, avec leurs *maximes* qui ont fait et font encore tant de mal. Le moment est venu de dire la vérité, de la dire tout entière. Ce n'est pas trop de tout son éclat pour dissiper les ténèbres qui s'accumulent autour de nous.

Adieu, cher et bien cher ami; je suis obligé de me remettre au lit; mais partout où je suis, mon cœur est avec vous.

A la Chenaie, le 25 février.

Cette lettre est pour vous seul, mon cher ami. J'ai reçu celle que M. G... (1) avait dit devoir m'écrire. Elle est, d'un bout à l'autre, toute vide de sens. Je ne saurais pas, sans vous, de quoi il s'agit. Avec les meilleures qualités du monde et beaucoup de talent, l'esprit de ce pauvre garçon manque d'une certaine assiette, d'une certaine netteté, et même d'une certaine justesse, qu'apparemment on n'acquiert pas, mais que par malheur rien ne supplée.

J'ai beaucoup pensé ces deux derniers jours au projet que

(1) M. Genoude.

vous me communiquez, et j'ai hésité longtemps avant de prendre une détermination. Je conçois la force de vos motifs; ils me frappent comme vous. Mais voici le revers de la médaille. Quels que soient nos efforts, nous n'arrêterons pas le mouvement qui emporte tout. Nul ne peut soutenir un Gouvernement qui s'abandonne lui-même; nul ne peut le sauver quand il veut se perdre. Le sort de notre pauvre France est arrêté là-haut. A qui voulez-vous appeler de ce jugement? Tous les délais sont écoulés, la sentence est irrévocable, l'ange exécuteur est déjà parti. Je vous entends; sauvons au moins les doctrines, direz-vous. Eh! mon ami, est-ce par un journal que nous les sauverons? Je crois, pour moi, que c'est l'erreur qui sauvera la vérité, et le crime qui sauvera la justice, si la justice et la vérité doivent être sauvées. Je crois que Dieu a résolu que l'homme ne sera pour rien dans tout ceci. D'ailleurs, que pourrons-nous dire? Combien de temps avons-nous? Quelle mesure de liberté nous laissera-t-on? Si nous avons la liberté, le temps nous manquera; et si nous avons le temps, c'est qu'on nous ôtera la liberté. Je ne vois donc aucune espérance humaine de réussite: et, dans cette position, il me semble que je dois plus que jamais m'attacher à finir mon deuxième volume, que de nouvelles occupations rejetteraient dans un avenir indéfini. Laissons tous ces animaux moitié niais, moitié féroces, s'entre-dévorer entre eux. Quand ils auront fini, ce sera peut-être le moment d'élever la voix. Au reste, vous avez raison de me juger déplacé au *Conservateur*. Je pense entièrement comme vous à cet égard, et, en conséquence, j'ai résolu de n'y plus paraître désormais. On ne tardera probablement pas à me demander des articles, et c'est le moment que je choisirai pour faire ma déclaration. Jusque là, je vous prie de n'en parler à qui que ce soit. Je ne regrette qu'une chose, c'est de ne pouvoir rendre compte de l'ouvrage de M. de Maistre; mais, d'un autre côté, il est vraisemblable que mon article eût été rejeté.

Le livre que vous traduisez n'est pas de saint Bernard, mais ce sera toujours en faire sentir le mérite, que de dire qu'on l'a, pendant longtemps, attribué à ce Père. Je vous engage seulement à ne pas craindre d'abréger ni même de changer. Ne prenez que la fleur. Il suffit que le fond soit d'un écrivain ecclésiastique approuvé. Je préférerais, je crois, les

Lettres de saint Jérôme; mais l'un n'empêchera pas l'autre.

Ce que vous dites de mes Prières est parfaitement vrai; peut-être auriez-vous mieux fait de les supprimer. Adieu, très cher ami, je vous embrasse bien tendrement.

Je n'ai point reçu de lettre d'avis pour l'Oraison funèbre; ainsi j'espère que la Providence m'a délivré de ce fardeau (1).

A la Chenaie, le 27 février 1820.

... Plus j'y pense, plus je me confirme dans l'opinion que ce n'est pas le moment de créer un journal. *Il est trop tard.* Ma raison, quoique convaincue de l'inévitable nécessité d'une crise, ne la regarde pas encore absolument comme imminente. Je vois diverses chances plus ou moins probables qui peuvent en retarder l'époque. Cependant quelque chose de plus fort que ma raison, une sorte de pressentiment que je ne puis vaincre, me fait croire à une catastrophe prochaine. Le sang, versé le 13, a irrité la soif de sang. Les factieux disent hautement que c'est un exemple qu'il faut appliquer aux prêtres et aux nobles, et ils le feront comme ils le disent. A Rennes, on a levé la canne sur un prêtre, et on en a insulté plusieurs autres. Ce n'est pas là ce qu'il y a de plus effrayant. Écoutez ceci. A Quintin, pays excellent, des calvaires ont été abattus, sans doute par des gens envoyés exprès. La légion des Côtes-du-Nord a *sabré*, à Saint-Brieuc même, la croix qu'on appelle *de santé*. Que voulez-vous attendre désormais qu'une grande, une épouvantable justice? Et ne se manifeste-t-elle pas déjà par un redoublement de vertige? Ce ministère qu'on nous donne, n'est-ce pas encore de C..., et de C... d'autant plus puissant qu'il ne répond plus de rien qu'à sa haine et à son ambition? (2) Les faibles obstacles qu'on pouvait, il y a deux ans, opposer au mal, n'existent plus. Où est le côté droit? Y en a-t-il? Je ne le vois que dans un seul homme (3). Raison, courage, union, tout a disparu.

(1) Lamennais avait cru, comme en témoignent d'autres lettres, qu'on le chargerait de prononcer l'oraison funèbre du Duc de Berry, mais ce projet, s'il exista réellement, n'eut pas de suite. Il ne faut pas le regretter : Lamennais, si grand écrivain, n'avait pas les dons de l'orateur.

(2) M. Decazes, débordé par les événements et incapable de constituer une majorité, dut passer la présidence du Conseil au duc de Richelieu.

(3) Lamennais avait mis toute sa confiance dans M. de Vitrolles, homme de tête et d'énergie, qui était prêt à pratiquer une politique de droite extrême au profit du Comte d'Artois et contre Louis XVIII lui-même: la tentative n'aboutit pas.

Les honnêtes gens, comme ils s'appellent, ressemblent à des condamnés qui attendent le bourreau; et encore, dans l'espoir apparemment d'un supplice plus doux, semblent-ils craindre de l'irriter. Hélas! Il n'abattra que de bien pauvres têtes. Voyez-les s'agiter dans les salons, et puis se calmer sur leur banc de député, véritable trône de la sottise et de la peur. On vient leur dire : j'ai envie de te tuer, toi et tes parents et tes amis, et ils se taisent pour ne pas manquer aux égards dus aux braves gens qui ont ce genre d'envie-là. Ce que c'est que d'avoir été bien élevé!

J'ai écrit à G... selon vos désirs. Pressez-le de votre côté. L'abbé Le T... a besoin aussi qu'on le tienne un peu en haleine. J'espère que tout marchera, au moyen de ces petites précautions. Ils doivent voir, mon cher ami, que vous ne vous épargnez pas, et ce sera sans doute le meilleur aiguillon pour leur délicatesse. Tout à vous du fond du cœur.

Saint-Brieuc, 10 juin 1820.

J'ai été, mon cher ami, un peu fatigué de mon voyage, ayant passé trois nuits sans me coucher, et quatre sans dormir. Il paraît qu'à Paris l'on ne dormait guère non plus; le parti du moins ne s'endormait guère, et je ne sais si les scènes du samedi et du lundi réveilleront enfin le Gouvernement. J'en doute, ou plutôt je ne le crois pas du tout. Ce qui s'est passé doit nous conduire à la dernière expérience, qui ne sera que la dernière leçon, je veux dire à un ministère tel, ou à peu près, que le désirent nos fortes têtes constitutionnelles et ce sera sûrement un curieux spectacle. Vous ne vous faites pas d'idée de la multitude de brochures incendiaires qu'on envoie dans ce pays-ci. On dirait que les malle-postes n'ont été élargies que pour les contenir, et ne voyagent que pour les porter. C'est véritablement une belle chose que la liberté de la presse, cette indispensable condition du gouvernement représentatif, comme la fièvre est une indispensable condition de la santé. *O Coridon, Coridon, quæ te dementia capit ?* Mais on aura beau dire et beau faire, nos Coridons politiques n'en démordront pas.

J'ai fini ma préface (1), et je vais m'occuper de l'ouvrage de M. de Maistre. Il me fournira, je crois, quatre articles, un

(1) Il s'agissait du 2e volume de l'*Essai sur l'Indifférence.*

pour chaque livre. Si la censure me tracasse, cela fera un pamphlet de 40 à 50 pages...

Saint-Brieuc, 25 juin 1820.

Je suis plein de joie, mon bien cher ami, de recevoir de vos nouvelles. Je regrette absolument que vous ne me parliez point de la santé de Mme de Saint-Victor et de la chère petite Alix. Vous savez combien est vif l'intérêt que j'y prends. Ménagez la vôtre, mon ami ; et ne vous tuez point pour le *Défenseur*. Il deviendra ce qu'il pourra. Que voulez-vous faire? Tous les jours nos dernières espérances s'en vont. M. Genoude a dû recevoir hier mon premier article sur M. de Maistre. Je calcule qu'il pourra paraître dans la première livraison du deuxième trimestre. Je vais m'occuper des suivants ; mais je vous avoue que je suis bien faible, sans parler de la fièvre qui me tracasse. Je ne laisserai pas de faire ce que je pourrai.

Ce que je désirerais de votre amitié, c'est que vous voulussiez bien, s'il est encore temps, lire ma préface, et noter les fautes. On les corrigera dans un *errata*, à la fin du volume. Je ne sais où tout cela en est. Ni M. Genoude ni le libraire ne m'écrivent. Cependant c'est pour moi assez important...

Je désire beaucoup qu'on puisse louer mon appartement de Passy et vendre le vin que j'y ai laissé. Il est très douteux que je retourne à Paris au mois d'août. Je suis en marché d'une petite terre (environ 3000 francs de rente) située à une lieue de Saint-Brieuc. Si je l'achète il faudra que j'y mette toute ma fortune, et même que mon frère m'avance quelques fonds, ce qui m'obligera à une très grande économie. Je désire d'autant plus que cette affaire réussisse qu'elle favoriserait l'exécution du projet que nous avons conçu. Il y a un ancien château, grand et bien réparé. La mer baigne ses murs. C'est une situation magnifique. De beaux jardins, un bois de huit arpents sur un coteau, le long de la mer. Nous passerions là en famille la vie la plus douce et la plus tranquille. Je suis persuadé que Mme de Saint-Victor s'y plairait. L'air est excellent. Rien ne nous manquerait. Vous auriez des livres tant que vous voudriez. Et quand l'idée nous en prendrait, nous irions en sept ou huit heures, dans une bonne calèche, à la Chenaie, qui est aussi fort agréable. Partout de bonnes gens, et parfaitement sûrs. Oh!

tâchez que vos affaires ne soient pas un obstacle. Dans huit ou dix jours cette acquisition sera faite ou manquée (1).

J'avais remarqué les paroles de Lainé. Cet homme ne se dément pas, et, en vérité, ils se ressemblent tous. Un seul, du côté droit, parle sur l'Université, et c'est pour dire qu'on ne peut s'en passer. Tant de faiblesse ne les mène pas loin. Ils n'en sont pas moins l'objet de la haine des libéraux. Le soir de son arrivée à Rennes, Corbière en a reçu la preuve; il fut régalé d'un charivari. Au reste, je ne partage pas l'opinion de B... sur la loi nouvelle (2). Je ne doute nullement qu'il n'en résulte, au plus tard dans trois ans, une majorité démocratique. C'est aussi l'opinion des révolutionnaires, car c'est celle du Préfet de ce département, M. de Saint-Aignan, arrivé ici depuis quelques jours pour préparer les élections, conformément aux intérêts de son parti. Il fait de Villèle de grands éloges. Il dit qu'il a présidé non seulement avec impartialité, mais avec une faveur marquée pour le côté gauche. Cela est faux sans doute, mais enfin ces messieurs sont contents.

Je finirai en vous avouant que je n'espère rien de l'avenir. Il y a une voix qui crie au monde : *finis super te !* Le monde ne l'entend pas, ou s'en rit; et il faut bien qu'il en soit ainsi, autrement la prophétie ne s'accomplirait pas. Je vous embrasse, mon bien cher et bien tendre ami, de tout mon cœur.

Saint-Brieuc, 6 juillet 1820.

Je suis désolé, mon cher ami, de vous envoyer un si long article sur un sujet fort sec; mais je n'ai pu l'abréger, et je laisse encore mille choses importantes à dire. Quand j'aurai fini avec M. de Maistre, je chercherai des sujets moins fatigants pour l'esprit de nos lecteurs. Veuillez revoir vous-même l'épreuve; car c'est assez de répondre de moi dans un article de cette nature que certaines gens ne liront certainement pas avec bienveillance. On se prendra à tout pour me chicaner...

(1) Ce « délicieux ermitage, » comme l'appelait Lamennais dans une lettre à Benoît d'Azy, se nommait *Le Rosaire*. L'affaire fut manquée. La terre était couverte d'hypothèques pour une somme double de sa valeur et le propriétaire, un ouvrier couvreur, « homme de la Révolution, » en voulait un prix excessif sous prétexte qu'il avait pour elle un attachement affectueux. « J'aurais volontiers fait un sacrifice, écrivait Lamennais, et payé l'attachement; mais l'affection, c'est trop aussi. » Laveille, *Un Lamennais inconnu*, p. 100, 104, 106.

(2) Il s'agissait de la loi électorale et de M. de Bonald qui prit part aux débats.

Pensez-vous que M. de Bonald parle bientôt de mon deuxième volume ? Il me tarde de savoir s'il approuve mes idées, ou en quoi elles lui paraissent défectueuses. Je crois que le public ne me comprendra guère. Vous me rendrez service de m'avertir, à l'occasion, de ce qu'il dit. Je suis, grâce à Dieu, toujours prêt à revenir sur les erreurs qui pourraient m'être échappées. Errer est de l'homme, comme dit le proverbe; s'obstiner est d'un sot.

Je voudrais bien m'occuper de mon troisième volume ; dites-moi si vous pensez que cela me soit bientôt possible. Il n'y a d'obstacle que le *Défenseur*. Il me semble que nos chers royalistes nous aident bien peu. Ils étaient tout de feu pour se *conserver*, ils sont tout de glace pour se *défendre*. Ce n'est pas par le courage qu'ils brillent généralement, ni par la reconnaissance. Peut-être s'en croient-ils plus royalistes ; c'est une opinion qui pourrait se défendre.

Saint-Brieuc, 13 juillet.

Je vous écris de mon lit, où un malheureux clou me détient depuis quelques jours. Ainsi, mon bien cher ami, ma lettre sera courte, mais je me dédommagerai incessamment. Sans cette indisposition, vous auriez déjà reçu la suite de mon article sur M. de Maistre. Le second et le troisième, importants en soi, seront peut-être un peu ennuyeux pour un journal : qui s'intéresse aujourd'hui à la théologie ? Il ne faut cependant pas céder à cette mauvaise crainte d'ennuyer quelques esprits frivoles. Les erreurs que j'attaquerai ont fait beaucoup de mal; elles en peuvent faire encore, à l'abri du nom de Bossuet, qui certainement a été plus grand par son éloquence que par sa prévoyance.

Vous m'expliquez une page de votre lettre sur Paris, que je n'avais pas bien entendue. La leçon est aussi forte que juste. Bon Dieu, que l'orgueil rend les hommes petits ! et que l'Évangile est divin ! *Beati pauperes spiritu. Quand vous serez invité à un festin, asseyez-vous à la dernière place, etc.* Ce n'est pas François-Auguste ni aucun autre homme, qui eût trouvé cela. Au reste, quoi qu'ait pu vous dire M. de B..., vous avez très bien fait. Nous sommes dans le siècle des petits égards, des petites considérations et des petites coteries, et je ne sais, en vérité, si nos honnêtes gens oseraient nommer Dieu devant un

homme, *bien pensant d'ailleurs*, qui serait connu pour ne pas l'aimer. Tout cela dégoûte extrêmement du monde ; *totus positus in maligno*.

Le Défenseur est le meilleur ouvrage de ce genre qui ait encore été fait ; mais fût-il dix fois au-dessus de ce qu'il est, il vaudrait infiniment mieux le laisser là (comme M. de Frenilly, à ce qu'il paraît) que de ruiner votre santé ! Prenez-en soin avant toute chose. Vous vous épuisez de travail, et pourquoi cela ? pour soutenir une monarchie qui croule. Hélas ! mon ami, nous ne la sauverons pas ; son jour est venu. Songez à ménager les vôtres pour les personnes à qui vous êtes cher. Je veux toujours espérer que nos projets se réaliseront. Votre grand ouvrage doit être, m'avez-vous dit, terminé cette année. Après cela il ne s'agira plus que d'arranger vos affaires de façon que, pendant quelques mois, elles puissent se passer de votre présence, ce qui ne me semble pas devoir être fort difficile. J'userai à l'avenir, et peut-être bientôt, de la permission que vous me donnez de vous importuner des miennes. Il est possible que j'aie avant peu des difficultés avec mes libraires, qui ont avec moi des procédés très différents de ceux auxquels j'avais lieu de m'attendre de leur part. Je vous en parlerai plus au long, s'ils me forcent de rompre avec eux. Ils m'ont envoyé mon deuxième volume. Genoude avait raison : la préface est bien imprimée. Avez-vous reçu vos exemplaires ? M. Genoude s'était chargé de faire faire la distribution. Je vous recommande toujours mon logement de Passy, en cas que l'occasion se présente de le louer.

M. Genoude m'avait marqué qu'il partait pour un voyage dans le Midi, ce qui fait que je ne lui écris pas. Si par hasard, il était encore à Paris, veuillez lui dire que je le prie de remettre à M. Cor (1) ce qui me reviendra du cautionnement du *Conservateur*, dont la répartition a dû se faire dans les premiers jours de juillet, selon ce qu'il m'a mandé.

Mille tendres respects à Mme de Saint-Victor. Dites, je vous prie, à notre aimable petite Alix, que l'abbé *Laméné* l'embrasse de tout son cœur. A jamais tout à vous, mon bien bon et bien cher ami.

(1) Banquier à Paris.

Saint-Brieuc, 28 juillet 1828.

Je partage bien sincèrement, mon cher ami, la peine que vous a causée le malheureux événement que vous m'annoncez. Il faut voir en cela, comme en tout le reste, la volonté de Dieu. S'il vous refuse d'autres enfants, il a sans doute ses desseins, et notre aimable petite Alix ne nous en sera que plus chère. Je dis *nous*, parce que vous me permettez, j'espère, de me mettre de moitié dans toutes vos affections. Oh! mon ami, que j'aimerais à passer près de vous ma vie, dans cette confiance intime dont vous m'avez donné la douce habitude. Je ne renonce pas à cet espoir; mais, en ce moment, mes affaires, plus encore que ma santé, me forcent à rester ici. Afin de m'assurer du pain pour mes vieux jours, si j'ai le malheur de faire de vieux jours, je persiste dans le dessein d'acheter une petite terre, et j'en ai une en vue, que je réussirai probablement à acquérir; mais il faudra pour cela que j'emprunte une somme assez forte de mon beau-frère, et par conséquent que je travaille et que j'économise pour m'acquitter; deux choses que je ferai beaucoup mieux à la campagne que partout ailleurs.

Je vous envoie un troisième article sur l'ouvrage de M. de Maistre. Je sens combien cette théologie est peu à sa place dans un journal; mais je me trouve engagé, et je crois la chose importante en soi. Passez-moi donc encore cet article. Le quatrième et dernier sera d'un genre différent.

Je ferai, mon ami, ce que vous me demandez pour l'*Eucologe* et la *Semaine sainte*, après quoi je m'occuperai de mon troisième volume. Je m'attendais bien à rencontrer beaucoup d'opposition. La plus vive et la plus tenace sera certainement dans le clergé. Je doute cependant qu'on essaie de me réfuter d'une manière sérieuse. Autre chose est bavarder, autre chose est écrire. Au reste, comme vous êtes forcé de lire beaucoup de journaux, faites-moi le plaisir de mettre à part tout ce qui pourra me concerner. Je désire qu'on me mette à même d'éclaircir ce qu'il peut y avoir d'obscur dans mon deuxième volume; mais je ne me presserai pas. Quand on aura tout dit, je répondrai et j'espère réussir à faire lire ma réponse, aux dépens de qui il appartiendra. Je ne me gênerai avec personne.

Il ne faut pas songer à réimprimer le *Missel;* on en fait une édition nouvelle à Avignon.

Quant au bréviaire, c'est tout simplement celui de Paris qu'il convient de réimprimer. Les conseils de l'abbé Caron, de Saint-Sulpice, pourraient être utiles pour cela.

Quant à *l'Imitation*, on a généralement désapprouvé que nous eussions joint des réflexions au texte; vous verrez, mon cher ami, s'il convient de les supprimer...

Saint-Brieuc, 1er août 1820.

Enfin, mon cher ami, me voilà quitte de M. de Maistre. Je vous envoie mon dernier article, et je vais m'occuper maintenant de l'*Eucologe* et de la *Semaine sainte*, après quoi je commencerai mon troisième volume.

Il y a dans le clergé de Paris un déchaînement incroyable contre moi (1). L'abbé Clausel (2) m'a écrit trois grandes pages des plus pauvres objections, et d'un ton si décisif que je n'en reviens pas. « Vos idées absolument inouïes ne peuvent en vérité se soutenir un seul instant... Il n'y aura qu'un cri contre cette doctrine qui renverse et perd tout... » Voilà des passages de sa lettre. J'ai répondu comme un homme qui ne craint pas le combat, ou plutôt qui le désire vivement. Je voudrais pour tout au monde qu'ils m'attaquassent publiquement, car je ne peux pas me défendre dans les cercles. Ils n'entendent pas un mot de ce que j'ai dit et, s'ils essaient de me réfuter, ils diront eux-mêmes infailliblement des sottises sans nombre que je mettrai dans leur plus beau jour; je crois pouvoir en répondre. Mais encore une fois, qu'ils écrivent. Ma position est très fâcheuse; car, tandis qu'ils s'en tiendront à la parole, je n'aurai, moi, que le silence...

M. Genoude a définitivement rompu avec moi. Pour quelle raison? Je l'ignore. Je ne lui en veux nullement, mais je le plains beaucoup. Quel dommage qu'un si bon cœur soit conduit par une si faible tête!

Vous me ferez un grand plaisir et me rendrez un vrai service, en continuant de m'apprendre où j'en suis avec le public.

(1) Le premier volume de l'*Essai sur l'Indifférence* avait eu un succès prodigieux et universel. Mais le second fut âprement discuté.

(2) L'abbé Clausel de Coussergues était membre du Conseil royal de l'Instruction publique. Cette fonction ajoutait à son autorité. La critique qu'il fit du deuxième volume de l'*Essai* fut le commencement de ses retentissantes polémiques avec Lamennais.

Grâce à Dieu, pour ce qui me concerne, cela m'est bien indifférent ; mais cela ne l'est pas pour la vérité et pour la religion. Je serais bien aise, entre autres choses, de savoir ce que dit et pense l'abbé Le Tourneur. Ceci est de pure curiosité.

Si vous connaissez l'abbé Nicolle, vous pourrez apparemment me faire comprendre comment un prêtre qui se respecte et qui a l'idée de ses devoirs consent à faire partie de l'Université et à prêter l'appui de son nom à ce que la Révolution a produit peut-être de plus détestable et de plus funeste. Les admirations du *Journal des Débats*, à ce sujet, ne sont pas moins extraordinaires, mais elles m'étonnent moins. Oh ! mon ami, que ce monde est plat, et qu'il est triste de l'habiter ! Mais, si l'on en croit le sage Astolfe, on n'est guère mieux dans la lune. Je voudrais que nos ministres y allassent voir ; ce serait le moyen d'être ici plus supportablement...

Pourriez-vous découvrir quelle espèce d'homme est ce M. de Murat, qui vient préfet à Saint-Brieuc ? Il serait important de le savoir...

Royer-Collard et Camille Jordan ont écrit à Saint-Aignan, notre préfet destitué, de belles lettres de condoléances. Ils lui recommandent de ne point s'affliger, cela ne sera pas long, il suffit d'attendre un peu ; bientôt il n'aura que l'embarras du choix entre toutes les places que le parti pourra lui offrir. Et ces misérables sont encore payés par le Gouvernement !

Je reçois à l'instant la dix-huitième livraison du *Défenseur*. Qu'est-ce qui a donc choqué la censure dans la lettre sur Paris ? O pauvre vérité !

Saint-Brieuc, 7 août 1820.

Je pars demain pour Saint-Malo, mon bien cher ami. J'y passerai quelques jours ; après quoi je me rendrai à la Chenaie. J'avais toujours oublié de vous dire que vous restiez parfaitement le maître d'adopter ou de rejeter les corrections que j'ai faites à la *Journée du chrétien*. Je crois que des traductions littérales valent beaucoup mieux que des paraphrases ; mais il ne s'ensuit pas que les miennes soient bonnes. Quant à l'*Examen de conscience*, mon frère sait par expérience qu'il est impossible de se servir de celui qu'a choisi le bon abbé ; rien de plus long, de plus embrouillé et de moins pratique. Si cependant vous le préférez à celui que j'ai arrangé, ne faites aucune difficulté de

l'employer. Seulement je désirerais que vous le missiez, autant que possible, en français.

J'ai commencé le petit écrit sur les *Fondements de la foi catholique*. Cela est plus difficile que je ne pensais. J'aimerais mieux faire un livre. Je tâcherai néanmoins de m'en tirer comme je pourrai; puis vous y ferez tous les changements que vous jugerez à propos, s'il vaut la peine d'être corrigé.

Le parti royaliste devient chaque jour plus pauvre et plus sot. Il a été outrageusement bafoué par le ministère, et il n'a pas l'air de s'en douter. En laissant de côté les sentiments personnels de tel ou tel homme, je ne crois pas que le Gouvernement ait jamais été aussi libéral qu'aujourd'hui. Cela paraîtra clairement lors des élections, qui seront généralement mauvaises. Le jacobinisme, secondé par l'administration, fait des progrès rapides. Il se recrute surtout dans la classe des électeurs. Après cela établissez des calculs sur des tableaux, et faites des lois sur vos calculs! On s'imagine que les hommes sont toujours les mêmes hommes, qu'ils ne changent pas plus que les plantes et les animaux, que leurs opinions de l'année dernière sont leurs opinions de cette année, que leur esprit résiste à l'action de toutes les causes morales. En fait de stupidité, je ne sache rien qui approche de ce matérialisme politique. Averti cent fois par l'expérience, sans jamais être corrigé, il y a dans le Gouvernement une obstination à se perdre véritablement effrayante. Mais il ne se perd pas seul, il nous entraîne, nous fort innocents de ses fautes, et l'Europe entière dans sa chute. Combien cela dégoûte de cette triste vie, et qu'il est dur, pour les gens de bien, de voir l'autorité établie pour conserver l'ordre livrer leur repos à la merci de quelques douzaines d'imbéciles et de scélérats!

On dit que l'Autriche va s'opposer à la révolution de Naples (1). Je compte peu sur le résultat d'efforts partiels pour arrêter l'esprit révolutionnaire. Il me semble voir des gens qui s'épuisent à souffler sur les bluettes qui s'échappent du foyer d'un vaste incendie. Encore cependant est-ce quelque chose, et plus que les souverains ne nous avaient habitués à attendre d'eux.

(1) L'absolutisme de Ferdinand IV souleva contre lui les *Carbonari*, organisés autrefois contre Murat, et qui, appuyés par l'armée, obtinrent la protection espagnole. L'opposition de l'Autriche aboutit au Congrès de Troppau, qui fut un échec pour la France.

Saint-Malo, le 10 août 1820.

On m'a renvoyé de Saint-Brieuc, mon bien cher ami, votre lettre du 4 août. Je suis extrêmement peiné que Mme de Saint-Victor n'ait pas occupé de suite mon appartement de Passy. Ne savez-vous pas que rien ne me pouvait faire du plaisir? et qu'était-il besoin de m'écrire pour cela? Voilà l'autorisation que vous me demandez, et qui n'était pas nécessaire, même à l'égard du propriétaire, puisque vous voulez bien, mon cher ami, me représenter.

Je reçois une lettre de M. Genoude datée de Saint-Aubin. Il va, me dit-il, dans les Pyrénées, et ne paraît nullement fâché; ainsi je me trompais. Mais d'où vient donc ce silence de près de deux mois? Au reste, il faut le prendre tel qu'il est, et le juger sur son cœur, qui est véritablement très bon.

Quoi qu'on m'ait dit de l'*Examen de conscience*, je ne puis croire cependant que le bon abbé n'ait pas fait quelques changements à celui qui se trouve dans la *Journée du chrétien* de l'abbé de Sambucy. Je n'ai pu encore le vérifier, mais cela me paraît certain d'après ce que notre abbé vous avait dit.

Je viens de causer avec mon frère de ce que vous marquez relativement à la *Semaine sainte*. Il n'est pas d'avis de cette explication des cérémonies de la Semaine sainte. Personne ne les lira, car cela ne peut être qu'extrêmement sec, à moins d'allonger par des considérations, qui formeraient comme un ouvrage dans un autre ouvrage. Ce petit traité, car c'en serait un, serait long et difficile à bien faire. Pour une explication pure et simple, on n'aurait qu'à copier le catéchisme de Montpellier qui est entre les mains de tout le monde. Réfléchissez-y de nouveau, mon cher ami. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela. Les traductions seules feront de notre *Semaine sainte* un ouvrage tout nouveau.

Vous êtes charmant de me demander si vous m'avez bien compris. Eh! sans doute; aurais-je sans cela publié mon livre? Si j'avais nié *la faculté de connaître*, j'aurais nié l'intelligence humaine. Il ne faudrait pas me réfuter, il faudrait m'enfermer à Charenton. Mais supposons qu'un homme, séparé tout à coup des autres hommes, oublie qu'il y ait au monde des êtres semblables à lui, ou, ce qui revient au même dans notre question, rejette entièrement leur témoignage; comment parviendra-t-il

à la certitude? Je défie qu'on réponde rien de raisonnable à cette question, et même qu'on réponde du tout, si l'on ne confond l'impuissance de douter avec la certitude rationnelle. Si l'on m'oblige à me défendre, j'espère le faire de sorte que je n'aurai pas besoin d'y revenir une seconde fois. Mais j'attendrai que tous mes adversaires aient dit chacun leur mot. F... a infiniment d'esprit. Il ne voulait cependant pas comprendre que les protestants et les déistes sont des indifférents en matière de religion. Il croyait être *certain* du contraire. Je suis enchanté que M. de Bonald ne parle qu'après lui; son article en aura plus de force.

Je viens de recevoir une très aimable lettre de M. de Maistre. Il est content de ce que j'ai dit de lui, à l'exception de l'endroit où je dis que la France est *sa patrie d'affection*. Je comprends pourquoi, mais en écrivant je n'y avais pas pensé.

Je voudrais vous dire encore mille choses, mais le papier et le temps me manquent. Ce serait surtout des choses du cœur, mais, mon ami, ce n'est pas la peine; vous les trouverez dans le vôtre.

A la Chenaie, le 20 août 1820.

Je commence, mon bien cher ami, par vous remercier de ce que vous avez dit de moi dans votre excellente Lettre sur Paris, qui termine la vingtième livraison; et comme cette lettre ne se trouve point dans l'exemplaire que mon frère a reçu, je vous prie de lui en faire adresser un autre, afin que sa collection soit complète. Vous avez parfaitement jugé de mes sentiments, vous les avez exprimés avec un tact parfait, et beaucoup mieux que je n'aurais pu faire. M. Laurentie a continué dans la *Quotidienne* l'attaque commencée dans le *Journal des Débats*. Je vois d'où vient ce déchaînement général. On cherchait un prétexte, on l'a saisi. Tout part du clergé, et d'une certaine classe de royalistes. Ils m'ont appris ce que j'ignorais, que j'ai des ennemis nombreux. N'ayant jamais haï personne, je n'aurais jamais non plus inspiré de haine, si j'étais resté toujours dans ma chère obscurité. On devrait me pardonner d'en être sorti, car ce n'est certainement pas de mon gré, et je puis dire avec la sincérité la plus entière que jamais la célébrité

(1) L'abbé de Féletz exerçait au *Journal des Débats* une grande autorité.

ne m'a séduit. Si l'on connaissait l'histoire de ma vie, on ne pourrait pas douter qu'en écrivant j'ai cédé à une force supérieure qui m'entraînait malgré moi et domptait ma volonté même. J'ai eu toutes les charges attachées à l'état d'auteur, sans aucune des compensations qu'y cherchent la plupart d'entre eux; car pour trouver ces compensations, il faut les goûter, et je ne l'ai pu jamais. Vous voyez bien, mon cher ami, que cette lettre est pour vous seul.

Voici la résolution que j'ai prise. Je crois devoir encore à la vérité un dernier effort. Je vais m'occuper d'écrire ma défense. Elle sera vraisemblablement assez longue. Je crois pouvoir porter jusqu'à l'évidence la démonstration de ce qu'on appelle mon *système*, et je montrerai de plus que, si on le rejette, il faut renoncer, dans l'état actuel des esprits, à défendre la religion. Cela fait, j'attendrai en paix l'effet de ces éclaircissements. Si l'on s'obstine à fermer les yeux, je regarderai cette obstination comme un avis de la Providence, et pas une ligne de moi, supposé que j'écrive encore, ne paraîtra de mon vivant. Il me faut environ deux mois pour le travail que j'ai en vue, et jusqu'à ce qu'il soit achevé je ne saurais m'occuper d'autre chose. Je vous demande donc ce temps de relâche. Quoi qu'il arrive, je ne regretterai point d'avoir écrit, puisque c'est à mes ouvrages que je dois une des choses qui me sont les plus précieuses, votre amitié.....

Je décachette ma lettre pour vous prier : 1° de ne parler à personne de ce qu'elle contient; 2° de ne témoigner aucune humeur, quelque chose qu'on puisse dire ou écrire contre moi; 3° de m'envoyer, dès qu'il paraîtra, le 2me article de la *Quotidienne*, et tout ce qui sera publié sur le même sujet. Ou j'ai tout à fait perdu la raison, ou l'on n'a pas fait encore une objection, je ne dis pas solide, mais sensée, contre ce que je soutiens véritablement. Ils m'ont mis dans la nécessité de prouver une chose bien délicate, c'est qu'il est impossible d'établir la vérité du Christianisme par leur méthode. Je vois clairement que ceci est un combat à mort entre les anciens préjugés d'école et les principes que le temps a développés et mûris. Le choc sera rude, et j'aurai cruellement à souffrir, peut-être pendant toute ma vie, pour avoir voulu donner aux preuves de la religion une force qu'elles n'ont pas eue jusqu'ici. Mais les hommes passeront et la vérité restera.

31 août.

Cher ami, comment vous remercier de vos lettres, si pleines de confiance et de véritable amitié? En vous aimant toujours davantage. Je ne sais que ce moyen-là.

Vos arrangements pour le *Défenseur* sont parfaits à tous égards. J'espère que désormais il marchera, sans que vous soyez chargé d'un fardeau qu'aucun homme ne pourrait supporter longtemps. Dès que j'aurai un peu de loisir, je ferai de mon mieux pour vous aider...

Vous ne vous imaginez pas combien de sottes lettres je reçois tous les jours. Vous en avez vu une, mais ce n'est rien. Un brave chevalier de Saint-Louis me propose aussi ses objections et m'offre, comme *fondement* de la certitude, *le plaisir et la douleur*. Il y a de quoi faire tourner la tête, car ils ont tous les meilleures raisons du monde pour demander qu'on leur réponde.

Je ne conçois rien à notre bon abbé, ou plutôt je conçois très bien cette belle passion du *far niente*, qui désormais sera toujours la sienne. Mais comme vous n'êtes assurément pas obligé d'en faire les frais, il me paraît bien naturel que vous vous *détourneurisiez* le plus tôt possible. Il me semble qu'il suffit pour la *Semaine sainte* de substituer de nouvelles traductions aux anciennes, en réunissant, comme dans l'*Eucologe*, l'*usage* de Paris et celui de Rome. Ajoutez à cela une Préface, et tout sera fini. Quant à l'*Eucologe*, mandez-moi à quelle époque le petit écrit sur les *Fondements de la foi catholique* vous sera nécessaire. Je sens tout ce qu'il y a de délicatesse dans ce que vous me dites sur la partie financière de cette affaire, et je vous supplie, mon cher ami, de ne point songer à cela en ce moment. Si votre spéculation réussit, à la bonne heure; autrement j'aurai eu le plaisir, au-dessus de tout pour moi, de vous donner une légère preuve de mon dévouement, sur lequel vous pouvez compter à jamais...

Dès que ma *Défense* sera en train, cela ira vite. Le fond ne m'embarrasse pas, mais j'hésite un peu sur la forme. Le ton en doit être ferme, grave, modeste. Plaise à Dieu que je ne blesse aucune convenance! Au reste, sans vous, mon cher ami, pas une voix ne se serait élevée en ma faveur. Ceux même qui

(1) L'abbé Le Tourneur.

pensent comme moi trouvent plus commode de se taire. Que l'homme est une plate créature! Il faut l'aimer cependant, et même réprimer le mépris qu'il inspire si naturellement. Hélas! tous tant que nous sommes, hommes, n'avons-nous pas été pétris de la même boue? Je crois que vous aurez été content de la lettre de mon vicaire. Il n'y a pas en France un évêque capable d'en faire autant.

Je vous avoue que je tremble sur les suites de la dernière conspiration (1). Il faut bien se garder de la croire étouffée. Notre Gouvernement est une complication de miracles permanents. Celui qui existe en est un, sa stupidité un autre, etc., etc. Dieu a étendu sa main devant la lumière, et les peuples et les rois chancellent dans les ténèbres. Je souris et je geins de voir, au milieu de tout cela, l'intérêt que certaines gens attachent aux élections, comme si notre salut en dépendait. Ils ressemblent à un condamné qui s'occuperait sérieusement du choix d'un médecin, la veille de son exécution. Que deviendrons-nous? Que deviendra l'Europe? Détournons l'esprit de ces pensées, et reportons-les tout entières dans une autre région. *Sursum corda!* Adieu, cher et bon ami, je vous embrasse tendrement.

A la Chenaie, le 22 septembre.

Je réponds, mon bien cher ami, à vos deux lettres du 10 et du 18. La dernière m'est parvenue le jour même de mon arrivée ici, c'est-à-dire hier. Ce que vous me dites de M. de Bonald me fait grand plaisir. Cet article, s'il le donne, fera taire bien des gens. Il y en a déjà beaucoup qui reviennent; il y en a aussi beaucoup qui ne reviendront jamais. Vos réponses ont soutenu l'opinion en ma faveur. Ce que vous avez le projet d'insérer dans *le Drapeau Blanc* et *la Gazette de France* produira un excellent effet. Mais je crois qu'il faut en demeurer là. J'hésite même à faire ma *Défense;* de très bons esprits m'en détournent, entre autres M. de Senfft et M. de Maistre. Celui-ci m'écrit : *Allez votre chemin sans faire attention aux cigales.* Je ne suis cependant pas encore décidé, car ces *cigales* empêchent

(1) Il s'agissait de la conjuration du 19 août, organisée par des officiers, auxquels s'étaient joints des élèves des écoles et des jeunes gens du commerce. Ce complot militaire, envisagé avec bienveillance par les libéraux, échoua à la suite de délations.

un grand nombre de personnes *d'aller leur chemin*. Ce que vous me mandez de l'abbé Fr... (1) est incroyable. *Oh! que nous ne sommes rien!...*

Je vous avoue, mon cher ami, qu'en voyant approcher la catastrophe inévitable, je regrette quelquefois que le bon M. de R. soit compromis dans le *Déf.* pour une somme si considérable. Vous êtes au centre et vous pouvez juger mieux que moi du degré de risque qu'il court. Si nous touchons à la crise, comme je le crois, et s'il y a lieu de craindre en ce cas la confiscation du cautionnement, ne vaudrait-il pas mieux en finir un peu plus tôt? Je vous soumets cette réflexion, qu'au reste vous avez déjà sans doute faite comme moi.

Depuis trois mois la conspiration est devenue toute militaire. Les *civils* ont perdu l'espoir de réussir *légalement*. L'armée ne saurait résister longtemps aux moyens qu'on emploie pour la corrompre. Mon opinion, à cet égard, se fonde sur une multitude de faits. Oh! que de choses, mon ami, nous aurions à nous dire, si vous veniez prendre un peu de repos dans ma petite solitude! Venez, nous arrangerons ensemble vos éditions stéréotypes, et vous pourrez dire : « J'ai fait un heureux. »

A la Chenaie, 16 octobre.

J'espère que l'excellent article de M. de Bonald désabusera au moins quelques-uns de mes adversaires. Il serait à désirer, comme vous en avez eu la pensée, que M. O'Mahony parlât de cet article dans le *Drapeau Blanc*, en y ajoutant ses propres réflexions. Ce ne serait pas le premier service qu'il m'aurait rendu, et je serais très touché de cette nouvelle marque de sa bienveillance.

Vous êtes si accablé d'occupations que je n'ose vous presser de m'écrire plus souvent. Vos lettres me sont pourtant une bien douce consolation et j'ai grand besoin d'être consolé ces temps-ci. Il y a dans le Gouvernement je ne sais quelle morne apathie, qui m'effraie plus que les folies et les fureurs de M. Decazes, car au moins on se défendait contre celui-ci, et cette guerre soutenait un peu l'énergie défaillante des amis royalistes. Aujourd'hui, ils sont tous comme les Grecs en Aulide :

Tout dormait, et l'armée, et les vents, et Neptune.

(1) M. de Frayssinous.

Je crains qu'il ne faille encore du sang, quelque affreux sacrifice, pour les tirer de ce sommeil.

Je me creuse l'esprit tous les jours pour vous envoyer quelque article; les sujets ne manquent pas, mais je n'en trouve point qui puissent passer à la censure. Je crois, mon cher ami, qu'il est impossible d'aller avec elle. Vous luttez avec un rare talent contre les difficultés de notre position. Je ne conçois pas comment vous suffisez à tout ce que vous faites; c'est un vrai tour de force, mais qui ne peut pas durer; votre santé n'y tiendrait pas. Et puis qu'est-ce qu'un journal religieux et politique où l'on ne peut ni défendre la religion, ni discuter les actes du Gouvernement et de l'administration? C'est une espèce de prodige que nous ayons subsisté six mois. Dites-moi, je vous prie, vos idées là-dessus. Dans le cas où vous jugeriez à propos de continuer, ne vaudrait-il pas mieux devenir quotidien? On aurait au moins l'avantage de donner les nouvelles. Ceci est une idée très en l'air, et qui ne me plaît pas beaucoup à moi-même. Tout à vous du fond de mon cœur, mon bien cher ami.

Saint-Brieuc, 28 novembre.

Oui, mon bien cher ami, j'accepte de tout mon cœur les offres de votre amitié, et je n'y mets pas plus de réserve que je n'en mettrais avec mon frère. Cette manière de vous répondre me paraît la plus conforme à votre manière de proposer. Je n'ai plus de meubles à Paris, et je vous prie très instamment de meubler à mes frais la chambre que vous me destinez. Il ne me sera pas possible de l'occuper avant deux mois. Je passerai ici le mois prochain. J'irai ensuite passer quinze jours à la Chenaie avec mon frère; après quoi, je partirai pour vous aller voir. Veuillez, s'il vous plaît, payer les 250 francs que je dois à mon propriétaire de Passy. Je vous rembourserai cette somme avec ce que je vous devrai pour les meubles de la chambre que vous me permettez d'occuper...

Avez-vous entendu parler d'un mot qu'on prête à un grand personnage? On dit qu'en apprenant la nomination du général Donnadieu, il dit que c'était le Grégoire de 1820. Je crois le ministère sur les épines. Il y a toute apparence qu'il s'éloignera de la droite, dans la même proportion que la droite s'est fortifiée. Mais que feront les royalistes? Voudront-ils être dupes une dixième fois? Les événements vont devenir curieux. *Le*

chef-d'œuvre de la raison sociale est terriblement menacé en ce moment. Une femme perdue (1) a ébranlé cette monarchie dont nos hommes d'État nous vantent si ingénument la solidité. Mais quel pays que celui où se passent de telles scènes! Quelle effroyable corruption dans toutes les classes! Le monde, depuis les empereurs romains, n'avait rien vu de semblable Mon ami, il faut aller voir pour se consoler.

Saint-Brieuc, 19 décembre.

J'ai pensé, mon cher ami, que je devais mes étrennes au *Défenseur;* les voilà. Ce n'est pas grand chose; mais à celui qui a peu, on demande peu, et l'on tient compte de l'intention.

Croyez-vous qu'on accorde de nouveau la censure au ministère? Les royalistes, après l'expérience, feront-ils une nouvelle folie? Hélas! je n'en doute presque point, et ils croiront faire merveille. Dans cette supposition de la censure, présumez-vous que *le Défenseur* se puisse soutenir (2)? Il est généralement trop sérieux pour les lecteurs d'aujourd'hui. *Le Conservateur* n'était pas plus gai, mais il attaquait les hommes, et c'est à cela qu'il a dû, non pas son mérite, mais sa vogue. Vous aviez pensé à Colnet. Il a de l'esprit et une sorte d'originalité piquante. Il serait à désirer aussi que Nodier parle... plus souvent.

Vous connaîtrez ce soir le discours du Roi. Les libéraux, cette fois, n'y seront pas grondés, mais il y aura probablement de bonnes leçons de sagesse et de modération pour les royalistes. Au reste, avant quinze jours, le résultat de la session sera décidé...

Saint-Brieuc, 5 janvier 1821.

Vous ne doutez sûrement pas, mon bien cher ami, de la sincérité des vœux que mon cœur a formés pour vous et pour tout ce qui vous est cher au commencement d'une année, qui, je le crains bien, ne sera pas encore pour la France celle du salut. L'espèce de rapprochement dont s'applaudissent tous nos

(1) Quelle est cette femme? Malgré les calomnies auxquelles son accouchement avait donné lieu en juin, il ne peut pas être question de la Duchesse de Berry. S'agit-il alors la comtesse du Cayla, qui exerça sur Louis XVIII une déplorable influence?

(2) Les appréhensions de Lamennais ne le trompaient pas. La censure interdit, quelques jours après, un « petit article, » où il avait relevé « un principe de schisme et d'hérésie » enseigné par le ministre de l'Intérieur aux élèves de Saint-Sulpice. (Lettre à Benoît d'Azy. Laveille, p. 114.)

badauds politiques n'est, à mon avis, qu'une dernière leçon que nos sottises avaient rendue nécessaire. On demandait dans le Gouvernement des hommes de la droite (qui n'est pas la *droite du Très-haut*) ; en voilà ; on s'imaginait que c'était tout, et l'on verra que ce n'est rien. Seulement deux hommes se seront perdus (1), et perdus pour toujours, car il y a des fautes dont l'impression ne s'efface jamais. On leur demandera compte de tout ce qu'on attendait, de toutes les espérances, et même de toutes les illusions : qu'auront-ils à répondre ? Je les plains, et surtout C... qui n'est point ambitieux, et que son mauvais génie a associé, on ne sait comment, aux destinées d'un personnage qui lui est inférieur à tous égards, et qui le domine néanmoins...

Depuis ma dernière lettre, j'ai passé une semaine sur mon lit. Je suis mieux, sans être encore bien. Lundi prochain, 8 janvier, je partirai pour la Chenaie avec mon frère. Nous y passerons quinze jours ensemble ; après quoi, je partirai pour Paris. Ainsi, selon toute apparence, j'aurai le plaisir de vous embrasser à la fin du mois. Que de choses nous aurons à nous dire, mon cher ami ! Je conçois vos occupations. Vous avez très bien fait de prendre quelque relâche du côté du *Défenseur*. Il me semble qu'il y a longtemps qu'on n'y a vu le nom de M. de Bonald. Je n'en suis point surpris : c'est un long voyage que de venir de Rodez à Paris.

Il paraît certain que mon frère va être obligé de quitter Saint-Brieuc. L'évêque ne peut le souffrir, il étouffe de jalousie. Il y a quinze jours, mon frère établit à Guingamp une école chrétienne, pour l'opposer à une école d'enseignement mutuel dont les élèves ont tué dernièrement un de leurs camarades; il établit de plus une *Providence*, c'est-à-dire une Société de Dames qui prennent soin des malades, et apprennent aux pauvres petites filles leur religion et un état : que croyez-vous que l'évêque ait dit de cela ? Il a menacé mon frère de l'interdire. Vous croyez avoir mal lu ; non ; de l'interdire ! Quel siècle ! mon cher ami, et à quels gens nous sommes livrés! Enfin Dieu l'a voulu , il a ses desseins ; bénissons-les sans les connaître (2). Tout à vous du fond du cœur.

(1) Villèle et Corbière étaient entrés dans le ministère.

(2) Le frère de Lamennais, l'abbé Jean-Marie, était vicaire général du diocèse de Saint-Brieuc, où Mgr Le Groing de la Romagère fut appelé comme évêque.

A la Chenaie, le 15 janvier.

J'ai reçu, mon cher ami, les deux lettres de Nancy que vous m'avez envoyées, ainsi que la livraison du *Défenseur*, où se trouve l'article de M. R... J'en ai été parfaitement satisfait. A mon arrivée à Paris, je verrai les deux gros livres qu'on vient de publier contre moi, et nous examinerons ensemble s'il est à propos que j'y réponde. Mon frère restant ici huit jours de plus qu'il n'avait compté d'abord, je ne partirai que le 30 janvier. Je m'arrêterai à Rennes un ou deux jours pour prendre la malle-poste, et à moins que je n'y trouve pas de place, je vous embrasserai le 3 ou le 4 février. Ce sera un bien bon jour pour moi.

Je viens de lire la discussion sur les six douzièmes. Quel étrange rôle jouent là C... et V... ! qu'ils doivent être humiliés de leur position ! Ce sont deux hommes perdus; je regrette le dernier. Un seul homme fait ce qu'aurait dû faire le côté droit tout entier. On ne se lasse donc point d'être dupe ! C'est vraiment un spectacle curieux que de voir nos fiers royalistes, enrôlés sous la bannière ministérielle, obéir docilement à la voix d'un Pasquier, d'un de Serre et de leurs dignes collègues. Quelle sottise et quelle ignominie ! Encore s'il y avait un changement réel dans l'esprit et dans le système du Gouvernement; mais on n'en aperçoit pas l'ombre. Tout va comme auparavant, et depuis l'entrée de C... à l'Université (1), les écoles ecclésiastiques sont plus menacées que jamais. Je l'ai pensé il y a longtemps, il nous fallait cette dernière leçon; il fallait qu'on vît enfin ces grands hommes à l'œuvre, et qu'on se désabusât d'eux comme de tout le reste. Que dites-vous des inepties débitées par M. de Vaublanc ? Et voilà cependant les *Dieux* vers lesquels nos dévots constitutionnels jetaient depuis trois ans des regards d'espérance et d'admiration ! J'ai vu avec peine *le Défenseur*, dans la lettre sur Paris de la 40e livraison, honorer aussi ces

L'abbé Jean, soutenu par ses bonnes œuvres, était adoré. L'évêque ne tarda pas à étonner ses diocésains par sa « bizarrerie extraordinaire » (Laveille). L'abbé Frayssinous avait démêlé en lui un homme vertueux, mais un « original fieffé; » ses bizarreries, dépassant ce qu'on en pouvait redouter, le rendirent ridicule. Loin de le toucher, les conseils de l'abbé Jean l'irritèrent, au grand désappointement du diocèse, il le destitua le 31 janvier 1821. Vers la fin de cette même année l'ancien vicaire général fut nommé à la Grande Aumônerie de France auprès du prince de Croÿs, évêque de Strasbourg (Laveille, I, ch. XVIII et XX).

(1) Corbière avait été appelé à la présidence du Conseil royal de l'Instruction publique.

Dieux, et même ceux du vieil olympe ministériel, ce qui est aussi par trop fort. Adieu, bien cher ami, à bientôt; je vous embrasse tendrement.

15 mars.

Mon cher ami, le bon M. Carron est allé ce matin à 4 heures recevoir sa récompense. Vous jugez de la désolation de tous ses amis; et pourtant de quoi s'affligent-ils ? Du bonheur du juste. Puissions-nous le rejoindre un jour !

A la Chenaie, 29 décembre.

Je vous écris seulement deux mots, mon cher ami, pour vous annoncer mon arrivée...

Plus je pense à ce qu'on avait dit par rapport à moi, plus cela me paraît un rêve. Je voudrais bien que la pension comme homme de lettres n'en fût pas un. Elle me serait bien nécessaire en ce moment. J'espère que Fr... y pourra beaucoup, et peut-être tout. Adieu, mon cher ami, je vous embrasse tendrement.

F. M.

A la Chenaie, 21 janvier 1822.

... Il me semble que la majorité ministérielle a quelque peine à devenir imposante. A force de corrompre les hommes, ils deviennent incorruptibles. Dans toute la conduite des ministres on sent je ne sais quelle faiblesse, qui ne leur annonce pas de longues destinées. Ils ne veulent que deux choses, des votes et du silence; mais on ne fait pas taire si aisément les hommes assemblés. L'homme *nécessaire*, qui s'est cru capable de gouverner par les Chambres, commence à jouer déjà un assez pauvre rôle. M. de Peyronnet n'effacera jamais le ridicule dont il s'est couvert dès le premier jour. Les autres se taisent, et font très bien, si l'on en juge par ceux qui parlent. En tout cela, je ne vois guère, jusqu'à présent, de place que pour la pitié. Avez-vous vu M. de Bonald, et que dit-il? Je suis ravi de la justice qu'on lui a enfin rendue.

A la Chenaie, le 1er février.

Je n'approuve point, mon cher ami, l'ordre que vous avez fixé, *moi* d'abord, et *vous* ensuite. Vous avez des titres plus anciens et plus nombreux que moi, et votre amitié vous fait illusion à cet égard. Quel que soit le besoin que j'aie en ce

moment de la pension que vous sollicitez, vos droits marchent avant les miens, et il me serait pénible de penser que j'ai retardé le moment de la justice qui vous est due. Rétablissez donc l'ordre à cet égard, je vous le demande en grâce, et avec les plus vives instances...

Je n'avais encore rien vu de semblable à la déclaration de Ch... dont vous me parlez. Il y est dit positivement que nous n'avons pas besoin de Dieu, et il paraît que le ministère et la Chambre en sont tout aussi persuadés que le noble Père. Quoiqu'en ait dit M. de Marcellin, la loi est toujours athée (1), puisqu'on a refusé d'établir la plus légère distinction entre la religion catholique et les sectes protestantes, et que dès lors la loi est indifférente à toutes les religions, ou n'est d'aucune religion. Au moment où tout le côté droit professait cette doctrine, les *Débats* insultaient M. Duplessis-Gremdan, et le comparaient insolemment au jacobin Coraler; et les *Débats* sont aujourd'hui le journal du ministère. Dites-moi si les ministres précédents auraient fait plus? Dites-moi en quoi le système du Gouvernement a changé? Il est possible que, grâce à la nouvelle police, on soit plus à l'abri d'une tentative à force ouverte; mais, politiquement parlant, notre situation est pire, le mal est plus grand. Remarquez que d'engagements pris avec la révolution. Que ne lui a-t-on pas cédé? et aussi à quels excès ne faut-il pas que le côté gauche porte maintenant ses prétentions avouées, pour continuer d'être en opposition avec le ministère et son système? Sans doute, les gens de la gauche sont plus forts, et ils le deviendront toujours davantage, parce qu'ils sont, comme vous le dites fort bien, plus conséquents. Les autres, pour la même raison, s'affaiblissent en proportion de ce qu'ils cèdent; ils ne peuvent que déraisonner et se contredire à chaque parole. Pauvre France!

Il y a certaines injustices que je m'imaginais qu'on eût réparées, parce que mille motifs semblaient en faire une nécessité personnelle autant qu'un devoir. Je croyais, par exemple, qu'on aurait rendu à M. de Vitrolles sa place de ministre d'État. Mais pas du tout. On trouvait bon de s'aider de lui au *Conservateur*. A présent, l'on trouve bon de le laisser de côté. Que ne trouve-t-on pas bon dans ce genre-là?

(1) Il s'agissait de la loi *sur la Presse*.

A la Chenaie, le 13 février.

Ce qu'il y a de plus certain, mon cher ami, sur le Symbole de saint Athanase, c'est qu'il n'est point de saint Athanase. Antelmi l'attribue à Vincent de Lérins, Quemel et plusieurs autres à Vigile de Tapse avec plus de vraisemblance. Il fut rédigé en latin dans le ve siècle, voilà ce qu'il y a de plus sûr...

Pour ce qui regarde la pension, je vois bien qu'il faut laisser agir votre amitié, toujours si activement bonne et dévouée. La Providence arrangera cette affaire pour le mieux. Si elle réussit, cela m'ôtera d'un assez grand embarras. Si elle échoue, Dieu soit béni, il sait mieux que nous ce qui nous est bon. Il paraît qu'il y a eu un projet d'insurrection à Brest et à Nantes. Des officiers ont été arrêtés dans cette dernière ville, d'autres sont en fuite et poursuivis, dit-on, par la police. Ces complots sont des fruits de la grande conspiration, fruits trop précoces et qui pourrissent avant de mûrir. Mais l'arbre croît et se fortifie ; ses racines s'étendent partout. Le côté gauche, le côté droit et le ministère veulent également la révolution, mais ceux-ci la veulent avec les Bourbons, que ceux-là rejettent ; je n'y vois pas d'autre différence. Tous travaillent de concert à la dissolution de la société. Je suis plus effrayé des discours des royalistes (si bêtes d'ailleurs) que des discours des libéraux. L'opinion publique se formant sur ces discours dont le fond, quoi qu'ils en disent, est l'athéisme politique et la souveraineté des Chambres ou du peuple, je vois se répandre, même parmi les bons, un esprit général d'indépendance qui sera le plus grand obstacle au rétablissement de l'ordre, si jamais l'on s'occupe sérieusement de le rétablir. Nous ne sommes ni assez instruits, ni assez châtiés ; c'est malheureusement toujours la dernière conclusion de tout ce que l'on peut dire de raisonnable sur la politique.

F. DE LAMENNAIS.

(A suivre.)

LA QUESTION

DES

NAVIRES DE SURFACE

On a mis en doute l'utilité des navires de surface, qui représenteraient aux yeux de quelques auteurs un type périmé destiné à disparaître, comme des spécimens d'un autre âge, devant les attaques de l'aviation et surtout du sous-marin. La question vaut la peine d'être discutée au moment du dépôt du programme naval, qui prévoit une flotte très importante de bâtiments légers, et engage la France pour cet objet dans une dépense de plusieurs milliards. Comme tout l'effort naval de notre pays est sur le point d'être orienté vers une reconstitution harmonieuse des trois éléments composant les flottes moderne de combat : sous-marins, aéronautique maritime et flotte de surface, il est essentiel d'élucider ce grave problème de la valeur militaire des navires de surface, avant de lancer notre pays dans une telle impasse financière. Ceci est d'autant plus opportun que certains parlementaires, ayant prêté une oreille complaisante à ces théories qui jettent le discrédit sur les navires de surface, s'apprêtent à combattre le programme ministériel et à retarder ainsi le vote d'une loi cependant indispensable pour permettre à la France de jouer dans le monde un rôle en rapport avec sa situation internationale.

Il importe tout d'abord de faire observer que, non seulement l'État-major général de la Marine, le Conseil supérieur de ce département, ainsi que le Conseil de la Défense nationale, mais les trois ministres de la Marine qui se sont succédé rue

Royale, MM. Leygues, — à qui nous devons être reconnaissants du dépôt du projet de loi, — Landry et Guist'hau, ont approuvé les plans de l'Amirauté, auxquels M. Raiberti reste fidèle. Tous les parlementaires qui ont été amenés à étudier la question de très près, notamment MM. Henry Bérenger, de Chappedelaine et Lemery se sont rangés à cet avis. Ce dernier, dans son très intéressant rapport au Sénat, a donné, de l'emploi des bâtiments de surface, une définition des plus précises et des plus convaincantes. Enfin, la controverse ayant été soulevée à une Commission de la Ligue maritime et coloniale à laquelle assistaient, outre d'anciens officiers généraux de la Marine, des publicistes notoires; cette commission a fait à l'unanimité les déclarations suivantes : « La constitution d'une force navale repose essentiellement sur une flotte comprenant tous les éléments stratégiques et tactiques, satisfaisant aux diverses fonctions de la guerre navale : reconnaissance, recherche, combat. — Aucun fait nouveau de la dernière guerre n'est venu infirmer ces principes. — Ce serait une dangereuse utopie que de confier aux seules forces sous-marines et aériennes le soin de défendre nos frontières maritimes, de protéger les relations vitales entre la France et son empire d'outre-mer et de défendre ses possessions coloniales. » La Ligue maritime et coloniale a émis en conséquence le vœu : « Que le département de la Marine ne renonce pas aux navires de surface, sous peine d'aboutir à un *véritable désarmement naval.* » On ne saurait en termes plus expressifs résumer la thèse que nous nous proposons de soutenir. Celle-ci a d'ailleurs été approuvée par l'ensemble de la Presse : citons notamment le *Journal des Débats, le Temps, le Figaro, l'Écho de Paris.*

L'Amirauté française n'est pas la seule à croire à la nécessité des navires de surface. Toutes les marines étrangères partagent cette opinion, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre. La marine britannique possède 50 croiseurs âgés de moins de dix ans, dont 3 *Raleigh* et 2 croiseurs de la classe E. Cependant, elle s'émeut déjà des plans des États-Unis et du Japon. Les États-Unis sont sur le point d'achever leurs 10 croiseurs type *Omaha,* et les experts navals viennent de dresser un nouveau programme qui comporte la mise en chantier de 20 nouveaux croiseurs, de 10 000 tonnes, marchant à 35 nœuds, dont 8 seront inclus au programme présenté au prochain

Congrès, ce qui porterait à 30 unités modernes le total des croiseurs de l'Union. Le Japon a pu achever 8 croiseurs légers depuis l'automne 1918. Il en a 4 en état de montage plus ou moins avancé, et 6 autres sont au début de leur construction. Les nouveaux croiseurs auront 10 000 tonnes, leur vitesse sera égale ou supérieure à 34 nœuds. Cette nation attache une importance particulièrement grande à la construction des croiseurs, qu'elle poursuit avec une rapidité étonnante. Le *Kiso*, le *Kitakami* et le *Oi*, commencés dans la seconde moitié de 1919, étaient tous en service avant octobre 1921. Le *Izuzu* et le *Nagara* ont été achevés en vingt mois (1). L'Italie, dont la flotte légère est déjà sensiblement supérieure à la nôtre, vient d'autoriser la mise en chantier de 2 croiseurs légers et 4 contre-torpilleurs. De 1924 à 1927, elle prévoit 3 croiseurs légers et 12 contre-torpilleurs. L'Espagne elle-même vient, le 3 mars, de lancer le *Mendez Nunez*, qui doit filer 29 nœuds et déplacera 4725 tonnes; elle achève de Don-Blas-Lezo et va commencer deux nouveaux croiseurs de 8000 tonnes du type *Raleigh*, donnant 33 nœuds, ainsi que trois destroyers de 1145 tonnes filant 39 nœuds. Ne serait-ce que pour répondre à ces constructions, la France a l'impérieux devoir d'entreprendre des navires rapides de même type que ceux qu'elle peut éventuellement rencontrer sur sa route. Il serait vain d'espérer combattre en effet avec des sous-marins et des avions des unités légères, dont la vitesse dépassera 30 nœuds et qui porteront une puissante artillerie dont une batterie anti-aérienne. Rappelons-nous la doctrine de Falerne : *similia similibus*. Les unités de surface ne peuvent être réellement neutralisées que par des unités de même nature. Comme l'a fort bien dit la Commission compétente de la Ligue maritime et coloniale, ce serait souscrire à un désarmement naval que de laisser toutes les nations du monde répandre sur les mers leurs corsaires à grand rayon d'action, et de dédaigner cet instrument de combat, qui peut être appelé à jouer éventuellement un rôle très important.

A ce point de vue, le principal objectif de notre Marine sera d'assurer le passage des troupes d'Afrique à travers la Méditerranée. Cette mobilisation ne pourra s'opérer que sur des bâtiments de surface, de préférence, sur des paquebots de

(1) Nous ignorons encore dans quelle mesure la catastrophe de Yokohama est susceptible de retarder l'exécution de ce programme.

commerce. Toute autre façon de comprendre la mobilisation est purement chimérique. L'amiral Darrieus faisait observer tout dernièrement qu'un transport sous-marin de 2500 tonnes ne peut porter que 170 hommes. Pour transporter un bataillon, il serait nécessaire d'employer 10 000 tonnes; encore ce tonnage devrait-il être exclusivement affecté au transport et ne réserver aucune place aux approvisionnements de torpilles. Par la voie des airs, un avion de 470 HP sur 800 kilomètres ne peut prendre que 20 hommes. Il est donc absurbe de prétendre que l'évacuation d'une grande masse de troupes peut s'effectuer autrement qu'à l'aide d'une flotte de surface. Or, celle-ci nécessite des convoyeurs. Ces convoyeurs ne peuvent être eux-mêmes que des navires de surface, non seulement dans le dessein de repousser des attaques de bâtiments de même type (il suffirait d'un contre-torpilleur pour jeter le désarroi dans toute une flotte de transports), mais encore pour s'opposer aux attaques des sous-marins et des avions ennemis. Le rideau d'une batterie anti-aérienne n'est-il pas la meilleure sauvegarde d'un convoi contre le bombardement de flottilles aériennes ! Il est donc indispensable de concentrer dans la Méditerranée des forces navales nombreuses pour assurer la mobilisation des troupes d'Afrique, qui est vitale pour la sécurité de la France. Ces croiseurs, ces contre-torpilleurs contribueront à la défense du territoire, en prolongeant en quelque sorte la sécurité de la route du Rhin à la Méditerranée, jusque sur les rives d'Afrique. Les événements qui viennent de se dérouler dans les deux Péninsules flanquant cette route, soulignent la nécessité pour notre pays de rétablir l'équilibre naval dans le bassin occidental de la Méditerranée. Il n'est pas douteux que le fascisme italien ou le nationalisme espagnol n'orientent la politique de ces deux nations dans le sens d'un développement de leurs forces maritimes. Notre programme, en cours de réalisation, ne comprend que 3 croiseurs et 6 contre-torpilleurs, alors que le programme combiné de l'Italie et de l'Espagne comporte 6 croiseurs et 7 contre-torpilleurs. Il est donc supérieur au nôtre, alors qu'il devrait lui être inférieur. L'axe de la politique navale se déplace vers la Méditerranée où l'Angleterre rassemble ses flottilles les plus modernes. Nos projets, sans porter ombrage à personne, doivent s'adapter cependant à ces nouvelles circonstances.

La nécessité d'une flotte légère n'est pas moins démontrée

quand il s'agit d'assurer la liaison entre la France et ses colonies. Ce type de bâtiment a prouvé, en outre, qu'il n'avait rien perdu de son importance dans la dernière guerre. Les croiseurs légers que les Allemands ont lancés en enfants perdus à travers le globe ont littéralement semé la terreur partout où ils ont passé. Leur rapidité leur a permis d'échapper pendant très longtemps à la poursuite des escadres anglaises envoyées à leurs trousses, et ceci bien que l'Allemagne fût démunie de points d'appui. On se souvient que la politique de la France, au commencement de ce siècle, consistait justement à construire des croiseurs et à se ménager des bases navales pour ravitailler nos croiseurs, destinés, dans notre esprit, à renouveler les exploits des anciens corsaires. Nous avons poussé cette politique jusqu'à l'exagération ; il n'est pas moins vrai qu'elle contient une grande part de vérité, la situation de nos colonies se prêtant admirablement à ce genre de guerre.

Il est bon d'ajouter que les progrès techniques de la torpille tendent à redonner une sérieuse actualité au bâtiment de surface. Lorsqu'on devait lancer la torpille automobile à moins de 800 mètres du but, le croiseur qui tentait une telle manœuvre, dans des conditions de visibilité normales, avait bien peu de chances de parvenir en position de lancement, d'où la nécessité de recourir au sous-marin, qui peut en plongée braver l'artillerie la plus redoutable. Mais avec nos torpilles de 550 millimètres on lancera bientôt à plus de 15000 mètres. A cette distance, un bâtiment rapide est généralement peu vulnérable. L'utilisation des torpilles en gerbe contre un tel objectif ne manque pas d'une réelle efficacité. Compte tenu de leur vitesse initiale relative, il apparaît que l'emploi tactique de l'obus et de la torpille tend à présenter des analogies de plus en plus grandes. On a donc prétendu bien à tort que la présence du sous-marin et de l'avion transformerait les méthodes de combat et rendrait inutile ce qu'on appelle les éclaireurs d'escadre. Cette façon de concevoir le problème est beaucoup trop étroite. Les avions ne pourront pas opérer par tous les temps, ni sur tous les théâtres d'hostilités. Tout le monde reconnaît que l'avion est un merveilleux instrument de reconnaissance ou de défense des côtes, mais ce n'est point un moyen de domination navale. Quant au sous-marin, il est facile de démontrer qu'il n'est point apte à amener une décision.

* * *

Examinons son rôle dans la poursuite des deux objectifs fondamentaux de la guerre navale : maintenir l'intégrité de nos communications maritimes; rompre celles de l'adversaire. Le moyen radical d'obtenir le premier résultat est évidemment de détruire les forces navales ennemies en une ou plusieurs batailles ou de les bloquer si elles évitent le combat. Peut-on compter sur les sous-marins pour détruire les forces de surface ennemies?

Sur ce point, l'expérience de la dernière guerre est décisive, et l'on doit, sans hésiter, répondre négativement. La « Grand Fleet » britannique a pu balayer la mer du Nord pendant toute la durée des hostilités, en ne subissant, du fait des sous-marins allemands, que des pertes insignifiantes. Tous les marins sont d'accord pour estimer que des forces de surface rapides, bien manœuvrées et couvertes par un nombre convenable de grands torpilleurs, n'ont pas grand chose à craindre des sous-marins. Nous avons vu que, pour les mêmes raisons, des sous-marins escortant des convois de navires marchands seraient incapables d'assurer seuls la protection de ces convois contre les attaques des groupes légers de surface (croiseurs et destroyers) et ils seraient évidemment plus incapables encore de protéger ces mêmes convois contre les entreprises des sous-marins ennemis attaquant en plongée. Ainsi, une flotte composée exclusivement de sous-marins ne saurait garantir la sécurité de nos communications maritimes, car elle ne pourrait y parvenir ni indirectement par la destruction des forces navales ennemies, ni directement, par la protection immédiate de nos convois.

Les sous-marins livrés à eux-mêmes sont-ils du moins capables de réaliser la rupture des communications maritimes ennemies? Les succès obtenus par les sous-marins allemands ont eu pour effet de troubler beaucoup d'esprits. On oublie trop souvent que l'efficacité du procédé allemand fut le résultat de deux causes exceptionnelles : la surprise causée par l'apparition d'une méthode nouvelle de guerre commerciale, et le fait que la conflagration, étant presque universelle, ne laissait subsister que quelques neutres incapables de réagir ou décidés à tout supporter. La surprise ne pourra plus désormais être escomptée. D'autre part, rien ne permet d'affirmer que toutes

les guerres auront désormais pour effet de mettre aux prises la totalité des grandes Puissances mondiales.

Si une Puissance quelconque, pourvue d'une nombreuse flotte sous-marine, se trouvait demain seule en lutte avec les États-Unis, par exemple, elle serait manifestement contrainte de n'utiliser ses sous-marins contre le commerce ennemi qu'avec la plus grande prudence, et, en tout cas, d'arraisonner et visiter tous les bâtiments rencontrés, car, si ses submersibles entreprenaient de couler sans examen tout ce qui passerait à portée de leur vue, elle aurait bientôt soulevé le monde entier contre elle. Or, le fait seul d'être contraint d'arraisonner et de visiter les navires marchands suffirait pour paralyser rapidement l'action du sous-marin. Il aurait même pour effet d'entraîner leur destruction progressive en permettant de les attirer dans des pièges faciles à imaginer.

Il serait donc tout à fait inexact de croire qu'une Puissance continentale, obligée de se contenter d'une marine faible, pourrait menacer gravement les communications d'une grande Puissance maritime par le seul fait d'une nombreuse flotte sous-marine, même en s'affranchissant de toutes les règles du droit des gens. La question se trouverait d'ailleurs juridiquement résolue, au bénéfice des grandes Puissances maritimes, par l'adoption des résolutions du sénateur Lodge. La deuxième résolution interdit, purement et simplement, l'emploi des sous-marins comme instrument de guerre commerciale. Cette exclusion paraît même inutile, dès lors qu'on accepte l'obligation pour les sous-marins de se conformer aux règles du droit des gens, qui peuvent tout aussi bien être violées par des croiseurs de surface. Bref, pour des raisons d'ordre technique et juridique, une flotte sous-marine, agissant seule, sera désormais hors d'état d'interrompre les communications maritimes de l'ennemi.

***

Une dernière considération confirme la thèse que nous venons de soutenir. Ce qui a fait jusqu'ici la grande force du sous-marin, c'est la faculté qu'il possédait de s'approcher de son objectif à portée de torpille sans être repéré, et d'attaquer son ennemi en restant invisible. En dehors de cet avantage, le sous-marin en possède-t-il d'autres? Sa vitesse est très limitée et

même en surface, elle est de 50 pour 100 inférieure à celle d'un torpilleur ordinaire. Son rayon d'action est beaucoup plus réduit, du moins en plongée. Son habitabilité est fort précaire à cause de l'encombrement. Quant à l'armement d'un sous-marin, il se compose presque exclusivement de torpilles automobiles, l'artillerie qui existe sur le pont ayant surtout pour but la défense contre les navires marchands. Au contraire, un torpilleur de 1 400 tonnes possède non seulement un approvisionnement de torpilles, mais 4 pièces de 13 centimètres et 2 de 75 millimètres. Le sous-marin est en outre beaucoup plus vulnérable qu'un bâtiment de surface, étant donné que son coefficient de flottabilité est sensiblement moins grand. En plongée, la moindre avarie devient mortelle pour lui.

Si donc le sous-marin perd le bénéfice de son invisibilité, il cesse par le fait même de devenir l'arme perfide et dangereuse qui pouvait en quelque sorte annihiler l'action des navires de surface et leur rendre les mers inhabitables. Cette détection du sous-marin à laquelle on s'est appliquée au cours de la dernière guerre sans grand succès est sur le point de passer du domaine de l'hypothèse dans celui de la réalité. On conçoit en effet l'intérêt qui s'attache pour un navire à révéler l'arrivée d'un sous-marin. Il semble qu'on n'ait d'autre moyen pour y parvenir que l'écoute des sons. Rien, en effet, ne permet de traverser le milieu sous-marin. Ni la lumière, qui ne se propage pas à des distances importantes, ni les ondes hertziennes. La vue à travers une couche liquide dans le sens horizontal est en effet extrêmement limitée. Dans la Méditerranée où l'eau est la plus pure, à trente mètres de profondeur en plein midi il n'y a qu'une lueur blafarde. Au delà, c'est l'obscurité complète. Il est tout à fait illusoire d'espérer percer cette obscurité avec des foyers lumineux tels que les projecteurs électriques. Le son reste donc le seul moyen de propagation des signaux à travers la mer. Mais comment écouter le bruit fait par l'approche du sous-marin?

En admettant même que nous possédions des appareils assez sensibles pour percevoir les sons à une certaine distance, le problème ne serait pas complètement résolu, car le sous-marin trouverait le moyen de se rendre silencieux, soit en stoppant, soit en amortissant le bruit de l'hélice. Les appareils qui existaient à la fin de la guerre, et qui étaient établis sur

l'écoute directe, ont cependant rendu des services considérables. Ils ont contribué à la destruction des sous-marins allemands; au point que leur odieuse campagne avait en grande partie perdu son efficacité quand l'armistice a été signé. Mais les découvertes récentes d'un savant français, le professeur Langevin, vont peut-être révolutionner la science de la réception et de la transmission sous-marine. Il a fallu sortir du domaine sonore proprement dit pour passer dans le domaine des ondes ultra-sonores. C'est en utilisant les ondes de vibrations des ultra-sons de fréquence comprises entre trente mille et cent mille par seconde, qu'on a pu percer le mystère du milieu liquide. Bien des tentatives avaient été faites pour produire l'émission de ces ondes. Aucun des procédés adoptés n'avait donné satisfaction. On fait actuellement appel à la transmission d'ondes élastiques de compression de haute fréquence, qui permettent l'échange de signaux par voie de vibration et la détection qui profite de l'écho produit par l'objet que l'on veut déterminer. La masse sur laquelle frappent les ondes de compression revient ene quelque sorte à son point de départ, comme la voix humaine jetée dans une vallée sonore. La transmission et la réception des ondes est opérée par un appareil qui transforme l'énergie électro-magnétique, en énergie élastique, par déformation des oscillations électriques en oscillations élastiques. Les progrès de la science nous bouleversent. Il n'y a pas vingt-cinq ans que l'on considérait le sous-marin comme une troublante innovation, et voilà qu'aujourd'hui deux de ces étranges squales d'acier peuvent correspondre entre eux au sein des océans, et servir d'écho à de singulières vibrations, se propageant dans la masse liquide, comme les ondes hertziennes traversent l'espace aérien. La solution pratique du problème n'a, en effet, été possible que grâce au développement récent des procédés de T. S. F. : car il a fallu découvrir une véritable antenne sous-marine à émission et réception dirigées.

Le principe étant connu, il restait à réaliser d'une façon claire la signalisation et la détection. Après de laborieuses recherches, le professeur Langevin est sur le point de résoudre la difficulté; cette découverte aurait dû rester uniquement française, et nous aurait placés, au point de vue militaire, dans une situation exceptionnelle, puisque nos sous-marins eussent pu s'approcher de l'ennemi sans être découverts, tandis que

nous eussions décelé la présence de nos adversaires. Mais les directives mêmes des travaux de M. Langevin sont connues de nos alliés auxquels nous les avons communiquées pendant les hostilités. Il n'en reste pas moins vrai qu'ils ignorent le parti que nous avons tiré des ondes ultra-sonores, ou plutôt de l'application de ces ondes. Nous ne décrirons donc point l'ingénieux appareil qui vient d'arracher à la mer le secret de son écho. Nous ne donnerons pas davantage de précisions sur les résultats pratiques, ni sur les progrès de la détection sous-marine. Ainsi l'avenir de la détection sous-marine est fondé sur la réflexion d'une énergie émise par le bateau de surface. Par conséquent, rien ne permet de supposer que le sous-marin puisse échapper aux conséquences de cette réflexion, puisqu'il faudrait qu'il supprimât sa masse elle-même, où vient se heurter l'écho des ondes de compression. Dès maintenant, on peut donc prévoir, bien que les résultats pratiques du procédé Langevin ne soient pas encore parfaits, qu'il deviendra bientôt possible de déterminer la distance et le gisement d'un sous-marin à une distance suffisamment lointaine pour qu'on tente de le détruire avant qu'il ait pu lancer sa torpille. Cette œuvre de destruction est relativement aisée à un bateau de surface rapide, qui peut foncer sur le sous-marin et lui lancer des bombes qui ne tarderont pas à lui être fatales.

Ceux qui, prétendant que le bâtiment de surface est une arme périmée, mettent toute leur foi dans le sous-marin, risquent de se tromper et d'égarer l'opinion publique. Ils ne comprennent point que la science, en forgeant de nouveaux instruments de destruction, invente en même temps des remèdes pour conjurer le mal. En l'espèce, la téléphonie sous-marine, la T. S. M., pour employer une abréviation moderne, devait nécessairement suivre de près la science de la navigation sous-marine.

Ainsi que l'expose le professeur Langevin : « Comme un phare d'automobile permet d'explorer la route par retour vers l'observateur de la lumière que diffusent les obstacles, l'appareil ultra-sonore rend le même service au navire avec cette différence qu'il sert aussi bien à émettre qu'à recevoir des ondes, jouant ainsi à la fois le rôle du phare et celui de l'œil. » Voilà donc que, sous le faisceau indiscret des ondes ultra-sonores, le sous-marin perdrait un de ses grands mérites militaires ;

l'invisibilité. Est-ce à dire qu'il ait cessé d'être dangereux? Loin de là! L'expérience acquise au cours des siècles nous enseigne que les armes nouvelles sorties du cerveau de l'homme s'ajoutent aux anciennes, mais ne les suppriment que très exceptionnellement. N'avons-nous pas vu reparaître l'éperon, au cours de la dernière guerre, comme moyen de lutte entre deux petits bâtiments? Les vedettes chargées d'explosifs et dirigées à distance, imaginées par les Allemands, ne rappellent-elles pas, dans le principe, ces brûlots qu'on croyait à jamais disparus?

Agissant isolément, les différentes armes sont impuissantes, aussi bien sur mer que sur terre, à atteindre par leurs seuls moyens les fins de la guerre. L'expérience et la raison sont d'accord pour montrer la nécessité de les associer étroitement, de les faire concourir harmonieusement à l'obtention du résultat final. C'est cette nécessité, aujourd'hui reconnue, de la *liaison des armes* qui domine toute la tactique moderne. Impuissant à résoudre l'angoissant problème de la guerre navale, le sous-marin n'en reste pas moins une arme de haute valeur, appelé à jouer un rôle essentiel dans le concert de toutes les autres armes. Il sera seul capable, en particulier, d'exercer une surveillance continue au large des grands ports de guerre ennemis ou dans les passages resserrés, seul capable de mouiller discrètement des mines aux mêmes points. En outre, c'est un excellent chasseur de submersibles, et nul n'est plus apte à paralyser l'action sous-marine que le sous-marin lui-même. Enfin, si les Allemands n'ont pas réussi à faire intervenir les sous-marins dans une bataille entre flottes de surface, tout laisse supposer que cette intervention est possible. Agissant en liaison avec des croiseurs légers, des torpilleurs, des dirigeables et des avions, le sous-marin pourra rendre encore de multiples services et participer utilement à un grand nombre d'opérations dirigées contre la navigation commerciale.

Ce serait donc méconnaître le but même de cet article que de s'imaginer qu'il tend à paralyser la reconstitution de nos forces sous-marines. Bien au contraire, nous sommes les premiers à regretter l'insuffisance de ces forces. Du premier rang que nous occupions en 1902, en matière de navigation sous-marine, nous étions passés au second en 1914 avec 77 unités contre 89 à la Grande-Bretagne. Au 1er avril 1921, nous n'occu-

pions plus que le quatrième rang, après les États-Unis (133 unités), la Grande-Bretagne (120), l'Italie (57). Les 54 sous-marins que nous possédions avaient même moins de valeur que les 50 du Japon, en raison de leur ancienneté. Cette situation n'a fait que s'aggraver. M. Lemery, qui a eu la curiosité de calculer la valeur des bâtiments, en tenant compte de leur coefficient de dépérissement, vient de découvrir que notre flottille sous-marine ne valait plus que 60 millions! Un tel chiffre se passe de commentaires. Cette constatation est d'autant plus navrante que le premier sous-marin autonome doué de qualités militaires réelles fut présenté par un ingénieur français, M. Laubeuf, actuellement en service chez MM. Schneider et Cie. Notre décadence est due en grande partie à ce que nos services des constructions navales ont fait de la construction du sous-marin un monopole d'État, et ont eu, alors que nos arsenaux étaient dépourvus des moyens d'action nécessaires, la folie de dédaigner le concours de l'industrie. Conçoit-on en effet que le ministère de la Guerre ait eu la prétention de fabriquer tous nos avions de combat dans ses propres établissements, et se soit passé de l'aide d'un Bréguet ou d'un Farman? Nous sommes revenus, heureusement, à plus juste compréhension de nos exigences nationales. Nous ne devons rien négliger en effet pour reprendre, dans le rang des Puissances sous-marines, la place que nous n'aurions jamais dû perdre. Ceci ne doit pas nous empêcher de nous consacrer également aux flottes de surface.

Nous avons, pensons-nous, suffisamment démontré la nécessité de les maintenir dans les cadres de nos forces navales actives. Il resterait à définir le type d'unités désirables, mais ceci est une tout autre question.

René La Bruyère.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

La lutte contre les fléaux sociaux. — Le retour à la terre.

Aux Mémoires de l'Académie de Dijon, une remarquable étude de M. G. Roupnel, « l'Université et la Région, » montre dans nos Universités, non seulement les produits mêmes des régions, mais encore les exploratrices des diverses ressources régionales. « Dans toutes les Universités, écrit l'auteur, s'il y a une certaine prédominance des travaux et des études régionales, cette prédominance est née par la force des choses; et elle est une adaptation à des ressources et à des moyens restés trop longtemps méconnus. » Il cite notamment ces jeunes géographes qui, dans toutes nos provinces, élaborent « les éléments scientifiques qui permettront d'y dresser l'inventaire de leurs ressources et d'y fixer le programme rationnel des entreprises et des réformes... Dès maintenant, vous pouvez apercevoir partout, dans l'activité universitaire de la province, les préludes de la vraie œuvre de réparation et de salut. »

M. Roupnel remarque justement : « Il n'est pas un des grands mouvements de l'intelligence française qui n'ait été la concentration d'efforts qu'a déterminés le génie naturel de la province. » Et il conclut : « Prenez conscience, si vous le pouvez, du spectacle de cette animation intérieure, de cet incessant échange entre la province et Paris, qui constitue comme le rythme de la vie française. C'est dans ce brassage intérieur, entre des forces qui se complètent et des énergies qui se répliquent, que s'est élaborée cette personnalité supérieure qu'est la France. »

M. Roupnel ne sépare pas, bien entendu, l'activité des Universités de celle des Sociétés savantes, et notamment des Acadé-

mies de province; il n'oublie point que l'Académie de Dijon fut la véritable créatrice de l'Université de cette ville. Il suffit d'ailleurs de lire, dans le même Bulletin, les belles études de M. H. David sur « les thèmes de sculpture religieuse, » en Bourgogne, à la fin du moyen-âge, de M. Bidault de l'Isle sur « le phénomène optique dit effet Debrand, » de M. P. Brunet sur « la psycho-analyse » de Freud, pour constater la diversité des travaux de cette compagnie.

Mais cette « œuvre de réparation et de salut » de la France victorieuse, que signale M. Roupnel, n'est pas seulement en puissance dans les travaux des Académies et Sociétés savantes. Presque toutes, sans dédaigner les recherches historiques, s'attachent avec un zèle particulier à la recherche et à l'exposé des problèmes économiques et sociaux dont dépend l'avenir de la France.

***

Le Bulletin de l'Académie de Besançon, par exemple, est presque tout entier consacré à la lutte contre les fléaux sociaux. La province, sans doute parce qu'elle est mieux placée pour suivre la naissance, le développement ou le déclin et la disparition des familles, avec leurs conséquences heureuses ou tragiques, s'attache davantage à tout ce qui peut conserver, avec des individus sains, des familles prospères et une patrie forte.

Elle a célébré avec une pieuse admiration le centenaire de Pasteur, grand sauveur d'hommes et de richesses, savant prodigue en bienfaits, noble personnification de la race française. En parlant à l'Académie de Besançon de « l'Œuvre des Pastoriens, » magnifique développement des travaux de l'illustre Comtois, le docteur Ledoux, ne faisait que prolonger l'hommage de toute sa province, du monde entier.

Mais, dans le même Bulletin, une étude du docteur Maréchal sur « les Œuvres d'hygiène sociale dans le Doubs » démontre, comme le font aussi les Mémoires des Académies de Bourg, de Bordeaux et de beaucoup d'autres villes, que la province ne s'est pas contentée de théories contre les fléaux sociaux, et qu'elle a appliqué avec une belle vigueur, au moins dans certains départements, les principes d'hygiène de Pasteur. « Faire de l'hygiène sociale, dit excellemment le docteur Maréchal, c'est franchir le taudis pour y apporter l'air et la lumière; c'est protéger la mère et assurer la vie de l'enfant qui va naître; c'est soustraire le jeune adolescent à une contamination certaine; c'est, à tous les degrés de l'échelle sociale, sauver

des existences par une lutte implacable contre les fléaux sociaux qui déciment notre population, déjà si éprouvée par la guerre. »

Et voici les résultats obtenus dans le Doubs, grâce en partie à la ténacité du docteur Maréchal, qui n'est pas seulement un savant praticien, mais un de ces animateurs, de ces apôtres, dont la France est riche.

Rappelons que le Doubs, malgré un excédent annuel d'environ 1 200 naissances, a vu tomber sa population de 310 827, en 1881, à 300 022, en 1911, et 285 022 en 1921. La guerre, l'émigration vers les villes, la faible natalité, les maladies contagieuses, y mettent en péril, comme dans presque tous nos départements, l'avenir même de la race. Le docteur Maréchal, avec le concours du Préfet, M. Bacou, et du maire, M. Krug, a groupé, dans le Doubs, toutes les œuvres d'hygiène sociale pour la lutte commune. On a créé ainsi un laboratoire d'analyses bactériologiques et chimiques, trois centres de désinfection avec des matériels complets, une consultation prénatale, des primes à la natalité dans cent soixante-dix communes, des consultations de nourrissons, des gouttes de lait, une maison maternelle pour les mères abandonnées, un service d'infirmières visiteuses, une inspection médicale des écoles, — la première en France, — qui visite les 40 000 écoliers du département. Les enfants malingres ou prétuberculeux sont envoyés, l'été, en vacances dans les montagnes.

La lutte contre la tuberculose est d'ailleurs menée avec énergie par l'Office départemental d'hygiène que préside le marquis de Moustier, avec des dispensaires antituberculeux, des infirmières-visiteuses, les sanatoria de Villeneuve d'Amont et d'Hauteville pour les adultes, les préventoria de Brégille et de Palente pour les enfants. Elle serait incomplète sans la lutte contre le taudis. L'Office départemental du Doubs a acquis quatre grandes maisons à Besançon ; il fait construire dix maisons ouvrières à Saint-Claude, vingt-quatre aux Cras, trente-trois à Pontarlier.

On peut espérer que de telles mesures parviendront à relever la qualité et la quantité de la population dans ce département. Elles honorent singulièrement les bons Français qui les ont entreprises, l'Académie de Besançon qui s'y est associée et qui les propage.

***

Dans le « Précis » de l'Académie de Rouen, M. Dubreuil trace un spirituel tableau de l'installation du docteur Flaubert, père de l'illustre

écrivain, comme chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de cette ville. Mgr Du Bois de la Villerabel y établit avec beaucoup d'érudition et en véritable historien « les frontières de Basse et de Haute-Bretagne, » formées par l'invasion normande des IXe et Xe siècles.

Mais cette Compagnie, avec un sens pratique qui n'abandonne jamais les Normands, nous donne aussi d'excellentes études économiques : De M. Edmond Perrée : « les Origines de la filature mécanique du coton en Normandie, » où le nombre des broches à filer dépasse aujourd'hui un million et demi, avec une production de plus de 500 millions de francs; et de M. Cléry une étude sur la difficile « situation économique des tramways, » qui est commune à presque toute la France, et qui provient surtout de la « dévalorisation » du franc.

L'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse a entendu une remarquable communication de M. Hérisson-Lapierre sur la fabrication du phénol destiné à l'acide picrique par le procédé Butterlin et Fraysse.

Toutes nos académies sentent bien que le rétablissement économique de la France, la renaissance de sa prospérité sont les conditions nécessaires de la grandeur politique, que nous a préparée notre victoire. C'est pourquoi nous voyons partout cette préoccupation des moyens d'édifier une France digne de l'héroïsme de ses morts, de ses combattants d'hier.

La « Société libre de l'Eure, » qui est surtout agricole, et qui est présidée par un savant physicien, le duc de Broglie, pense, comme le faisait Sully, que la renaissance de la force et de la richesse françaises tient surtout au développement de son agriculture, au retour à la terre des hommes capables d'assurer ce développement. « La France, a dit M. Michel, sénateur, au Congrès de l'agriculture de Nancy, est peut-être le seul pays du monde capable de fournir à sa population tout ce qui est nécessaire à sa consommation. La dernière guerre nous a montré l'utilité d'un tel état de choses et l'avenir nous ordonne le maintien de traditions nécessaires à la vitalité même de notre pays. »

Mais pour que l'agriculture se maintienne et même se développe, — car toute l'Europe occidentale est importatrice des produits de la terre, — il lui faut des hommes. Comment retenir ces hommes à la terre, tout en développant la natalité par les moyens que nous venons de voir employés dans le Doubs ? Pour retenir les hommes à la terre, il faut sans doute leur donner une existence qui ne leur laisse pas trop

à envier celle des citadins : maisons saines et agréables, assurances contre les maladies et le chômage, facilités d'accession à la propriété, délassements par le cinéma et les hauts-parleurs de la T. S. F., etc...

C'est ce qu'a prévu le Congrès de Nancy, qui a étudié en même temps les moyens d'instaurer en agriculture des méthodes plus productives et un matériel mécanique plus développé, c'est-à-dire les conditions d'une production plus grande avec moins d'hommes. Car si l'agriculture française manque de bras, l'industrie et le commerce français, la colonisation, les laboratoires n'en manquent pas moins. L'affaiblissement de la natalité française atteint à la fois toutes les formes d'activité de la nation.

Il faut donc en agriculture, comme on le fait aux États-Unis, produire davantage avec moins d'hommes, c'est-à-dire par plus d'engrais, plus d'instruments mécaniques, qui entraînent le regroupement des propriétés parcellaires.

On ne doit pas oublier d'autre part que l'agriculture est la plus capable d'absorber, avec l'industrie minière, une forte immigration, qui doit être organisée sans délai.

Ce dernier expédient suppose évidemment que la France, consciente enfin du péril de mort de sa race, va pratiquer une énergique politique de repopulation. Il faut féliciter sans réserve toutes les compagnies de nos provinces qui, sous une forme ou une autre, s'attachent passionnément à la solution de ce problème.

C.-M. Savarit.

P.-S. — L'Académie des Jeux Floraux donne le programme des grandes fêtes qui seront célébrées à Toulouse, du 6 novembre prochain au 3 mai 1924, à l'occasion du sixième centenaire de sa fondation.

La Société d'émulation en Bourbonnais a consacré son dernier Bulletin au centenaire de Théodore de Banville; elle prépare un autre numéro spécial en l'honneur de Marcellin Desboutins.

REVUE LITTÉRAIRE

UN BOURGEOIS DE LOUIS-PHILIPPE (1)

Les bourgeois semblent avoir flori, sous le règne de Louis-Philippe, le mieux du monde. C'était la mode aussi de les railler, de les vilipender. Les romantiques les ont traités sans douceur ; et Flaubert, qui est toute sa vie resté romantique, les a voués à l'exécration des artistes. Le nom de bourgeois, depuis lors, a quelque chose d'injurieux : c'est dommage, s'il faut, comme je le crois, penser qu'une bonne bourgeoisie, et qui aurait conscience de ses devoirs, serait la solidité d'un État. Les romantiques n'étaient pas toujours bien raisonnables : peut-être ont-ils calomnié les bourgeois de leur temps. Il y a plaisir à connaître l'un de ces bonshommes, qu'a découvert M. Paul Gaulot, savant historien, conteur aimable, et qu'il nous présente fort gentiment.

Ce bonhomme s'appelle Yvonnet Mainnemare. On le trouve dans l'*Almanach des principaux habitants de Paris*, où les principaux habitants de Paris sont, en 1838, au nombre de vingt-cinq mille. Qualité : « propriétaire éligible ; » et il demeurait rue de Courcelles, dans le faubourg du Roule. Éligible, cela veut dire tout bonnement qu'il payait cinq cents francs de contributions pour le moins : il en devait payer davantage, ayant une assez jolie fortune. Quant à passer de l'éligibilité à l'élection, c'est une idée qui ne lui vint jamais. Il était né vers 1791 ou 1792 ; il avait vu la Révolution, le Consulat, l'Empire, le retour des Bourbons, les Cent-Jours, la seconde Restauration, 1830 et la monarchie de Juillet : tant de régimes lui donnaient le choix d'une passion politique, et l'embarras d'un choix qu'au bout du compte il ne fit pas. Il considérait Napoléon comme « un des plus

(1) *Les Indiscrétions d'un bourgeois de Paris*, par M. Paul Gaulot (Ollendorff).

grands hommes de tous les temps, le plus grand du nôtre, » et Louis-Philippe comme un roi sous le gouvernement duquel on vivait bien. Mais il gardait de la rancune, et très vive, contre les hommes de Juillet, dont l'entreprise avait eu l'inconvénient de lui coûter cher; il se souvenait d'y avoir perdu quelque dix-neuf mille francs et contracté environ trente-deux mille francs de dettes : « Moi, débiteur ! ce mot seul me désespère. » Conséquemment, il déteste l'engeance des « républicains velus. » Il est mort avant 48 : la destinée lui épargna de voir comme la République avait de la barbe cette année-là.

Ainsi M. Mainnemare nous paraît d'abord un homme à qui les révolutions déplaisent, qui aime l'ordre et la tranquillité. Cet homme a bien raison. Il est insensible à une espèce de poésie du désordre et de l'émoi, déplorable invention, moderne et absurde. Il ne recherche pas la poésie avant toutes choses; mais, s'il la recherchait, il la trouverait dans la sagesse du gouvernement et le repos des citoyens, sagesse et repos qui au surplus favorisent les arts. Que les artistes soient volontiers révolutionnaires, c'est une étrange folie. Les artistes, comme les bourgeois, ont besoin de sécurité; la prospérité environnante leur est extrêmement profitable. M. Mainnemare leur donne un bon exemple.

M. Mainnemare est leur ami. Ne compte-t-il pas, parmi ses intimes, Eugène Lami, Paul Delaroche et le comte Henri Delaborde, peintre et critique d'art, que l'on a connu, il n'y a pas un quart de siècle, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts, si fin, si aimable, un homme d'autrefois, comme on dit les jours qu'on n'est pas content de ses contemporains? Dans sa maison du faubourg du Roule, M. Mainnemare a des tableaux. M. Mainnemare est l'un des plus fidèles abonnés des Italiens; il ne manque pas une pièce nouvelle, ni un début d'acteur ou d'actrice, à la Comédie-Française. M. Mainnemare est abonné au *Journal des Débats;* il a le goût de la littérature.

Seulement, il n'est pas un artiste et n'essaye pas de peindre, ou de chanter, ou d'écrire. Qu'est-ce qu'il fait? Il regarde les tableaux des peintres; il va entendre les chanteurs et les cantatrices et lit les ouvrages des poètes ou des romanciers. Qu'est-ce qu'il est donc, ce bourgeois? Il est le public. Et les artistes auraient tort de le mépriser, qui, sans lui et ses pareils, seraient dépourvus d'un public. A d'autres époques, on voit se multiplier les peintres, les musiciens, les écrivains à un tel point qu'en vérité cela fait des milliers et des milliers d'artistes. L'Almanach de 1838 énumère, je le disais, vingt-cinq mille

principaux habitants de Paris : je crois que nous avons, présentement, plus de vingt-cinq mille artistes. Ce qui manquera, un de ces jours, c'est un public, pour tant d'artistes. Et l'on respectera M. Mainnemare, qui aimait les beaux-arts et qui ne les taquinait pas.

Ses amis les artistes le houspillaient, de temps en temps. Un jour, il en est tout ébaubi. Eugène Lami, « qui a le sens droit et qui n'a pas l'esprit dédaigneux, » lui a dit que la peinture était « une chose prodigieusement difficile en théorie et en pratique, » de sorte que les personnes qui n'en avaient pas fait une étude exacte ne devaient point essayer d'en parler. Il lui a dit : « Les gens du monde n'y peuvent rien comprendre. » Il lui a montré de bons tableaux et l'a prié de se taire; il lui a montré de mauvais tableaux et lui a dit : « C'est de la peinture d'homme du monde ; ce n'est pas de la peinture. » M. Mainnemare en a pris note et constate que voilà certes un langage « rigoureux, mais juste. » Il songe : « C'est à bon droit que les artistes récusent notre compétence, à nous ignorants. » Telle est la modestie de M. Mainnemare.

Mais un doute lui vient : « Si la peinture est une science occulte, exclusivement renfermée, pour son appréciation, dans le cercle de ceux qui la pratiquent, et même qui la pratiquent bien, à quoi sert-elle? Il ne reste donc, pour la juger et en jouir, que les bons peintres? La voilà réservée à une minorité presque imperceptible?... » Alors, et Lami en dira ce qu'il voudra, M. Mainnemare se remet à juger les tableaux, en amateur. Il s'aperçoit que c'est pour lui que travaillent les artistes.

Voici comme il passe ordinairement ses journées. Le matin, de très bonne heure, il s'éveille. Il ne se lève pas : il attend qu'on lui apporte son *Journal des Débats*. Il allume sa bougie, met derrière son dos un oreiller, puis un autre, afin de s'y appuyer et de se tenir droit. Il étend un grand morceau de serge noire sur les draps de son lit, un pupitre sur ses genoux : et il fait sa correspondance. Il écrit le plus volontiers à Mme de Nozan, belle-sœur d'Eugène Lami. Depuis que M. de Nozan a été nommé directeur du télégraphe à Toulouse, Mme de Nozan ne sait plus les nouvelles de Paris ; M. Mainnemare lui a promis de les lui conter avec bonne foi. Il est coiffé d'un bonnet de filoselle noire : il a endossé, dit-il, un gilet de tricot à grandes manches. Et il écrit à son amie, jusqu'au moment où le *Journal des Débats* lui arrive. Il lit son journal; il se lève. Il a tous les jours table ouverte : deux ou trois amis viennent déjeuner avec lui. Et il sort : visites d'affaires, ou de convenance, ou d'amitié, les musées,

les expositions de peinture, enfin les cabinets littéraires, où il parcourt les gazettes et les brochures d'actualité. Il dîne en ville quelquefois ; le plus souvent, il dîne à la maison et va aux Italiens ou à la Comédie-Française. Il aimerait à ne pas tant sortir ; mais il craint de prendre des habitudes apathiques : c'est pour cela qu'il sort tous les soirs.

Une telle existence a tout d'abord le défaut d'être inutile. M. Mainnemare ne le nie pas, il est paresseux. Mais, quoi ! s'il a des malaises, dort peu et, le matin, s'éveille plus las qu'il ne l'était la veille au soir, veut-on qu'il ait beaucoup d'activité ? Il donne le meilleur de son temps à la lecture ; et vous direz que la lecture est le travail des paresseux ? « Des paresseux bien élevés et sérieux ! réplique-t-il ; car il y a aussi la paresse de café, de cigare, de jeu, de chasse, de cavalcade, etc., etc. : celle-là n'est pas la mienne ! » M. Mainnemare est « homme du monde ; » et « l'on naît homme du monde comme on naît poète : » il ne prétend pas autre chose. L'inutilité de son existence ne lui paraît pas criminelle.

Trois fois la semaine, pendant six mois de l'année, il va aux Italiens. Cela vaut mieux, dit-il, que de rester devant son feu, dans son fauteuil, à lire et bientôt à s'endormir. Le « bruit agréable des voix et des instruments, *la douceur exhilarante de l'harmonie*, comme dit le médecin de Pourceaugnac, » le préservent de la somnolence ; la soirée passe.

Mais, en 1840, les Italiens sont à la fin de leur succès. Leur disparition sera, pour M. Mainnemare, un chagrin : « Je vais donc perdre, écrit-il à Mme de Nozan, un plaisir qui m'était, je l'avoue, bien doux et même, j'ajouterai, bien utile. Pendant six mois, il me rendait le double service de me soustraire aux velléités d'assoupissement dans mon grand fauteuil et à d'importunes invitations... » M. Mainnemare eut à rompre une habitude ; or, il n'avait pas de brutalité.

L'on a son portrait, par Henriquel-Dupont. Un petit homme, assez dodu. La redingote ouverte ; les plis du gilet dessinent le ventre. La tête, bien ronde ; les cheveux, châtains et frisés, que continuent les favoris jusqu'à la hauteur de la bouche, qui est souriante. Les yeux, sous les lunettes, ont de la douceur, de la finesse, de la mélancolie. Un grand col monte jusque aux favoris ; une grosse cravate noire est bien nouée. La main gauche tient une tabatière. M. Mainnemare est assis dans ce fauteuil où il a peur de s'endormir plus tôt qu'il ne le faudrait. Et il sourit à son peintre.

Il a vu les débuts de Rachel à la Comédie-Française, au mois

d'août 1838. Et c'est une chance ! Il a bien failli manquer cette soirée si mémorable, lui, le Parisien sans faute, le flâneur le plus exact aux spectacles dignes de sa curiosité. La Comédie-Française ne l'enchante plus : elle devient médiocre. Il se rappelle Raucourt, George et Duchesnois, qui n'ont pas été remplacées. D'ailleurs, il se défend d'apporter au théâtre une passion singulière et maladroite : il n'est qu'un « dilettante dramatique, lyrique et chorégraphique tout à fait égoïste ; » il veut du plaisir et il en veut « pour son argent. » Si un acteur ou une actrice commence de déchoir, il s'en aperçoit ; et, si vous l'accusez d'ingratitude, il vous répond qu'il a payé sa place et qu'on l'ennuie. Bref, la Comédie-Française annonçait *Faute de s'entendre*, comédie nouvelle de Charles Duveyrier, précédée de *Cinna*. Et *Cinna* ne tentait pas M. Mainnemare : il n'en vit que les deux derniers actes. Eh bien ! Rachel lui parut infiniment supérieure à ce qui l'entourait : voilà tout. Et il se coucha, ce jour-là, sans se douter que Rachel était ou serait une tragédienne extraordinaire. Il l'apprit par les journaux. Jules Janin fit, dans les *Débats*, un article plein d'enthousiasme : dont M. Mainnemarre se venge de son mieux en appelant ce Janin « plume ordinairement peu consciencieuse, peu estimée, néanmoins populaire. » Puis, les amis de M. Mainnemare le semoncèrent à l'envi. L'un d'eux était lié avec Samson, lequel Samson avait donné quelques leçons à la demoiselle Rachel. Samson, « comédien froid et médiocre, » un homme d'esprit cependant. L'ami de M. Mainnemare et de Samson voulut savoir ce que pensait de Rachel M. Mainnemare. Il répondit qu'à peine l'avait-il vue jouer deux actes de *Cinna*. Il fut « saboulé ; » il dut promettre d'aller voir la débutante jouer, dans *Andromaque*, Hermione. Il y alla. Il fut content, mais seulement content. Il l'écrit à son amie ; et il ajoute : « C'est une erreur peut-être et, aux yeux de bien des gens, c'est un crime. Vous n'imaginez pas, madame, la vivacité des reproches, même la violence des querelles interminables que m'a fait infliger le calme de mon approbation. » Mais il n'eut point de lâcheté ; il garda son calme et refusa tout délire.

Rachel, à son avis, n'était pas laide et n'était pas jolie. Là-dessus, M. Paul Gaulot cite une autre opinion, celle de Madeleine Brohan, qui avait pendant cinq ans, été à la Comédie-Française, amie de Rachel et qui disait à M. Paul Gaulot : « Nous étions pourtant alors, à la Comédie, un certain nombre d'actrices qu'on pouvait qualifier de belles ou de jolies femmes, Plessy, Favart, Fix, Figeac... Eh bien ! Rachel nous éclipsait toutes ! » M. Mainnemare ne dit pas exactement

le contraire ; il accorde aussi que le visage de Rachel prend le caractère du personnage qu'elle représente. Sa voix, il la trouve « sans charme, sans douceur; » mais il ajoute qu'elle est « juste, accentuée, incisive. » De beaux gestes; et de nobles attitudes. Mais peu de sensibilité, peu d'abandon. Beaucoup de force et de colère... Au surplus, c'est peut-être Hermione, plutôt que Rachel, que M. Mainnemare n'aime pas... Du reste, on l'ennuie avec cette Rachel, dont les admirateurs lui semblent des convulsionnaires. Et de conclure : « Si Mlle Rachel était ma sœur ou ma cousine, fiancée à un avoué ou à un entrepreneur de bâtiments, on ne la trouverait ni bien ni mal! » M. Paul Gaulot signale, dans cet argument, un sophisme.

On blâmera M. Mainnemare de méconnaître ainsi Rachel, puisqu'elle avait un grand génie. Je le louerai pourtant de ne pas feindre plus d'admiration qu'il n'en avait. La simplicité de son calme est digne d'estime ; la loyauté de son erreur est le signe de son courage. Sans doute aussi ne désirait-il pas éprouver, quant à lui, ces admirations qui vous ôtent la clairvoyance. Il avait soin de n'être pas dupe; il y mettait de l'orgueil et de la timidité. Il n'était pas sot, M. Mainnemare : mais le sublime le dérangeait de son habitude; alors, il montrait de la mauvaise humeur.

Il fallait que le sublime fût reconnu depuis longtemps pour que M. Mainnemare en prît volontiers son parti. Alors, c'était une affaire entendue : il n'admettait pas la discussion. Un jour, Granier de Cassagnac, dans *la Presse*, publia trois articles très romantiques, où Racine était malmené, *Athalie* maltraitée. M. Mainnemare en fut indigné. On lui dit, et il le crut avec plaisir, que ce Granier de Cassagnac ne savait rien du tout et n'avait jamais lu *Athalie*; que ce Granier de Cassagnac reprenait à son compte les arguments de Victor Hugo, son « chef de secte ; » et qu'il ne fallait pas accorder la moindre valeur aux opinions d'Hugo, « toujours animé d'une invincible antipathie, d'une véritable idée fixe contre ce chef-d'œuvre de la scène. » Les romantiques étaient alors assez absurdes: et M, Mainnemare déteste l'absurdité. Il déteste les romantiques. Il écrit à Mme de Nozan : « Je ne crains pas d'affirmer que, chez eux, l'orgueil fait dégénérer souvent l'esprit en sottise, quelquefois même jusqu'à la bêtise pure, témoin le peu d'estime de Victor Hugo pour *Athalie*... » C'est dommage que M. Mainnemare ne dise pas ses justes raisons de considérer *Athalie* comme un chef-d'œuvre de la scène. Il ne le fait pas. Il entend que la merveille d'*Athalie* soit reconnue de tout le monde. Il n'a point envie de mettre en question

ce qui n'est pas douteux; il n'aime pas l'incertitude : et ces romantiques le dérangent de sa tranquillité.

Les toquades des romantiques nous paraissent divertissantes. M. Mainnemare ne s'en amuse pas. Il est en plein dans la bataille. Il en veut à Victor Hugo; il le dénigre et, pour le discréditer auprès de Mme de Nozan, il raconte une anecdote plaisante, qui le fâche et pourtant qui flatte ses vives passions d'ennemi déclaré des romantiques. Le théâtre de la Renaissance a donné *Ruy Blas*. M. Mainnemare n'est point allé à la Renaissance. Il fallait y aller : M. Mainnemare a préféré le quiet mépris à une colère fatigante. Mais il a lu, dans les journaux, le compte rendu de ce *Ruy Blas*, où il y a « l'horrible compagnonne dont le menton fleurit et dont le nez trognonne. » Ce n'est pas tout ce qu'il y a, dans *Ruy Blas*; mais cela suffit à M. Mainnemare et, quand on lui parlera de *Ruy Blas*, il aura bientôt fait de citer ces mots détestables. Trognonner : un néologisme ! Célébrons M. Mainnemare, qui ne tolère pas les néologismes. S'il lui arrive d'employer un mot tout neuf, il s'en excuse. Or, cette « horrible compagnonne, dont le menton fleurit et dont le nez trognonne, » Hugo l'avait supprimée, après les deux ou trois premières représentations de *Ruy Blas* ; on la lui sifflait. Il l'a rétablie ensuite; et savez-vous, madame, pourquoi il a fait ce « vers inouï? » Vous ne le savez pas, vous ne le devineriez pas. Deux personnes avaient d'abord fait à *Ruy Blas* d'excellentes objections; deux personnes très distinguées : M. Cuvillier-Fleury, précepteur d'un des deux princes derniers nés du Roi et rédacteur au *Journal des Débats*, — il a publié, dans ce journal, de très intéressantes lettres sur Toulouse et le Midi de la France, — et M. Trognon, précepteur de l'autre petit prince, éditeur et commentateur de la collection des Chroniques de l'histoire de France, M. Cuvillier-Fleury et M. Trognon se sont permis de ne pas admirer *Ruy Blas* : voilà pourquoi fleurit le menton, trognonne le nez de l'horrible compagnonne.

C'est assez drôle. M. Mainnemare ne sourit pas. Il compte que Mme de Nozan ne sourira point et conclura qu'une critique d'*Athalie*, sous la signature de M. Granier de Cassagnac, lequel prend le mot d'ordre de M. Victor Hugo, lequel se moque de M. Trognon et de M. Cuvillier-Fleury, ne vaut rien, et qu'en définitive *Athalie* est un chef-d'œuvre de la scène, comme on n'en douterait pas sans folie.

L'argument de M. Mainnemare, si l'on dit que ce n'est pas grand chose, on a raison. Mais enfin, M. Mainnemare défend ses dieux. Les romantiques bouleversaient le culte de ses dieux. M. Mainnemare,

qui n'admet pas qu'on discute Racine, agit bien. Il est à son poste de combat. Que Victor Hugo dénigre *Athalie*, qu'importe? Le désordre serait fâcheux, si M. Mainnemare était crédule aux paradoxes de Victor Hugo : il ne l'est pas; et tout s'arrange.

La force de Mainnemare lui vient de sa fidélité aux jugements reçus depuis longtemps comme l'incontestable vérité. Il se tient à une opinion qu'il n'invente pas. Voilà le grand service qu'il rend à la bonne cause. Il n'est pas un novateur : il ne serait pas un fameux novateur, avouons-le. Un jour d'imprudence, il se figure, — il en éprouve une espèce de joie étonnée, — qu'il a découvert un chef-d'œuvre : et quel chef-d'œuvre! une ode sur la Liberté, « de la beauté la plus sublime. » Vous en doutez? « Le poète dit que l'esclavage dessèche, stérilise tout, et il allègue pour exemple les éléphants qui, dans les ménageries, sous la surveillance des cornacs, ne se reproduisent pas... » Le poète le dit, M. Mainnemare trouve cette pensée « juste, grande et belle. » Il ajoute : « Vous allez voir comme elle est exprimée... » Vous allez voir; vous avez vu : c'est lamentable. La compagne de l'éléphant ne veut pas subir les « honteuses douceurs » d'un « servile hyménée; » elle refuse, en dépit de l'amour qui « gronde et qui l'accuse, » des « sujets à ses oppresseurs. » M. Mainnemare est enchanté : « Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu, dans la poésie lyrique d'aucune langue morte ou vivante, une plus belle strophe et, si elle était de Malherbe, de Jean-Baptiste Rousseau, de Delavigne, de Victor Hugo ou de Lamartine, elle serait célèbre et dans la mémoire de tout le monde. » Oui, M. Mainnemare; seulement, elle n'est pas de ces poètes! De qui est-elle? « D'un individu qui ne passe pas du tout pour un homme de génie, regardé tout simplement sans doute dans le cercle de ses parents, amis et connaissances, comme un homme d'esprit à la douzaine, mon voisin, fameux seulement, et tristement fameux, par un grand désastre à la guerre... » C'est le général Dupont, à qui l'on reproche la capitulation de Baylen et à qui l'on ne fait pas grand honneur d'un poème en dix chants intitulé : *L'Art de la guerre*.

Je n'ai pas lu *l'Art de la guerre*; et, du général Dupont, je n'ai lu que les dix vers de la strophe citée par M. Mainnemare, où l'on voit bien que l'éléphant chérit la liberté, mais où l'on ne voit pas que le général Dupont soit un poète exempt de ridicule. Ainsi, M. Mainnemare ne serait pas un très bon juge, en poésie : M. Mainnemare, le public!

Mais non, M. Mainnemare n'est pas un très bon juge, en poésie.

A-t-on jamais vu que le public ne se trompe jamais? Le public se trompe; et la critique n'est pas infaillible. Un Sainte-Beuve, quand il s'agit de ses contemporains, vante de petits poètes : il néglige des écrivains plus importants, il les méconnaît. Blâmez Sainte-Beuve, et non pas M. Mainnemare. Ce n'est pas l'affaire de M. Mainnemare, propriétaire éligible, de discerner, dans la littérature toute neuve, la beauté prochaine. Son rôle consiste à maintenir le goût de la beauté plus ancienne, que les engouements nouveaux feraient oublier. Les romantiques dénigrent les tragédies du grand siècle : M. Mainnemare est là pour défendre *Athalie*. Je lui sais gré de défendre *Athalie*; et, s'il a certainement tort de ne pas s'apercevoir que Victor Hugo est un grand poète, je ne lui en veux pas.

Il écrit : « des hommes d'un esprit très distingué, Scribe, Victor Hugo et Thiers... » Et c'est comique, je l'avoue, parce que nous savons décidément que Scribe et Victor Hugo, ni M. Thiers, ne sont pas des écrivains de la même qualité. M. Mainnemare, qui les lisait, aurait dû le savoir. Il s'est trompé. J'aime mieux qu'il se soit trompé sur la valeur inégale de MM. Scribe, Hugo et Thiers, et qu'il ait défendu *Athalie* contre les attaques des novateurs.

M. Mainnemare n'est pas un novateur. S'il a trouvé si admirable, hélas! le poème du général Dupont et la strophe de l'éléphant libéral, c'est que ladite strophe a le tour des odes qui ont fait la gloire, désormais abolie, de Jean-Baptiste Rousseau. Pour une fois qu'il parut célébrer un nouvel ouvrage, il affirmait son goût d'une ancienne poésie. Et dira-t-on que c'est dommage, de voir un contemporain du romantisme si peu sensible à cette magnifique poésie en plein épanouissement? Peut-être. Cependant le romantisme eut tous les admirateurs qu'il lui fallait. Il lui fallait aussi des adversaires, pour l'avertir de ses torts, pour le détourner de se croire toute la littérature : eh bien! ce fut le rôle ingrat de maints bourgeois, entre lesquels M. Mainnemare est digne d'estime et de sympathie. Voudrait-on que le public fût moins revêche, plus vif à l'applaudissement des nouveautés? Il me semble que le public est aujourd'hui beaucoup plus facile à séduire. Je ne crois pas qu'il y ait à s'en réjouir. L'amour de la nouveauté, dans le public, c'est une extrême complaisance à la plus facile absurdité. Les Mainnemare, qui se souviennent d'*Athalie*, sont rares, maintenant : et l'on verra que c'est dommage.

Quiet, douillet, un peu craintif, M. Mainnemare est tout le temps dehors. Il eût volontiers passé à la maison ses journées. Son remuement l'étonne. Il se demande quelquefois pourquoi tant d'agitation.

Il a une simplicité charmante. Il croit qu'il ne va au théâtre que pour y gagner sans trop d'ennui l'heure de dormir. Il ne sait pas qu'il fait, quitte à se fatiguer, son métier d'homme qui est le public. La paresse le tente, ou l'indolence; il ne cède pas à la tentation. Ses amis les artistes le pressent de n'être ni indolent ni paresseux. Pourquoi? Ils le taquinent, et ils ne savent pas qu'il fait son métier d'homme qui est le public. Mais ils ne lui laissent pas de repos. Ils l'engagent à voyager, à visiter l'Italie. Et lui, les voyages l'effarent. L'été, quand les théâtres sont fermés, quelle excuse inventer, pour rester à Paris? M. Mainnemare dit bonnement qu'il voyagerait, s'il avait un compagnon de voyage. S'en aller seul en Italie, c'est triste!

M. Mainnemare cherche un compagnon de voyage. Un sien ami, de Mâcon, serait agréable, et n'est pas libre. Un autre ami, Paoli, tombe malade au moment de partir: et M. Mainnemare, au lieu d'aller en Italie, va seulement à Rouen, par le bateau à vapeur qu'on prend au Pecq. « Ah! pourtant, écrit-il à Mme de Nozan, combien je désirerais le faire, ce voyage d'Italie!... » Ses amis les artistes lui ont un peu monté la tête. Il ajoute, d'ailleurs, étant sincère : « Et surtout combien je regrette de ne l'avoir pas fait encore! » Il en serait débarrassé. Il n'entendrait plus les gens lui dire et lui redire, avec leur insistance, qu'il faut visiter l'Italie : « Ah! si j'étais à votre place, je voyagerais!... » Tant de bavards l'intimident. Mais, à la bonne Mme de Nozan, qui demeure en province, il dit l'exacte vérité: « Depuis dix ans, je suis devenu très amoureux du repos et de la vie routinière... » On lui répète qu'en voyageant il ferait partout des « observations » et trouverait, au delà des Alpes, « du caractère. » Il répond : « Les observations les plus intéressantes perdent pour moi de leur prix, quand il faut les aller chercher loin et avec difficulté. Le meilleur de tous les caractères est, à mes yeux, le bien-être. J'exige donc des conditions tout à fait à ma convenance pour me décider à quitter tant de jouissances bien douces qui ne me manquent jamais chez moi, ni dans les habitudes et les relations que je me suis créées, ou plutôt qui se sont créées pour moi insensiblement, en quelque sorte à mon insu. Eh! mon Dieu, si je pouvais emporter avec moi telles ou telles personnes, mon jardin, surtout mes livres, je serais toujours errant. » M. Mainnemare n'est pas un écrivain très singulier, ni un penseur très surprenant; mais, quand il tient une idée qui lui vienne d'un sentiment accoutumé, il ne l'exprime pas mal. Telles ou telles personnes, mon jardin, surtout mes livres...

Eh! Mainnemare, laissez les livres, pour quelques semaines; il y

a de beaux jardins en Italie; emmenez un ami. Les amis qu'il a emmenés au bord de la Loire, en Suisse, en Angleterre, excellents amis, n'étaient pas d'excellents compagnons de voyage : ils avaient leur égoïsme incommode. En Suisse, en Angleterre ou au bord de la Loire, M. Mainnemare devait, pour éviter les dissentiments et les chamailleries, sacrifier ses préférences, tourmenter son égoïsme, — le sien, le meilleur ! — et pratiquer une vertu d'abnégation qui lui laisse un mauvais souvenir... « Je dois dire qu'après le retour j'ai retrouvé ces amis tels pour moi qu'ils étaient avant le départ. » Ils lui avaient justement pardonné son abnégation.

M. Mainnemare fit pourtant le voyage d'Italie. A la veille de quitter sa vie ordinaire, il s'attendrit sur lui-même; et la plume lui tremble aux doigts, quand il écrit : « Adieu donc pour quatre mois, jardin que le printemps un peu tardif va embellir, mais non pour moi! Adieu, primeurs, lectures, causeries du déjeuner, réunions d'amis! Adieu, mon lit, où je dors un peu moins mal que dans tout autre. O sabouleurs, que de sacrifices je vous fais! » Les sabouleurs à qui M. Mainnemarre fait le sacrifice de sa tranquillité casanière, ce sont les gens, les frivoles, qui n'admettent pas qu'il reste chez lui. Donc, il partit un beau matin de mai pour l'Italie; et de Venise, étant allé à Trieste, il visita aussi Laybach et Vienne; il revint par les villes allemandes et la Suisse. Au bout de quatre mois, il était au Val de Travers et se souvenait de Jean-Jacques. Il ne se dépêchait pas de rentrer, se promenait en France, allait à La Ferté-Milon, « ville très petite et très rustique, qui n'a de remarquable que d'avoir vu naître Racine. » Et c'est à cause de Racine que M. Mainnemare ne balance pas de visiter La Ferté-Milon. A Charenton-Saint-Maurice, il y a le chemin de fer. M. Mainnemare sent la curiosité l'animer : il n'a jamais pris le chemin de fer; il le prend, pour aller à Versailles. Il traversera Versailles et derechef montera, dit-il, « dans une locomotive » et, en moins d'une heure, sera de retour à Paris. Content de retrouver sa maison? Mais oui, sans doute! Cependant, il n'a point de hâte. Il baguenaude. Il est devenu voyageur, en voyage.

Il rentre chez lui, où ses habitudes l'attendent. Elles ne lui font pas un grand plaisir. Certes, il recommence d'aller au théâtre, de blâmer les romantiques, de leur préférer Jean Racine et Jean-Jacques Rousseau; mais il est dissipé. Il a vu, en 1840, le nord de l'Italie et le midi de l'Allemagne : il n'a pas vu Florence, Rome et Naples. Il va partir encore une fois. Il a trouvé un compagnon de voyage, très aimable, un peu faible de corps et indolent de caractère, mais intelli-

gent et cultivé, d'humeur égale; et c'est un homme qui, depuis quelques années, met en vers français l'*Énéide*. Les « sabouleurs » n'approuvent pas qu'il ait choisi un compagnon si peu alerte. Delaroche lui dit : « Je vous donnerai quelqu'un; laissez-moi faire. Un garçon de talent, un jeune homme, pour qui vous payerez tout; mais il vous fera un album! » Delaroche avait probablement un élève, que tentait le voyage d'Italie et qu'il aurait volontiers mis à la charge de M. Mainnemare, lequel proteste : « Je ne suis pas un grand seigneur! Les magnificences conviennent peu à ma bourse, encore moins à mon caractère! » Et voilà M. Mainnemare sur les routes, en 1841, avec le traducteur de Virgile. Avant de s'embarquer, il écrivait à Mme de Nozan : « Adieu! adieu! » C'est le dernier signe de lui qu'ait découvert M. Paul Gaulot. Peut-être M. Mainnemare est-il mort en voyage, dans une auberge, loin de sa maison, de son jardin, de ses livres, comme un vagabond, lui, le parfait casanier.

Ses voyages sont, en quelque manière, le symbole de son aventure spirituelle. Il n'était pas un homme d'imprudence. Les « sabouleurs » ont mal fait de le lancer par le monde. Il fallait le laisser à Paris, où il avait son excellente activité. A Paris, M. Mainnemare accomplissait assez bien sa tâche de bourgeois. En voyage, il se perdait; il gaspillait sa vérité.

Or, la vérité de M. Mainnemare, ce n'est pas toute la vérité. M. Mainnemare, qui méconnaît Rachel et qui méconnaît Victor Hugo, ne le prenons pas étourdiment pour juge en toute question de littérature et de théâtre. Mais il a ses vertus : il ne veut pas qu'on méconnaisse Racine. M. Mainnemare ne vaut presque rien, quand il s'agit d'œuvres nouvelles; mais il garde les bonnes idées qui ne sont pas toutes récentes. Il a besoin de la durée : la durée aussi a besoin de lui. Sans lui, sans de tels bonshommes qui ont de la fidélité, de la mémoire et voire un peu d'entêtement, les novateurs iraient trop vite et iraient trop loin. M. Mainnemare n'est pas de force à les décourager : il les retarde pourtant. Il donne à la vie quelque lenteur, qui est ce qui lui manque davantage. Il a une espèce de sagesse, une espèce d'économie, sans quoi la vie est une folle.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'unité allemande a été fondée, par la Prusse et sa dynastie, sur les puissantes assises de la victoire et de la prospérité; il était à prévoir qu'elle ne résisterait pas à la défaite et à la ruine. Bismarck le savait : « Si l'on supposait, écrit-il dans ses *Pensées et Souvenirs*, un État dans lequel toutes les dynasties allemandes seraient brusquement supprimées, il n'est pas probable que le sentiment national allemand, dans les conflits de la politique européenne, serait assez fort pour retenir tous les Allemands en corps de nation, fût-ce sous la forme d'une fédération de villes hanséatiques ou de bourgs d'Empire. » Le sentiment de la communauté de race et de civilisation subsiste, la cohésion politique est ébranlée. C'est encore Bismarck qui a parlé de la « tendance qu'ont les Allemands à se séparer en groupements étroits, » et c'est le prince de Bülow qui a dit : « L'Allemagne est centrifuge. » Après le désastre militaire, une politique honnête et prudente, — comme fut chez nous celle de Thiers et de l'Assemblée nationale, — aurait remis sur pied une Allemagne qui n'avait rien perdu de sa vitalité économique; l'exécution du traité, le paiement des réparations auraient tressé un lien nouveau entre les différentes parties du Reich. Les Gouvernements allemands, stimulés par l'attitude de l'Angleterre, ont préféré biaiser, espérant se dérober aux conséquences de la guerre voulue et perdue : ils ont abouti à cette folie de la résistance passive et au désastre moral et économique qui achève de briser les cadres sociaux, politiques, financiers des peuples allemands. Tout autre serait le spectacle si, le 11 janvier, avait commencé cette collaboration économique pour le paiement des réparations que les Gouvernements français et belge, en saisissant un gage, espéraient inaugurer : l'anarchia et la guerre civile ne seraient pas déchaînées en Allemagne, le chômage serait atténué

en Angleterre. Les Gouvernements de Berlin et de Londres peuvent maintenant mesurer les conséquences de leur politique. La responsabilité des troubles d'aujourd'hui appartient non pas aux Puissances qui, fortes de leur bon droit, ont occupé la Ruhr, mais à celles qui ont pratiqué ou conseillé une résistance vouée dès le premier jour à un échec certain et irrémédiable.

Le désordre et l'anarchie se développent très vite. Discorde et incertitude au sein du Gouvernement, scissions dans les partis politiques, différends entre patrons et ouvriers, séparatisme et guerre civile entre les divers états du Reich, tel est le tableau. Le 9 octobre, la crise parlementaire est terminée; M. Stresemann obtient du Reischstag les pleins pouvoirs qu'il demandait, mais limités aux questions financières et économiques; seule l'extrême droite nationaliste et les communistes votent contre; mais il a fallu, pour arriver à ce résultat, des négociations, donc des concessions; il a fallu, notamment, obtenir que les populistes bavarois, s'ils votaient contre, du moins ne quittassent pas la salle et permissent d'avoir le *quorum*; de là des compromissions. A droite et à gauche, nationalistes-fascistes et communistes dénoncent le parlementarisme et ses usages comme responsables de l'impuissance gouvernementale; les parlementaires ripostent en accusant les extrémistes de fomenter la guerre civile : comment restaurer l'ordre en Allemagne en face de partis armés et prêts à en venir aux mains? Et comment gouverner en face d'un Stinnes qui, à la tête d'un groupe des industriels de la Ruhr, avant tout occupés de l'avantage de leurs affaires, réclame indemnités pour le passé, garanties pour l'avenir?

Dès qu'il est nanti, à l'intérieur, de ses pleins pouvoirs, M. Stresemann cherche à ouvrir, à Paris et à Bruxelles, une négociation qui lui donnerait au moins l'apparence d'un succès et consoliderait son autorité. Négocier avec la France, n'est-ce pas pour cela qu'il a pris le pouvoir? n'est-ce pas son programme? Le 9 octobre, les chargés d'affaires du Reich à Paris et à Bruxelles sont reçus par M. Poincaré et M. Jaspar. C'est ici qu'apparaît une confusion qui, volontaire ou non, a été, en Allemagne et en Angleterre, la source de malentendus et d'acerbes critiques contre M. Poincaré. Les Gouvernements français et belge ont, à maintes reprises, déclaré que dès que la résistance passive aurait effectivement pris fin, ils seraient prêts à entrer en pourparlers avec le Gouvernement allemand au sujet des réparations. Mais c'est sur la cessation de la résistance et sur les moyens de préparer la reprise du travail que M. Strese-

mann cherchait à négocier ; les Gouvernements français et belge, au contraire, estimaient que la reprise du travail ne devait être l'objet que d'ententes directes entre les intéressés allemands de la Ruhr et les autorités d'occupation. Pour le moment, il importait avant tout de ne pas confondre le problème local et particulier qui n'intéressait que les Allemands, les Belges et nous, et le règlement général des réparations auquel tous les Alliés sont appelés à participer. D'autre part, cesser la résistance passive, c'est, dans l'opinion du Gouvernement français, rétablir autant que possible les choses dans l'état où elles étaient le 11 janvier 1923, quand commença la folle équipée de la résistance, notamment reprendre intégralement les livraisons de charbon et de coke au titre des réparations. Or, le 17, M. von Hœsch demandait un nouvel entretien à M. Poincaré et lui faisait connaître que le Reich considérait comme impossible, en raison de la crise monétaire et financière, de rembourser aux propriétaires de mines les livraisons de charbon qu'ils pourraient faire aux Alliés : une fois de plus, le Gouvernement allemand se dérobait à ses obligations. La cessation de la résistance n'est qu'un vain mot si elle va de pair avec une nouvelle rébellion contre les stipulations du Traité : c'est ce que M. Poincaré n'a pas manqué de faire remarquer à M. von Hœsch en ajoutant que la crise monétaire ne pouvait créer, pour un grand pays comme l'Allemagne, une impossibilité radicale de garantir aux industriels l'indemnisation de leurs livraisons de charbon et de coke.

Il était visible que l'on se trouvait en présence d'une nouvelle manœuvre de Berlin pour échapper au Traité et que, une fois de plus, l'instigateur était M. Stinnes et les industriels. Un rapprochement s'est opéré entre Stinnes et consorts et M. Stresemann. On sait que l'importante firme Otto Wolff, qui extrait environ 10 pour 100 de la production totale de la Ruhr en charbon, a conclu avec les autorités franco-belge d'occupation un accord direct pour les livraisons de charbon ; cet accord gêne singulièrement les autres propriétaires de mines et crée, contre eux, un dangereux précédent, encore que le groupe Otto Wolff soit dans une situation un peu particulière, puisqu'il est soutenu par de gros capitaux hollandais. M. Stinnes et le chancelier paraissent avoir été préoccupés de refaire l'unité des industriels de la Ruhr, de trouver une nouvelle forme de résistance et un moyen inédit d'ameuter, contre la France et la Belgique, l'opinion générale et notamment celle de l'Angleterre. M. Stinnes complétait la manœuvre à Düsseldorf en

faisant connaître l'impossibilité où se trouvaient les propriétaires de mines de reprendre les livraisons sans indemnité. Il ajoutait que, ne pouvant continuer l'extraction du charbon dans des conditions trop onéreuses, les industriels seraient amenés à congédier leurs ouvriers; la famine et les désordres qui s'en suivraient, il appartiendrait aux autorités franco-belges d'y pourvoir. Ainsi la négociation se terminait par une menace et un chantage enveloppé qui, à eux seuls, suffiraient, s'il en était besoin, à justifier l'attitude de réserve et de prudence adoptée par M. Poincaré et M. Theunis.

La manœuvre apparut en pleine lumière quand, le lendemain du long entretien de M. Poincaré avec le chargé d'affaires du Reich, le Chancelier publia un communiqué très sec, où il rejetait sur M. Poincaré la responsabilité d'écarter toute tentative d'accord, — communiqué qui provoqua une note rectificative du quai d'Orsay, — et quand on apprit que M. Stresemann avait prescrit aux représentants diplomatiques de l'Allemagne auprès des différents États une démarche ayant pour objet de dénoncer l'intransigeance de la France et les conséquences qui ne pourraient manquer d'en découler. En même temps, les attaques de la presse allemande reprenaient comme sous le règne de M. Cuno, tandis que la presse libérale anglaise faisait chorus. Ainsi s'éclairait l'attitude ambiguë de M. Stresemann et de M. Stinnes : incapables de comprendre que le salut était dans le franc jeu, ils cherchaient un moyen de continuer la lutte, de provoquer une intervention diplomatique et d'embarrasser M. Poincaré en le mettant dans son tort. La résistance passive avait pour objet d'annihiler la victoire militaire de 1918 ; la manœuvre actuelle se propose d'annuler les effets de la victoire morale de 1923. Mais si le Gouvernement du Reich renonce non seulement à l'exécution du Traité, mais encore à ses plus élémentaires devoirs vis à vis des populations allemandes de la Ruhr, la France et la Belgique ont le champ libre. Le Gouvernement du Reich, sous l'inspiration des industriels et des militaires, tente de nouveau la politique du pire; mais les populations, comme toujours, sont victimes des joueurs de Berlin et il ne leur reste d'autre issue, pour manger et vivre, que la protection des Puissances occupantes. Abandonner le gage rhénan à son sort, c'est obliger la France et la Belgique à en organiser l'exploitation et le gouvernement.

La question des réparations, le problème de la Ruhr, n'apparaissent plus, au Gouvernement du Reich, ballotté au gré des forces antagonistes, que comme des détails en présence de la formidable

bataille politique et sociale engagée à l'intérieur de l'Allemagne. Jusqu'ici les industriels, les militaires, les capitalistes paraissent l'emporter; c'est de nouveau, comme dit Georg Bernhard reprenant un mot de Rathenau, « la rébellion des ducs du fer. » Le parlementarisme n'est plus qu'une ombre; une terrible lutte de classes est engagée, où le patriotisme n'est plus qu'un moyen de capter la confiance des peuples. La citadelle révolutionnaire est en Saxe; le bastion monarchiste et nationaliste en Bavière. Le 11 octobre, à Dresde, l'entente s'est établie entre les socialistes et les communistes saxons; ces derniers ont accepté d'entrer dans le ministère que préside le docteur Zeigner; ils détiennent deux portefeuilles, dont celui des Finances, et leur influence est pratiquement dominante. Le nouveau Gouvernement, déclare, le 12, devant le Landtag, le docteur Zeigner, « est le Gouvernement de la défense républicaine et prolétarienne. » En Thuringe, un nouveau ministère s'est constitué selon la même formule. Thuringe et Saxe fraternisent, s'entendent pour résister à Berlin et empêcher les nationalistes de Bavière de marcher sur la capitale. Mais le conflit éclate entre le Gouvernement saxon et le général Müller qui commande la Reichswehr et, en vertu de l'état de siège, dispose de pleins pouvoirs; il ordonne la dissolution des « centuries prolétariennes » qui sont au communisme de Saxe et de Thuringe ce que les « milices fascistes » sont au nationalisme de Bavière. M. Zeigner dénonce les violences du « nouveau Cromwell, » tandis que l'anarchie se développe : pillages de boutiques, commerçants rançonnés, paysans obligés de vendre leurs denrées. Le docteur Zeigner encourage ces bandes armées; il paraît aux réunions publiques escorté d'un détachement monté des « gardes prolétariennes ». Le ministre des Finances communiste, Böttecher, se rend à Berlin et s'entend avec la délégation des Soviets russes pour l'approvisionnement de la Saxe en denrées alimentaires. L'ancien « royaume rouge » est pratiquement indépendant sous son Gouvernement socialo-communiste. Le Gouvernement du Reich interviendra-t-il? Les socialistes, qui font partie de la « grande coalition » qui soutient M. Stresemann, s'y opposent; s'ils cèdent, les anciens « indépendants, » qui ont fusionné avec eux, ne vont-ils pas faire de nouveau sécession et rejoindre les communistes qui, déjà, débauchent leurs troupes? Pourquoi d'ailleurs réprimerait-on les excès de Zeigner, puisqu'on n'a qu'indulgence pour les excès de von Kahr? Et ils réclament la levée de l'état de siège. Mais M. Stresemann a décidé d'agir; 50

ou 60000 hommes de la Reichswehr entrent en campagne, occupent Leipzig et Dresde. C'est la guerre civile. Ce sera peut-être demain la dislocation de la « grande coalition » et, si le Reichstag compte encore pour quelque chose, la chute du cabinet Stresemann.

La crise, en Bavière, a un autre caractère. Le gouvernement de M. von Kahr, monarchiste et nationaliste, reproche au gouvernement du Reich les influences marxistes qu'il subit et qui se traduisent notamment dans les lois fiscales. Le général von Lossow qui, nommé par le Reich au commandement de la Reichswehr de Bavière, paraît à Berlin trop complaisant aux volontés de Munich, est rappelé; mais il refuse d'obéir au ministre de la Reichswehr, M. Gessler, et il est soutenu par M. von Kahr. On parle de rupture; la presse est très excitée; mais Berlin fait des concessions. La Bavière retrouvera son autonomie financière comme au temps de Bismarck; elle n'en sera que plus fidèle à l'unité allemande et, au besoin, l'accord des volontés se refera contre la France; mais cette unité, la Bavière aspire à la diriger, car les gens de Berlin sont trop près de la Russie et subissent des influences socialistes. Si le gouvernement de von Kahr se montre trop conciliant, Hitler et ses bandes sont là pour le stimuler; ils ne veulent plus de parlementarisme; ce qu'il leur faut, c'est une dictature militaire, nationaliste, réformatrice; ils s'intitulent « fascistes » et cherchent à capter la confiance des Italiens en les excitant contre la France; ils font de la propagande en Autriche. Si les troubles s'aggravaient, Hitler entrerait en lice et l'on verrait peut-être se déchaîner une jacquerie paysanne.

Anarchie rouge en Saxe et Thuringe, anarchie blanche en Bavière ; impuissance du gouvernement central à imposer les réformes nécessaires, à prévenir les catastrophes et à protéger les populations ; autorité qui s'effrite ou qui devient violence ; chômage menaçant avec son cortège de famine et de froid : c'en était assez pour déclencher le mouvement d'indépendance rhénane qui, depuis longtemps, se préparait, s'organisait, s'armait et qui, par suite de la « résistance passive » imaginée par M. Cuno et encouragée par les Anglais, avait fait, en ces derniers mois, de rapides progrès, que les fonctionnaires prussiens, expulsés en masse par les autorités occupantes, ne pouvaient plus entraver. L'ignoble massacre de Düsseldorf, approuvé publiquement par le Chancelier, montra aux Rhénans ce qu'ils pourraient attendre du retour d'un régime prussien. Le moment d'agir était venu ; les chefs, le docteur Dorten, M. Smeets, M. Matthes l'annoncèrent, prirent leurs dernières décisions. Il y a

quelques mois, l'autonomie dans le cadre du Reich les aurait satisfaits; ils sont plus exigeants aujourd'hui. Il semble que le chancelier Stresemann, d'accord avec quelques-uns des chefs du Centre catholique, se disposait à réaliser une république rhénane en trompe-l'œil. Le général Smuts qui représente l'Afrique du Sud à la Conférence impériale de Londres, met aussi, dit-on, dans son programme, la constitution d'une république rhénane neutre et démilitarisée : ce serait, dans sa pensée, un moyen de donner satisfaction à la France en assurant sa sécurité afin de la rendre moins exigeante sur les réparations. Mais les Rhénans sont devenus séparatistes et veulent une république indépendante qui engloberait toute la rive gauche du Rhin, avec une partie de la Hesse et de la Westphalie, en tout environ onze millions d'habitants. Le groupe d'Aix-la-Chapelle, en territoire occupé par les Belges, dirigé par MM. Deckers et Guthart, devançant le signal des chefs, proclame sans résistance, dans la nuit du 20 au 21 octobre, la république rhénane indépendante. Le 21 et les jours suivants, le mouvement s'étend sporadiquement d'abord autour d'Aix-la-Chapelle, puis jusqu'à Crefeld, à Duren où M. Matthes prend, le 22, la direction du mouvement, à Trèves, à Wiesbaden. Les chefs, surpris par une explosion prématurée, n'ont pas tardé à se ressaisir; l'attitude des populations a montré, malgré la pression des partis politiques et des agents du Gouvernement, que le mouvement répondait aux vœux de la masse. Après deux jours, de très vives résistances, dirigées par la police, ont commencé à se manifester. On se bat à Aix-la-Chapelle, à Crefeld ; à Bonn, sur l'invitation du bourgmestre, les troupes françaises ont maintenu l'ordre, à Wiesbaden les autorités militaires ont calmé le zèle de la police d'Empire qui brûlait de recommencer ses exploits de Düsseldorf ; Français et Belges ont gardé la neutralité et ne sont intervenus que pour réprimer le désordre et prévenir la guerre civile. Le ministre de l'Intérieur Sollmann est venu à Cologne, le 22, et a conféré avec les chefs du Centre, notamment le bourgmestre Adenauer. Peut-être le Gouvernement tentera-t-il d'offrir aux chefs rhénans une république autonome dans le cadre du Reich. En tout cas, il est déjà trop tard pour que le mouvement puisse être étouffé.

L'opinion française n'a pas manqué d'accueillir avec sympathie l'effort de libération des populations rhénanes qui n'ont jamais été prussiennes que par force ; mais le Gouvernement français ne pouvait qu'en rester spectateur impartial. Cette impartialité, d'ailleurs, trouve à l'étranger des incrédules ; beaucoup de journaux

restent persuadés que la France et la Belgique ont organisé, déclenché le mouvement. Nous observerons seulement que s'il était moins spontané, il serait mieux dirigé. S'il réussit, le problème est simple. Mais nous n'aurions le droit de le laisser échouer que s'il était démontré qu'il a contre lui la majorité de la population indigène, qui d'ailleurs ne saurait être valablement consultée que dans un cadre de réelle autonomie et sans crainte de représailles éventuelles. La présence des Anglais dans la zone de Cologne, des Belges dans celle d'Aix-la-Chapelle d'où est parti le mouvement, suffit à les garantir que rien ne sera définitivement réglé sans un accord avec eux. En tout cas, la constitution d'une république rhénane autonome ou indépendante ne saurait porter préjudice à notre droit aux réparations ; la fraction plus ou moins détachée assumerait sa part proportionnelle des réparations ; il deviendrait aisé de prouver qu'avec le concours des autorités locales le paiement des réparations est relativement facile et d'ailleurs bienfaisant, puisqu'il implique l'ordre dans les finances et l'activité économique. Ainsi l'anarchie conduit au morcellement, mais le morcellement n'est pas une solution par lui-même ; il peut seulement contribuer à rendre la solution plus facile et plus heureuse pour tous.

La présence à Londres des Premiers ministres des Dominions et l'imminence des résolutions de la Conférence impériale présage que la politique anglaise va entrer dans une nouvelle phase d'activité. La Conférence a été tout entière dominée par le problème du chômage qui pèse sur la politique britannique du poids annuel de 75 millions de livres sterling (entre 5 et 6 milliards de francs-papier). Cette lourde charge qui obère les finances anglaises, la politique française en est innocente; la guerre elle-même n'a fait qu'aggraver un état de choses dont les origines sont plus complexes et plus lointaines; cependant la préoccupation dominante du Labour party est d'empêcher la France de réduire l'Allemagne à un servage économique et de soumettre l'Europe à son hégémonie militaire; le récent manifeste du Conseil général des Trade-Unions et du Comité exécutif du Labour party invite le Gouvernement, dans ce dessein, à une politique plus active. Les Premiers coloniaux réclament, eux aussi, des solutions; ils s'étonnent que, la résistance passive ayant cessé dans la Ruhr, les réparations ne soient pas encore réglées, et peut-être se demandent-ils si c'est bien les réparations que veut M. Poincaré ou s'il ne poursuivrait pas la ruine de l'Allemagne. Ils paraissent avant tout préoccupés de trouver des remèdes écono-

miques à la situation difficile de l'Angleterre. M. Bruce, le Premier australien, revenant aux conceptions jadis prônées par Joseph Chamberlain, propose un régime de « préférence » impériale, c'est-à-dire, sans le nom, une forme de protectionnisme économique. Les industriels sont plus audacieux; ils attribuent, non sans raison, la recrudescence du chômage à la politique de déflation pratiquée depuis la fin de la guerre sous l'influence des banquiers de la Cité, c'est-à-dire à la préoccupation constante de ramener la livre au pair de l'or et de reconquérir sur New-York la prééminence financière. Les hauts prix de revient ont élevé autour de la production britannique un véritable blocus qu'il s'agissait de briser par une large politique de crédits qui aboutirait à l'inflation et à la dépréciation de la livre par rapport au dollar. La résistance de la Cité semble avoir fait écarter les projets d'inflation; mais il reste le désaveu de cette politique de déflation à tout prix et trop rapide qui, dans l'intérêt des banques, a compromis l'industrie et accru le nombre des chômeurs. M. MacKenna l'avait montré déjà, en janvier dernier, au grand scandale de l'orthodoxie financière. Sa formule « la déflation, c'est le chômage, » l'emporte aujourd'hui et implique une politique de stabilisation de la livre, nécessaire pour inspirer confiance au commerce et aux affaires. La politique française, M. Poincaré et la Ruhr étaient donc innocents du chômage qui sévit en Angleterre !

Au moment où des troubles graves éclatent en Allemagne et où le nationalisme militaire semble l'emporter, la visite de M. Masaryk, l'éminent Président de la République tchécoslovaque, accompagné de M. Benès, ministre des Affaires étrangères, à Paris (16-20 octobre), puis à Bruxelles et à Londres, prend une signification politique de premier ordre. Paris et la France ont fait à l'illustre représentant de a nation tchécoslovaque, ressuscitée par sa propre énergie et libérée par la victoire des Alliés, l'accueil le plus chaleureux. Les toasts échangés au dîner de l'Élysée sortent de la banalité des congratulations officielles. M. Millerand, en un langage très élevé, a montré ce que fut, au cours de l'histoire, l'amitié des deux peuples, français et tchèque; leur collaboration récente, instituée pendant la guerre, « n'est pas moins nécessaire aujourd'hui et nous en attendons les plus heureux résultats pour maintenir le respect des traités, assurer l'exécution des engagements pris et contribuer à la restauration de la stabilité en Europe; » puis il s'est réjoui « de voir les vues et l'action de votre pays étroitement associées à celles de la République française. » M. Masaryk, en un discours ému et chaleureux, a souligné

l'importance politique de son voyage. « C'est ma première visite officielle, et je la fais à la France, au nom d'une nation libérée ; pour notre République, ces instants ont une signification historique. » Et, définissant sa politique : « Nous avons incarné notre programme de politique extérieure par l'organisation de la Petite Entente. A l'égard de tous nos voisins, nous suivons ce principe que notre propre intérêt exige leur consolidation. La preuve en est fournie par notre politique à l'égard de l'Autriche et de la Hongrie. Nous travaillons loyalement et infatigablement à la consolidation de l'Europe centrale. Nous savons que c'est un problème difficile... Mais les difficultés sont faites pour être surmontées. » Des paroles si précises impliquent mieux qu'une commune orientation politique générale ; elles préparent des accords diplomatiques et militaires dont les premiers linéaments sont indiqués et qu'il reste à étudier et à fixer par écrit. L'entente franco-tchécoslovaque implique un rapprochement entre Varsovie et Prague. Ainsi va se resserrant l'entente des nations libérées ou agrandies par la victoire des Alliés; elle ne menace personne, mais elle est, pour l'Europe centrale et occidentale, un gage de stabilité dans le respect et l'exécution des traités.

Stabiliser, c'est aussi le sens des élections qui viennent d'avoir lieu le 21 octobre en Autriche et d'où le gouvernement de Mgr Seipel sort triomphant. Les chrétiens-sociaux emportent 86 sièges, les socialistes 66, les pangermanistes 12. Jusqu'ici le chancelier Seipel devait, pour avoir une majorité, gouverner avec une coalition des partis « bourgeois »; il dispose aujourd'hui d'une majorité avec son seul parti. L'Autriche s'est montrée fidèle et reconnaissante à l'homme d'État qui, avec le concours de la Société des nations, l'a tirée de l'abîme. Mais n'est-il pas curieux de constater que deux bons ouvriers de la consolidation européenne, Masaryk et Seipel, l'un protestant, l'autre prêtre catholique, sont l'un et l'autre des professeurs de philosophie? — Le récent voyage à Paris et à Londres de M. Kalfoff, ministre des affaires étrangères de Bulgarie, a rassuré ceux qui, sur la foi de nouvelles controuvées ou exagérées, s'imaginent toujours voir la Bulgarie partir en guerre ou en révolution. Le mouvement communiste, dirigé de Moscou, a complètement échoué grâce à une répression énergique et modérée; la Bulgarie, pour le moment, ne demande qu'à travailler en paix et à donner l'exemple de l'exécution des traités. Il nous plaît enfin de saluer, comme un gage lointain de stabilité et de paix dans les Balkans, l'heureuse naissance d'un prince héritier du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

En face de ces grands événements qui modifient la physionomie politique ou sociale de l'Europe, ou qui préparent l'avenir, combien les débats du congrès des radicaux-socialistes français apparaissent mesquins! La politique des partis est dominée de haut par les grands intérêts nationaux, et la nation est trop éclairée pour ne pas s'en rendre compte. En tout cas, le Président de la République le lui a rappelé, avec une singulière autorité, dans son discours d'Évreux (14 octobre). Radicaux et socialistes l'ont accusé de sortir de ses fonctions constitutionnelles et d'oublier l'impartialité qui est un devoir de sa charge. M. Millerand, au contraire, a exercé la plus haute prérogative de sa magistrature quand, se plaçant au-dessus des partis, il a montré la persistante nécessité de l'union des Français pour l'achèvement de la victoire. Il faut plaindre ceux qui se sentiraient atteints par ces nobles paroles. Le désarroi du parti radical-socialiste est apparu à son congrès, qui s'est ouvert à Paris du 18 au 20. Sur la question capitale de la Ruhr, il n'a pas de politique. Beaucoup de ses membres ont blâmé l'occupation ou se sont abstenus de l'approuver; ils ne peuvent guère tirer à eux le succès et ils n'osent pas espérer publiquement l'échec. Les radicaux cherchent à se définir et à se différencier, mais M. Jean Longuet leur dit, avec une terrible logique : c'est à prendre ou à laisser; il faut être avec les socialistes contre la politique nationale ou sans eux en marge de la majorité qui soutient M. Poincaré; alors adieu le « bloc des gauches » que beaucoup de radicaux, surtout dans le Midi, ont déjà conclu. Ils voudraient aussi se délimiter : « de Thomson à Varenne, » dit M. Herriot. Mais M. Léon Blum rétorque : « en dehors des socialistes il n'y a plus de parti républicain en France. » Les Allemands et M. Lloyd George, — qui a eu l'inconvenance de le dire publiquement, — espèrent la défaite de M. Poincaré aux prochaines élections et la victoire des radicaux. Ces vœux seront lourds à porter devant les électeurs. *Le Quotidien* réprouve l'occupation de la Ruhr : « erreur terrible, » affirme M. Aulard. Mais M. Herriot est d'un autre avis : « France d'abord. » D'un congrès où l'on n'a guère vu que des appétits et des rancunes, c'est le seul mot que l'on voudrait retenir.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

omis
bien
sent
les
pas
e le
ours
ortir
i est
plus
ssus
des
ceux
arroi
vert
is de
u se
ux le
caux
leur
faut
ux en
bloc
, ont
on à
hors
» Les
dire
aines
orter
uhr :
autre
e des
tenir.